

idées

AUTOUR DE L'AFFAIRE BAADER

Défense de l'Occident

LIRE les journaux, écouter le radio, regarder la télévision, aura été, ces jours derniers, un exercice singulièrement pénible pour ceux qui ont le malheur de souffrir de toute indignation. Ces appels à la haine, ce maquillage de la vérité, ces flagorneries pour le gouvernement allemand, ces crachats sur les cadavres de Baader et de ses amis, cette totale démolition de l'intelligence et du caractère, quel spectacle honteux !

Un intellectuel a le droit absolu de ne pas se méfier de la chose publique : d'Eschère à Nietzsche, la philosophie occidentale a traditionnellement exalté le sage qui demeure à l'écart, indifférent aux disputes des contemporains et à l'agitation du siècle. Un intellectuel peut aussi prendre part aux luttes de son temps, et, de Cicéron à Malraux, la liste des écrivains politiquement engagés est fort longue.

« Même si Dreyfus est coupable... »

Un tel engagement n'a toutefois de sens que s'il est pour l'objet de discerner, les esprits, et de donner au public le goût de la vérité et de la justice. Qu'il soit de droite ou de gauche, conservateur ou révolutionnaire, un écrivain ne peut pas mettre, sous peine de forfaiture, sa plume au service d'une autre cause que celle de la liberté. Il n'y a pour nous qu'une défense possible, qui est la défense des pauvres, des persé-

par
GABRIEL MATZNEFF

cutés, des opprimés. Quand le peuple italien secoue le joug de l'Austro-Hongrie, lorsque le peuple grec se dresse contre l'impérialisme ottoman, le libéraliste Chateaubriand et le jacobin Byron réagissent de la même façon.

En 1813, à un de ses amis qui lui annonçait son désir de fonder une revue politique, Goethe objectait : « Vous vous heurterez aux trônes et vous déplaçerez... vous serez contre vous tout ce qui est grand et d'un rang élevé, car vous défendrez les châtiments contre les palais, la cause des faibles contre la main des forts. » Aux yeux de Goethe, il ne va de soi que son ami adopte une telle attitude, la seule inévitable, la seule digne d'un homme de cœur.

En revanche, l'archétype de l'infamie, c'est Chateaubriand, au-delà de la gloire du prix Nobel, monté à la tribune d'un congrès des écrivains de son pays, et déclarant que sept ans et cinq ans de déportation sont un châtiment trop léger, et que s'il avait eu, lui, à juger Sindbad et Daniel, il les aurait fait tuer. Laissons aux policiers leur métier de policier et aux bourgeois leur métier de bourgeois. Quand il se manifeste dans la presse écrite ou parlée, un intellectuel n'a pas à hurler avec les loups, ni à soutenir l'appareil répressif de l'Etat, ni à flatter le parti le plus trouble, et souvent le plus ignoble, des pulsions populaires.

« Si même Dreyfus est coupable, qu'importe ! Zola a raison, car le devoir de l'écrivain n'est ni d'accuser ni de persécuter, mais de défendre même les coupables... Voilà ce qu'écrivait Tchekhov à Souvorine, et qui doit être, pour chacun de nous, la règle d'or. Les paysans allemands qui se transforment en délinquants à l'instigation de la police allemande sont excusables ; les intellectuels parisiens qui scandent trémolamment les slogans de l'impérialisme étranger ne le sont pas. Si c'est cela, la supranationalité, que Dieu nous en préserve ! La France y perdra l'indépendance de ses jugements, et le libre de ses sections. Elle y perdra son identité, et son âme.

« De toutes les contrevérités »

C'est délibérément que j'ai nommé Chateaubriand, Byron, Goethe, et quelques autres. En effet, les intellectuels d'aujourd'hui jouent présentement aux chasseurs de sorcières, se réclamant de l'Europe, et se plaçant à la défense de l'Occident. De toutes les contrevérités dont notre époque est féconde, celle-ci est la plus scandaleuse. Il n'y a pas d'autre défense de l'Occident et de ses valeurs que la défense des faibles et des opprimés. Combattre le terrorisme du désespoir est l'affaire des policiers. Le devoir des intellectuels est de combattre le terrorisme de la puissance mise au service de l'injustice.

Les points de vue de...

LION MURARD ET PATRICK ZYLBERMAN

La prophylaxie sociale

Lion Murard et Patrick Zylberman sont chercheurs au Centre d'études de recherches et de formation institutionnelles (CERFI).

VOICI reviens le temps de la chasse aux « insectes nuisibles » (Léonine), le temps de l'extermination des « hommes-poux » (Himmler). L'heure est à la prophylaxie sociale.

« Necker », ce mot d'ordre résume aujourd'hui l'art de gouverner. Le pouvoir est une « épidémie », et la production à jet continu d'ennemis de l'Etat la condition sine qua non du « renforcement » de la société. Fils de Thomas Mann — qui fut la « conscience » de l'humanité antifasciste européenne — Golo Mann demande que l'on fusille sur le champ les délinquants dont les complots extérieurs exigent la libération à la suite d'une prise d'otages. Se souvient-il d'avoir par le passé tenu ces propos : « Si aujourd'hui, une majorité d'Allemands se sentent mieux chez eux que ce ne fut jamais le cas dans la République Weimarienne, cela tient certainement en bonne part à ce qu'il n'y a pratiquement plus de juifs dans la Bundesrepublik. Ce que je viens de dire rend un son cynique et représente en effet une observation extrêmement dangereuse et grave. Mais cette observation doit être faite. Les surprises réussies intérieures de la République de Bonn et les succès extérieurs qu'en découlent, la relative détente qui caractérise aujourd'hui la vie publique allemande, tout cela a quelque chose à voir avec le fait que les juifs allemands ont été ou ont été massacrés. Dans cette mesure, on peut qualifier les actes d'expulsion et de génocide d'actes réussis ».

« (1). Comme quoi, faute de grives... »

Nul besoin, bien sûr, de la terreur pour mobiliser une société sans faille autour de ses chefs. C'est chaque jour, à bas bruit, que s'effacent les « mauvais éléments », et que se pratique une « sélection sans trêve ». Mais ce qu'autorise soudain l'état d'urgence, la crise, la guerre, ce sont de brusques déplacements de frontières, des déplacements de terrain. À partir de la lutte « anti-terroriste », comme à partir de la lutte « anti-hooligans » dans l'U.R.S.S. de Brejnev ou de la lutte « anti-révolutionnistes » dans la Chine de Mao, c'est un état d'urgence permanent de l'ordre public qu'on instaure : si les terroristes passent entre les mailles du filet, par contre on confie en quelques jours des centaines de cambrioleurs, de voleurs de voitures, d'étrangers en situation irrégulière, le nombre de délits diminue. C'est ensuite un vaste principe d'analogie pénale qui se met en place : déjà, c'est moins le « terroriste » que l'« ennemi objectif »

que la mente poursuit, et E. Zimmermann — organisateur de la splendide émission de T.V. « Aidez la police » — réclame des peines de dix ans de prison pour toute personne accordant son soutien à une association criminelle, « même si ne s'agit que d'une suspicion » (le Monde du 18 octobre). Ce qui porte avec elle la Grande Peur, c'est la vieille figure du « criminel sans crime ». Qui ose aujourd'hui contester, pour reprendre les termes mêmes employés en 1933 par un juriste nazi, qu'a eu éliminant les personnes dangereuses, les mesures de sécurité... « ont été prises d'un danger pour la communauté nationale, indépendamment de tout droit qui a pu être commis par ces personnes. Il s'agit de se préserver d'un danger objectif » (2). Les ennemis objectifs étant légion, ce sont des couches sociales de plus en plus larges que l'on promet, par vagues successives, au rang de « porteurs de tendances » menaçant l'Etat en danger (3). Le corps social tout entier est criminalisé, et le peuple a devenu son propre ennemi ».

Peine de sûreté

De là les romances au goût du jour des systèmes de répression qui, à l'est comme à l'ouest, s'associent dans la volonté d'exterminer les opposants et délinquants. A l'Est, le système « médico-psychico-pénal » tente de « changer » la personnalité des dissidents, « stérilise » (Viktor

Fainberg) dans ses instituts de tortures psychiatriques. A l'ouest, les atteintes aux droits de la défense sont un premier pas vers de futures « mesures administratives » en matière judiciaire, voire une médicalisation à la soviétique. Surtout on abolit, ou on va abolir « à terme », la peine de mort pour lui substituer une « peine de sûreté », c'est-à-dire un emprisonnement de longue durée sans aucune commutation de peine possible. Ainsi, la fonction neutralisante de la peine la plus élevée serait rétablie : la loi garantirait le public qui serait protégé de risque de récidive, jusqu'à une date où l'expérience montre que l'agressivité du criminel est usée. La fonction dissuasive serait également assurée (4), et il suffirait, pour mesurer la gravité de l'emprisonnement de longue durée, de se rappeler que l'on compte en moyenne quarante suicides par an dans les prisons sans compter les tentatives » (4). On conseille ainsi la mise en place d'un système pénal et pénitentiaire qui pousse les détenus au suicide ! Courir le « criminel sans délit », « séduire » l'agressivité des criminels et « suicider » les prisonniers, il s'agit là d'un nouvel âge de l'Etat policier, ou plus simplement d'une poussée macabre en Allemagne fédérale.

Ainsi, la vieille criminalité a vécu. Dispositif de partage, de discrimination d'une catégorie spéciale d'individus « dangereux », elle cède la place à la « violence ». Diffuse et proliférante, l'« agressivité » fera de tout individu un terroriste en puissance. A la criminalité « rétrograde », confinée à une couche « anormale » et stagnante de la population (celle des récidivistes, par exemple), succède une police des comportements infiniment démultipliée dans l'ensemble du champ social.

« Un peuple entier frappe les assommoirs ». Cette formule ignoble éprouve le rêve le plus secret du pouvoir, de tout pouvoir, d'une « seule » pensée. Car la santé politique d'un peuple s'achète au prix fort : la Purge, purgée, régénère le corps social se rassemble jusqu'à former un seul homme, comme disent si follement les Chinois. Dans ce mouvement même qui le produit comme un tel, il s'offre à la pleine maîtrise du pouvoir, et surgit tout entier à son tour comme suspect virtuel, objet à travailler, réformer, éduquer.

Bloqué par la crise économique, l'Europe se construira-t-elle autour du Marché commun ou du lynchage ?

- (1) Conférence devant le club Rhein-Ruhr, 14 juin 1968, cité par L. Polakow, l'Europe suicidaire, Paris 1977.
- (2) Th. Mann, Gestalt und Recht der Polizei, Hambourg 1943, cité par A. Arendt, Le Système totalitaire, Paris 1972.
- (3) De même que, selon la Constitution de l'Union de 1973, le droit et le devoir fondamental de tout citoyen est d'être pour la direction du parti communiste, de même, selon la Constitution de la R.F.A., et les lois sur la fonction publique dans le Land de Bavière, les fonctionnaires qui ne sont pas membres du parti communiste sont considérés comme suspects et doivent être éliminés.
- (4) Alain Peyrache, « Sur la peine de mort », le Monde du 25 août 1977.

FRANÇOIS BOTT.

Répliques

L'attitude de M. Waldheim

Nous avons reçu la lettre suivante de M. François Guillard, porte-parole de M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

Dans l'article publié dans le Monde daté 23-24 octobre, M. Paul Glinewski se déclare surpris que la communauté internationale, par la voix du secrétaire général des Nations unies, n'ait pas réagi de façon identique aux opérations de sauvetage d'otages d'Entebbe et de Mogadiscio : il n'est pourtant pas nécessaire d'être grand spécialiste du droit international pour relever la différence essentielle qui existe entre ces deux cas.

C'est en effet, avec le plein accord et la coopération du gouvernement somalien, que la Répu-

blique fédérale d'Allemagne a pu mener à bien l'opération de Mogadiscio. Dans le cas d'Entebbe, l'opération a eu lieu sans que le gouvernement ougandais en soit informé et sans qu'il ait été dans l'armée ougandaise elle-même. C'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement de Kampala a demandé à l'époque la réunion immédiate du Conseil de sécurité pour protester contre la violation de sa souveraineté. Par contre, le gouvernement somalien a tenu à informer M. Waldheim, des faits de l'opération de Mogadiscio et de son bord, de sa collaboration entière avec la République fédérale.

Ayant ainsi assimilé abusivement deux affaires fort différen-

tes, M. Glinewski en tire argument pour déformer, ensuite, de façon tout à fait tendancieuse, la position du secrétaire général concernant les prises d'otages, les détournements d'avions et autres actes de terrorisme.

Pourtant, c'est M. Waldheim qui, le premier, a demandé, en 1972, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la question du terrorisme, au sein du Comité de la Paix de l'Assemblée générale de l'ONU. C'est M. Waldheim encore qui, au moment de l'affaire d'Entebbe, a multiplié les efforts pour obtenir la libération des otages, s'efforçant ainsi les remerciements du gouvernement d'Israël. C'est M. Waldheim, toujours, qui a condamné sans distinction tous

les actes de violence dirigés contre d'innocentes victimes, où que ce soit dans le monde. C'est M. Waldheim, enfin, qui a multiplié les démarches pour obtenir la solution satisfaisante du drame de Mogadiscio et a pris l'initiative de demander à l'Assemblée générale d'examiner en priorité le grave problème de la sécurité de l'aviation civile.

Au moment où l'opinion publique internationale est justement alarmée et où la communauté des nations s'efforce de trouver les solutions qui s'imposent aux problèmes évoqués plus haut, il n'est pas douteux que la presse ait un rôle à jouer et des responsabilités à prendre, et c'est par souci d'objectivité que je me suis permis de vous adresser cette longue lettre.

L'éternelle accusée

M. Renner de Deb nous écrit à propos de l'article de Jean Flançois : « Les boucs émissaires » (le Monde du 25 octobre 1977).

(...) La R.F.A. est éternelle accusée. Je trouve plaisant que ce soit un journal français qui lui reproche de chercher des boucs émissaires, alors que les Français ont l'habitude de se montrer les Allemands du doigt en disant : « Heureusement qu'on n'est pas comme eux ou moins ! »

Intolérable, la suffisance d'une gauche française qui veut ainsi se

consoler du fait que la France, depuis des décennies, ne vote plus qu'à droite.

Etonnant, cette bonne conscience qui se précipite sur des actions terroristes commises à l'étranger pour y déceler une crise spécifique de la civilisation allemande et qui, en même temps, passe sous silence, ou presque, un attentat perpétré sur le sol français contre des installations de la télévision française et qui témoignent pourtant aussi d'une malaise politique indéniable. Mais ici,

l'analyse politique ne paraît pas opportune.

Quelle étonnante hypocrisie que celle qui consiste à reprocher aux Allemands d'avoir un penchant trop prononcé pour un Etat fort (et les Français, alors que l'Etat fort, c'est d'abord un produit historique spécifique à la France (et qui, pire est, dont la France est fière), alors que, si la France a connu plusieurs révolutions, c'est précisément parce que c'était le pays au pouvoir centralisateur le plus écrasant et qui a permis aux

disparités sociales de s'exacerber jusqu'à l'intolérable.

Cet Etat français, lourde machine bureaucratique, a-t-il tellement changé ? Les Français, tout en étant, ne sont-ils pas attachés à son « bon » ordre hiérarchique ? N'acceptent-ils pas sans trop rechigner les étonnantes disparités sociales qu'il continue à engendrer ?

D'autres peuples ne cherchent pas la voie de l'Ancien Régime pour se renouveler. Faut-il le leur reprocher ?

Voyeurs...

La société du spectacle vient de faire savoir une seconde mort à Gudrun Ensslin, par l'entremise d'un magazine versé dans l'art du sensationnel qui publie sur sa couverture et sur des affiches publicitaires une photo de la jeune femme, seins nus, avec cette légende : « L'égérie de la bande à Baader, une avocate du porno ».

était vraiment Gudrun Ensslin. Il s'agit seulement de la vendre. C'est pourquoi on la prostitue en diffamant et en imposant cette image de nature à satisfaire le cannibalisme des voyeurs et qui nous suggère que Gudrun Ensslin était deux fois coupable : d'être une terroriste et d'être une femme.

On ne cherche pas à savoir qui

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731
80 Hectares
dont 68 hectares de
premiers crus et
grands crus



Documentation L.M.
sur demande à Maison
BOUCHARD PÈRE & FILS
au Château Boite Postale 70
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. (80) 22.14.41
Tél. Bouchard 350.830 F

La Neige
brûle

24/10/77

هكذا من الناحية

EUROPE

LE TERRORISME EN ALLEMAGNE ET SES CONSÉQUENCES

Le détournement du Boeing de la Lufthansa est revendiqué par un groupe palestinien

Les «révolutions» sur le détournement du Boeing de la Lufthansa et la mort d'Andreas Baader et de ses deux compagnons se multiplient et continuent d'alimenter les polémiques en Allemagne fédérale. Selon notre correspondant à Bonn, Jean Wetz, la veille du jour où l'assaut devait être donné, à Mogadiscio, Andreas Baader aurait été condamné, devant un fonctionnaire de la chancellerie vicié, à rendre visite dans ses cellules, les «éditions brutales contre des civils innocents». Il aurait indiqué qu'il ne connaissait pas les auteurs du détournement du Landshut, et il aurait exprimé la conviction que lui et ses amis portaient, s'ils étaient libérés, exercer une influence modératrice sur la «troisième génération» de terroristes.

● A HAMBURG, les avocats de plusieurs membres du groupe Baader ont demandé, jeudi 27 octobre, la levée des conditions de détention destructrices de la personne humaine, qui sont, selon eux, imposées à leurs clients.

● A BEYROUTH, un petit groupe palestinien, qui s'intitule «Front populaire pour la libération de la Palestine-Section spéciale», a revendiqué, jeudi, la responsabilité du détournement du Boeing de la Lufthansa. A un message adressé aux journalistes libanais, cette organisation, qui est formée de dissidents du F.P.L.P. de M. Georges Habache, a joint les photos des deux hommes et de la femme qui ont été tués au cours de l'opération de Mogadiscio. Le chef du groupe terroriste, qui se faisait appeler «capitaine Walter Mahmoud», serait un ingénieur formé à Londres, du nom de Zohair Okache, né en 1954 dans un camp palestinien du Liban. Les deux autres morts seraient Nabil Ibrahim Harbi, vingt ans, ancien étudiant libanais à Tripoli, et Nadia Chahade Dabbas, vingt et un ans, étudiante palestinienne en économie. Selon l'hébergementaire Al Nahar, la jeune femme blessée lors de l'assaut du commando d'intervention allemand serait Souheila Saleh. Le groupe «F.P.L.P.-Section spéciale» serait dirigé par M. Wedhi

Haddad, un ancien collaborateur de M. Georges Habache, installé à Bagdad. M. Georges Habache, pour sa part, dément avoir inspiré l'opération. L'ambassadeur d'Algérie à Bonn, M. Mohammed Sahoun, a déclaré, jeudi, que son pays ne condamnerait pas l'opération de commando à Mogadiscio. «Il est faux, a-t-il indiqué, que l'Algérie désapprouve l'action du gouvernement allemand». Cependant, M. Roger Boerner, ministre-président du Land de Hesse, a proposé au gouvernement fédéral d'inviter les touristes allemands à ne pas se rendre en Algérie pour le moment. M. Boerner entend ainsi répondre à la prise de position de l'agence officielle d'information algérienne Presse Service, selon laquelle il est nécessaire de négocier les prisonniers de l'air (le Monde du 27 octobre).

Plusieurs attentats et manifestations de protestation contre la mort d'Andreas Baader ont encore eu lieu

à l'étranger. A Bruxelles, des manifestants ont occupé brièvement jeudi les locaux du quotidien conservateur la Lanterne pour protester contre un article attribuant les deux cent cinquante-trois morts du magasin Innovation, en 1967, à des extrémistes liés au groupe Baader.

Au Danemark, nous indique notre correspondant Camille Olsen, la police tente d'identifier des photographies découvertes au domicile d'une suspecte, Mlle Rosemary Priess, arrêtée dans l'express Copenhague-Libek en compagnie de Volker Speitel, mari de l'un des seize terroristes recherchés par les autorités allemandes. Le chef de la sûreté allemande, M. Herold, a déclaré cette semaine que la Scandinavie, en particulier la Suède et le Danemark, sévissent depuis longtemps de refuge aux extrémistes allemands qui y comptent de nombreux sympathisants. — A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.]

La fédération locale du P.C.F. estime que l'enquête en Alsace sur l'affaire Schleyer relève uniquement des autorités françaises

Dans un communiqué diffusé jeudi 27 octobre à Strasbourg, la fédération alsacienne du P.C.F. déclare que «l'enquête en Alsace sur l'affaire Schleyer relève uniquement des fuites et de la police française». Elle exige «la levée immédiate des mesures policières d'exception» et demande pourquoi «des mesures semblables n'ont pas été prises dans la région parisienne lors de l'assaut du commando d'intervention de l'armée de l'air (le Monde du 27 octobre)». La fédération «s'indigne de la suspicion jetée sur certains milieux, notamment le milieu écologiste». Elle demande enfin au gouvernement français de «se prononcer contre les interventions professionnelles en R.F.A. qui frappent des centaines de démocrates combattants, des manifestations néo-nazies et antisémites, qui sont une injure aux victimes du nazisme dont

Les obsèques de Baader, Raspe et Gudrun Ensslin à Stuttgart

Des policiers et des assistants masqués...

Stuttgart. — Ainsi que nous l'avons annoncé dans nos dernières éditions (le Monde du 28 octobre), quatre cents à cinq cents personnes ont assisté, le jeudi 27 octobre, à 10 h. 30, aux obsèques d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Karl Raspe au cimetière de Osnolden. Un dispositif policier extrêmement important avait été installé une heure plus tôt autour du lieu de l'inhumation ainsi que dans les bois qui entourent le Waldo Friedhof et le Dornhalden Friedhof. Des hommes du G.S.G. 9, le commando anti-terroriste, étaient présents, ainsi que la police montée, des chiens policiers, des voitures munies de projecteurs haut-puissants et des ambulances. Des policiers pistolets mitrailleur au côté, ont patrouillé toute la matinée sur le colline où se trouvent les deux cimetières, le cimetière de Stuttgart. Inlassablement, un hélicoptère tournait au-dessus du lieu de l'inhumation.

De notre envoyé spécial

Dans l'enceinte du Dornhalden Friedhof, où un service religieux a commencé à 10 h. 30, le cimetière Stralbeil de l'église évangélique wurtembourgeoise a notamment été déclaré. «Pour les uns, les hommes de la Fraction armée rouge sont des destructeurs; pour les autres, leurs noms sont associés, en dépit de toutes les destructions qu'ils ont pu commettre, à la recherche et au combat pour ce qui est humain. Si, à nos yeux, ce fossé paraît impossible à combler, en tant que pasteur, il est de mon devoir, face à la mort, de prier Dieu, seul guide et seul sauveur des hommes».

Devant lui très grave, une pelote foule dominée par quelques dizaines de noirs et un drapeau vietnamien. Le plus grand des assistants est le visage masqué par un toulard.

Interrogé sur le sens de sa présence à Dornhalden Friedhof, un serviteur de Munich, qui a tenu à l'anonymat, nous a déclaré : «C'est une protestation contre Stammheim. Je suis contre le terrorisme, mais je suis aussi contre l'Etat qui veut en servir pour édicter des lois répressives. Un héros d'une nouvelle de Kiesel, Michael Kohlhaas, lui est contre tous les gouvernements, contre la société tout entière et se transforme en rebelle armé avant de mourir sur l'échafaud».

LAURENT GREILSAMMER.

(1) Victime d'une injustice, le personnage de Kiesel entre en guerre contre la société tout entière et se transforme en rebelle armé avant de mourir sur l'échafaud.

PORTAIT-ROBOT DU TERRORISTE

Stuttgart (A.F.P.). — La police de Land de Bade-Wurtemberg vient de mettre au point et de diffuser un portrait-robot du terroriste moyen. Ce terroriste chimiste de préférence une habitation de banlieue, n'a son anonymat que mieux protégé. Il est âgé de vingt à trente ans, est souvent fréquemment d'aspect griné à ses perruques, une moustache, une barbe, des lunettes. Il tient ses cheveux. Il remue généralement à faire repousser son appartement avant de l'occuper et s'empare de disposer de plusieurs parages. Il parle son loup plusieurs fois par semaine. L'ameublement de son appartement est très modeste. Des vêtements, des chaussures, les serrures sont changées.

Les terroristes renouent souvent à apposer leur nom sur leur porte d'entrée. Ils évitent le contact avec les autres habitants et ne les laissent pas pénétrer chez eux. Ils quittent leur maison à des heures irrégulières. Ils ne reviennent pratiquement que le dimanche. Leurs visiteurs arrivent dans des voitures portant des plaques de police de différentes régions de la R.F.A. ou de l'étranger. Ils arrivent à la nuit tombée, n'aiment pas la minorité et sont introuvables dans le logement après avoir frappé à la porte ou sonné selon un code.

AFRIQUE DU SUD

«Un peuple sous les verrous»

C.R.I.A.A.

66 pages de témoignages éccablants

8 F. franco de port

A commander à :

CAMPAGNE ANTI-OUTSPAN

46, rue de Valenciennes, 75006 PARIS

Tél. : 336-00-14.

(Publicité)

Le Charte 77 et les Droits de l'Homme en Tchecoslovaquie

HOMMAGE A JAN PATOCKA

Etudes et documents rassemblés par le Centre Litvin, 45, rue de la Chapelle, 75013 Paris, France 36 7.

C.C.P. Paris 19.303-52

Autres documents disponibles sur les droits de l'homme : 1) U.R.S.S. 2) Pologne et Lituanie 3) 3) U.R.S.S. (2 fascicules) à paraître.

ROCHE-BOBOIS

Pour vous installer ou pour transformer votre salon, vous avez 500 F par mois...

Roche-Bobois n'est pas un magasin inaccessible. Nous vous offrons des conditions de crédit très souples étalées sur de longues périodes. Exemple : 10 % à la commande, 10 % à la livraison, le solde payable en 3, 6, 12, 15, 18 ou 21 mois. Alors quel que soit votre budget «maison», venez samedi chez Roche-Bobois, nous vous conseillerons pour vos problèmes de décoration mais aussi sur les moyens pratiques de transformer vos rêves, en réalité.

A Paris, 92-98, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 197-207, bd St-Germain

52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.

Espagne

MM. Fraga et Carrillo ont fait assaut d'amabilités

Madrid. — Fraga-Carrillo : qui aurait songé à associer ces deux noms, sinon pour les opposer ? M. Fraga Iribarne, le ministre de l'Information de Franco, le bastion de l'anti-communisme, le responsable de l'ordre public dans le premier gouvernement de la monarchie, le fondateur de l'Alliance populaire, cette organisation qui regroupe les nostalgiques du Caudillo, le défenseur, partout et toujours, de la police, de la paix dans les usines et dans la rue. Celui qui avait affirmé, dit-on : « Jamais je ne m'assoierai à la même table que Carrillo. »

M. Santiago Carrillo, l'épouvantail communiste, l'homme des guerillas antifranquistes à la fin des années 40, le chef clandestin qui, de Paris ou de Prague, organisait des grèves, infiltrait ses militants dans les syndicats et l'université de l'ancien régime, préparait un hypothétique renversement de la dictature. Dans l'imaginaire simpliste diffusé sous Franco, l'incarnation du mal absolu, un mauvais souvenir légué par la guerre civile.

Or, voici que les contrastes se sont réduits, jeudi 27 octobre, devant un beau parterre. M. Fraga Iribarne s'est fait le présentateur de M. Carrillo, lors d'une conférence de presse à l'occasion d'un club « Siglo XXI » fréquenté par le grand monde, où il est de bon ton, pour les dames, de venir en robe longue ou en fourreau.

L'eurocommunisme ? Une tendance...

Imaginez-le-on M. Chirac faisant de bonnes manières à M. Marchais, au Cercle des ambassadeurs ? Est-ce un miracle de plus de la nouvelle Espagne ? M. Fraga a rappelé qu'il n'y a jamais eu, même dans les années les plus tranquilles qui ont précédé la guerre civile, aucun lien entre le régime franquiste et le parti communiste. Quant à M. Fraga Iribarne, il tente visiblement, depuis quelque temps, de se débarrasser de l'image néo-franquiste qu'il était donnée avant les élections. Il n'a pas hésité à se montrer aussi progressiste que la gauche dans la discussion des problèmes économiques. En présentant M. Carrillo jeudi soir, comme un Espagnol « qui a les vertus et les défauts de la race », comme un homme avec qui le dialogue est possible, il a pu le croire de voir s'élancer de l'Alliance populaire ses éléments

De notre correspondant

les plus droitières : déjà une des composantes de la coalition, l'Union nationale espagnole, a annoncé sa sécession. Le Tout-Madrid a donc tout de suite fait un pas de plus, en cours sur le marxisme — cette science sujette à révélation, a-t-il dit — sur son implication en Espagne, et sur l'eurocommunisme, qualifié de « tendance au sein du mouvement communiste », qui est d'abord sa propre conception du marxisme « pour l'adapter aux conditions de notre continent ».

Pourquoi abandonner la dictature du prolétariat ? Pourquoi plaider en faveur d'une voie démocratique et pacifique vers le socialisme ? M. Carrillo a répété ses thèmes, qui sont bien connus : le projet socialiste d'appartenance, plus démocratique à l'avenir, garde « minoritaire en Espagne », mais à des secteurs chaque fois plus nombreux de la société. L'économie ? Dans les pays capitalistes avancés, elle a pris des formes qui sont déjà presque socialistes : les entreprises travaillent de plus en plus avec l'argent public. « Si la société participe à la direction de l'Etat, il n'y a plus de raison pour laquelle ne participe pas à la propriété des entreprises ». Il a expliqué pourquoi néanmoins son parti avait signé les accords de la Moncloa, qui acceptent comme modèle pour l'Espagne celui de l'économie de marché. « Parce que nous sommes conscients, a-t-il dit, que les Espagnols, le 15 juin, n'ont pas voté pour une transformation socialiste mais pour une transformation démocratique de la société ».

Cette phrase, M. Carrillo l'avait prononcée une heure auparavant aux Cortes. Il avait également

affirmé devant les députés que son parti n'avait pas signé le pacte de la Moncloa à moitié, mais qu'il était prêt à le défendre devant tout le pays « sans réserve ni hésitation ». C'est seulement au cas où les « forces bourgeoises » trahiraient leurs engagements, avait-il dit, que le parti communiste dirait à ses électeurs que « la seule solution possible à la crise est le socialisme ».

Sur ce point, M. Felipe Gonzalez avait parlé le même langage et affirmé que le parti socialiste ouvrier assumait, lui aussi, la « totalité des engagements qui avaient été pris ».

M. Carrillo s'est donc efforcé une fois de plus de rassurer ; il a répété ses convictions européennes, son opposition à l'OTAN comme au pacte de Varsovie et il a affirmé, à propos du caractère encore inédit d'un socialisme démocratique : « Si le socialisme en Europe occidentale a réussi à maintenir la démocratie, pourquoi le socialisme n'y arriverait-il pas ? »

Ce n'était sans doute pas suffisant pour apaiser les craintes de M. Fraga Iribarne. L'ancien ministre de Franco se dit convaincu, en effet, que M. Carrillo reste un communiste à de bonne souche » et qu'il convient de prendre garde. Mais cet avertissement, on a l'impression qu'il ne le lance plus avec la même ardeur qu'autrefois.

CHARLES VANHECKE.

Jocelyn

PARIS

134, bd St-Germain

78, ch. d'Alsace (Midi)

5, rue Cherche-Midi

Grande-Bretagne

L'ancien leader du parti libéral s'explique sur les amitiés qui ont brisé sa carrière

De notre correspondant

Londres. — M. Jeremy Thorpe s'est expliqué une fois de plus, jeudi 27 octobre, sur le « scandale » qui provoqua en mai 1976 sa démission de leader du parti libéral. A la suite des déclarations de M. Scott, un mannequin, affirmant avoir eu des relations homosexuelles avec lui, M. Thorpe, déjà passablement critiqué au sein de son parti sur d'autres points, avait renoncé à son poste de leader. Évidemment, l'affaire a rebondi avec les déclarations d'un ancien pilote prétendant qu'une personnalité libérale lui avait offert 5 000 livres pour tuer M. Scott, et celles d'un ancien député libéral, M. Bessell, installé en Californie, laissant clairement entendre qu'il avait tenté, avec d'autres, d'assassiner M. Scott.

Étant donné l'importance relative du petit parti libéral qui assure à M. Callaghan sa majorité au Parlement, une enquête officielle a été ouverte sur ces diverses allégations « scandaleusement commentées dans les journaux ».

M. Thorpe, dans une conférence de presse réservée à quelques journalistes britanniques, a démenti encore une fois avoir jamais eu des relations sexuelles avec M. Scott. Il a seulement

admis qu'il avait éprouvé « une amitié étroite et même affectueuse » pour son accusateur. Cette amitié l'amena à prêter de l'argent à M. Scott, à lui trouver un appartement et à l'aider en diverses circonstances, mais M. Thorpe a souligné qu'il avait l'habitude d'aider ses amis. Enfin, l'ancien leader libéral a nié toute participation directe ou indirecte au prétendu « complot » destiné à assassiner M. Scott. Il n'envisage nullement, comme on le lui suggère, de renoncer à son mandat de député.

Les déclarations de M. Thorpe ne mettent pas fin au « scandale » puisque l'enquête concernant M. Scott suit son cours. D'autre part, le fait que M. Thorpe n'ait pas poursuivi en justice ses détracteurs entretient des doutes.

Dans son éditorial, le Guardian souligne que M. Thorpe n'avait pas à démissionner, même si son homosexualité avait été établie. « Si toute personnalité ayant eu des relations homosexuelles devait démissionner », ajoute le journal, « il y aurait beaucoup de places vides au gouvernement, au Parlement, à la City et probablement dans les journaux... » — H.F.

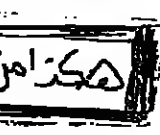
ROCHE-BOBOIS

Pour vous installer ou pour transformer votre salon, vous avez 500 F par mois...

Roche-Bobois n'est pas un magasin inaccessible. Nous vous offrons des conditions de crédit très souples étalées sur de longues périodes. Exemple : 10 % à la commande, 10 % à la livraison, le solde payable en 3, 6, 12, 15, 18 ou 21 mois. Alors quel que soit votre budget «maison», venez samedi chez Roche-Bobois, nous vous conseillerons pour vos problèmes de décoration mais aussi sur les moyens pratiques de transformer vos rêves, en réalité.

A Paris, 92-98, bd de Sébastopol - 10 à 18, rue de Lyon - 197-207, bd St-Germain

52, avenue de la Grande Armée et dans toutes les grandes villes de France.



DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. PAHR

L'Autriche voudrait renforcer ses relations avec la France

De notre correspondant

Le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Wilfried Pahr, qui est arrivé, jeudi 27 octobre, à Paris, pour une visite officielle de quatre jours, s'entretient ce vendredi avec M. Louis de Guiringaud, M. Pahr, qui sera reçu samedi par M. Giscard d'Estaing, doit avoir un entretien, lundi 31 octobre, avec M. Raymond Barre. A cette occasion, le chef de la diplomatie autrichienne lui transmettra, au nom du chancelier Kreisky, une invitation officielle en Autriche.

Vienne. — Si la cordialité n'a jamais fait défaut entre la France et l'Autriche, on ne cache pas à Vienne que les relations entre les deux pays pourraient être plus étroites. Cela est particulièrement vrai des échanges commerciaux, dont le déséquilibre se maintient au profit de la France. En 1976, même si la balance commerciale de l'Autriche s'est un peu améliorée, ses ventes à notre pays ont à peine couvert un peu plus de la moitié de ses achats.

Une étape importante a néanmoins été franchie puisque, à la suite des négociations menées avec le gouvernement fédéral, la régie Renault a décidé d'installer en Styrie (l'une des neuf provinces autrichiennes) une unité de fabrication de pièces coniques en aluminium. Dans un premier

temps, cette usine, dont la mise en service est prévue pour juin 1978, emploiera une centaine de personnes. Pour plus de 80 % la production (estimée à 1 000 tonnes) sera exportée vers la France. La valeur totale de cet investissement est évaluée à quelque 150 millions de schillings (1 schilling vaut environ 0,33 F).

M. Pahr, qui visitera lors de son séjour en France l'usine Renault de Donat, nous a dit : « C'est la première fois que l'on constate un résultat vraiment concret dans des négociations économiques entre nos deux pays. » Les échanges culturels, qui sont encore trop faibles, font eux aussi partie des sujets que veut aborder M. Pahr.

Il relancera l'idée de la création d'un institut culturel austro-français, dont la vocation serait le développement des relations culturelles avec les pays de l'Est. Cette idée, qui avait été lancée par le chancelier Kreisky, ne semble pas avoir trouvé d'écho en France. Le siège de cet institut serait situé à Schlosshof, en Basse-Autriche, à la frontière tchécoslovaque. Financé par l'Autriche et la France, il devrait permettre d'élargir les échanges entre écrivains, artistes et intellectuels des deux pays, mais aussi des pays de l'Est. Plus que des aspects techniques de ce projet, c'est essentiellement de l'importance politique d'une telle idée, que veut discuter le ministre autrichien des affaires étrangères.

ANITA RIND.

DANS SA CONFÉRENCE DE PRESSE

Le président Carter s'est félicité des progrès de la négociation SALT

En dehors du problème des relations avec l'Afrique du Sud (voir page 6), le président Carter a évoqué jeudi 27 octobre, au cours de sa conférence de presse les points suivants :

● **SALT 2** : « J'ai eu quelques semaines », il sera évident que les négociations SALT 2 ont été réalisées vers la conclusion d'un accord SALT 2 avec l'Union soviétique. « Il y a de bonnes chances » que nous puissions nous entendre sur les lignes générales d'un accord. La mise au point des détails demandera « plus de temps ».

● **PALESTINIENS** : « Les Palestiniens ont les mêmes droits fondamentaux que tous les hommes. Comme les Juifs, ils ont le droit d'être respectés, d'être nourris et d'avoir un foyer (home). »

● **ECONOMIE** : M. Carter a refusé d'accorder une priorité à une réduction des impôts. Les différents points de son programme fiscal, a-t-il dit, devraient être adoptés dans leur ensemble.

● **ÉNERGIE** : M. Carter a défendu à nouveau avec vigueur son plan énergétique. L'adoption d'un tel plan, a-t-il déclaré, nous sommes capables de faire preuve.

importantes de pétrole en de gas. Cet impôt ne s'appliquera qu'à 11 % des usages américains, dont les chaudières peuvent être converties au charbon, ainsi qu'à toutes les chaudières installées dans le futur.

● **CRITIQUES DE M. BURNS** : M. Carter a déclaré qu'il accueillait volontiers les critiques de M. Burns, président de la Banque fédérale de réserve (le Monde du 28 octobre). M. Burns, a-t-il dit, est « un homme indépendant, très capable et au franc-parler ».

● **Le ministre espagnol des affaires étrangères** a été reçu par le président Carter. Le roi Juan Carlos III a accordé une interview à la presse locale durant son séjour en Arabie saoudite au début de la semaine. Le ministre fait indirectement allusion à une dépêche du journal *Al Bayan* sur des déclarations prêtées au souverain espagnol et définissant les conditions de la reconnaissance de l'État d'Israël (le Monde du 27 octobre). — (A.F.P.)

● **Le Conseil de sécurité de l'ONU** a invité jeudi 27 octobre, par 10 voix contre 1 (États-Unis), l'observateur de l'O.L.P. à l'ONU, M. Zaidi Labib Tadmou, à participer sans droit de vote à ses délibérations sur le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Canada, la France, la R.F.A. et la Grande-Bretagne se sont abstenus. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● **UNE GREVE DES CHEMISERES** : Depuis le 26 octobre, la majeure partie des chemins de fer d'Argentine. Malgré l'appel de leurs syndicats en faveur d'une reprise du travail, les grévistes qui réclament des améliorations salariales — ont décidé d'étendre leur mouvement.

Bolivie

● **DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES** pourraient avoir lieu en Bolivie dès juillet 1978, annonce le quotidien catholique bolivien *Presencia*. Il s'agit d'un référendum, d'élire un président et une Assemblée constituante chargée, notamment, d'élaborer une réforme parlementaire transformant le système bicaméral en une Chambre unique avec représentation des différents secteurs de l'activité nationale.

El Salvador

● **DE GRAVES INCIDENTS** ont opposé, le jeudi 27 octobre, des paysans manifestant pour obtenir des augmentations de salaires et les forces de l'ordre, au Salvador. Les policiers ont tiré dans la foule, tuant deux personnes, dont une femme. Les policiers ont déclaré qu'ils avaient été obligés d'ouvrir le feu pour se défendre contre les attaques des manifestants. Ceux-ci ont déclaré que quelques centaines — sont allés, ensuite, se réfugier dans la cathédrale de San-Salvador.

Laos

● **LES LIASONS AÉRIENNES** entre Vientiane et Bangkok ont été interrompues temporairement, a annoncé jeudi 27 octobre le gouvernement laotien. La raison de cette décision est la pénurie de carburant occasionnée par un embargo sur le pétrole décidé à l'encontre du Laos par la Thaïlande ; cet embargo, qui a duré trois semaines, a été levé la semaine dernière. — (Reuter.)

Maroc

● **M. BOUCETTA**, nouveau ministre marocain des affaires étrangères, effectuera, à partir de samedi 28 octobre, une visite à New-York et Washington, où il rencontrera M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, et le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance. Jeudi, le roi Hassan II s'est jointement entretenu à Rabat avec l'ambassadeur des États-Unis.

Nations unies

● **ENVIRON DEUX MILLE MEMBRES DU PERSONNEL** du siège des Nations unies, à Genève, ont défilé jeudi 27 octobre en silence dans l'enceinte du siège européen de l'ONU en signe de protestation contre la réduction envisagée de 17 % des salaires des bas à partir du 1^{er} janvier. Cette réduction a été recommandée par une commission de l'ONU, qui estime que ces salaires sont trop élevés par

rapport à ceux des travailleurs n'appartenant pas aux Nations unies. — (Reuter.)

Pays-Bas

● **UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE** du parti socialiste décidera, le 5 novembre, de la participation du parti au nouveau gouvernement néerlandais. Le groupe parlementaire avait approuvé, mardi 26 octobre, la démission des postes ministériels dans le nouveau gouvernement (sept socialistes, sept chrétiens-démocrates et deux démocrates 66), constatant ainsi fin à une crise gouvernementale de cinq mois. Mais le conseil du parti, qui groupe cent vingt-cinq représentants de fédérations régionales, a rejeté cette formule. — (A.F.P.)

Pérou

● **LA RÉPRESSION DONT SONT VICTIMES LES SYNDICALISTES** au Pérou a fait l'objet, le jeudi 27 octobre, à Paris, d'une conférence de presse de M. Victor Cuadros, secrétaire général de la fédération des mines. M. Cuadros, qui a été emprisonné, est actuellement exilé, en compagnie de deux autres, Mme Ricardo Diaz et M. José Ota Medino. Des syndicalistes français de la Fédération de l'éducation nationale et de Force ouvrière, ont assuré M. Cuadros de leur solidarité, de même que M. Yves Dechezelles, au nom de la Ligue des droits de l'homme. M. Cuadros venait de remettre au Bureau international du travail à Genève, un rapport sur « les atteintes au droit de grève et aux libertés syndicales au Pérou ».

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA AU BRÉSIL EN 1978

Brasilia (A.F.P.). — M. Giscard d'Estaing se rendra au Brésil après les prochaines élections législatives en France, probablement entre les mois d'avril et d'octobre 1978, a déclaré, le jeudi 27 octobre, à Brasilia, M. Michel Fontatowski, envoyé spécial du président de la République française, à l'issue d'une série d'entretiens avec des dirigeants brésiliens, notamment le président Collor. Le voyage pourrait avoir lieu en mai prochain.

M. Fontatowski a, d'autre part, déclaré qu'il avait fait part à ses interlocuteurs du désir de la France de développer ses liens culturels et économiques avec le Brésil. Il a indiqué, en particulier, que les entreprises françaises étaient intéressées par une participation à divers grands projets brésiliens dont le barrage géant Itaipu, ouvrage commun au Brésil et au Paraguay, sur le fleuve Paraná. Divers groupes français ont déjà des contrats de fourniture d'équipements hydro-électriques au Brésil pour les barrages de Tucuru et d'Itaipu dans le sud du pays.

La France est intéressée par la fourniture d'équipements industriels afin de réduire son déficit commercial à l'égard de ce pays, précise l'ancien ministre. Interrogé sur la fourniture de matériel militaire, M. Fontatowski a déclaré que ce problème « n'avait pas été au centre des discussions », et qu'il avait indiqué à ses interlocuteurs que la France était disposée à livrer des équipements, mais pas d'unités de recyclage susceptibles de produire du plutonium.

M. JEAN GUEURY EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Le Journal officiel du dimanche 30 octobre annonce la nomination de M. Jean Gueury comme ambassadeur en Nouvelle-Zélande, en remplacement de M. Albert de Schonen. Né en 1917, entré aux affaires étrangères en 1945, M. Gueury, outre fonctions à l'administration centrale (en 1945-1946 au cabinet du ministre, M. Bidault, en 1949-1950 à la direction de l'Europe, en 1956-59 à la direction d'Afrique-Lévant), a été successivement en poste à Sofia, Belgrade, Varsovie, La Haye, avant d'être nommé directeur du cabinet du secrétaire général de l'AN, Premier conseiller à Tunis, en 1969. Il a été ambassadeur à Somalie de 1973 à 1976.

● Le Journal officiel du jeudi 27 octobre publie un arrêté de M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, nommant « assistants techniques M. Benoit Iboville, conseiller des affaires étrangères, et Jean-Marc Rochet, secrétaire des affaires étrangères, en remplacement de M. Gérard Errera et Georges aux, appelés à d'autres fonctions ».

● Le voyage du ministre des affaires étrangères à Lagos. — Quel d'Orsay a annoncé vendredi 28 octobre que le voyage à Lagos au Nigeria de M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, qui devait avoir lieu du 13 au 17 novembre, est reporté à une date qui reste à fixer (probablement en janvier), le chef de la diplomatie française, le général Carter, étant venu à New-York par les débats à se dérouler aux Nations unies pendant le mois de novembre.

Vous avez un cadeau à faire, pas d'idées et 150 f.

ROCHE-BOBOIS

Oui, Roche-Bobois, ce n'est pas seulement un magasin de meubles ni un créateur d'ambiance. Roche-Bobois c'est aussi une « Boutique » pleine de charme, de surprises et d'idées. Venez samedi,

vous pourrez y choisir un patchwork, rêver devant des porcelaines fleuries, vous offrir du beau linge ou encore déposer une liste de mariage. Il y a même des petits cadeaux à partir de 6 F.

A Paris et en banlieue, Athis-Mons, 37 route de Fontainebleau - Bourg-la-Reine, 72 bd du Mal Joffre - Melun, 2 rue St-Etienne - St-Germain-en-Laye, 98 rue Léon Dégoy - Versailles, 6 rue au Pain (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

Nouveautés Seuil

LES BEQUILLES DU CAPITAL

ANICET LE PORS

Anicet Le Pors Les béquilles du capital

Répondant du capitalisme, Anicet Le Pors, ancien directeur du Parti Communiste, ancien chef de la division de politique économique du Ministère des Finances, 75 milliards de fonds publics à l'industrie : quelle est la politique de relance ? Un livre au cœur du débat sur les nationalisations. 256 pages, 39 F. Coll. Économie & Société dirigée par E. Biais.

Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir

La faillite du Cartel (1924-1926)

Jean-Noël Jeanneney Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir

L'analyse d'un épisode historique : l'échec du Cartel des gauches ou comment éviter aujourd'hui des erreurs fatales pour une gauche au pouvoir. 160 p. 39 F. Coll. L'Histoire immédiate.

Gregory Bateson VERS UNE ECOLOGIE DE L'ESPRIT

SEUIL

Gregory Bateson Vers une écologie de l'esprit

Le premier tome de l'œuvre de Bateson, maître à penser aux États-Unis d'une nouvelle génération de chercheurs chez qui s'allient théorie de l'information, philosophie analytique et influence de la sagesse orientale. Trad. de l'américain, 288 p. 49 F. Coll. Recherches anthropologiques dirigées par R. Guindon.

LES BASQUES UN PEUPLE CONTRE LES ETATS

SEUIL

Francisco Letamendia Les Basques Un peuple contre les Etats

F. Letamendia retrace l'histoire du Pays Basque et montre pourquoi le nationalisme basque est aujourd'hui inséparable du combat socialiste. Traduit de l'espagnol, 288 pages 49 F.

LE MYTHE DU DEVELOPPEMENT

SEUIL

Candido Mendès Le mythe du développement

Les débats d'un Colloque international sur la crise du développement. Des philosophes, économistes et sociologues européens et américains, y ont participé, dont E. Morin, R. Dumont, C. Castoriadis, J. Attali, J.-M. Domenach. 288 pages 49 F. Coll. Essai dirigée par J.-M. Domenach.

Abonnement gratuit

au Bulletin d'Informations des Editions du Seuil

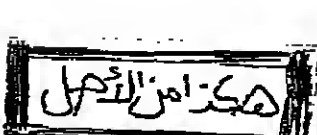
A retourner aux Editions du Seuil, 27, rue Jacob - 75261 Paris - Cedex 06

NOM

ADRESSE

PROFESSION

Je m'intéresse à : ☐ romans ☐ essais et théorie littéraire ☐ philosophie et sciences humaines ☐ histoire ☐ politique/économie ☐ sciences ☐ religions ☐ musique ☐ architecture/urbanisme ☐ cinéma ☐ santé ☐ éducation



AFRIQUE

LA LUTTE CONTRE L'APARTHEID

J'ai décidé d'accorder mon appui à des sanctions énergiques contre la vente d'armes à l'Afrique du Sud
déclare le président Carter

Le président Carter, au cours de sa conférence de presse, tenue jeudi 27 octobre, nous a rendus compte par ailleurs, s'est déclaré favorable à un embargo sur toutes les armes à destination de l'Afrique du Sud.

Il a tout d'abord souligné la « profonde et légitime inquiétude » des États-Unis devant la répression frappant les dirigeants noirs et les Blancs qui les soutiennent en Afrique du Sud.

« La crise, a-t-il dit, a été la dernière dernière qu'il faut que du Sud se supprime le droit à une presse libre et élimine de nombreuses organisations qui œuvraient en faveur de l'égalité pour tous les citoyens.

LA FRANCE N'A SIGNÉ AUCUN CONTRAT AVEC PRETORIA DEPUIS AOUT 1975
déclare M. Bourges

« Aucun contrat de vente d'armes à l'Afrique du Sud n'a été signé depuis le voyage au Zaire du président Valéry Giscard d'Estaing, en août 1975, au cours duquel il avait redéfini la politique française dans ce domaine », a déclaré jeudi 27 octobre le ministre de la Défense, M. Yvon Bourges, à l'occasion d'un déjeuner de l'Association de la presse anglo-américaine de Paris, dont il était l'hôte.

Les contrats signés antérieurement avec ce pays, a indiqué M. Bourges, ont tous été exécutés depuis un an, à l'exclusion des contrats navals, qui portent sur la livraison de deux sous-marins de type Agosta et de deux avions actuellement en construction à Saint-Nazaire et à Lorient.

« J'ai décidé de donner mon appui à des sanctions énergiques contre la vente d'armes à l'Afrique du Sud », a-t-il ajouté. Nous aurons de concert avec des amis occidentaux et des dirigeants africains et dans le reste du monde (...). A mon avis, les Nations unies adopteront une telle résolution, qui bénéficiera du soutien unanime des nations du monde. Il s'agit d'une directive de ma part prévoyant que l'interdiction frappera aussi les ventes de pièces détachées d'autres mesures à prendre à l'avenir.

Interrogé sur l'éventualité d'actions unilatérales de l'Afrique du Sud, le président a répondu : « Nous ne nous sommes pas prononcés, à ce stade, sur un quelconque embargo sur les échanges commerciaux ou les investissements. »

« Aux Nations unies, les cinq pays occidentaux, actuellement membres du Conseil de sécurité (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Canada et République fédérale), se seraient, pour leur part, mis d'accord sur un projet de résolution comportant un embargo sur la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud pour une période de six mois, a-t-on indiqué jeudi soir 27 octobre dans l'entourage des délégations occidentales.

C'est la première fois que les trois puissances occidentales, membres permanents du Conseil de sécurité, acceptent et même proposent elles-mêmes un tel embargo obligatoire.

Le Conseil de sécurité, en principe, reprendra le 28 octobre ses débats sur la situation en Afrique du Sud. Il a été saisi récemment de quatre projets de résolution africains. Le projet occidental n'a pas été déposé et il est probable que des consultations vont se poursuivre notamment avec les pays africains, avant que le Conseil ne passe au vote. — (A.F.P., Reuter.)

PRETORIA : une décision aux motifs totalement inacceptables.

(De notre correspondant.)
Johannesburg. — « Ce n'était pas inattendu », et l'Afrique du Sud, a-t-on déclaré, jeudi 27 octobre, le ministre de la Défense, M. Pieter Botha, après les déclarations du président Carter.

« Nous regrettons vivement que le gouvernement ait jugé nécessaire de prendre cette décision non tant pour ses effets que pour le principe », a déclaré pour sa part le ministre des affaires étrangères, M. P. W. Botha.

« Les motifs de cette décision sont tout à fait inadmissibles, nous nous refusons à accepter une telle décision. Nous sommes prêts à discuter avec le gouvernement sud-africain. Or, nous demandons d'adopter un système politique qui, inévitablement, entraînera des tensions dans notre propre pays. Il est manifeste que nous faisons l'objet d'un traitement spécial, non pas pour les raisons mentionnées par M. Carter, mais à cause des demandes d'un certain nombre de pays qui mènent activement depuis plusieurs années une véritable campagne. »

Ce même jour, le sénateur Owen Horwood, ministre des finances, était l'hôte du club des hommes d'affaires américains de Johannesburg. Après avoir réaffirmé les « ingérences du gouvernement américain dans la politique intérieure sud-africaine », le ministre a rappelé les liens économiques toujours plus étroits entre les deux pays.

« Alors que les Etats-Unis, a-t-il dit, accusent un déficit commercial record avec le reste du monde, l'excédent de leur balance commerciale avec l'Afrique du Sud s'est multiplié par cinq en dix ans (157,6 millions de rands en 1966, 816,2 millions de rands en 1975). Les exportations vers l'Afrique du Sud approchent 1 300 millions de rands par an et sont plus élevées que celles de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne. Je n'ai pas besoin de vous rappeler le montant élevé des capitaux de toutes sortes qui ont été investis ici ces dernières années par les Américains. » — C. G.

(1) Un Rand = 5 francs.

Rhodésie

Les deux mouvements de guérilla sont au bord de la rupture

Nairobi. — Pour la première fois en près de douze ans, un « commissaire-résident » désigné par Londres se rend en Rhodésie avec l'accord du gouvernement rebelle de M. Smith. Accompagné du général indien Prem Chand, représentant spécial des Nations unies, lord Carver doit être à Salisbury le 2 novembre, soit neuf jours avant la commémoration de la proclamation, en 1965, de l'« indépendance unilatérale » de la colonie de la couronne.

Si l'on s'en tient aux récents propos de M. Smith, l'ancien officier britannique ne sera sûrement pas accueilli en tant que « commissaire-résident » mais plutôt en « ambassadeur » de Londres. De toute façon, ces difficultés commencent dès l'étape de Lusaka, où il est attendu le 31 octobre. En effet, c'est à l'occasion de ce bref séjour en Zambie de lord Carver et du général Chand que le plan anglo-américain de paix doit subir un test jugé délicat.

Outre le président Kaunda, les deux ambassadeurs doivent rencontrer à Lusaka M. Robert Mugabe et Joshua Nkomo, coprésidents du Front patriotique, qui Rhodésie. Or, entre le secrétaire général de la ZANU et le président de la ZAPU, l'accord semble de plus en plus difficile. Malgré les démentis, le Front patriotique serait même menacé par une scission de fait si son droit, un an à peine après sa formation.

La discussion sur l'intégration des deux mouvements nationalistes devait reprendre ce mois-ci à Lusaka. Elle a été reportée sous divers prétextes, à trois reprises, et aucune nouvelle date n'a été avancée. Les relations entre la ZANU et la ZAPU se sont dégradées à un point tel qu'on se demande si un modus vivendi entre les deux organisations pourrait être rétabli sans recourir à un nouveau « sommet » des chefs d'Etat africains « de la ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie). En tout cas, M. Mugabe et Nkomo pourraient difficilement refuser de se rendre à la convocation de ceux qui leur apportent depuis janvier 1977 un « appui total et exclusif ».

Qu'a-t-il pu se passer pour qu'on en arrive au bord de la rupture entre les deux guérillas africaines de Rhodésie ? D'abord, le Front patriotique n'est que le fruit d'une alliance tactique entre M. Mugabe et Nkomo conclue en octobre 1976 afin de présenter un front commun à la conférence de Genève. « Nkomo semble capable d'accepter n'importe quel marché et nous devons garder un œil sur lui », devait alors expliquer un porte-parole londonien de la ZANU. Pour le chef de la ZAPU, après l'échec de ses négociations avec M. Smith, en mars 1976, il s'agissait de prouver son

De notre correspondant en Afrique orientale

insubordination et surtout de gagner le temps de remettre sur pied ses propres unités de guérilla.

A l'époque, en effet, après deux années de démolition, les unités de la guérilla de la ZAPU recommençaient à peine à se manifester sur le terrain en appuyant sur deux pays amis, le Botswana et le Zambie. Elles paraissaient encore bien faibles à côté de celles de la ZANU, qui s'installaient en Rhodésie à partir de la frontière du Mozambique depuis décembre 1975, soit six mois après l'indépendance de ce pays.

Rixes et incidents

Depuis un an, l'équilibre entre les deux armées de libération ne s'est jamais rétabli. Si l'on en croit les chiffres de Salisbury, trois mille partisans de la ZANU se battent actuellement dans le nord-est, l'est et le centre de la Rhodésie. Ils seront quatre mille à la fin de l'année. Les effectifs de la guérilla de la ZAPU sont de meilleure qualité, mais moins nombreux : cinq cents guérilleros, qui opèrent dans le sud et l'ouest du pays, qui devraient doubler avant l'année prochaine.

Avec le renforcement parallèle des deux mouvements armés, des incidents ont fini par éclater sur le terrain, notamment aux environs de Bulawayo. Les tentatives d'entraînement en commun des recrues, en particulier en Tanzanie, ont donné lieu à quelques rixes. Aujourd'hui, les bases arrière de la ZANU se trouvent au Mozambique. Celles de la ZAPU sont situées en Zambie et en Angola. En Rhodésie, les opérations des deux guérillas ne sont pas coordonnées.

Le Front patriotique n'a donc jamais été qu'une alliance fragile entre les partisans de la lutte armée. En septembre, l'accueil assez favorable réservé en Afrique au plan de paix anglo-américain semble lui avoir porté un coup supplémentaire. Les dirigeants du Front patriotique se sont entendus pour réclamer leur participation au pouvoir qui sera exercé conjointement par lord Carver et le général Chand dans l'éventualité d'une transition vers l'indépendance du Zimbabwe. Mais leur entente semble en route.

Le désaccord entre M. Nkomo et Mugabe est apparu au grand jour lorsqu'on a appris, de source sud-africaine, que le président Kaunda avait secrètement reçu, sept heures durant, le 25 septembre, M. Smith. Comme M. Nkomo passe pour le champion du chef d'Etat sambien, M. Mugabe s'est rendu à Lusaka pour demander à ce dernier des

explications sur la rencontre, organisée par M. Tony Rowland, P.D.G. du consortium Lonrho, lequel a des intérêts sur les deux rives du Zambèze. L'un des cadres de bonnes sources, M. Rowland continue depuis lors de faire la navette entre Salisbury et Lusaka, ce qui a fait croire à tort à une délicate rencontre Smith-Kaunda.

L'annonce d'un dialogue entre Lusaka et Salisbury, grâce aux bons offices de M. Rowland, ne pouvait que mettre à nu l'opposition fondamentale entre les deux coprésidents du Front patriotique. M. Nkomo, qui bénéficie des faveurs de Moscou, est assez représentatif des aspirations de la bourgeoisie africaine de Rhodésie. Il semble prêt à confier les principaux rouages de l'économie aux Européens du pays. M. Mugabe exprime davantage un nationalisme africain moderne, teinté de marxisme et plus soucieux d'assurer le transfert aux Noirs des pouvoirs politiques et économiques, que de poursuivre la lutte armée le temps qu'il faudra.

Faute d'une capitulation de M. Smith, M. Mugabe s'inquiète de l'application d'un plan anglo-américain qu'il juge susceptible de priver les nationalistes africains de fruits de leur lutte armée. M. Nkomo semble davantage se résigner à jouer le jeu de la négociation, même quand elle ne lui offre que le avantage publicitaire des propositions de Londres et de Washington.

Dans le calcul du président de la ZAPU, rentre en ligne de compte et c'est pour lui un atout supplémentaire — la volonté des cinq Etats « de la ligne de front » d'aboutir à un règlement sans trop tarder. Réunis à Lusaka en septembre, les cinq Etats ont émis de sérieuses réserves à l'égard de l'initiative anglo-américaine. Ils ne lui ont pas moins offert un aval qui leur a valu, M. Mugabe et ses amis que M. Nkomo et ses lieutenants. S'inquiétant d'un compromis douteux, la ZANU demeure, en fait, beaucoup plus sur la réserve que la ZAPU.

L'unité du Front patriotique ne pourrait se réaliser que dans l'opposition à toute négociation avec le régime Smith. Ce sera la première difficulté à laquelle se heurtera lord Carver à Salisbury, où le ton s'est durci ces dernières semaines. Le régime rhodésien paraît toujours aussi hostile à l'égard de la ZANU. M. Smith, au début de laquelle, selon le plan anglo-américain, il serait invité à remettre tous ses pouvoirs à lord Carver. La tension actuelle entre Washington et Pretoria ne semble en outre pas de nature à inciter les Sud-Africains à exercer des pressions sur M. Smith en faveur de la conciliation.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

APRÈS L'ENLÈVEMENT DE DEUX FRANÇAIS EN MAURITANIE

M. Bourges rappelle que « l'armée est aux ordres du gouvernement »

Une réunion exceptionnelle a eu lieu jeudi 27 octobre, en fin d'après-midi, à l'Elysée, autour du président de la République. Elle groupait MM. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères ; Bourges, ministre de la Défense ; Galley, ministre de la coopération, et le général Méry, chef d'état-major des armées. Malgré l'absence de tout commentaire de l'Elysée, il est vraisemblable que cette réunion extraordinaire — convoquée à l'improviste — avait pour objet d'étudier la situation créée par l'enlèvement de Français par le Polisario en Mauritanie.

On estime, dans les milieux militaires, à Paris, que cette réunion a marqué que, pour la France, les « limites de l'intolérable » ont été atteintes.

Avant cette séance de travail à l'Elysée, le ministre de la Défense, hôte d'un déjeuner de la presse anglo-saxonne, avait été interrogé sur l'éventualité d'une intervention militaire de la

France. N'excluant aucune hypothèse, le ministre avait rappelé que « l'armée française est aux ordres du gouvernement » et dénoncé « un acte de brigandage » concernant des civils assimilés à tort à des « mercenaires » que « la France ne peut accepter ».

La présence du général Méry à la réunion de l'Elysée s'explique, aussi, par le fait qu'il est le « patron » du Centre opérationnel des armées (C.O.A.), un état-major interarmées qui siège dans des locaux souterrains au ministère de la Défense et qui est chargé, en permanence, de traiter des crises, quelles que soient leur nature, leur gravité et leur évolution, en recueillant le maximum de renseignements.

« Au cours d'une conférence de presse organisée « quelque part près de Tindouf », le secrétaire du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, a déclaré tout ignorer encore des conditions dans lesquelles MM. Migout et Bacle ont disparu mardi près de Zouérate.

Les difficultés de l'intervention militaire

La mise en œuvre par le gouvernement français de moyens militaires peut revêtir deux formes pour atteindre deux objectifs différents. Tenter de libérer les Français disparus dans la région de Zouérate en organisant une opération de type commando ; envoyer des troupes en Mauritanie pour protéger les quelques sept cents ressortissants Français qui s'y trouvent. Dans les deux cas, ces opérations se heurteraient à des problèmes techniques et politiques qui paraissent difficilement surmontables.

— La localisation des détenus : les prisonniers du Front Polisario sont au total au nombre de plusieurs centaines. Ils sont répartis par petits groupes qui vivent sous la tente et se déplacent constamment dans une vaste zone, les « territoires libérés ». Celle-ci s'étend au sud de Tindouf dans la région dite « des trois frontières », à proximité de la Mauritanie, du Maroc et de la Saïgué-el-Hamra, anciennement occupée par les Espagnols et aujourd'hui annexée par l'Algérie. Les détenus passent ainsi d'un pays à l'autre dans une région désertique où les démarches tracées au cordeau par les anciens colonisateurs sont difficiles à établir. Localiser de façon précise les prisonniers français revient à chercher une aiguille dans une meule de foin. De plus, l'armée algérienne qui dispose dans cette région, revendiquée également par le Maroc, de moyens militaires importants, ne resterait pas sans réactions devant une violation de son espace aérien. La France risquerait ainsi d'entrer directement en conflit ouvert avec l'Algérie, ce qui paraît difficilement concevable sur le plan politique.

— La protection des ressortissants français travaillant en Mauritanie soit au titre de la coopération, soit pour le compte de la société nationale industrielle et minière (SNIM) paraît difficilement réalisable par la mise en œuvre de moyens militaires. L'envoi de quelques compagnies à Zouérate permettrait certes de renforcer le dispositif de défense de la cité minière, encore que l'arrivée de ces derniers mois de quinze cents hommes de troupes d'élite de l'armée marocaine ne paraissent pas avoir été d'une grande efficacité pour le contrôle de la région. La protection de la voie ferrée qui relie sur 600 kilomètres Zouérate à la côte demanderait la mise en place de forces extrêmement importantes, en hommes et en matériel.



(Dessin de KONK.)

Paris peut-il envisager de s'engager de la sorte alors que le dossier du Sahara occidental reste ouvert dans les instances internationales et que les Sahraouis ne manquent pas d'arguments ? Alger paraît-il désireux ces dernières semaines d'améliorer la qualité de ses relations avec Paris. Dans cette affaire d'enlèvements, le gouvernement de M. Bourges se trouve placé lui aussi devant le fait accompli. Il ne peut ni désavouer officiellement le Polisario ni exercer sur lui de trop vives

pressions qui risqueraient de conduire à une crise majeure avec les dirigeants du Front.

Créer un casus belli avec l'Algérie ou se lancer dans un processus de type tchadiste alors que la politique africaine de la France fait déjà l'objet de bien des réserves sur le continent, serait lourde de conséquence. La raison ne commande-t-elle pas une fois de plus, d'avoir recours à un dialogue, si difficile soit-il ?

DANIEL JUNQUA.

UN APPEL DES PARENTS DES DISPARUS DE ZOÛÉRATÉ

Mme Pascon, MM. Blanchot et Guyot, parents des cinq jeunes Français disparus avec un camarade marocain depuis le 1^{er} janvier 1976, après leur enlèvement dans le Sud marocain, ont fait part, jeudi 27 octobre, à la presse, de leur inquiétude devant la voie d'oubli qui semble recouvrir cette disparition. Ils s'étonnent qu'à l'occasion des six enlèvements de Zouérate et tout récemment de deux techniciens français dans la même région (le Monde du 27 octobre), le cas de leurs enfants n'ait pas été évoqué.

Convaincus que ces derniers sont toujours vivants, détenus au lieu de détention, ils multiplient les démarches pour que le Quai d'Orsay — ils ont été reçus, mercredi 26 octobre, par M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères — et l'Elysée où ils espèrent être reçus prochainement rétablissent les demandes d'explication et multiplient les tentatives pour obtenir la libération de leurs enfants. L'avocat français, M. André Damien, ancien bâtonnier, maître de Versailles, assure désormais la coordination des démarches entreprises par les parents des jeunes Français.

PROCHE-ORIENT

● M. Vorontsov, chef de délégation soviétique à la conférence de Belgrade, a proposé jeudi 27 octobre que l'O.L.P. soit admis à intervenir dans les débats des Nations unies sur le conflit arabo-israélien. Le communiqué, qui était le résultat des premiers résultats de l'enquête, indique que le ministre, qui visitait le ministre syrien des affaires étrangères, M. Kheidan, avait indemne de l'attentat séjournait depuis cinq mois Abou-Dhabi. — (A.F.P.)

● L'auteur de l'attentat d'Abou Dhabi, qui a coûté la vie à M. Self, Ghodache, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères de l'Etat des émirats arabes unis, est un jeune palestinien âgé de dix-neuf ans, Saïd Mohamed Khalil, révèle un communiqué publié jeudi à Abou Dhabi. Le communiqué, qui était le résultat des premiers résultats de l'enquête, indique que le ministre, qui visitait le ministre syrien des affaires étrangères, M. Kheidan, avait indemne de l'attentat séjournait depuis cinq mois Abou-Dhabi. — (A.F.P.)

REUSSIR UNE CAMPAGNE ELECTORALE :

SUIVRE L'EXEMPLE AMERICAIN ?

Michel Noir

les éditions d'organisation

(1) Seuls les deux quotidiens indépendants du Sahel et le Temps ont publié le communiqué du bureau exécutif de l'U.G.T.T.

Tunisie

L'U.G.T.T. demande la libération des grévistes arrêtés à Ksar-Elal et à Menzel-Bourguiba

De notre correspondant

Tunis. — Moins de deux mois après la crise qui avait opposé le gouvernement à la centrale syndicale U.G.T.T. à propos de certains aspects de la politique économique du pays, un communiqué (1) diffusé le mercredi 26 octobre par le bureau exécutif des syndicats risque sinon de réanimer la polémique du moins de tendre à nouveau ses rapports avec le pouvoir.

Le bureau exécutif de l'U.G.T.T. annonce que lors de sa dernière réunion il a examiné les incidents survenus à Ksar-Elal et le Sahel à la suite d'une grève des ouvriers de l'usine de textile de la Sogitex (le Monde du 15 octobre). La police avait fait évacuer les ateliers et, après deux jours de manifestations soulevées dans les rues de la ville, il avait fallu faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre.

Dans son communiqué, la direction syndicale met l'accent sur « la dangerosité d'un tel emploi de la force contre les ouvriers ». Elle demande la réintégration des travailleurs de la Sogitex qui ont été licenciés et la création d'une commission mixte (autorités-syndicats) pour rechercher les causes de ces inci-

dents. D'autre part, elle demande la libération des personnes arrêtées — dont on ignore le nombre — aussi bien à Ksar-Elal qu'à Menzel-Bourguiba, dans le Nord, où des heurts s'étaient également produits le 19 octobre. Alors que le gouvernement et le parti social-démocrate avaient dénoncé la grève de Ksar-Elal et les incidents qui suivirent comme une manifestation du « tribalisme » et de la « subversion », la direction des syndicats ne les a à aucun moment condamnés. Selon le journal Ech Chaad, organe de l'U.G.T.T., l'un des secrétaires généraux adjoints de la centrale, a déclaré que, « pour illogique qu'elle soit au plan juridique, cette grève n'en avait pas moins des mobiles logiques et raisonnables (la demande de remplacement du directeur de l'usine pour mauvaise gestion), et c'est l'usage de la force qui a constitué l'aspect essentiel de la crise et la cause première de l'explosion ».

MICHEL DEURÉ.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Georges Marchais : pas question de faire la courte échelle au P.S.

Au cours d'un meeting qui a eu lieu jeudi 27 octobre à Virey, M. Georges Marchais a donné, une nouvelle fois, l'impression que, faute d'un accord sur le programme commun, le parti communiste pourrait refuser de se désister au second tour pour les candidats du parti socialiste. Il a en effet déclaré :

« Au fond, tout indique que François Mitterrand et Robert Fabre s'étaient mis d'accord pour aller aux élections sans programme commun. Ils ne veulent plus d'un programme qui les engage dans la voie de l'union — parce qu'ils ont peur d'être contrainés, demain, avec des ministres communistes, de mettre en œuvre une politique de progrès social, de démocratie et d'indépendance nationale. (...) »

« Ce qu'il faut avant tout, c'est non pas tourner la page de l'union, mais, au contraire, aboutir à un bon accord autour de la politique nouvelle dont le pays a besoin. C'est cela qui garantit les travailleurs et les citoyens de la base que peut se réaliser le chan-

gement nécessaire. Car il ne peut naturellement pas être question pour nous de faire la courte échelle au parti socialiste afin qu'il aille au pouvoir — seul ou avec d'autres — pour mettre en œuvre une politique qui, nous conviendrait de raisonnable, ne serait en fait rien d'autre que la politique de la gestion logée du grand capital telle qu'il l'a pratiquée hier, et telle qu'elle se pratique aujourd'hui dans de nombreux pays d'Europe. »

● **PRÉCISION.** — Nous avons indiqué par erreur dans le Monde du 28 octobre que l'Humanité n'avait pas fait état de la mise au point de M. Mitterrand sur le projet de manifeste en faveur de l'union de la gauche. Le quotidien communiste a, en effet, publié un extrait de ce texte dans ses éditions du 28 octobre, mais il n'a pas mentionné la phrase que nous avons relevée dans laquelle l'historien communiste ne rejetteait sur le P.S. que la responsabilité « principale » de la démission de la gauche.



(Dessin de PLANTU.)

Le conseil national de la C.F.D.T. ait le point sur la crise de la gauche

Réuni depuis le 27 octobre, jour trois jours, le conseil national de la C.F.D.T. a débattu de la situation politique et de l'action revendicative des unités à donner à un récent congrès de la Confédération mondiale du travail (les conditions posées par la C.F.D.T. au maintien de son adhésion l'ayant pas été satisfaites, la centrale devrait quitter l'Internationale ex-chrétienne) et, enfin, les compléments à apporter au chapitre de la plate-forme cédétiste concernant les pouvoirs des travailleurs dans les entreprises nationalisées.

La C.F.D.T. ne se résigne pas à la division de la gauche. Mais les délégués des fédérations d'industries et des unions cédétistes, analysant les récentes élections, ont constaté que ce n'est pas au mouvement syndical qu'il appartient de proposer un compromis. Ses militants ont compris que les nationalisations n'étaient qu'un répit et que le désaccord n'est pas technique mais politique entre le P.S. et le P.C. Ils ont généralement l'impression que les élections données, sur les lieux de travail par les amis de M. Marchais ne convainquent guère :

ÉCOLOGIE 78 PRÉSENTE A PLATE-FORME ÉLECTORALE

Les huit porte-parole « inter-associables » qui constituent le secrétariat national d'Écologie 78 (Ames Solange Fernex et Amy ahan, et MM. Pierre-Alain Bussault, Jean-Luc Burgunder, Gilles Klein, Michel Politzner, Joël Lalonde et Philippe Lebreton) ont réaffirmé, jeudi 27 octobre, au cours d'une conférence de presse, que leur mouvement présentera des candidats aux élections législatives. Ils ont également annoncé la création d'un comité national de soutien à Écologie 78, auquel MM. Renéumont, Théodore Monod et Georges Moscovici ont accepté de parrainer, et le lancement d'une inscription nationale pour le lancement de la campagne électorale. Enfin, ils ont présenté la plate-forme adoptée par l'assemblée générale d'Écologie 78 le 2 septembre dernier au Havre.

De texte comporte plusieurs points fondamentaux destinés à remettre à la population d'écouter son refus de ce qu'elle vit et ses aspirations à vivre autrement, à savoir : le refus du « sabotage de l'avenir » par quipement nucléaire ; celui de pollution qui impose le système d'écologie fondé sur le pilage ; le refus de la « guerre-monde » ; le refus de l'asservissement des individus, la collectivité et des régions.

Le secrétariat national d'Écologie 78, c/o M. B. 88, rue Maréchal, 1002 Lyon, C.C.P. 72-1857 à Lyon.

M. Dijoud juge « désagréable et peu courtoise » la candidature d'un R.P.R. à Briançon

De notre envoyé spécial

Gap. — L'annonce faite par M. Chirac à Briançon que le R.P.R. présenterait un candidat dans la deuxième circonscription des Hautes-Alpes a été jugée « désagréable et peu courtoise » par M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, lui-même ancien député (P.R.) et qui se représente dans cette circonscription. Il a déclaré :

« M. Chirac divise la majorité dans ma circonscription. » Lors de la visite du président du R.P.R., jeudi 27 octobre, M. Dijoud, maire de la ville, était absent et la mairie fermée, et le maire de Paris s'en est étonné. Au-delà de ces susceptibilités complaisamment soulignées, l'incident révèle une rivalité beaucoup plus profonde entre giscardiens et gaullistes dans le département.

Dans les Hautes-Alpes, l'implantation du R.P.R. est en effet assez faible. Si la fédération actuelle compte cent quatre-vingts adhérents, l'U.D.R. avait le 6 décembre 1976, n'avait guère

plus d'une vingtaine de militants. La décision de M. Chirac d'opposer un candidat R.P.R. à M. Dijoud correspond certes à son désir d'accroître l'implantation de son mouvement, et il a même assigné à ses amis de recruter cinq cents adhérents avant la fin de l'année. Mais elle révèle surtout la volonté du président du R.P.R. de dénouer encore un peu plus nettement le gaullisme du giscardisme. Et pour souligner les nuances qui, selon lui, existent dans la majorité, M. Chirac a, par contraste, tenu enverner M. Bernard-Raymond, élu député C.D.S. de la 1^{re} circonscription, premier adjoint au maire de Gap, des propos particulièrement aimables. C'est même, a-t-il dit, « parce qu'il a toujours été loyal et correct envers le R.P.R. » que celui-ci le soutiendra dès le premier tour.

M. Chirac a en quelque sorte voulu, entre deux membres du gouvernement, distribuer le reproche et l'éloge, le blâme et la récompense. — A. P.

Le président du R.P.R.

revendique plus de 500 000 adhérents

Le Journal la Croix publie, ce jeudi 27 octobre, une interview de M. Jacques Chirac, dans laquelle le président du R.P.R. répond à « cette campagne qu'on essaye de développer sur les thèmes de la déception, par mégarde, du R.P.R. à l'égard de sa base populaire ; le R.P.R. s'entend à droite (...) ».

« Je ne sais pas quel est le premier parti de France, déclare l'ancien premier ministre, il n'y a que l'élection qui nous le dira. Le reste n'a aucun intérêt et ce ne sont que des informations gratuites qui ne m'intéressent pas. Je peux vous dire qu'il y a en moi, notre dévouement, notre amour de la porte de Versailles, nous étions de l'ordre de deux cent mille adhérents ; nous avons aujourd'hui largement dépassé le cap des cinq cent mille. (...) Alors, en clair, je considère qu'actuellement le R.P.R. est en pleine expansion et qu'il est l'un des mouvements d'espérance. »

En ce qui concerne le soutien que M. Barre pourrait apporter à certains candidats de la majorité, M. Chirac déclare : « J'aurais indiqué à M. Barre la façon la plus claire — et ce sur quoi nous ne reviendrons pas et ce que ne provoquent, croyez-le bien, des candidats d'inspiration chez les candidats du R.P.R. — que le R.P.R. se présentera de la façon la plus claire, sous son nom et à l'exclusion de toute autre. »

Interrogé sur la crise de l'union de la gauche, le président du R.P.R. déclare : « Il y a un grand nombre d'électeurs et d'électorales qui ont quitté la majorité pour les socialistes, par déception, par mégarde, par erreur. (...) Eh bien ! c'est ceux-là d'abord et en premier qui ont été dupés dans cette affaire et à qui je dis aujourd'hui : reviens. Revenez dans le mouvement gaulliste qui n'est ni un mouvement de droite — contrairement à ce que certains pourraient accorder pour des raisons tactiques ou d'intérêt — ni un mouvement de gauche — contrairement à ce que certains pourraient accorder pour des raisons tactiques ou d'intérêt. (...) L'inspiration gaulliste n'est pas une inspiration qui peut tout naturellement se développer et s'épanouir les sensibilités de ceux qui cherchent des solutions aux problèmes de notre pays : ses rapports sociaux, sa croissance, son mode de vie, sa qualité de vie, etc. »

M. Chirac estime que s'il peut être « souhaitable » qu'existe, en France, un parti social-démocrate, cela n'est « certainement pas possible ». Il ajoute : « L'essentiel de la campagne électorale de ce qui pourrait constituer une social-démocratie française se trouve, en fait, dans la vocation du R.P.R. Lorsque nous parlons de participation (...) nous exprimons une volonté qui, en matière de rapports sociaux, est de même nature que celle des sociaux-démocrates, en Suède, en Allemagne ou en Angleterre. »

LOIRET : M. Duvalier (app. R.P.R.) ne se représente pas.

(De notre correspondant.)

Orléans. — M. Henri Duvalier, ancien ministre depuis (app. R.P.R.) de la première circonscription du Loiret (Orléans-Est, Nord-Est, Sud), a annoncé qu'il ne se représentera pas à l'élection de M. Duvalier ne figurait pas dans la première liste de candidats publiée par le R.P.R. (le Monde du 23 octobre). « Je ne me sens plus en communion de pensée avec ce qui se passe, a expliqué M. Duvalier. Le gaullisme, dont la vocation est de rassembler les Français, particulièrement à l'heure du danger, ne saurait se diviser dans un retour au système des partis. »

La fédération du Loiret du R.P.R. a indiqué qu'elle soumettra aux instances nationales du mouvement la candidature de M. Galloux, adjoint au maire d'Orléans. Dans cette circonscription, MM. Jacques Douffignies, député général du P.R., et Michel de La Fourrière, membre du comité directeur du P.S. — qui avait été candidat P.S.U. en mars 1973 — sont candidats.

RÉGIS GUYOTAT.

(Né le 3 novembre 1910 à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône). M. Régis Guyotat a dirigé de 1947 à 1952 la Dépêche du Loiret. Membre de plusieurs cabinets ministériels dont ceux du général Koenig, d'Henri Otlet, de M. Maurice Lemaire, entre de relations publiques aux Papiers de France et élu pour la première fois député en novembre 1958. Commencement réin depuis lors il a été élu au second tour des élections de mars 1973 30 574 voix (R.G.S.D. - rad g.). M. Duvalier a occupé d'avril à juillet 1972 les fonctions de ministre des anciens combattants et victimes de guerre.)

ALLIER. — M. Gabriel Péronnet, président d'honneur du parti radical, a indiqué que, outre l'investiture de son parti, il a reçu le soutien de toutes les formations de la majorité pour être candidat dans la 4^e circonscription (Vichy), dont il est le député sortant.

MM. BOUDET ET DAILLET PROPOSENT DE RENDRE LE VOTE OBLIGATOIRE

MM. Roland Boudet et Jean-Marie Daillet, députés réformateurs respectivement de l'Orne et de la Manche, ont déposé une proposition de loi tendant à instaurer le vote obligatoire et en semaine. La proposition prévoit que le scrutin aurait lieu un jour ouvrable et que les salariés se verraient accorder une demi-journée chômée et payée. La non-inscription sur les listes électorales serait passible d'une amende de 100 francs. Les deux députés, qui proposent, d'autre part, que les électeurs qui ne participeraient pas aux opérations électorales soient passibles d'une amende de 50 francs prononcée par le juge d'instance qui apprécierait la validité du motif de l'absence. En outre, la proposition dispose que la radiation des listes électorales pour une période de cinq ans est décidée à l'encontre des électeurs qui se seraient absentés quatre fois dans un délai de dix ans. Ces derniers ne pourraient « prétendre à aucune nomination, promotion ou distinction de la part du gouvernement et des administrations locales ».

● **RECTIFICATIFS.** — M. Michel Scarboulet, député national du M.R.G., conseiller municipal de Bray-sur-Seine, est candidat non pas dans le Rhône — comme le Monde du 26 octobre l'indiquait — mais dans la 4^e circonscription de la Seine-et-Marne (Provins). D'autre part, le candidat dans la 3^e circonscription de la Somme (Montdidier), dont le nom figurait dans la liste publiée par le P.R. (le Monde du 23 octobre), est M. Edouard Vagniez, maire de Sains-en-Amiénois, et non M. Vanier.

Enfin, le prénom du candidat R.P.R. M. Korber, dans la 4^e circonscription de la Gironde (Bordeaux-VII), n'est pas Serge comme le Monde du 23 octobre l'indiquait — mais François.

CHIRAC

OU LA FRINGALE DU POUVOIR.

Aujourd'hui un extrait dans le Monde:

CHIRAC N'ÉTAIT PAS U.D.R. !

La non-appartenance de Chirac à l'U.D.R., jusqu'à son élection au secrétariat général, était connue. Il s'en était vanté en 1973 dans les couloirs du conseil général, à la préfecture de Tulle, devant plusieurs de ses collègues. L'année suivante, dans les discussions qui entourèrent la candidature de Chaban-Delmas aux présidentielles, le maire de Bordeaux demanda l'exclusion de Chirac de l'U.D.R. :

« On ne peut pas exclure quelqu'un qui ne fait pas partie du mouvement », répliqua avec bon sens Alexandre Sanguinetti, qui était secrétaire général.

A propos des 624 adhérents massivement mobilisés en quelques jours dans la région d'Ussel, Jean Charbonnel demandait l'autorisation de vérifier l'existence et l'identité de ces personnes. Selon son avocat M^{re} Jean-Denis Bredin, on racontait à Ussel qu'un certain nombre de ces nouveaux militants étaient en fait des pensionnaires d'un hôpital psychiatrique, La Celette : en Chiraquie, à l'inverse de ce qui se passe en U.R.S.S., cet asile psychiatrique serait un foyer actif du militantisme ? Une vérification s'imposait ; elle aurait apporté une intéressante contribution aux sciences politiques.

Demain

LA CUISINE DE CHIRAC



400 pages bien serrées de révélations.

ÉDITIONS ALAIN MOREAU

POLITIQUE

L'EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le budget de l'éducation : sur la corde raide

La crise économique frappe aussi de plein fouet le système éducatif, comme en témoigne le projet de budget de l'éducation pour 1978, adopté jeudi 27 octobre par l'Assemblée nationale. On s'était habitué, depuis plus de quinze ans, à une progression spectaculaire des dépenses dans ce domaine. Il faudra changer d'habitudes. Si la situation de l'enseignement (ministère de l'éducation et secrétariat d'État aux universités) reste le premier budget et absorbe, à lui seul, 93 % du produit de l'impôt sur le revenu, la part du ministère va diminuer en 1978, passant de 16,48 % à 15,82 %. Les crédits de l'éducation augmenteront de 14,5 % (16,6 % l'an dernier) et se monteront à 63 milliards de francs.

Si l'on suppose aujourd'hui un ralentissement de l'effort, c'est qu'aux impératifs de l'austérité générale s'ajoutent les effets apparents de la baisse de la natalité. Puisque le nombre des jeunes scolarisés va diminuer, n'est-il pas légitime d'envisager une diminution de l'effort de l'État en ce domaine ? L'argument ne vaut qu'en apparence. C'est ce qu'ont souligné les trois rapporteurs.

M. Etienne Pinte (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, estime que les projections d'effectifs en maternelle, par exemple, ne méritent qu'une confiance limitée. Autre élément, souligné par M. Mario Bédard (R.P.R.), rapporteur du budget de fonctionnement, au nom de la commission des finances : « Le coût de l'éducation

augmente bien davantage en raison d'une progression des effectifs dans les cycles d'enseignement « chers », que du fait d'un accroissement de la population scolaire totale. On a ainsi calculé que les trente-trois mille élèves supplémentaires attendus à la rentrée de 1978 dans l'ensemble du système éducatif, coûteront aussi cher que si l'élémentaire seul devait absorber deux cent trente et un mille élèves supplémentaires.

Un compte positif du budget figurent les crédits de personnel, qui permettent généralement d'améliorer un peu — les taux d'encadrement, sauf dans le second degré long (lycées). Les zones d'ombre intéressent à la fois l'équipement et le fonctionnement. Pour l'équipement, la réduction des crédits de paiement sera de 13,4 % et celle des autorisations de programme de 14,2 %. Il est à noter que cette baisse n'épargne ni les dépenses d'enseignement pré-scolaire, pourtant considérées comme « prioritaires », ni celles relevées par M. Lucien Neuwirth (R.P.R.), rapporteur au nom de la commission des finances.

L'insuffisance de ces crédits était telle que la commission avait subordonné son avis favorable au déblocage, au profit de l'éducation, d'une partie des crédits du fonds d'action conjoncturelle. Ce ballon d'oxygène, qui sera accordé à l'extrême à la faveur d'un amendement du gouvernement à la loi de finances, sera de 130 millions de francs mais n'empêchera pas le parc immobilier de se dégrader, les

constructions de suivre avec retard les mouvements de population et d'autoriser que quelques mesures d'urgence. En effet, en francs courants, les crédits d'équipement diminueront encore de 720 millions de francs par rapport à 1977. Soulignant qu'en quatre ans ces crédits ont diminué de moitié, en francs constants, M. Pinte écrit dans son rapport qu'une telle situation « compromet gravement l'avenir » et que « les impératifs qualitatifs seront à nouveau sacrifiés ».

Autre secteur inquiétant, celui des crédits accordés aux établissements pour le matériel et les fournitures. Le crédit par élève progressera de 3 à 5 %, ce qui correspond à une baisse en pouvoir d'achat. Si l'on sait que 50 % de ces crédits vont aux frais de chauffage, on imagine aisément que le matériel sera moins bien entretenu. On s'attendra plus volontiers le fait que la documentation l'est.

La sévérité des rapporteurs de la majorité contraste avec l'auto-satisfaction habituelle du ministère, justifiée dans certains domaines, comme la réalisation de la gratuité des livres en cinquième, dès la rentrée prochaine. A ce sujet, M. Pinte a fait des propositions intéressantes. Selon lui, la gratuité des livres et, plus tard, celle des transports, « rendent de moins en moins justifiée la maintenance à terme » du système des bourses. A son avis, on pourrait les supprimer dans le premier cycle et doubler ainsi le montant des bourses dans le second cycle. M. Bédard a aussi estimé qu'on aurait

peut-être dû commencer par assurer la gratuité totale des transports scolaires, qui « constituent un facteur d'inégalité inhérent au fonctionnement du service public », puisque « des parents riches y échappent - alors que des familles pauvres doivent y faire face ». On est loin du compte : la participation de l'État sera, au mieux, maintenue en 1978 au niveau actuel (84 %).

A plusieurs reprises, jeudi, on a pu se demander si le texte en discussion était le budget ou la « loi Guemour ». Comme si les députés se sentaient frustrés de n'avoir pu discuter une deuxième fois le texte sur l'aide à l'enseignement privé qui avait été soumis à la va-vite à la fin de la session de printemps et que le Sénat a voté sans amendement le 25 octobre. On échangea à ce sujet quelques amabilités, chacun accusant l'autre de vouloir rallumer la guerre scolaire.

An moment où l'enseignement doit se réformer, les crédits qui lui sont alloués subissent une baisse sévère, sauf pour les crédits de personnel. Dans ces conditions, il peut apparaître paradoxal que l'État s'apprête à accroître son aide financière à l'enseignement privé. Un budget de l'enseignement public sur la corde raide, des établissements privés mieux aidés, la contradiction a évidemment été relevée par l'opposition. C'est qu'il faut parfois distinguer la rigueur et la politique...

BRUNO FRAPPAT.

Après l'audition des trois rapporteurs, l'Assemblée entend le discours de M. HABY. Citant quelques chiffres, le ministre relève l'augmentation minime du nombre total des élèves de l'enseignement public (3 %) et le compare au nombre des créations d'emplois publics (cent quatre mille), qui ont augmenté par rapport à 1973 de 14 %. Il observe : « Une scolarisation globalement stable, un effort financier qui ne se dément pas et ne cesse de peser plus lourd sur les ressources nationales (26 % du P.N.B. en 1974 contre 3 % en 1978), nous avons proposé cela et vous avez voulu cela ».

M. HABY : du monopole au pluralisme

Pour ce qui est des collèges, il indique : « En système, la réforme peut s'envisager comme une utilisation pédagogique plus efficace de nos moyens. Le résultat, c'est la suppression des classes de plus de trente élèves, alors qu'une sur quatre existait ce chiffre en 1973, et la multiplication des classes de moins de vingt-cinq élèves : huit sur dix en 1978 ».

Dans la seconde partie de son intervention, M. Haby s'efforce de faire le point de l'application de sa réforme. Il déclare : « Je ne constate pas de sabotage. Cela ne m'étonne pas d'ailleurs, car il n'est pas dans la tradition républicaine de saboter ce qu'on a voulu faire ».

« La réforme de l'éducation n'est plus prioritaire », n'est plus prioritaire

(Suite de la première page.)

M. Honnet ne dit d'ailleurs pas autre chose lorsqu'il considère que le Parlement se désintéresse de l'exécution des budgets et qu'il ignore trop souvent les modifications que le gouvernement réalise en cours d'exercice.

Le sentiment qui prévaut généralement au Palais-Bourbon est que le gouvernement n'applique pas à la lettre le contrat politique qui le lie au Parlement depuis l'approbation de la loi de programmation militaire au printemps de 1976.

Ainsi, M. Le Theule ne se cache pas de mettre en doute que « les forces nucléaires » demeurent, dans les faits, le dispositif central de notre défense. M. Honnet constate que la part des crédits nucléaires diminue par rapport à 1977 et il regrette que l'accent ait été mis, en 1978, sur les forces classiques. Tirant à sa manière les conclusions, M. Pierre Villon, député communiste de l'Ailier, se demande si le projet de budget pour 1978 ne dissimule pas, en réalité, des modifications importantes de la politique de défense.

Un chèque en blanc

M. Bourges nie qu'il puisse y avoir un « infatigable » de la stratégie française. C'est un faux débat, explique-t-il. Nous n'abandonnons pas l'arme nucléaire dont nous continuerons d'améliorer la qualité technique et les performances. Les points soulevés par la commission de la défense à l'occasion du budget de 1978, ne relèvent pas de la loi de programmation militaire.

La dernière observation du ministre est vraie et fautive à la fois. Vraie, parce que la programmation militaire 1977-1982, approuvée l'an dernier par le Parlement, ne prévoit pas que le gouvernement déciderait, en février 1977, de porter à 200 milliards la zone économique de la France. Ce qui devrait supposer — aujourd'hui — un effort particulier d'investissements de la marine nationale, chargée de contrôler cette zone, alors que le tonnage

Le ministre passe ensuite en revue les différents ordres d'enseignement. Pour ce qui concerne les écoles, il précise : « Une régression des effectifs, dont les causes sont démographiques, nous ramèneront l'effectif total presque au niveau de celui de 1973. Mais, dans l'intervalle, quelques mille classes maternelles auront été créées et ouvertes aux plus jeunes d'âge dans des conditions qui ne sont pas sans exemple dans le monde : 86 % des enfants de trois ans. Nous ne sommes pas loin non pas du maximum mais de l'optimum pour un âge aussi tendre ».

« La loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. Haby conclut : « Ce qui allège partiellement la charge financière de l'éducation en 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

« La loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. ROHEL (P.R. Finistère) déclare : « Sans préjuger de l'avenir, la loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. ROHEL (P.R. Finistère) déclare : « Sans préjuger de l'avenir, la loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. ROHEL (P.R. Finistère) déclare : « Sans préjuger de l'avenir, la loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. ROHEL (P.R. Finistère) déclare : « Sans préjuger de l'avenir, la loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

JACQUES ISNARD.

que les monopoles d'hier n'ont été que trop manipulés par la politique.

Et M. Haby poursuit : « Au cours des années précédentes, la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. Haby conclut : « Ce qui allège partiellement la charge financière de l'éducation en 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

Pour M. MEXANDREAU (P.S. Calvados), premier orateur inscrit dans la discussion générale, « nous assistons à un processus de médiation qui rapproche les deux camps ». Il dénonce ensuite « la consécration du séparatisme scolaire » en évoquant la loi de finances pour 1978, qui « a fait passer l'enseignement public de la situation de monopole à celle de pluralisme ».

M. ROHEL (P.R. Finistère) déclare : « Sans préjuger de l'avenir, la loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. ROHEL (P.R. Finistère) déclare : « Sans préjuger de l'avenir, la loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. ROHEL (P.R. Finistère) déclare : « Sans préjuger de l'avenir, la loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

M. ROHEL (P.R. Finistère) déclare : « Sans préjuger de l'avenir, la loi de finances pour 1978, c'est la baisse de la natalité. Certes, cela se traduit par l'abaissement des effectifs, mais la réforme se développe sur la ligne que vous avez fixée. La prochaine étape importante sera la rentrée 1979, où tous les enfants sortant de cinquième entreront dans les quatrièmes qui présenteront des options techniques à côté des options de langues anciennes et modernes : les options techniques nous ramèneront à la formation de citoyens pré-professionnels, pour ainsi dire, qui pourront également fonctionner, à titre de classes préparatoires, dans les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis ».

« La V^e République a voulu mettre un terme à la violence qui existait entre l'école laïque et l'école privée. Il est triste de constater que cet esprit de tolérance est aujourd'hui trop souvent bafoué. Quelques enseignants, rares heureusement, font de leur enseignement un instrument de propagande politique sans être conscients de la violence que cela implique. Les partis, ni par certaines associations de parents d'élèves, l'esprit de tolérance est également mis en péril par les décisions de certains élus locaux, qui, sous prétexte de « priorité », les constructions scolaires étant notamment « délibérément sacrifiées ». M. DAL-ESRA (P.C., Paris) dénonce la situation que des écoles maternelles à Paris. Enfin, pour M. FRANCESCO (P.S., Val-de-Marne), « l'attitude du ministre dépasse les limites du concevable et est indigne d'un ministre de la République : il attaque publiquement le corps enseignant. Il n'est qu'un gestionnaire à courte vue, non un éducateur. Son budget est celui des enseignants sans, sans ministre ».

M. ROYER (non-inscrit, Indre-et-Loire) insiste sur l'importance du rôle des écoles normales, estimant qu'il faut revoir leur statut et leur concours d'entrée. M. FORNI (P.S., Tarn-et-Garonne) relève le handicap subi par les enfants issus de milieux ruraux. Pour MM. RICHOMME (P.R. Calvados) et BOYER (P.R., Calvados), la fermeture de collèges ruraux risque d'accroître l'exode des campagnes.

M. BRIANE (réf., Aveyron) critique l'actuel système des bourses, opinion partagée par M. GILBERT FAURE (P.S., Aude), pour qui, dans ce domaine, « la situation ne cesse de s'aggraver ».

En séance de nuit, M. JAROSZ (P.C., Nord) évoque la situation du personnel enseignant. M. FRINGALLIE (P.R., Nord) constate une satisfaction sur le plan de la nationalisation de tous les établissements du second degré sera entièrement réalisée à la fin de l'année. M. LEROUX (P.C., Pas-de-Calais) se demande pour quoi les commissions ont conclu à l'adoption d'un budget qui ne permettrait pas d'améliorer les conditions matérielles de travail des élèves. M. CABANEL (P.R., Isère) relève que « la plus grande

UNE « RALLONGE » POUR LES ÉQUIPEMENTS ET POUR LA LOI GUERMEUR

M. René Haby a annoncé, jeudi, dans ses réponses aux orateurs, que le premier ministre avait accepté de majorer de 130 millions de francs les crédits d'équipement qui seront finalement accordés au ministère de l'éducation. C'est par un amendement gouvernemental au projet de loi de finances à la fin de la discussion budgétaire, que ce chiffre sera inscrit : 100 millions pour les autorisations de programme et 30 millions pour les crédits de paiement.

Lors de l'examen du projet de budget, la commission des finances avait sévèrement critiqué le budget d'équipement, et subordonné son approbation à une promesse gouvernementale de « rallonge ».

Le même amendement gouvernemental permettra d'inscrire au budget de 1978 les premiers crédits découplant de la nouvelle loi d'aide à l'enseignement privé, la loi Guemour, adoptée le 26 octobre par le Sénat : 5,3 millions de francs sont prévus pour les ateliers de technologie dans les collèges privés, la réforme Haby ayant fait obligation à ces collèges d'appliquer les nouveaux programmes ; 187 millions de francs seront prévus pour la formation continue des maîtres du privé.

partie du chemin vers un enseignement vraiment démocratique a été faite sous la V^e République, en dépit des affirmations de ses détracteurs. M. DUPUY (P.C., Val-de-Marne) évoque « l'impasse des parents dont les enfants quittent l'enseignement sans formation professionnelle ».

M. RHM (R.P.R., Bas-Rhin), demande que la procédure d'agrément des constructions soit régionalisée. Pour M. ALAIN BONNET (Rad. de G., Ardèche), il apparaît que l'éducation n'est plus une priorité, les constructions scolaires étant notamment « délibérément sacrifiées ». M. DAL-ESRA (P.C., Paris) dénonce la situation que des écoles maternelles à Paris. Enfin, pour M. FRANCESCO (P.S., Val-de-Marne), « l'attitude du ministre dépasse les limites du concevable et est indigne d'un ministre de la République : il attaque publiquement le corps enseignant. Il n'est qu'un gestionnaire à courte vue, non un éducateur. Son budget est celui des enseignants sans, sans ministre ».

Répondant aux orateurs, M. Haby qualifie le budget d'équipement de « budget de transition ». Il annonce l'octroi de crédits supplémentaires (voir encadré), puis indique qu'il n'est pas opposé à l'idée de donner des garanties de statut aux chefs d'établissements qui ont des responsabilités pédagogiques et administratives.

La séance est levée à 0 h 14.

PATRICK FRANCES.

PROTECTION DES CONTRIBUABLES
Le Sénat étend les garanties et limite les pouvoirs de l'administration

Le Sénat a adopté, jeudi 27 octobre, en séance de nuit, le projet de loi sur la protection des contribuables. Il a sensiblement augmenté les garanties, déjà prévues dans le texte initial, en cas de contrôle et de poursuites.

Ce projet, soutenu par M. BLIN (Un. centr., Ardennes), rapporteur général de la commission des finances, vise à aligner, autant que possible, le droit fiscal sur le droit commun. En cas de poursuites judiciaires, aucune transaction administrative ne pourra désormais intervenir avant le jugement définitif. La remise de peine après jugement devra être précédée de l'avis conforme d'une commission des infractions fiscales qui, elle-même, aura donné le feu vert à l'administration pour le dépôt de la plainte.

M. VIRAPOULLE (Un. centr., La Réunion) regrette, au nom de la commission des lois, l'insuffisance d'un maquis fiscal qui encourage les fraudes, donc les investigations.

M. ROBERT BOULIN, ministre délégué à l'économie et aux finances, reconnaît que le projet a une ambition limitée. Mais il insiste sur un effort engagé de longue date. La réforme de la répartition de l'impôt passe par une bonne connaissance des revenus. Quant aux vérifications, elles sont d'ores et déjà soulignées par le ministre, entourées de garanties. Une amnistie fiscale, soulignée par la commission des lois, serait, déclare-t-il, « choquante ».

Pour M. JARGOT (P.C., Isère), le scandale, c'est que 40 % des sociétés puissent ne déclarer aucun bénéfice en vertu de la législation fiscale.

M. DUFFAUT (P.S., Vaucluse), maire d'Avignon, qui a naguère appartenu à l'administration fis-

cale, considère que la répression de la fraude devrait permettre d'alléger l'imposition des contribuables honnêtes. Or, il n'en est rien.

Il déplore aussi l'insuffisance des moyens effectifs de l'ancienne administration et annonce que son groupe s'abstiendra dans le vote final.

Les sénateurs ont adopté plusieurs amendements sur l'initiative de M. VIRAPOULLE, qui ont précisé que des poursuites judiciaires contre un contribuable ne seront intervenables qu'après l'expiration des délais de prescription des infractions fiscales. Le ministre des finances a pour sa part demandé une seconde délibération à cette commission, qui prévoyait le texte voté par l'Assemblée. C'est, d'autre part, l'administration qui devra faire la preuve du caractère intentionnel de la fraude et elle pourra plus facilement procéder à des vérifications inopinées.

« Sous peine de nullité », les notifications de redressement devront être motivées. Les visites domiciliaires devront être autorisées par le juge. Le projet confère aussi le droit au parquet (procureur de la République) qui se le voit retirer.

Enfin, le Sénat a décidé d'apporter aux affaires en cours des dispositions du projet favorables aux contribuables et qui subissent des sanctions pénales antérieures sanctions administratives.

A la fin de la séance de nuit, les sénateurs ont adopté, avec modifications de pure forme, le projet de loi organique prévoyant la création de deux sièges supplémentaires de député, l'un en Nouvelle-Calédonie, l'autre en Polynésie. Le groupe communiste et le groupe socialiste ont voté contre. M. BELIN (P.S., Puy-de-Dôme), estimant notamment que le projet de loi organique n'est pas discuté que quinze jours après son dépôt, délai qui n'a pas été respecté.

société et culture

CONFLIT DANS UN INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF DE LA CREUSE

« Les gamins avaient l'air heureux »

De nombreux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des secteurs de l'enfance inadaptée, mais aussi des postiers, des chemins de fer, des enseignants, des métallurgistes, ont émis une protestation après la préfecture de la région, à Limoges, avec des représentants du personnel de l'institut

médico-éducatif de Felletin (Creuse), au sujet du conflit en cours dans cet établissement. Ils demandent l'annulation des licenciements du directeur, du psychologue et de quatre éducateurs pré-stagiaires, l'obtention de moyens normaux de fonctionnement pour l'établissement (notam-

ment par l'embauche de personnel) et la représentation du personnel au conseil d'administration de l'association. Le personnel de l'institut médico-éducatif — qui a déjà fait grève cet été — a déposé un préavis de grève illimitée à partir du 2 novembre.

De notre envoyé spécial

Felletin (Creuse). — La plus belle des tapisseries dans ce pays de l'ouest, c'est encore celle que l'homme estival tisse avec les chènes, les bouleaux, les châtaigniers ou les hêtres qu'on appelle les lisières. Du moins avec ce qu'il en reste. « Fureur que les résineux, vous comprenez, ça rapporte plus et plus vite. Alors l'enseignement a gagné la campagne, ce qui n'a rien arrangé côté population. »

En trois quarts de siècle, le département de la Creuse a perdu près de la moitié de ses habitants : 10 600 de 1968 à 1975. Aujourd'hui, c'est un pays qui produit certes, mais ne transforme pas. La seule région de France — au dire de l'abbé Charles Rousseau, prêtre devenu sociologue pour les besoins de la Mission de France et qui en a vu d'autres, — où survit la société rurale et villageoise. Où l'on abandonne ses responsabilités aux notables. Où chaque famille doit se conformer au rôle que la tradition lui assigne. « Les gens d'ici, dit Charles Rousseau, paraissent ne pas sentir les aspirations de l'homme moderne. Le monde actuel, ils le découvrent par la télévision, comme un spectacle. »

Alors quand on habite Felletin, comment trouver du travail ? Le commerce ? Il faut de l'argent. Les moutons ou les bovins sur le plateau de Millevaches ? Si l'on n'est pas propriétaire, la vie est

dure pour un gain hypothétique. Il reste l'entreprise de maçonnerie du maire, M. Mazet. Cela ne va pas fort le bâtiment. Ou bien la boyauderie : trente femmes, debout neuf heures par jour, dans une odeur à vous lever le cœur (on s'habitue, paraît-il). Les doléistes déçus par la saumure dégraisent en le grattant au couteau 1 kilomètre de boyaux de porc par jour.

Rejetés par l'école

Reste enfin l'I.M.E. (Institut médico-éducatif). Quatre-vingts enfants, en principe déficients intellectuels moyens, ceux que l'école rejette et quelques-uns aussi qu'on appellerait ailleurs « psychotiques ». Cinquante-deux personnes : cuisinières, infirmières, femmes de ménage, éducateurs techniques, éducateurs spécialisés. Plusieurs ont été embauchées grâce à M. Mazet. M. Mazet, par ailleurs, maire, conseiller général, membre du comité économique et social, du comité central du R.P.R. et ami de M. Jacques Chirac, son voisin d'Osset. M. Mazet qui, comme il le dit lui-même, « aide tout le monde ».

« L'I.M.E. est aussi l'endroit où l'on fait le ménage », dit un agent d'entretien. Les méthodes pédagogiques que l'on y pratique

ne lui plaisent guère : « Les éducateurs, le personnel, veulent décider de tout ; ce n'est pas normal. » Le directeur n'avait aucun autorité, poursuit M. Mazet. Voilà ce qu'il écrivait en avril dernier : « J'ai été amené ces derniers temps à user de mon pouvoir personnel pour considérer cela comme un échec. » Vous vous rendez compte ? En juillet, à l'occasion d'un changement de statut, le directeur, M. Paul Valjeux, a été licencié. Puis le médecin psychiatre (non titulaire, mais qui exerçait avec l'accord du médecin-inspecteur départemental de la santé), puis quatre éducateurs prestigieuses. Du 3 au 6 octobre, trente-huit membres du personnel sur cinquante-deux se sont mis en grève. Ils recommanderont le 2 novembre.

Car, même si, à Felletin, « le travail est une valeur », selon l'expression de certains, les salariés qui bravent M. le maire — il en a pourtant fait recruter plusieurs — ne veulent que l'I.M.E. continue avec le même directeur et dans la même orientation. « Au début, raconte une personne qui s'occupe de la gestion de l'I.M.E., j'étais un peu sceptique. Mais quand on ne faisait pas du dressage avec les enfants débiles. Et puis, j'ai vu ce qu'ils devenaient. J'ai vu Martine, qui avait besoin de

tenir le bras de quelqu'un pour passer d'une pièce à l'autre ; elle travaillait aujourd'hui chez un commerçant de la ville. J'ai vu Sylvain qui tournait sur lui-même des journées entières en se frottant les mains, et qui sait parler aujourd'hui. J'ai vu des gosses qui préféraient rester à l'I.M.E. plutôt que d'aller chez eux le week-end. »

Les parents ont compris. En juin, cinquante-cinq d'entre eux sur soixante ont signé une pétition pour s'opposer au changement du conseil d'administration. On est passé outre. Les deux mères élues au nouveau conseil d'administration ont éprouvé la grève d'octobre. Mme C., dont le fils, Jean-Christophe, monoplan, est à l'I.M.E. depuis un an, témoigne : « Dès que j'ai visité le centre, j'ai été conquise. Les gamins avaient l'air heureux ! Ils montraient une fraternité entre eux qu'on trouve rarement chez les enfants normaux. A l'époque actuelle, où tout le monde est égoïste et surexcité, les éducateurs, ici, sont calmes et dévoués. Ils font confiance, tout en surveillant, et les enfants, ainsi, prennent de l'assurance. Depuis six mois, Jean-Christophe est beaucoup plus stable, plus épanoui. Je voudrais que ce qui a été commencé ne change en aucune façon. »

CHARLES VIAL.

RÉUNIS A ABIDJAN

Des catholiques africains demandent la réunion d'un concile panafricain

La Société africaine de culture (Présence africaine) (1) célèbre cette année son trentième anniversaire. Elle vient d'organiser à Abidjan une rencontre de travail sur « Civilisation noire et Eglise catholique ». Réunion proprement africaine. Réunion sans caractère « hiérarchique », à laquelle participaient cependant deux évêques (Bangui et Lusaka), l'archevêque de Dakar étant représenté et l'archevêque d'Abidjan, Mgr Bernard Yago, ayant pris la parole aux séances d'ouverture et de clôture au côté du ministre ivoirien de la culture, l'écrivain Bernard Dadie.

Réunion très opportune car elle vient au moment où l'Afrique bascule et cesse d'être un miroir où les autres regardent leurs mirages (« L'Afrique devient à elle-même son propre projet », a répété le jeune camerounais Fabrice Eboussi). Un bon remarquable de sérénité, de rigueur, de sérieux. On n'en est plus à la réécriture, cette dépendance résiduelle : on affirme, on se pose. On n'en est plus à une négritude purement symbolique : on dit l'Afrique, on articule son nom, on définit les moyens de sa liberté, on travaille à donner à l'Afrique un statut historique concret. Au retour de l'Afrique à l'Afrique, qui, nullement oubliée, risque de glisser au rang de mythe et dont il serait nécessaire de définir le statut historique présent et futur.

Ce qui, dans cette rencontre, a fait événement, est la demande adressée à l'Eglise de réunir un concile panafricain. Demande qui ne fut ni une espièglerie ni un échauffement des cervelles, mais l'expression conséquente d'une certitude expérimentée et pensée, celle-ci : l'Evangile de Jésus est venu à l'Afrique de dehors, au bout de l'itinéraire d'autres chrétiens ; on a donc fait naguère la théorie de cette étrangeté en parlant d'abord de sauver des individus, ensuite d'implanter l'Eglise, puis d'adapter le christianisme à l'Afrique, enfin de chercher en elle des « pierres d'attente » de l'Evangile, ce qui revient à le déarticuler avec le socle. Comme le discours de Paul VI à Kampala le laisse pressentir (« Soyez vos propres missionnaires »), une autre théorie et une autre pratique ne peuvent pas ne pas naître dans la situation nouvelle qui s'annonce : l'Evangile doit faire corps avec l'Afrique, éternel projet des Africains, dont on a remarquablement montré à Abidjan qu'il est, dans sa vérité la plus profonde, chemin de vraie foi vers

le Dieu vrai, tout le contraire d'une idolâtrie.

La voie ainsi offerte, personne n'a nié qu'elle ait été lointainement ouverte par les missionnaires. Le christianisme occidental moderne s'est laissé engluier affreusement dans les vraies et fausses croisades, les commerce épaïs, les manœuvres et les mises de fond ; pourtant, les missions ne sont pas réductibles à une production du système colonial. Sagesse et angoisse mêlées. Profondeur des racines, ruines du présent, incertitude de l'avenir. Le continent se déchire sous les rires gras des spectateurs. Le retour de l'Afrique à l'Afrique se fait attendre. Mais il n'a pas de caractère de fuite, qu'on en soit sûr : les retours à la terre dans l'Europe bavarde qui fait mot de toutes parts, où la peur a réussi ce prodige de se hisser au rang d'orthodoxie. Ils savent bien, les Africains, que l'enracinement est le projet que leur impose l'histoire qu'on leur a faite, et qu'il débouche sur tout autre chose que le passé réanimé. Mais les dés ne sont pas vraiment jetés. Le concile panafricain lancerait les dés au nom des chrétiens. Il serait un symbole, il serait un acte.

A de telles ambitions, sur quel ton les autres chrétiens vont-ils répondre ? Nous étions dans la « queue-mission », dit Engelbert Mwangi ; nous étions dans la « queue-mission », ajoute Fabrice Eboussi. Et nous, les gens du dehors, qu'allons-nous choisir ? L'o-mission ? La réécriture maniaque de nos casernes ? Le projet de l'Afrique n'est pas notre projet, mais son projet et le nôtre marchent la main dans la main. Il s'agit, en effet, de savoir si Jésus peut être connu et compris suivant ce qu'il est possible de le connaître et de le comprendre tant que tous les peuples ne le connaissent pas par eux-mêmes. En tout cas, ce ne serait pas communiquer l'Evangile que de prétendre que le monde soit vide de Dieu quand il n'est pas chrétien, vide de l'homme quand il se déclare différent.

ROBERT DE MONTVALON.

L'enfant, la ville et les architectes

(Suite de la première page.)

En attendant, il apprend à connaître les « signes » de la ville, à y chercher ses « territoires », ceux où il rencontre les autres et ceux où il sera solitaire, pour rêver. Ce ne sont pas, tant s'en faut, des espaces organisés par les architectes.

Au demeurant, que fait l'architecture contemporaine pour l'enfant ? L'enfant et pour l'enfant qui subsiste encore chez l'adulte ? C'est, au-delà des illustrations anecdotiques, nécessaires à la mise en scène, tout le sens de cette exposition insalubre au thème trop vaste, faite d'images qui passent sur des écrans séparés par le temps et par l'espace, d'objets qui symbolisent l'environnement de l'enfant depuis Jules Ferry. Elle définit un monde, mais ne l'explique pas, formule des questions, mais n'y apporte pas de réponses.

Jean-François Grunfeld, un des organisateurs de cette manifestation, a versé au dossier les interviews de cinq architectes, qu'il faut suivre une à une sur des scènes de télévision. L'un d'eux, à beaucoup construit il y a vingt ans, et les autres construisent aujourd'hui.

Jacques-Henri Labourdette, universel, l'histoire de l'urbanisme en France depuis un quart de siècle. C'est l'histoire de l'urbanisme, l'univers premier, des grandes « barres » raides et des « tours », architecture de « plan-masse » réglée par les « prospectes », c'est-à-dire les distances qui

séparent ces « barres », et ces « tours », qui doivent être égales à la hauteur des constructions (1). C'était la règle de l'urbanisme à l'époque, selon la prière de Le Corbusier, qui a supprimé la rue, et avec elle un organe important de la cité. La ville fonctionnelle, répartie en zones spécialisées, loin de tout n'aurait pas pour ainsi dire l'exigence de l'enfant. Faute de l'architecte ? A vrai dire, les pro-

grammes de la Caisse des dépôts à l'époque demandaient des cellules d'habitation par milliers, mais aucun équipement. Ce « bétonnage », concentrationnisme, mis en place par les technocrates et qui n'avait pour excuse que l'obligation de parer au plus pressé, les hommes de l'art n'habitaient pas, généralement, à le réaliser. « S'ils réfléchissaient, dit l'un d'eux, ils étaient exclus de la commande. »

Un peu plus de qualité

Ce déclin de l'architecture en France, les nouvelles générations d'architectes, les associations de consommateurs, les pouvoirs publics, ont fini par en prendre conscience. Un programme d'architecture nouvelle (le P.A.N.) — limité, il est vrai — a été mis sur pied pour favoriser les recherches qualitatives en matière d'habitat social.

De quoi s'agit-il ? De tourner le dos aux architectures qui alignent et emplissent des volumes indifférenciés. De faire du singulier là où on n'hésitait pas à faire de l'interchangeable. Comme le dit l'architecte Emile Aillaud, de « retrouver les idées confuses et vivantes » après à devenir le support enrichissant des souvenirs d'enfance.

Cette « contre-architecture » de la facilité de négation, on peut en mesurer l'envol dans l'ensemble de deux mille cinq cents logements d'Evry, par Andriault et Parat. Des façades animées par des décrochements, un foisonnement visuel de formes, de couleurs et de verdure qui roulent de l'escalier en terrasse. C'est l'architecture qui réagit à la monotonie des « barres ». Elle mo-

difie le déroulement de la rue, casse la règle des « prospectes », ménage des places, des goulots, des corridors, « construit » pratiquement l'espace entre les immeubles qui devient une architecture en creux.

A Evry aussi, espèces architecturales enlignées, fondées sur le triangle, dans un programme de quatre-vingts logements d'une municipalité communale. « Ce ne sont pas des appartements pour ouvriers », c'est entendu dit l'architecte Jean Renaudie, tant il est vrai qu'il est difficile de changer le sacro-saint espace de l'habitat, structure de l'organisation familiale.

L'enfant passe de l'espace maternel à l'espace architectural de la maison, puis à celui de la ville. Il apprend à y tracer son chemin. Il ne s'agit pas de faire de la ville un jardin d'enfants, mais la présence des plus petits dans la cité ne saurait se résumer à l'amé-

gement de bacs à sable, de terrains vagues pour construire des cabanes ou pour élever des animaux. La question des enfants dans la ville, c'est sans doute d'abord celle des parents. On en trouve l'illustration concrète dans le cas de Grigny-la-Grande-Borne. Voilà une cité faite par un architecte exigeant et inspiré qui, entouré d'artistes peintres et sculpteurs, a conçu poétiquement une ville. Immeubles curvilignes, couleurs et images, sculptures d'un surréalisme plaisant qui attendent le regard au détour d'une allée. L'espace urbain réglé par une stratégie du rêve provoquée, conçu pour l'enfant et pour ce que l'adulte porte en lui l'enfance. Tout pour faire une ville heureuse sur le schéma de l'art. Or la Grande-Borne est une des cités les plus tristes. On y trouve de l'art, mais aucune facilité de transport, et la concentration d'une population d'émigrés et de chômeurs qui ignorent la « culture cultivée » des architectes et de leurs artistes bien intentionnés. Les parents y sont malheureux. Les enfants ont toutes les chances de l'être, même à l'âge de l'inconscience, dans une architecture qui a pris des allures de grande jouets urbains.

JACQUES MICHEL.

* « La ville et l'enfant », au Centre Georges-Pompidou, ne saurait être consulté par Jean-François Grunfeld, assisté de Danielle Ceris et Véronique Baux.

SAINT LAURENT
rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6^e



SUR MESURE
OU DEMI-MESURE
CHERISES
les plus belles
Au centre-ville de Paris
à Montmartre
et à la gare de l'Est
DURIOR
Le spécialiste de la lingerie
ARTICLES DE QUALITÉ
POUR LES CLASSES SUPÉRIEURES
ALORS GRATUITES DE DEMANDE
ADRESSEZ-VOUS À CONSERVER
Contre le froid, le vent, l'humidité
Les sous-vêtements
CHERISES
VITALAINE
en fillettes isolantes
PRÉSERVENT LA SANTÉ

SONY
VIDEO CASSETTE COULEUR
UMATIC V.C. 1830
Disponible immédiatement
Téléphonez à NICOLE
770.98.25
pour tous renseignements
Pour voir et louer sur votre
téléviseur couleur vos émissions TV
présentées, enregistrez-les :
formation, information, éducation,
sport, récréation de famille.
Jusqu'à 312.77, pour profiter au
maximum de votre téléviseur couleur
(prix recommandés)
Camera 7 VIDEO
SONY
7 et 9, rue La Fayette - 75009 PARIS

Anne Pons
Le Tour de France
par
Camille et Paul
deux enfants
d'aujourd'hui
TCHOU

pierre balmain
MONSIEUR
Points de vente sur demande à : 15 Rue de la Banque 75002.

ÉDUCATION

A Bordeaux

UN ÉTUDIANT EST BLESSÉ AU COURS D'UN AFFRONTEMENT AVEC LA POLICE

Le 28 octobre, chaque année, marque la rentrée à l'école d'architecture de Talence, à délégué en affrontement avec les forces de l'ordre. Un étudiant a été blessé. Quelque cent cinquante étudiants s'étaient massés, jeudi 27 octobre, au bord de la route nationale 10 et avaient installé une sorte de péage en réclamant aux automobilistes de passer un franc symbolique. Depuis des années, les étudiants réclament un passage devant leur école, car ils doivent traverser la R.N. 10, à leurs risques et périls, pour se rendre au bar-tabac d'en face.

Sans doute avertie par un des automobilistes mécontents de cette «dém», la police est aussitôt intervenue, à bord de trois cars venus de Bordeaux. Alors que les policiers — rendus nerveux par plusieurs appels à la bombe liés à l'attentat de Bader-Schleyer — sortaient de leurs cars munis de casques et de boucliers, un touriste étranger voulait

prendre des photos. Les policiers l'ont brutalement empêché, ce qui a provoqué la colère des étudiants et le jet d'une bouteille pleine sur les forces de l'ordre. Celles-ci ont alors chargé les étudiants et les ont poursuivis jusqu'à la cour de l'école, blessant l'un d'eux à la tête. L'étudiant a dû être hospitalisé.

● Au cabinet du ministre de l'éducation. — Le Journal officiel du 26 octobre 1977 publie un arrêté de M. René Haby, ministre de l'éducation, mettant fin, sur sa demande, aux fonctions de conseiller technique exercées par M. Jacques Marillet, ingénieur des ponts et chaussées, et nommant à ce poste M. François Berrère, ingénieur des ponts et chaussées. D'autre part, le Journal officiel du 27 octobre publie un arrêté mettant fin, sur sa demande, à la mission exercée au ministère par M. Bernard Raffray, sous-préfet hors cadre.

● La Confédération syndicale des familles (C.S.F.) vient de déposer un recours au Conseil d'Etat pour demander l'annulation de l'arrêté du ministre de l'éducation instituant le dossier scolaire. La C.S.F. estime que ce dossier, « pièce maîtresse de la réforme Haby », est un élément « ségrégatif » qui aura des effets négatifs sur l'orientation « des enfants de travailleurs ».

La C.S.F. considère que, « en rassemblant des informations personnelles, familiales et sociales de tous ordres — autres que scolaires — l'arrêté du ministre porte atteinte à la vie privée et sort de sa compétence ».

M. Guy Gensac, conseiller de Paris (radical de gauche), a également entamé un recours en Conseil d'Etat contre l'arrêté de M. Haby pour « vice de forme, incompétence et violation de loi ».

● Au lycée Honoré-Dournier, de Morlaix, M. Bruno Le Dantec, élève de première A, qui avait été renvoyé le 10 octobre pour avoir affiché sur le panneau d'expression libre « de l'établissement un texte qualifié par la direction d'appel à la révolution », a été réintégré le 27 octobre par le conseil de discipline.

**TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS**
Les 3 grands noms de la
littérature exposent leur
gammes complètes chez:
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 13^e — TEL. 557.46.55
Métro: Parmentier

Se perfectionner, ou apprendre
la langue est possible
en suivant
**LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC**
Cours avec explications en français
Documentation gratuite
EDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Berni - 75008 Paris

SPORTS

AUTOMOBILISME

D'UNE SAISON A L'AUTRE

Avec Lauda, Ferrari a perdu son meilleur atout

Cinq victoires au Grand Prix pour Lotus, quatre pour Ferrari, trois pour Wolf et McLaren, une pour Ligier et Shadow : tel est le bilan de la saison 1977. Le champion du monde, l'Autrichien Niki Lauda, a gagné trois épreuves et s'est classé en outre neuf fois dans les six premiers, dont six deuxièmes places. Lauda est ainsi le champion de la régularité et son avance au championnat du monde a été telle qu'il a pu se permettre de rendre publique sa broutille avec Ferrari avant la fin de la saison et de ne pas prendre part aux deux derniers Grands Prix (Canada, Japon).

Si l'on considère que Lauda est redevenu champion du monde avec un type de voiture moins compétitif que d'autres sur l'ensemble de l'année — notamment les Lotus — il ressort, encore plus nettement que par le passé, qu'il n'a, pour l'instant, aucun rival dans le domaine de la mise au point et que sa conception de la compétition est la plus professionnelle de toutes. C'est la point le plus important de la saison qui s'est achevée le 23 octobre au Japon, compte tenu de l'engagement de Lauda par Brabham pour 1978.

De toute évidence, Ferrari a perdu son meilleur atout et pour une fois, dans l'équation pneus-moteur-châssis-pilote, c'est l'élément humain qui s'est imposé en priorité. A la réflexion, Ferrari a commis deux erreurs : la première de pousser Lauda au départ, la deuxième de s'en faire, par la force des choses, un adversaire. Qui n'a pas Lauda avec lui l'a contre lui.

C'est la raison pour laquelle

BASKET-BALL. — Le C.S.K.A. Sofia a battu Vélambourne, 75-66, jeudi 27 octobre, à Sofia, au terme d'un match comptant pour la coupe d'Europe des clubs champions.

Brabham semble avoir de solides chances en 1978. La nouvelle voiture est la plus légère de toutes, le moteur Alfa-Romeo est le plus puissant des moteurs de formule 1, et, au bout de la chaîne, le pilote est celui qui a le plus grande capacité pour en tirer le meilleur parti. Comme l'on reconnaît du talent à l'autre pilote de Brabham, John Watson, tout laisse à penser que 1978 devrait être une bonne saison pour Brabham pourvu, c'est la seule inconnue, que la mise au point et le développement de la nouvelle voiture soient rapidement menés et que sa conception soit aussi saine qu'on peut logiquement l'imaginer. A l'opposé, Ferrari n'a plus de pilotes de tout premier plan, Carlos Reutemann a le handicap de l'irrégularité, et le nouveau recrue, Gilles Villeneuve, est pénalisé par son inexpérience. L'argent n'est pas forcément le panacée, et Ferrari, malgré les moyens financiers de

Fiat — le plus important budget de la formule 1, — risque d'en faire l'expérience à ses dépens l'année prochaine.

L'autre constructeur bénéficiant d'un fort budget, la régle Renault, sera confronté à des problèmes encore plus graves eu égard à sa qualité de nouveau venu en formule 1. Dans les quelques grands prix que Renault a disputés en 1977, il n'est jamais vraiment apparu que la voiture (RS 01) commençait à être compétitive. La cote d'alerte a même été atteinte au Canada, où le RS 01 n'a pu obtenir sa qualification. La seule référence, en définitive, dont peut se prévaloir la Régie est celle du nombre de moteurs cassés. Ces débuts difficiles sont, au demeurant, logiques. Aucun constructeur, surtout lorsqu'il produit lui-même ses moteurs, n'a pu éviter une longue période d'adaptation aux réalités de la course. C'est encore plus vrai pour Renault, qui a choisi, avec ses moteurs auréliens, une solution d'autant plus originale et difficile que la réglementation internationale n'est pas établie en sa faveur.

Une motorisation différente

Mardi 26 octobre, Guy Ligier n'a pu convaincre Matra, son partenaire dans la fourniture des moteurs, d'intensifier son effort financier. Dans l'état actuel des choses, la seule solution qui s'offre à Ligier pour engager régulièrement une deuxième voiture en 1978 serait de trouver de nouveaux appuis publicitaires. Le statu quo dans lequel se tient Matra devrait même pousser Ligier à envisager pour l'avenir une motorisation différente de ses voitures pour ne pas être pris au dépourvu si, d'attente, Matra considérait que son action n'avait plus de raison d'être.

En 1978, une nouvelle voiture française de formule 1 sera mise en service. Il s'agit de la formule 1 construite par Tico Martini, dont le pilote sera René Arnoux, champion d'Europe de formule 2. Pour l'heure, la voiture est presque terminée, mais

il reste, comme toujours, à compléter son plan de financement. Il est probable que les débuts de la nouvelle Martini auront lieu en printemps, à l'occasion des premiers Grands Prix européens. Tous les constructeurs ont en préparation soit de nouvelles voitures, soit des évolutions du type existant. L'intersaison étant courte — deux mois —, elles apparaîtront sur les circuits au fur et à mesure de leurs finitions. Deux voitures tout à fait nouvelles, Brabham et Tyrrell, commenceront sous peu leurs essais.

FRANÇOIS JANIN.

VOILE

La Course autour du monde

LES CONCURRENTS RESTENT GROUPE

Après deux jours et demi de mer, les quinze voiliers de la Course autour du monde naviguent, jeudi 27 octobre, à 18 heures GMT, dans les parages du 37° degré de latitude sud et du 21° degré de longitude est. En route vers la Nouvelle-Zélande, ils avaient donc passé la pointe de l'Afrique et commencent à se diriger vers le sud et le 40° parallèle.

Les concurrents étaient encore relativement groupés, souvent même en vue des uns des autres. Dans les premières heures de la course, après le départ du Cap, ils avaient dû avancer contre le vent, puis celui-ci avait faibli pour ne se rétablir qu'à une force modérée. Deux voiliers français précédèrent sensiblement les autres : *Neptune* et *Gaillarde-II*, plus avancés dans l'Est. En revanche, ceux des bateaux qui avaient choisi d'aller d'ores et déjà plus au sud, semblaient avoir trouvé, jeudi soir, des vents d'ouest plus forts. Les deux voiliers qui avaient terminé en tête la première étape, *Flyer* (Pays-Bas) et *King's Legend* (Grande-Bretagne), fermaient la marche.



Singapore Girl.
Charmante hôtesse dans son sarong kebaya.
Laissez-la vous accompagner dans plus de la moitié du monde.
Elle prendra soin de vous comme elle seule sait le faire.



SINGAPORE AIRLINES DESERTS AUJOURD'HUI AMSTERDAM • ATHÈNES • AUCKLAND • BAHREIN • BANGKOK • BOMBEY • BRUXELLES • COPENHAGUE • DAKAR • DUBAÏ • FRANCFORT • HONGKONG • KUALA-LUMPUR • LONDRES • MADRAS • MANILLE • MEDAN • MELBOURNE • OSAKA • PARIS • PERTH • ROME • SEOUL • SINGAPOUR • SYDNEY • TAIPEI • TEHRAN • TOKYO • ZURICH.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou de Singapore Airlines, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 261.53.00

150

859
+ 516
855
1
869

869

JUSTICE

M. CHRISTIAN BONNET VEUT BRISER LA « COMPLICITÉ INCONSCIENTE DU SILENCE »

Devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a réaffirmé qu'il souhaitait voir se briser « la complicité inconsciente du silence » lorsque sont perpétrés des attentats ou des actes de violence. Ces propos faisaient référence aux déclarations qu'il avait faites le 15 juillet 1977 à l'Assemblée nationale sur une question d'actualité relative à l'attentat contre le relais de télévision de Pré-en-Pail.

« Il s'agit, dans mon esprit, non pas de créer une atmosphère de délation, a dit M. Bonnet, mais encore de briser la complicité inconsciente du silence. L'un des ministres de l'Intérieur, des reporters ont simulé une bagarre sur les Champs-Élysées. Personne n'est intervenu. Les badauds se sont dispersés avant l'arrivée de la police, pour ne pas avoir à témoigner. Plus récemment, une femme a été battue à mort dans l'indifférence totale du voisinage. C'est contre des attitudes comme celles-là, a-t-il conclu, contre cette indifférence coupable que j'ai entendu réagir. Il faut obtenir des Français qu'en démocratie, ils participent à cette démocratie qui leur dispense ses bienfaits. Voilà ce que j'ai voulu dire, ni plus ni moins. »

CALCULATRICES

Plus de 5.000 en stock
AUX MEILLEURS PRIX

DESTROYER
TEXAS INSTRUMENTS
HEWLETT PACKARD
COMPTON
ROCKWELL, etc.

MAUBERT ELECTRONIQUE
49, Bd. Saint-Germain, PARIS-6
(Place MAUBERT) 325-46-46
METRO MAUBERT

AU TRIBUNAL DE NANTERRE A qui appartient le sigle P.M.I. ?

La guerre ouverte qui oppose le Syndicat national de la petite et moyenne industrie (S.N.P.M.I.) à la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) depuis que le premier a été exclu, le 15 juin, du bureau de la seconde, a connu, jeudi 27 octobre, un nouvel épisode.

La bataille s'est déroulée devant la première chambre civile du tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine). Les deux protagonistes affirment être le seul détenteur légitime du sigle P.M.I. Le S.N.P.M.I. voudrait obtenir de la justice que la C.G.P.M.E. cesse d'utiliser le sigle de P.M.I. La C.G.P.M.E. prétend être la seule fondée à le faire.

Comment s'orienter dans cette jungle de sigles, et pourquoi les deux ennemis s'acharnent-ils à en monopoliser le même maître carré ? Vous n'êtes point nés, a plaidé M. Serge Binn à l'encontre de la C.G.P.M.E. que déjà le Syndicat national de la petite et moyenne industrie était de notoriété publique, considéré comme le représentant et le symbole des P.M.I. Même s'il n'était à l'époque que le « syndicat de la petite et moyenne industrie (section bois et métaux) », après avoir été constitué, le 27 juillet 1935, sous le nom de « Syndicat des petits producteurs et industriels (bois et métaux) ».

« L'antériorité historique et juridique est absolue », s'agissant de la dénomination « Petites et moyennes entreprises », et du sigle correspondant qui apparaît, dit M. Binn, dès 1938. Notre dénomination est originale, son antériorité et sa notoriété sont avérées, dit le Syndicat national de la petite et moyenne industrie. Il en est de même de notre sigle, P.M.I., qui est plutôt une « abréviation nécessaire ».

La seule volonté de la C.G.P.M.E. d'« abattre » le S.N.P.M.I. devenu sa composante la plus influente, expliquerait cette tentative de « vol de sigle », « P.M.I. » devenant, dans les mains de l'ennemi, une « arme menaçante ». Anne déjà utilisée par la C.G.P.M.E., dit le S.N.P.M.I. par le dénigrement et par un bombardement intensif d'articles de presse, destinés à semer la confusion.

Pour la C.G.P.M.E., M. Paul Mathély a expliqué qu'il ne s'agit pas de se défendre — « c'est le syndicat demandeur qui a pris l'initiative des hostilités » et qu'il ne manquait pas pour cela de munitions. L'expression en elle-même, soutient-il, est démunie de tout caractère distinctif. De plus, la C.G.P.M.E. a

DES SUPER PROMOTIONS... AVANT D'ACHETER... CONSULTEZ NOUS...

LASKYS FRANCE KING MUSIQUE

1^{er} RESEAU EUROPEEN DE DISTRIBUTION DE MATERIEL HI-FI

LASKYS est le plus important réseau de distribution HI-FI en France. KING MUSIQUE, le premier en France, leur unique fil de LASKYS KING MUSIQUE le premier en Europe, développant une politique d'achat qui permet une exceptionnelle baisse de prix.

Garantie nationale de 2 ans

VOTRE SECURITE... LE SERVICE APRES-VENTE LASKYS

PRIX LASKYS 5495F

SCOTT

Le Scott R 337 qui est le successeur du R 336, dispose d'une puissance de 2 x 42 W ce qui permet d'obtenir une dynamique exceptionnelle sur toute la bande passante. La platine Thorens TD 145 MK II bénéficie d'un arret automatique par micro-rupteur particulièrement doux et sensible. Les R 9 95 sont les gros modèles de la nouvelle gamme Goodmans. Leur rendement est particulièrement impressionnant dans les basses où les perceptions sont reproduites avec beaucoup de netteté.

PRIX LASKYS 2395F

Sansui

Le Sansui AU 2900 est le premier modèle de la gamme Sansui. Il est équipé d'un sélecteur pour 2 paires d'enceintes et d'un loudness. Son esthétique est particulièrement impressionnante : façade

SATISFAIT OU REMBOURSE INTEGRALEMENT DANS LES 15 JOURS SUIVANT VOTRE ACHAT

PRIX LASKYS 2999F

PIONEER

Pioneer FH 5500 - Compact pour P 7 Home, tuner FM-PO-DC, source disque, et auto-tuner.

Platine livrée avec capot.

PRIX LASKYS 99F

KOSS

Casque stéréo.

PRIX LASKYS 185F

KOSS

Casque stéréo.

PRIX LASKYS 39F

EAGLE

Casque stéréo.

PRIX LASKYS 3695F

JVC

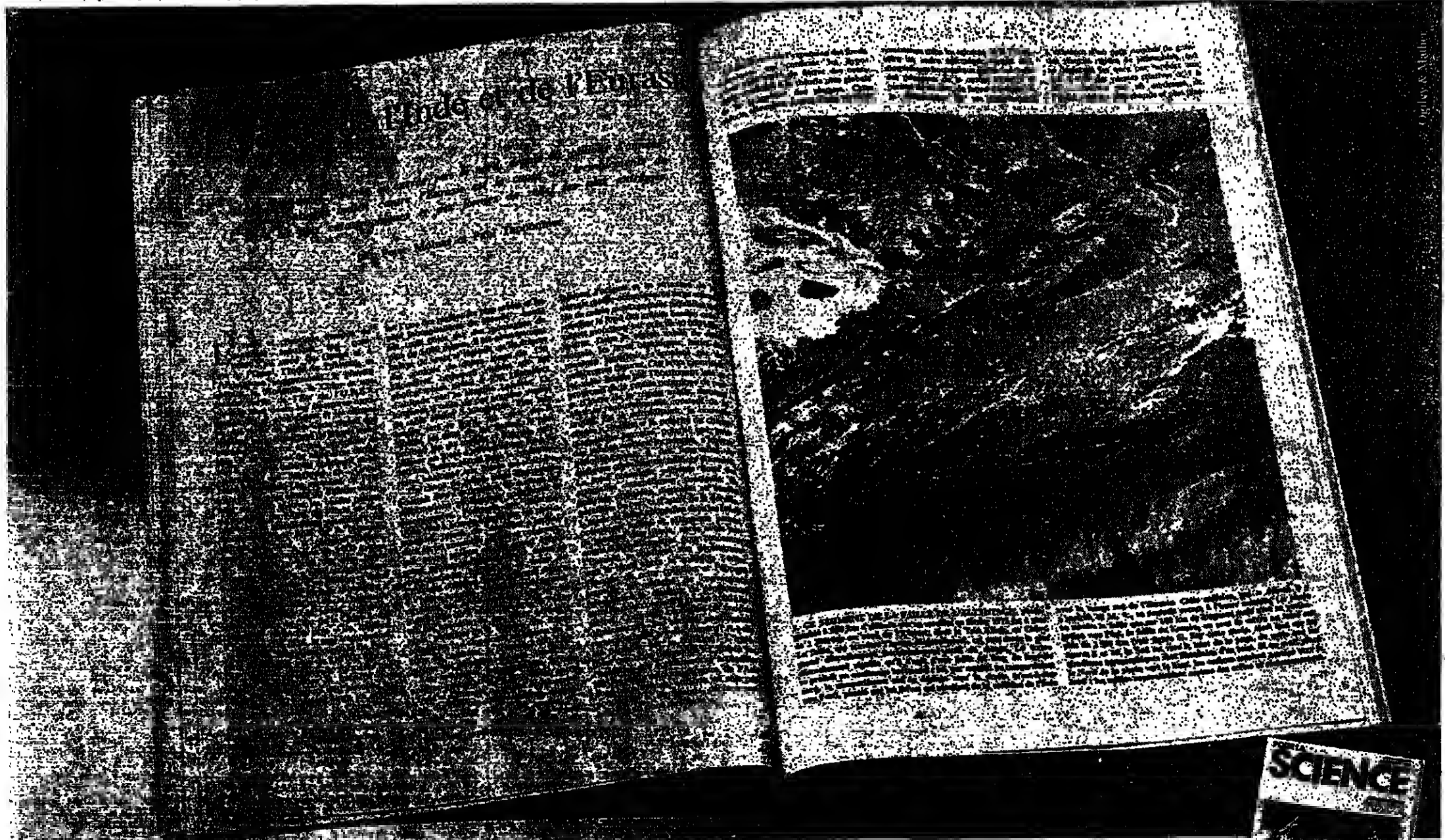
Platine livrée avec capot.

L'amply tuner JVC JMS 100 L combine au Japon technique d'une esthétique moderne. Possède les 20 de la technologie la plus moderne. La platine JVC 100 MK II bénéficie de la Thorens est une merveille de précision mécanique. Ses performances sont constamment égales à celles d'une platine à entraînement direct. Les enceintes Goodmans RB 20 sont à 3 voies et constituent la première série de 3 haut-parleurs de la nouvelle gamme Goodmans.

Garantie nationale de 2 ans.

51 MAGASINS EN FRANCE

Pour tous renseignements : écrire ou téléphoner aux Centres d'Informations Laskys - King Musique : PARIS : 1, place Clichy 75009 - Tél. : 286.68.82 LILLE - 1, place Palais Rihour 59000 - Tél. : 16.20.57.89.78 MARSEILLE - 5 bd C. Flammarion 13001 - Tél. : 15.91.50.85.00



Scientific American, c'est la bible des revues scientifiques. Fondée en 1845. Ecrite par des scientifiques dont beaucoup sont devenus par la suite des Prix Nobel. Lue par tous ceux que le domaine des autres passionne autant que leur propre domaine. Chaque mois, Scientific American explique l'événement. L'événement scientifique mondial. Avec 8 articles dans les disciplines les plus variées : médecine, physique, archéologie... Chaque mois, Pour la Science, édition française de Scientific American. Pour tous ceux dont la profession est l'innovation. En ouvrant Pour la Science, vous ouvrez Scientific American.

N° 14-27 Octobre. Pour la Science, 8, rue Féron 75006 Paris. Mensuel. Chez les marchands de journaux 15 F. Abonnement 1 an 150 F.

150

AUJOURD'HUI

LES SERVICES OUVERTS ET FERMÉS POUR LA TOUSSAINT

● **PRESSE** — Les quotidiens paraîtront normalement le mardi 1^{er} novembre.

● **BANQUES** — Fermées du vendredi 28 octobre au soir au mercredi 2 novembre au matin.

● **GRANDS MAGASINS** — Ouverts toute la journée le lundi 31 octobre, sauf la Belle Jardinière. Le mardi 1^{er} novembre, fermés toute la journée, à l'exception du Bazar de l'Hôtel-de-Ville, de la Belle Jardinière et de la Samaritaine, ouverts après-midi seulement.

● **P.T.T.** — Le lundi 31 octobre, les bureaux de poste seront ouverts uniquement le matin, suivant les horaires du samedi. Il y aura une seule distribution du courrier à domicile. Le mardi 1^{er} novembre, les bureaux de poste seront fermés et le courrier ne sera pas distribué. Toutefois, resteront ouverts les bureaux qui le sont habituellement le dimanche. Ils assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés, soit poste restante, soit aux abonnés de boîtes postales.

● **ALLOCATIONS FAMILIALES** — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne indique que ses guichets et services d'accueil situés 12 et 14, rue Vieille (Paris-15^e), 64-68, rue du Dessous-des-Berges (Paris-13^e), 9, rue de Lège (Paris-9^e), 78, rue du Général-de-Gaulle (Mantes-la-Jolie), Tour Ouest-carrefour Pleyel (Saint-Denis), 36, avenue F.-Joliot - Curie (Garges-lès-Gonesse), 119-121, avenue Jules-Quentin (Nanterre), seront fermés du lundi 31 octobre à 12 heures au mercredi 2 novembre au matin. Cependant, le lundi 31 octobre après-midi, les centres de diagnostic et de soins, ainsi que les cliniques dentaires resteront ouverts aux heures habituelles.

● **SECURITE SOCIALE** — Les guichets resteront ouverts le lundi 31 octobre dans les centres de paiement ou dans les services chargés de régler les prestations au public jusqu'à 14 heures. Pour ce qui concerne les prises en charge et les renseignements, une permanence est assurée jusqu'à 15 h 30. Les guichets seront fermés le mardi 1^{er} novembre.

● **R.A.T.P.** — Service réduit des dimanches et jours fériés.

● **MUSEES** — Tous les musées nationaux et expositions seront fermés le mardi 1^{er} novembre. La Bibliothèque nationale et le Musée des arts décoratifs seront également fermés. Le Palais de la découverte et le musée Marmottan seront ouverts mardi 1^{er} novembre. Les musées de l'hôtel national des Invalides seront fermés le 1^{er} novembre.

● **SPECTACLES** — Voir « Le Monde des arts et des spectacles » du 27 octobre.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 28 octobre 1977 :

UN DECRET

● Modifiant le décret n° 48 1786 du 26 novembre 1946 portant création de la Caisse nationale de l'énergie.

Assurance-maladie

REPORT DE L'APPEL DE COTISATIONS

La Caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne indique que, en raison de la grève du service informatique, l'appel de cotisations Assurances volontaires du quatrième trimestre 1977 est provisoirement différé.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75321 PARIS 8^e FRANCE
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - U.O.M. - T.O.M.
108 F 193 F 261 F 378 F
TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOLE NORMALE
108 F 378 F 553 F 738 F

ETRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
123 F 238 F 363 F 480 F
N - ALGERIE
123 F 238 F 363 F 480 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnements sont payés par chèque postal (tous chèques) ou par chèque à l'ordre de la Caisse nationale de l'énergie.

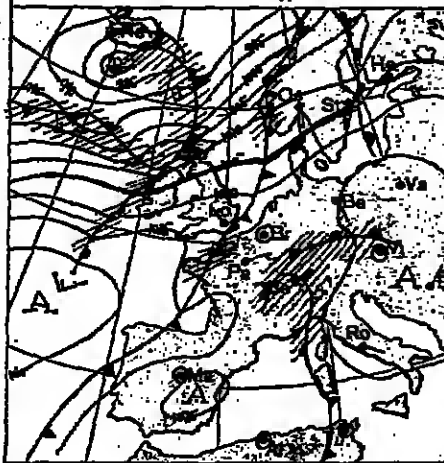
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (O.U. ou S.O.) doivent être formulés par lettre recommandée ou par lettre simple avec envoi d'un mandat postal de 10 F.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veillez avoir l'indiquée de la région à l'adresse de la Caisse nationale de l'énergie.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28-10-77 A 0 h GMT.

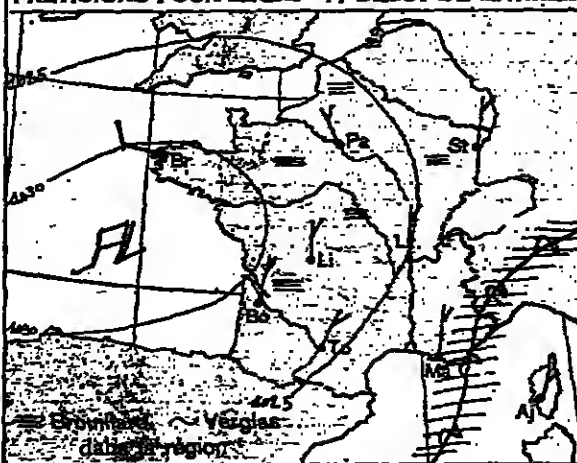


Evolution probable du temps en France entre le vendredi 28 octobre à 8 heures et le samedi 29 octobre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions s'établira progressivement sur la France par l'ouest. L'air humide et instable affectant le sud-est du pays se déplacera lentement vers l'est. Samedi 29 octobre, le temps sera nuageux sur l'est du littoral méditerranéen, la Corse et les Alpes ; il y aura quelques ondées orageuses localement violentes. Le temps s'améliorera progressivement au cours de la journée.

Sur le reste du pays, les brouillards matinaux seront fréquents et parfois très denses. Ils se dissiperont généralement, mais pourront persister sous forme de nuages bas dans certaines vallées, notamment dans l'Est. Après la dissipation de ces brouillards, le temps sera assez ensoleillé.

PRÉVISIONS POUR LE 29-10-77 DÉBUT DE MATINÉE



Les températures minimales seront en baisse ; les températures maximales varieront peu.

Les vents seront faibles à modérés et variables de secteur nord-ouest à variables de secteur nord-est.

Vendredi 28 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1023,3 millibars, soit 761,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Alais, 15 et 12 ; Orléans, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Clermont-Ferrand, 15 et 8 ; Dijon, 14 et 10 ; Grenoble, 12 et 8 ; Lille, 14 et 7 ; Lyon, 13 et 9 ; Marseille, 20 et 14 ; Nancy, 13 et 11 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice, 21 et 15 ; Paris, 16 ; Bordeaux, 15 et 9 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 15 et 10 ; Strasbourg, 13 et 11 ; Tours, 15 et 8 ; Toulouse, 22 et 10 ; Valenciennes, 15 et 10 ; Cler

25 9
+ 516
886
1
869

25 9

Le Monde

des loisirs
et du tourisme

UN PAYS OU VOYAGER EST ENCORE UNE AVENTURE

Au Mali, il faut mériter l'Afrique

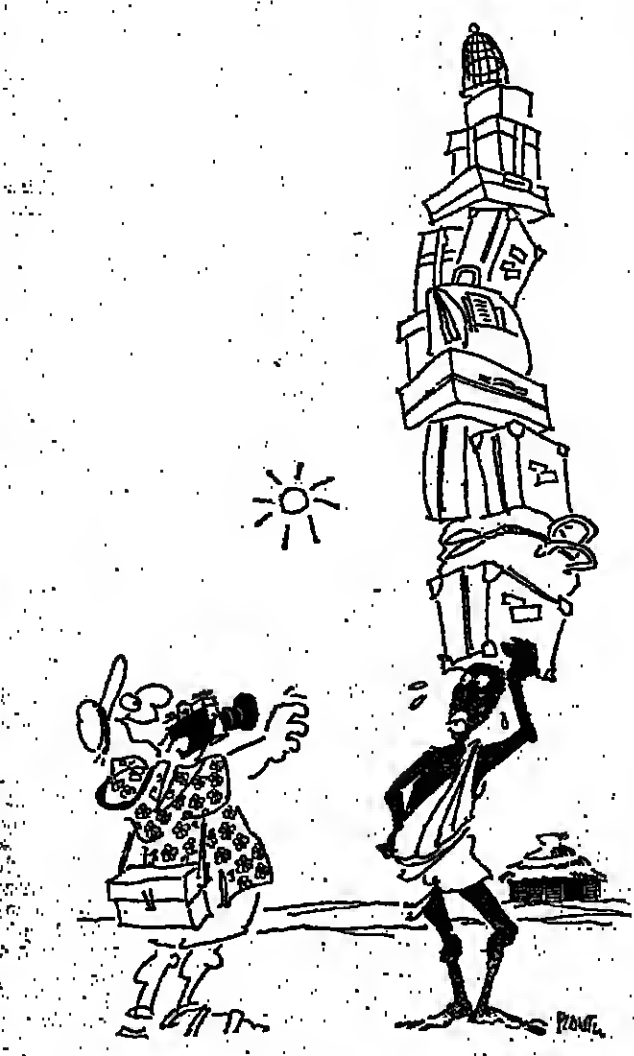
Certains pays, séduits par le tourisme tentent cependant de résister à la trop forte pression des voyageurs. Ainsi du Mali.

DES théories de femmes portant des calottes sur la tête gravissent l'escalier taillé dans la falaise haute de plusieurs centaines de mètres qui plonge jusqu'à Bamako. C'est jour de marché à Sangha-du-Haut, capitale du pays Dogon (Mali). Les parois de roche rouge, brune ou grise adoucissent la lumière, et, dans l'ombre, on voit luire la sueur sur les fronts, et les anneaux dans les lèvres et les narines.

En bas, là où commence la plaine, les hameaux de pierre et de banco culent au soleil, à peine abrités par le feuillage étique d'un ou deux baobabs. La main des Dogons et les pluies ont adouci les formes des terrasses carées. Les gruniers bédient leurs toits de paille pointus par-dessus ce chaos de rocs et de maisons. La Fougère — la maison des hommes — dresse ses huit piliers surmontés d'une épaisse couche de tiges de mil : pour les palatiers et la fraîcheur.

C'est tout un peuple qui s'est réfugié, vers le troisième siècle, dans la falaise de Bandiagara, qui coure sur plusieurs centaines de kilomètres entre le fleuve Niger et la frontière voltaïque. Refusant d'être islamisés par leurs envahisseurs, les Dogons ont alors abandonné le pays Mandingue et se sont exilés sur ce plateau rocheux, d'où ils ont, à leur tour, chassés les Tékés et les Pygmées qui y résidaient. Aujourd'hui encore, ils utilisent, pour enterrer leurs morts, les demeures troglodytiques, de leurs poteries, accrochées au milieu des rochers.

Dans les années cinquante, les touristes ont commencé à visiter ce paradis. Mais les Dogons ont résisté à la tentation du tourisme. Ils ont découvert, au milieu des masques, masques singes, masques sorcières, masques vaches, masques jeunes filles, masques antiques, masques maisons-à-étages et masques échafauds, une ronde de paquets rouges et jaunes, de paquets et de cornes de bois qui rythment les cris des danseurs et les pulsations du tambour.



(Dessin de PLANTU.)

Le pays Dogon est, avec Tombouctou, l'endroit où l'on peut encore voir le monde tel qu'il était. Ici, les Dogons ont résisté à la tentation du tourisme. Ils ont découvert, au milieu des masques, masques singes, masques sorcières, masques vaches, masques jeunes filles, masques antiques, masques maisons-à-étages et masques échafauds, une ronde de paquets rouges et jaunes, de paquets et de cornes de bois qui rythment les cris des danseurs et les pulsations du tambour.

Les pistes demeurent franchement sportives et pleines d'imprévus. L'adéquation n'est pas garantie, même si les routes sont généralement de bonne qualité. Il faut savoir patienter en Afrique, mais les voyages organisés n'ont pas de temps à perdre.

Dans ces conditions, faut-il s'étonner que les touristes étrangers hésitent à risquer leur clientèle sur les traces de René Caillié. Parmi les audacieux qui proposent le Mali dans leur catalogue, on peut citer la firme

allemande Neckermann, dont la logistique défie tous les imprévus, et la firme française Africalours, qui a choisi pour ses groupes une sage autarcie.

Le ministre du développement industriel et du tourisme a tracé les grandes lignes du développement touristique fixé par le gouvernement. L'Etat malien se chargera des infrastructures de base et laissera au secteur privé malien ou étranger le soin de développer le reste, a déclaré M. Lamine Kéita. Bien sûr, nous avons pris du retard par rapport à nos objectifs, mais nous devons d'abord lutter contre le fléau de la sécheresse.

Les pouvoirs publics prévoient de renforcer la flotte aérienne et la flotte fluviale, d'améliorer les aéroports existants, comme celui de Mopti, et de construire trente chambres d'hôtel à Sangha (ouverture fin 1978), soixante à Mopti (avril 1979) et soixante à Tombouctou (août 1979). Ces trois hôtels coûteront 2,5 milliards de francs maliens (25 millions de francs français).

M. Lamine Kéita s'est déclaré soucieux de limiter les effets pervers du tourisme pour les populations. « Au Mali, il ne s'agit pas des plaisirs de la plage », a-t-il affirmé. Vous offrons la découverte des vestiges du passé, mais aussi celle de l'Afrique, et nous voulons développer un tourisme culturel et humain.

Les unités hôtelières ont été choisies de petite taille afin d'habiter les Dogons ou les Touaregs à la fréquentation des touristes. Leur construction sera confiée à des artisans locaux. Les guides ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance des us et coutumes ; ils doivent apprendre sur le terrain à s'y conformer. Cette lucidité et ces précautions suffisent-elles à empêcher la perte d'identité et de dignité, par exemple des Peuls ou des Hamarbas ?

C'est tellement riche un touriste, et tellement vite repart, qu'il n'est pas surprenant de voir, déjà, les jeunes de Sangha tendre la main à travers les portières des Land-Rover et demander « cadeaux ». Le Mali fait un pari sur le tourisme.

ALAIN FAUJAS.

LES SKIS DYNAMIC RACHETÉS PAR ATOMIC

Des Autrichiens sur la bonne pente ?

Les skis Dynamic viennent d'être rachetés par une firme autrichienne. La société Rossignol a-t-elle en raison de laisser conclure ce mariage ?

LES Jeux de Grenoble 1968. Le ski français est au zénith. Jean-Claude Killy obtient trois médailles d'or. Il est équipé par Dynamic, une entreprise qui n'a certes pas la puissance de Rossignol ou de la firme autrichienne Fischer, mais qui jouit d'une grande renommée dans les milieux professionnels. Aujourd'hui, Dynamic est rachetée par Atomic, le numéro 2 du ski autrichien. Une page est tournée. Un peu tristement.

Tout commence au début des années 60, à la veille de l'explosion du marché de la neige. Le ski, et tout ce qui s'y rattache, est autrichien. En France, dans les Alpes, deux petites affaires préparent les lendemains : Dynamic et Rossignol. Elles portent les espoirs, non seulement de l'industrie française du ski, mais aussi de l'équipe nationale, et sont alors de taille sensiblement équivalente. Toutes deux réussissent à imposer à leurs concurrents un virage technologique, mais si l'une, Rossignol, saura en profiter, l'autre, Dynamic, ne réussira jamais à tirer profit de la qualité de ses produits. C'est que les ingrédients nécessaires au succès sont multiples. Il faut, bien sûr, consacrer des sommes importantes à la recherche, mais aussi avoir une gestion moderne, une rentabilité maximum, une promotion publicitaire intensive et agressive. Les dirigeants de Dynamic, plus techniciens que gestionnaires, ne réussissent pas à tirer profit de la renommée de leurs produits. Finalement, l'affaire ne s'est pas faite, c'est l'autrichien Atomic (500 000 francs de skis par an) qui rachète 80 % de Dynamic.

tre ses capacités de production, et les déficiences des services commerciaux découragent la clientèle.

Personne ne s'étonne, lorsqu'en 1972, la famille Michal passe la main. Elle cède plus de 70 % de son affaire à un holding du groupe Empain : Sofisport. On pense alors que le mariage du technicien et du financier est de nature à redresser Dynamic. Les « petits messieurs de Paris » ne feront pas mieux que les artisans montagnards. L'élargissement de la gamme est un échec. Les déficits s'accumulent, la production diminue (quarante mille paires en 1976), la valse des directeurs et des responsables commerciaux désorientent les circuits de distribution. La firme doit cesser son soutien à l'équipe de France. Pourtant, bien des professionnels — y compris des champions — ont toujours pour elle les yeux de Chimène.

Le non de Rossignol

Avant d'échouer dans sa tentative de redressement, le groupe Empain cherchait depuis 1975, à se séparer de Dynamic, d'autant qu'il préférait se concentrer sur le secteur des vêtements de ski (Furuship) où les investissements sont moins lourds et les marges bénéficiaires plus substantielles. En bonne logique, on s'attendait à la reprise de Dynamic par Rossignol. Cette dernière aurait pu ainsi adjoindre à son catalogue un produit de qualité dans le très haut de gamme. En outre, une telle opération aurait eu un caractère défensif en évitant qu'un fabricant étranger ne se serve du renom de Dynamic pour s'implanter sur le marché français. Finalement, l'affaire ne s'est pas faite, c'est l'autrichien Atomic (500 000 francs de skis par an) qui rachète 80 % de Dynamic.

« Nous n'avons rien à gagner à reprendre Dynamic », laisse-t-on entendre officiellement chez Rossignol. « Il aurait été difficile de redresser la société et l'argent englouti aurait fait défaut pour d'autres investissements du groupe. » Rossignol est, en effet, engagé dans un double pari : accroître encore sensiblement sa part du marché mondial du ski (22 % actuellement), et se faire un nom dans le monde du tennis. Une partie qui n'est pas gagnée, tant la concurrence américaine et japonaise est sévère. Enfin, on explique chez Rossignol que l'on ne « tenait pas à se retrouver en situation de monopole sur le marché français ».

Dans les milieux du ski certains avancent une autre hypothèse : « Rossignol attendait que Dynamic périsse complètement afin de reprendre l'entreprise pour une bouchée de pain. » (1).

Spécialisée dans le ski métallique, Atomic, une firme en pleine ascension, était prête à payer ce qu'il fallait pour enrichir sa gamme avec un ski de slalom en fibre de verre de qualité (sans parler du nouveau ski en fibres de carbone), mais aussi et surtout pour obtenir un ticket d'entrée sur le marché français. L'avenir dira qui, de Rossignol ou de Atomic, a fait la meilleure affaire.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Le prix de cession de Dynamic tournerait autour de 8 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 15 millions de francs et un déficit cumulé de plusieurs dizaines de millions.

UN PATRIMOINE A SAUVEGARDER Les cavernes de Saumur en grand délabrement

Il faut sauver les habitations troglodytiques de la région de Saumur. Avec le concours des agriculteurs.

DANS toute la région de Saumur, sur le plateau calcaire qui domine la Loire, le voyageur curieux découvre à flanc de coteau ou dissimulées dans des cirques quasi lunaires, les ouvertures béantes d'innombrables galeries troglodytiques. Creusées dans la craye micacée ligérienne, épaisses et blanches, elles ont toutes, ou presque toutes, été utilisées pour les constructions de la région. Dernier vestige du « troglodyte », pour le local de cette craye, reste un matériau de choix : relativement tendre, se travaillant facilement, mais toutefois résistant, d'aspect agréable, il convient aussi bien au gros œuvre qu'à la décoration. Témoins de son usage exultant, des églises, des châteaux, de modestes demeures, et ces carrières ou « caves », comme on les appelle ici, qui ont parfois, au cours des siècles, abrité des générations de

pêcheurs, de paysans, de bûcherons et même, parfois, quelques bandes de pillards.

Il ne semble pas que ces refuges plus ou moins temporaires aient été créés dès les temps préhistoriques. Les cavités naturelles résultant du travail des eaux ont probablement été habitées par nos lointains ancêtres, mais nulle part on n'a retrouvé trace de leur séjour. Quelques menhirs et dolmens attestent pourtant de la présence de l'homme. A Gennes, au Thourail, à Bagneux, on l'on trouve de tels mégalithes, tout laisse à penser que les cavernes voisines ont, dans un passé relativement récent, été peuplées par des tribus aux noms aujourd'hui oubliés ; de même, il est à peu près certain que ces caves ont servi de refuges lors des invasions normandes, au cours de la guerre de Cent Ans et pendant les batailles

entre huguenots et catholiques, qui ravagèrent le pays.

A quelques kilomètres de Saumur, près de Doué-la-Fontaine, petite bourgade presque entièrement construite sur des caves, le village de Dentre conserve encore le souvenir tangible de ces époques troubles, sous la forme d'une magnifique suite de salles souterraines dans lesquelles se trouvent des sculptures et des bas-reliefs, récemment découverts, illustrant des scènes de la vie au seizième siècle.

Ces habitations étaient bien connues dans toute la province, et même au-delà si l'on en croit Bollaue : « L'habitant ne connaît ni la chaux ni le plâtre ».

Et dans le roc qui cède et se coupe aisément : « Chacun sait, de sa main, creuser son logement. »

CHARLES GILBERT.

(Lire la suite page 16.)

Les charters gagnent du terrain avec nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Départ de Paris	
NEW YORK	1500 F
BANGKOK	2250 F
DELHI	2300 F
COLOMBO	2500 F
RIO	3600 F

CIRCUIT INITIATION AU VOYAGE

Découverte du Mexique du 20 décembre au 3 janvier du 25 janvier au 11 février du 25 février au 11 mars du 11 avril au 15 avril du 9 avril au 22 avril 4650 F

CIRCUIT AVENTURE

Ski de fond au Québec du 21 décembre au 3 janvier du 5 janvier au 15 janvier du 20 janvier au 29 janvier du 3 février au 12 février du 17 février au 26 février du 3 mars au 12 mars 3850 F

NOUVELLES FRONTIÈRES TOURISME 66 boulevard Saint-Michel 75006 PARIS TEL : 329 12 14 63 rue Solferino 13007 MARSEILLE TEL : 54 18 48 34 rue Franklin 69002 LYON TEL : 32 16 47

jsf
NOUVELLE BROCHURE 77
CHINE
Voyage en Chine Populaire du 17 au 31/12/77
Canton Shanghai Pékin
6900 F
VOL SPECIAL A/R :
• TUNIS 200 F • AGADIR 600 F
• ALGERES 600 F • MARRAKECH 600 F
• LE CROIX 1300 F • NEW YORK 1300 F
• TEBERKEN 1300 F • BOMBAY 2300 F
• BANGKOK 2300 F • RIO 3400 F
Documentaire et inscriptions à
jeunes sans frontière

Expéditions 1977-78
Yémén du Nord et du Sud, Sahara de l'Est, d'Algérie et du Niger, Sud Mar Rouge, Mali, Nord Kenya, Roïssa, Révol, les îles du golfe Persique, vol 7 ans de nos expéditions, nous vous proposons de découvrir, nous les présentons dans un catalogue qui prend en compte que nous proposons sur demande 3.600 F + 12.500 F + 9 à 18 jours + 8 à 12 participants
EXPLORATOR
10 place de la Madeleine 75008 Paris - Tél. 266 50 24

REVEILLONS EN U.R.S.S.
LENINGRAD-MOSCOU : circuit de 7 jours du 28 décembre au 3 janvier Prix par personne : 2.340 F
MOSCOU : 5 jours du 29 décembre au 2 janvier Prix par personne : 2.085 F
Renseignements et inscriptions : **FRANCE VOYAGES** Destination U.R.S.S. 78, rue Olivier de Serres 75015 PARIS TEL : 828.40.00 et 842.78.00 et auprès de votre agence de voyages

AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB
NOUVELLE BROCHURE ASIE de 52 pages. 5 bureaux Air Alliance pour vous accueillir de Tokyo à Colombo en groupe et en individuel.
Nom _____ Adresse _____ Code Postal _____ Ville _____
Veuillez désigner gratuitement votre brochure. Lic. A 744

LES CAVERNES DE SAUMUR

(Suite de la page 15.)

Et Orléans Port, archéologue et historien de Maine-et-Loire, écrit, quelques siècles après le poète, en parlant du village de Turquant, qu'une partie des habitants logent d'ailleurs à l'entrée des caves immenses qui s'enchevêtrent en un dédale de pittoresques sentiers aux flancs du coteau.

Les temps ont changé. L'exode rural a modifié les habitudes. Les caves qui sont restées au pays, dans les villages, les caves ne sont plus guère habitées; elles servent de garages, de remises où l'on entasse vieilles charrues et vieux tonneaux, de sombres dédales où l'on élève l'excellent vin mousseux de Saumur, ou encore de champignonnières. Le plus grand nombre d'entre elles, hélas, sont envahies par les mauvaises herbes, on peu à peu comblées par les débris.

Pourtant chacune des caves a son histoire — ses histoires, — comme celles situées sous l'ancien cimetière de Paray, qui engloutit, un jour des années 1800, dans un effondrement gigantesque, presque toutes les tombes.

C'est cette disparition des caves qui est la responsabilité de Carrefour Anjou-Touraine-Poitou. Prenant la suite d'un Comité de développement touristique, l'association, créée en 1972, a tout de suite connu le succès en suscitant des journées promotionnelles du mode rural, destinées à mettre en contact citadins, vacanciers et touristes, avec les ruraux, travailleurs et sédentaires.

« L'opération troglodytes », dit M. Gilles Guerif, président du Carrefour, est née de l'expérience tirée de ces journées d'animation rurale. Le principe même de ces journées est simple : il consiste à amener les touristes à la réalité de la vie quotidienne rurale; elles comportent des visites de fermes, d'élevages divers, de champignonnières et des repas campagnards pris dans des habitations troglodytiques, des auberges rurales, etc. Ainsi, pendant plusieurs heures, le touriste vit véritablement les problèmes locaux. Des

problèmes très divers. On ne s'intéresse pas seulement à ce qui touche l'agriculture; ainsi, au cours de l'une de ces journées, nos visiteurs ont rencontré la famille de Brissac au cours d'un débat sur le thème « Qui vit et comment vit-on dans les châteaux en 1977 ? »

Cette forme nouvelle de tourisme suscite beaucoup d'intérêt chez les vacanciers. Elle suscite, en même temps, une sorte d'émulation entre villages, 800 visiteurs en 1974, 1 100 en 1975, 1 300 en 1976. Il faut dire qu'à part les repas (fiscutifs, et dont le prix oscille entre 15 et 20 francs), tout est gratuit, même le « tour de tracteur », offert aux petits citadins lors de leur visite à la ferme. De leur côté, les communes ont compris l'importance de ce qui est désormais autre chose qu'une simple expérience : 30 communes concernées en 1974, 62 en 1977.

Animation rurale

Ce succès, s'il n'a pas grisé les dirigeants du Carrefour, les a obligés à regarder plus loin et à penser à des actions nouvelles. « Les journées d'animation rurale », dit M. Jean Bégault, député, maire de Doué-la-Fontaine, font non seulement connaître notre vie, mais également nos produits. Cependant, elles ne suffisent pas à maintenir une activité socio-culturelle permanente dans nos villages. Il a donc fallu trouver autre chose, utilisant à la fois nos animateurs bénévoles et les touristes de l'été.

L'association a donc envisagé une série d'actions destinées à sauvegarder le patrimoine et les traditions de la région, en utilisant l'un de ses aspects caractéristiques : l'habitat troglodytique.

Constatant que plusieurs caves servent de résidences secondaires, elle a vu dans cette nouvelle utilisation des caves la justification de son entreprise. Quand on sait que la seule commune de Montsoreau compte quelque cinquante habitations et plus de cent kilomètres de galeries, on voit que le Carrefour a du pain sur la planche !

« Evidemment », poursuit M. Gue-

rif, les ruraux ne pourront pas tout faire seuls. Nous avons envisagé de demander l'aide de l'Ecole d'application de l'armée blindée et de la cavalerie de Saumur pour les relevés topographiques; de solliciter les enseignants, les élèves de l'Ecole d'architecture de Nantes et ceux des Beaux-Arts d'Angers. C'est toute la région qui est concernée.

L'exploitation de cette recherche collective doit être menée au niveau de chaque commune. Expositions de cartes, de photos, de documents anciens, réalisation éventuelle d'un son et lumière avec participation des habitants, fiches documentaires à usage touristique ou pédagogique, réhabilitation de certains habitats, soit en résidences, soit en salles communales, nouveaux lieux de visite pour les journées d'animation rurale... tous les moyens sont mis en œuvre pour diffuser largement les résultats de ce travail, dont le but est non seulement d'intéresser les ruraux à leur propre passé mais également de les amener à travailler en commun.

Une telle opération, même si elle est entièrement assumée par des bénévoles, suppose des moyens financiers. De petites subventions sont accordées par les municipalités, le département. Le secrétariat d'Etat à la culture a annoncé la participation du fonds d'intervention culturelle. Une centaine de villages et de villes concernées, des actions multiformes et pluridisciplinaires et, avant tout, de Lorient à Angers, de La Flèche à Thouars, des gens de tous les milieux, exploitants agricoles, viticulteurs, artisans, enseignants, à l'œuvre dans un travail commun.

« Ce qui résulte de l'opération troglodytes », dit encore M. Guerif, est imprévisible. Mais en attendant, ça bouge chez les ruraux ! »

Pour Carrefour Anjou-Touraine-Poitou, ce n'est pas le mot de la fin.

CHARLES GILBERT.

* Carrefour Anjou-Touraine-Poitou : Chambre de commerce et d'industrie, 11, rue du Maréchal-Leclerc, 49400 Saumur.

DIX MILLIONS DE « JOURNÉES DE SENTIER »

LA MARCHÉ A PIED N'EST PLUS DE LA PROMENADE

CINQ CENTS responsables des sentiers de grande randonnée (G.R.) ont décidé, le samedi 22 octobre, à Versailles, à l'issue des assises de la randonnée pédestre, de sauver intégralement les 800 000 kilomètres de chemins de toute nature qui sillonnent la France. Ils veulent contribuer au balisage de 10 000 kilomètres de sentiers de grande randonnée et à la création du G.R. du littoral français qui pourrait atteindre 4 000 kilomètres. Enfin, les randonneurs français se proposent de faire profiter de leur expérience les pays étrangers : ils invitent l'Europe à organiser, en 1978, un « sommet » de la randonnée pédestre. Et pourquoi ne pas « inventer » un grand sentier du bassin méditerranéen qui donnerait à admirer, sous toutes ses facettes, « Mare nostrum » ?

Il y a près de cinq cent mille amoureux de la nature qui préfèrent vivre au rythme de leur pas. Prosélytes, ils ont choisi de partager leur passion avec les captifs des villes, en balisant de blanc et de rouge les plus beaux sentiers de l'Hexagone. En trente ans, les bénévoles du Comité national des sentiers de grande randonnée (C.N.S.G.R.) ont équipé 22 000 kilomètres de chemins où l'on ne s'égare pas.

La randonnée évolue. Les dix-sept millions de « journées de sentier » ne sont plus vécues de la même façon que dans les années 50. Le randonneur a abandonné la tente et préfère les formules d'hébergement : des refuges et des gîtes. Inexistants il y a dix ans, les gîtes d'étape sont aujourd'hui au nombre de cent cinquante.

Les retombées économiques de la randonnée sont d'autant moins négligeables qu'elles profitent aux habitants des zones rurales. Un colloque, réuni en septembre à Arc-et-Senans (Doubs), a évalué la dépense quotidienne du mar-

cheur à 20 F, ce qui représenterait un chiffre d'affaires annuel de 10 millions de francs de nourriture, de restauration et d'hébergement.

Les inconvénients de l'engouement pour la marche sont réels. Les militants des G.R. en conviennent en toute honnêteté. La végétation pousse du piédestal et de la collerette. La faune est effarouchée par l'afflux des randonneurs. Les ordures souillent les alpages et les bois. Sans parler du vandalisme.

Les quinze délégués régionaux, les quatre-vingt-quatre délégués départementaux et les milliers de collaborateurs bénévoles du C.N.S.G.R. ne sont pas seuls à se battre. L'Etat, les collectivités locales et les organismes publics (O.N.F., parcs nationaux ou régionaux), consacrent 20 millions de francs au développement des sentiers balisés. Par exemple, le ministère de l'Agriculture subventionne la moitié des dépenses d'équipement. L'Etat finance le tiers de la construction des gîtes d'étape.

Mille gîtes

A partir des tendances constatées au cours des vingt-cinq dernières années, le C.N.S.G.R. évalue à deux millions le nombre des vacanciers qui mettront sac au dos. Comment préparer leur venue ?

Un préalable. Il conviendrait d'étaler dans le temps leur arrivée sur les sentiers afin d'éviter l'engorgement des refuges et des gîtes. Vaste problème... Il faudra ainsi multiplier les nouveaux parcours équipés (+ 10 000 kilomètres et, à terme, + 30 000 kilomètres). Développer leurs qualités (G.R. du littoral français ou de la Méditerranée) et préserver les 800 000 kilomètres potentiels.

Un millier de gîtes d'étape sont à construire. Ils devraient faire appel aux technologies « douces » (éco-énergie solaire, géothermie et traitement des déchets) afin de protéger l'environnement.

Les assises de Versailles ont été l'occasion pour les pouvoirs publics de reconnaître un effort qui dure depuis trente ans. Deux ministres, MM. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, et Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sont venus apporter le soutien du gouvernement aux fervents de la marche.

M. Michel d'Ornano a annoncé, notamment, la mise en place d'une meilleure coordination interministérielle afin de faciliter le dialogue avec les associations de randonneurs. Il s'est déclaré prêt à apporter un concours financier à une dizaine de schémas départementaux de randonnées « dans la mesure où ceux-ci incluraient, non seulement des itinéraires de G.R., mais aussi des circuits de promenade ». Une première tranche de douze schémas départementaux pourrait recevoir une subvention à l'occasion d'un prochain PIAN (1). L'élaboration de mesures juridiques de protection du réseau des chemins ruraux lui a semblé « d'actualité », car il convient, en la matière, de concilier l'exercice de l'activité agricole et le plaisir des vacanciers.

M. d'Ornano a promis aux congressistes que les pouvoirs publics soutiendraient leurs initiatives. « Celles-ci trouvent leur place dans la politique d'accès aux loisirs qu'intend intensifier le gouvernement, notamment à partir des propositions du rapport élaboré à la demande du président de la République, sous l'autorité de M. Jacques Blanc », a-t-il conclu. La marche à pied commence à devenir plus qu'une mode : une nouvelle forme de tourisme et de loisirs.

(1) Fonds d'intervention pour l'aménagement de la nature et de l'environnement.

● Fusion de deux grands touristes allemands. Deux entreprises ouest-allemandes de tourisme, « Neckermann und Reise » (N.U.R.) et « Gemeinwirtschaftliche Unternehmen für Touristik » (G.U.T.) vont fusionner pour fonder, à partir du 1^{er} novembre, un nouveau groupe. Il ne manque plus que l'approbation formelle du conseil de surveillance de Neckermann pour que le projet soit réalisé. Cette opération sera faite par l'intermédiaire du groupe Karstadt-Neckermann qui prendra le contrôle de « G.U.T. » pour un prix correspondant au capital de cette firme, soit environ 3 millions de deutschemarks.

Les quatre cent vingt salariés de « G.U.T. » seront repris, en partie, dans le nouveau groupe, qui réalisera un chiffre d'affaires de 1 milliard de D.M. avec 1,9 million de voyages vendus par an. Le premier groupe ouest-allemand Touristik Union International (T.U.I.) réalise 1,8 milliard de D.M. et vend 1,9 million de voyages.

Pour gagner l'Amérique, choisissez votre porte d'entrée.

NEW YORK	16 fois par semaine
WASHINGTON	7 fois par semaine
CHICAGO	4 fois par semaine
LOS ANGELES	4 fois par semaine
HOUSTON	4 fois par semaine
MONTREAL	4 fois par semaine
TORONTO	4 fois par semaine
MEXICO	4 fois par semaine

Air France vous offre vers l'Amérique du Nord :

- Le plus grand nombre de dessertes au départ de Paris (47 par semaine) vers 8 des principales villes. Et de là, des correspondances rapides vers tout le continent américain.
- le choix entre 3 types d'appareils
- le plus grand nombre de vols en Boeing 747
- et Concorde, le long-courrier le plus rapide du monde.

AIR FRANCE
L'Amérique plus proche.

TOURISME
HOTELS RECOMMANDES

Mer

ILE DE JERSEY
(Iles Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 75 000 habitants de ce curieux petit Etat indépendant sont situés à 30 km des côtes françaises mais rattachés à la couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisinent avec les hôtels confortables et les palais de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs... et, dans la capitale Saint-Elder, un shopping délectable à faire rêver.

A 70 minutes de Paris-Orly Sud (R.A. Réservations. Tél. : 682-80-80). Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en couleur, écrivez, en timbrant à 1,40 F. A : Office National du Tourisme, Service France, LM 1, Jersey (Iles Anglo-Normandes).

ILE DE JERSEY

HOTEL L'HORIZON

Ce magnifique hôtel, classé « Quatre étoiles », est sans aucun doute le plus séduisant et le plus élégant de l'importante Ile de Jersey.

Emplacement exceptionnel : 140 m de façade plein Sud, le long de l'une des plus belles baies d'Europe. Ambiance très britannique avec bars et salons luxueux. Un star-grill réputé. Confort maximum et idéales couleurs dans les quelques 100 chambres. Splendide piscine intérieure chauffée (18 x 18 m).

Les gens raffinés apprécient et se souviennent des quelques jours passés à « L'Horizon » en automne ou en hiver. John Williamson, le jeune et soucieux Manager, sera heureux de vous adresser personnellement documentation et carte d'invitation.

Ecrivez-lui directement en vous recommandant du Journal.

Tél. automatique : 12-44.534. 42101. Tél. : N° 41.281.

Hôtel « L'Horizon », baie de Saint-Brélade, Jersey (Iles Anglo-Normandes).

Paris

INVALES

HOTEL DE LONDRES ** N.N. 1, rue Augereau (Champs-Élysées, près Tour Eiffel Invalides). Compl. réfect. nuit. Toutes ch. av. bain ou douche et w.c., calme et tranquillité. 705-35-40.

Allemagne

FRANKFURT

PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale « Wiesentplatz » 52 a. Tél. 1949/611/23071 TX 04-12002.

Angleterre

KENNINGTON LONDON

Une situation exceptionnelle près du Métro South Kensington P. 70 breakfast inclus. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London, SW7, 2AA. Dir. E. Thom - 01-589-8288.

Suisse

AROSA

HOTEL VALSANA, 1^{re} catég. Piscine couverte. Semaines de ski forfait dès F 575. Tél. : 74.232.

CH 3963 CRANS-MONTANA

(VALAIS)

HOTEL des ALPES. Tél. : 1941/27/41 3754. Situation tranquille. Prix en pension complète : 180 F.F.

HOTEL ELITE. Tél. : 1941/27/41 43-01. Chambres, salle de bain, w.c., plein sud, en pension complète : 180 F.F.

HOTEL APLENDE T. 1941/27/41 2039. Ski. Soleil. Ambiance agréable. Prix forfaitaire. Pension compl. dès 120 F.F.

EX 27/10/50

M. DAYAK, GUIDE

Un compagnon dans le désert

L'ORSQU'IL était encore un très petit garçon, sa famille (il en avait plus juste de dire : sa tribu, les Iloras) ne voulait pas entendre parler de l'école des « rous », une institution métèque qui sépare les enfants de leurs parents, les emmène au loin, leur met dans la tête et le cœur des choses mauvaises. C'était dans les années 50. Mais vers 1958 la scolarisation devient obligatoire au Niger pour tous les Nigériens. Touaregs ou non. Et le jeune Mano Dayak, qui venait d'avoir huit ans, prit, bon gré, mal gré, le chemin de l'école. Pour enseigner à des petits nomades ce qu'ils doivent savoir, l'école, en ce temps-là, est nomade elle aussi : une tente de plus, posée sur le désert à côté des autres tentes brunes.

Naméy enlin, où il achève sa seconde. C'est là qu'un inspecteur lui conseille de poursuivre ses études, d'aller même jusqu'en Europe pour en apprendre plus.

Après, il lui faut s'acquiescer de ses obligations militaires. Service, service... Deux ans, plus un gelon de sergent sur la manche. Mais cette vie-là n'est pas faite pour lui. Et les conseils de « monsieur l'inspecteur » ont mûri Mano multiple les contacts, au hasard des permissions, avec des Français, des Américains en mission pacifique au Niger. Ces derniers lui montrent en tête que les États-Unis c'est encore ce qu'on fait de mieux en matière d'études, serait-on touriste. Son pekegege rendu eu

fourrier, son billet de sortie signé par le colonel, Mano, ses quelques maigres économies on poche, gagne Bruxelles — par la piste et les routes — et achète un billet d'avion pour New-York. Après, ce sera l'université d'Indiana, à « Etudes générales, beaucoup d'anglais, plus encore d'expérience... »

Revenu en France Mano Dayak s'inscrit à un cours d'ethnologie de l'école des hautes études. Il prépare une maîtrise dont on devine sans mal le sujet : les Touaregs et les Berbères, sur le point d'être achetés. De cette thèse, un réalisateur américain tirera l'an prochain (assisté d'un conseiller qui sera précisément l'auteur un long métrage documentaire).

d'elles des villes jumelées s'est fait connaître sous le nom de F.M.V.J.-Voyages (1).

Ce qui devait — qui sait ? — arriver est arrivé. Une jeune Parisienne venue découvrir les secrets de l'Aïr et du Ténéré du haut d'un dromadaire est devenue madame Dayak. Et accompagnatrice auxiliaire : son mari est dans la Land-Rover de 1800, et elle ferme la marche de la petite caravane. Au bivouac, le soir, sous les étoiles du Sahara, qui ont sûrement les plus belles du monde, Mano raconte l'épopée de ceux que les Anciens avaient baptisés « Garamantes », du nom de Garama, leur capitale d'alors ; leur long combat désespéré contre les cavaliers de l'islam, puis beaucoup plus récemment, leur farouche résistance au colonisateur du Maghreb. Et dit de ces poèmes dont il prépare une anthologie en français.

Un compagnon comme on en aimerait rencontrer tous les voyageurs du désert.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

L'épopée des Garamantes

Revenu au pays des élans, Mano, pulque « Jol, au Niger l'ethnologie n'intéresse pas — pas encore — les instances officielles... ». Mano pouvait-il mieux faire que devenir guide-accompagnateur ? Le meilleur moyen de faire partager à des touristes curieux, dévorateurs de livres et

possesseurs de questions, se baser pour son peuple, son désert, la tradition de ces hommes de bien, n'est-ce pas, pasteur, guerrier et chamelelier dont la fierté n'est égale que la noblesse. Depuis 1974, il accueille et pilote au Sahara les clients de l'agence que la Fédération mon-

Tauromachie

Histoires d'un rite

COMBATTRE les taureaux, à pied ou à cheval, avec ou sans épée, pour les esquiver ou les tuer, par jeu ou par esprit de lucra, pour le public ou pour soi, c'est une affaire de Méridionaux d'entre Rhône et Garonne, d'entre Cévennes et Pyrénées — et bien sûr au-delà. Parce que ces peuples pacifiques, ont le goût du risque et de la promesse mousquetaire, parce qu'en Camargue tout le monde est plus ou moins le cousin d'un taureau, parce que les vicissitudes de l'histoire ont légué à ces régions quelques-unes des plus belles arènes du monde et, parce qu'il fut dit souvent, en tous ou quatre siècles, qu'il n'y a plus de Pyrénées, nous voilà nous, Gascons, Provençaux, Languedociens, affligés d'une passion qui indigne à bon droit les cours sensibles, les esprits pondérés, les âmes pures — et aussi des millions de chasseurs, de pêcheurs, de tuteurs de biches, de mangeurs

d'agneaux, de gardiens de prison et de dames vêtues de peaux de bêtes phoques. Bon. La loi de 1951, reconnaissant le combat de taureaux comme une tradition nationale, s'est inclinée devant le vice, puisqu'il est coutumier, comme l'usage du tabac, la consommation de l'alcool et la lecture des romans policiers.

Quelques dates : en 1648, à Aire-sur-l'Adour, un taureau combat sur la grand-place entre dans l'église pendant la messe et fait fuir les fidèles, initiative qui provoquera l'interdiction de toute activité tauromachique dans le Sud-Ouest pendant un siècle ; 1701 : comme à l'époque, à Bayonne pour le passage à Bayonne du duc d'Anjou, en route pour Madrid, où il deviendra Philippe V ; 1853 : à l'occasion du mariage de Napoléon III et d'Eugénie de Montijo, des corridas se déroulent à Bayonne et y deviendront rapidement coutu-

mières. 1889 : rue Pergolèse, à Paris, sont inaugurées des arènes géantes où se dérouleront, pendant quatre ans, des courses « dans le style espagnol », mais sans mise à mort, avec les plus fameux toreros de l'époque ; 1899 : la loi Grammont, interdisant les services infligés aux animaux « domestiques », est pratiquement abrogée dans les régions à « tradition tauromachie ».

C'est cette histoire d'un rite à la fois enraciné dans le sol occitan, et codifié en pays étranger, cette convergence entre un folklore et un spectacle importé que raconte avec une verve attendrie Auguste Lafont (1) qui, sous ce nom, et le pseudonyme de Paco Tolosa, a écrit depuis bientôt quarante ans quelques-uns des livres les plus savants et des articles les plus pertinents que l'on ait publiés en France pour transformer les vœux en aficionados. Du retour vers l'Espagne de maîtres fameux comme Mazzantini et Goerria à la fin du siècle dernier, à la fondation de la tauromachie en Provence et en Gascogne dans les années 60, Lafont relate tout, rapporte incidents et triomphes avec une dévotion minutieuse. C'est drôle, vivant, merveilleusement précis.

Nul mieux que l'auteur de l'Encyclopédie de la Corrida ne pouvait marquer ce qui fait la spécificité du rite : « action française » plus réduite bien sûr que

l'espagnole, souvent plus fanatique, on dirait plus dogmatique, plus livreuse, parfois plus intrinsèque, en matière de « casta » tauromachie — divisée en clans, en chapelles, et qui aura fait le gloire de toreros peut-être moins prisés dans leur pays natal, un Revorte, un Barrera, un Ostos...

Au moment où apparaît une école de jeunes toreros français qui, autour ou à la suite de Nîmes II, prétendent à accéder au premier rang — un phénomène que Lafont semble tenir pour secondaire, — au moment où la tauromachie de haut niveau n'est plus seulement en France, mais de France, l'histoire d'Auguste Lafont apporte la plus judicieuse réponse à ces dames qui, au lendemain de la feria de Nîmes ou de celle de Mont-de-Marsan, vous demandent : « Des corridas en France ? Des vraies ? Et avec mise à mort ? »

C'est d'un autre ciel, sur un autre ton, que Pierre Bourgade et Christian Louis montrent la corrida. Comment dit-on *hafo-koï* en espagnol ? C'est à coup de brèves sentences que Bourgade larde la corrida de regards, de mots aigus comme des banderilles. C'est dans une sorte de clair-obscur cruel que le photographe Christian Louis situe l'univers tauromachique, minable et déchirant, cru et criard, hanté de besognes, lourd de misères orgueilleuses, d'ordures et d'effluves, de peurs...

Qui veut connaître l'envers de cette fête des fous, de ce carnaval de frénésie, de griseries, de frigidités, doit lire ce livre (2) de révérends poètes qui ne s'en laissent pas conter par les faiseurs de légende, mais savent en créer une autre.

JEAN LACOUTURE.

(1) Histoire de la corrida en France, Julliard, 225 p.
(2) Hafo, Matadors, Matadors, album « Mille et une nuits », 2, rue des Fées, Fontainebleau.

FERIA A NIMES

CHACQUE année, à la Fente-côte, des milliers d'aficionados, venus des quatre coins de l'Hexagone, et d'au-delà des frontières, envahissent les arènes de Nîmes. C'est la traditionnelle feria où pendant trois jours, matadors, et toros s'affrontent. Ouverture de la temporada, qui verra se succéder jusqu'à la fin du mois de septembre corridas et novilladas dans l'amphithéâtre romain.

La cité des Antonins a toujours eu le culte du taureau. C'est la vie de ce culte que M. Pierre Dupuy, chroniqueur de la revue Toros, raconte dans son Histoire taureau de la ville de Nîmes (1). Longue histoire que celle de ces arènes qui furent habitées par près de deux mille personnes jusqu'en 1811. La première corrida fut organisée en 1812. A partir de

là, les plus grands matadors se sont présentés au public pour s'opposer aux éleveurs des montagnes (d'au-delà des montagnes) souvent les plus renommés, parfois les plus durs ; seuls manquent à l'appel Manolete, Granero et Joselito.

Ce livre raconte aussi le long combat que menèrent les aficionados pour obtenir le droit d'assister à des courses de taureaux. Un des points d'orgue de ce combat fut la journée du 14 octobre 1884, où la foule qui avait envahi les arènes fit un triomphe à Frédéric Mistral présent à la corrida de protestation contre la décision de ces messieurs de Paris d'interdire un tel spectacle.

JEAN PERRIN.

(1) Imprimerie Barrière, 4, rue des Lombards, 30000 Nîmes. Prix : 40 F.

Gault-Millau
is good
for you!

« Remarquable et brillant ! »
(Le Point)
« Pratique et très complet »
(Le Monde)
« Encore bien plus qu'un guide : un roman que l'on découvre »
(Jours de France)
« Leur humour rose dans lequel Gault et Millau sont passés maîtres »
(La Voix du Nord)
« Un maître-guide qui dit tout »
(The Sunday Times)
« La planche de salut des Français qui visitent Londres »
(Daily Mail)

Le Guide Gault-Millau de Londres
50 F
dans les kiosques et les librairies

AUVENTS POUR CARAVANES

caradal

VENTE DIRECTE PAR FABRICANT

Nos modèles sont adaptables, sur toutes les caravanes, avec un réglage invisible à la mesure exacte. Nos toiles de première qualité, impitoyables, avec traitement anticryptogamique et double imperméabilisation. Bâchette pour les toits et en réglementaire renforcé pour les murs. Armature réglable, télescopique, bichromée, d'un montage facile et rapide. Les plets sont munis de coupelles, les faîtages sont équipés de ventouses de protection. Caractéristiques : Sur tous nos modèles, les jous sont amovibles, la façade relevable, amovible pour le Grand Tourisme. Livré en 2 sacs avec rideaux latéraux, cache-roue et bas de caisse prêts à monter, fixés, etc.



Pour tous renseignements :

CARADAL S.A.

47, rue Alexandre-Dumas - 75011 PARIS

Tél. : 370-25-08 - 370-43-61



L'EGYPTE
"SUR LES TRACES
DU DIEU AMN"
Du Caire à Abou Simbel

Avec Circuit aux Oases rarement visitées de KHAREA et DAKHLA et Croisière sur le Nil. Du 15 janvier au 5 février 1978. Avec Madame A. M. MARSAU, Conférencière, ancienne élève de l'École du Louvre, chargée de l'École des Langues Orientales Anciennes de l'Institut Catholique de Paris.

Renseignements et inscriptions :

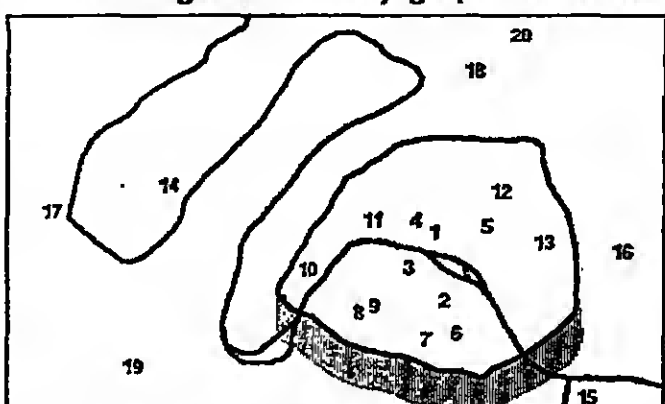
CIVILISATIONS DU MONDE

7, rue Auber, 75009 Paris - Tél. 742.63.69

20

"Points neige" sur Paris et la région parisienne

Voici les 20 agences Havas Voyages proches de vous



- | | | |
|------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|
| 1 25 rue de l'Opéra - 17 | 10 27 rue de Valenciennes - 19 | 17 13 rue de Paris - 17 |
| 2 25 rue de l'Opéra - 17 | 11 17 avenue des Ternes - 17 | 18 29 avenue du 8-Mai-1945 - 17 |
| 3 89 rue Saint-Dominique - 7 | 12 19 avenue de la République - 19 | 19 58 rue de la République - 19 |
| 4 89 rue Saint-Dominique - 7 | 13 249 rue des Pyrénées - 20 | 20 65 rue de la République - 19 |
| 5 15 rue de Rome - 8 | 14 13 av. du Maréchal-Foch - 17 | |
| 6 15 rue de Rome - 8 | 15 13 av. du Maréchal-Foch - 17 | |
| 7 15 rue de Rome - 8 | 16 21 rue du Général-Leclerc - 17 | |
| 8 15 rue de Rome - 8 | 17 21 rue du Général-Leclerc - 17 | |
| 9 15 rue de Rome - 8 | 18 21 rue du Général-Leclerc - 17 | |

Dans chacune de ces agences, Havas Voyages vous attend ! Pour mieux vous informer, Havas Voyages vous offre la "Feuille Blanc de la Neige" qui accompagne son catalogue d'hiver 1977-78. Il présente ce qu'il faut savoir d'essentiel sur la montagne et les champs de neige en hiver, et comprend des cartes vous permettant de suivre les meilleurs stations de sports d'hiver, pour la France et pour l'Europe, sélectionnées par Havas Voyages.

Écrivez-vous avant qu'il ne soit trop tard ! Venez retirer votre exemplaire à l'Agence Havas Voyages la plus proche de chez vous.

Parmi les 64 stations de sports d'hiver présentées dans notre catalogue, voici deux exemples de prix

Annecy (Savoie) Location d'un studio ou appartement. Une semaine de 495 F 1980 F	Les Deux Alpes (Savoie) Hôtel *** NP 7 nuits pension complète par personne de 735 F 120 F
---	--

HAVAS VOYAGES
proche de vous pour réussir vos vacances

Quiberon: Le bien-être retrouvé à l'Institut de thalassothérapie de Quiberon

Information et Réservation:
56170 Quiberon
Tél. (97) 52 67 02 ou à Paris 657 11 43

Forfaits spéciaux d'automne sur demande.

REFUSEZ DE VIEILLIR!

CURES DE GERIATRIE EN ROUMANIE

Réervations et inscriptions auprès de votre agence de voyages habituelle.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :
OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
ET CIE AERIEENNE TAROM
38, avenue de l'Opéra - 75002 Paris
Tél. : 073.79.08 et 073.27.14

DOCUMENTATION
Je désire recevoir une documentation détaillée sur les cures de gériatrie du Professeur ASLAN.

NOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

**Remise totale
de papier**

lits tout neufs, et un nouveau
téléski, le Vallon de la Fille.

La Bresse ouvre les portes de deux centres-écoles de ski de fond Lischac et Châtelet, et fait tourner le téléski de Vologne.

8, rue Marbeuf (8^e) : tél. 723-48-55.
Du lundi au vendredi, de 9 h. à
18 h.
(2) Maison Alpes-Dauphiné :
2, place du Théâtre-Français (1^{er}) ;
tél. 296-08-43. Du lundi au vendredi,
de 9 h. 30 à 18 h. ; samedi, de 9 h. 30

(4) Maison de Savoie : 16, boulevard Haussmann (9^e) ; tél. 770-78-81 et 245-59-28. Du lundi au samedi, de 9 h. à 19 h.

(5) **Flaine** (informatiune : 23, rue Cambois (17) ; tél. 261-55-17. Do luni si vredeadi, de 9 h. a 16 h. 13 h. et de 14 h. a 17 h. sabbat matiu, de 9 h. a 12 h.

(6) **Isola 3600** : Noreneau Commercial Building, 33, rue du Liebonne (87) ; tél. 377-53-09. Ou luni si vredeadi, de 9 h. a 18 h. 13 h. et de 14 h. a 17 h. sabbat matiu, de 9 h. a 12 h. Franklin-Roosevelt (87) ; tél. 226-37-59. Do luni si vredeadi, de 9 h. 30 a 13 h. et de 13 h. 30 a 18 h. 30 ; le sabbat, de 10 h. a 13 h. et de 14 h. a 17 h.

(7) **Malenco** des Hautes-Alpes-Vallee de l'Isaraye : 4, rue de l'Opera (17) ; tél. 296-05-08. Do mardi si vredeadi, de 9 h. a 13 h. et de 14 h.

(3) Maison de la Chapelle; Point
Shot Voyages, 66, Clamart-Elysées
(9^h); tel. 256-30-50. Du lundi au
samedi, de 9 h. à 12 h. 30 et de
14 h. à 18 h.

(4) Maison des Trois-Vallées; 7
Suisse, 10, rue de la République
(9^h); tel. 285-22-22, poste 3310. Jus-
qu'au 15 juin, du lundi au vendredi,
de 9 h. 30 à 13 h. et de 14 h. à
18 h.

(5) Maison du Corbier; 30, av. de
Friedland (9^h); tel. 227-44-78. Du
lundi au samedi, de 9 h. à 13 h.

(6) Maison des Arts; 30, av. du
Montparnasse (14^h); tel. 326-24-31.
Du lundi au samedi, de 9 h. à 19 h.

(7) Supéromat; E. F. 311-46,
75368 Paris Cedex 09; tel. 859-94-02.
Du lundi au vendredi, de 8 h. à
18 h.

(8) Agence 363, 65, avenue Paul-

Photocinema

SPECIAL 32" SALON

Featuring the new 32" film
24 spots - 24 channels - 24
channels in black and white
50000 P. M. PER HOUR

1. The new 32" film is available in 1000 ft. and 2000 ft. lengths.

C.C.A.

1. The new 32" film is available in 1000 ft. and 2000 ft. lengths.

Photo-cinéma

La grande colère des hommes de papier

CES derniers mois, les producteurs de surface sensible ont manifesté leur intention de cesser toute fabrication de papiers photographiques au profit exclusif des productions de supports plastifiés en polyéthylène, appelés RC (Resin Coated). Il n'en a pas fallu plus pour déclencher de violentes réactions des photographes. Dès juillet, face aux représentants des grandes firmes Agfa et Kodak notamment, réunis aux Rencontres internationales d'Arles, ils ont demandé le maintien d'une fabrication de papiers traditionnels.

Le dossier sera à nouveau examiné lors d'une réunion avec les industriels qui se tiendra au trente-deuxième Salon de la photo et du cinéma à Paris, qui ouvrira ses portes le 5 novembre prochain. C'est que, pour les intéressés, et pour l'auteur de cet article — les défauts des supports plastiques sont considérables : ils sont médiocres, et leur conservation semble des plus mauvaises ; des expériences de vieillissement accéléré leur donnent une vie de quinze ans au plus !

Dans un manifeste publié par Jean Diezandré (Yan) après les rencontres d'Arles (1), la gravité de cette question se trouve posée : « Nous avons dans nos vieux albums de famille des photographies faites depuis plus de cent ans, mais nous n'avons plus dans quinze ans celles faites aujourd'hui. Le problème donc, concerne tous les utilisateurs de l'image photographique, c'est-à-dire le monde des sciences, de l'industrie et des arts y compris les amateurs. »

Que reproche-t-on à ce produit antiphotographique dont la fabrication est guidée seulement par des considérations matérielles de rentabilité au profit des grands laboratoires (gain de temps appréciable au traitement par un lavage, un séchage et une manipulation considérablement réduits) ? Il est désagréable au toucher ; il se froisse irrémédiablement dès qu'il est froissé ; il interdit les pratiques de métier (montage ou transfert d'émulsion, grattage et retouches) ; il interdit une bonne reproduction en imprimerie en raison de son manque de richesse dans les noirs et de l'absence du support supportable de cet aspect fluorescent des images ; lavé trop rapidement par nécessité afin d'éviter la décoloration gélative-support, une partie des bords de traitement restent en suspension dans les couches sensibles et accélèrent la destruction de l'image, en particulier dans les

(1) Dans ce manifeste, Jean Diezandré, chargé du dossier du Salon de Paris, invite toute personne que la disparition éventuelle du papier photographique traditionnelle toucherait dans son métier, son activité, son art, son plaisir, à signer le plus rapidement possible : 7, rue Xénophon, 93000 Noisy-le-Sec.

procédés couleur (garantis seulement dix ans au cours du débat) ; on ne peut y écrire de légende au dos, et le coller sur un support est très difficile ; enfin, il coûte 30 % plus cher que le papier traditionnel à qui on ne peut reprocher aucun de ces inconvénients.

Le papier RC risque donc dans un avenir très proche de remettre en question non seulement le métier de photographe, mais, surtout, le principe même de la photographie !

300 millions d'épreuves l'an dernier

En fait, l'émotion soulevée par la menace de disparition des papiers traditionnels pose le problème plus général des tirages de photographies qui, en une dizaine d'années, sont passés du stade artisanal au stade industriel. Autrefois, les amateurs confiaient leurs travaux d'agrandissement au photographe « du coin ». Lorsque celui-ci était un homme de goût et consciencieux, il leur fournissait de très belles épreuves sur papier. Depuis la dernière guerre, la photographie est devenue un produit de large consommation ; cinquante millions de pellicules vendues en France en 1976, dont 85 % en couleurs, plus de trois cent millions d'épreuves sur papier dont 86 % en couleurs. Durant les six années qui viennent de s'écouler, le nombre des films développés par les laboratoires a triplé. Les structures artisanales d'autrefois n'ont pu résister à cette progression, et la demande est désormais satisfaite par quelque cent cinquante laboratoires industriels ou « semi-industriels ». Mais les amateurs y ont-ils gagné ?

La réponse n'est pas simple. Dans une certaine mesure, la production mécanisée des grands laboratoires permet d'obtenir des épreuves en couleurs ou en noir et blanc assez satisfaisantes, à un prix abordable (encore que ce prix, pour une même image, varie du simple au double selon les points de vente). La proportion des épreuves vraiment mauvaises est réduite et, si leurs films sont suffisamment bons, les clients peuvent demander que ces images soient refaites. Mais les photographes professionnels — ou amateurs — qui ont un tant soit peu le sens artistique savent que la qualité moyenne des travaux des laboratoires industriels n'est en fait qu'une qualité médiocre.

Les techniques industrielles privent en outre les amateurs des moyens d'exiger des tirages de meilleure qualité. Les vendeurs auxquels ils confient leurs travaux ne sont que des intermédiaires, et l'amateur ne sait plus qui traite ses photos. Le négoc-

iant ne peut pas transmettre au laboratoire les souhaits de son client, une chaîne de tirage ne pouvant pas prendre en considération des demandes de cadrage particulier ou de modification des valeurs ou des couleurs. Ce n'est que pour de grandes épreuves (plus de 18 x 24 cm), tirées à la main par des opérateurs qualifiés, que de telles demandes restent possibles. Mais les prix deviennent alors beaucoup plus élevés.

Dans un tel contexte, de plus en plus d'amateurs souhaitent un retour à une production artisanale, en marge de la production industrielle. Actuellement, cette production artisanale reste faible, les spécialistes effectuant de tels travaux étant peu nombreux. On peut, d'ailleurs, se demander si son avenir n'est pas déjà compromis, en raison justement de la menace de disparition des papiers photographiques traditionnels.

ROGER BELLONE.

CORRESPONDANCE

Antiquaires au Village suisse

Après l'article paru le 8 octobre dernier « Quinze ans de recherches d'un tailleur à Paris », M. Pierre Doreau, président de l'Association des antiquaires, brocanteurs et commerçants du Village suisse et président du Syndicat national du commerce de l'antiquité et de l'occasion, nous apporte les précisions suivantes :

1) Le Village suisse, groupement de cent quarante professionnels, est, est, est, le centre d'antiquités permanentes le plus important de Paris intra-muros ; 2) En ajoutant le Marché aux puces de Saint-Ouen — fort de plus de mille cinq cents brocanteurs-antiquaires, sources inépuisables de curiosités les plus diverses, où il faut être bien averti pour ne pas y trouver l'objet rare que parfois on possède même pas les musées de France — augmenté des groupements divers installés soit à Paris, soit dans la périphérie immédiate, cela laisse loin derrière les centres de Portobello ou Kensington à Londres vantés par Elvire Valois.

La partie du Village suisse reconstruite entre 1956 et 1971 abrite d'excellents professionnels de l'antiquité offrant à la clientèle une marchandise de qualité exceptionnelle. Je profite donc de ce texte pour qualifier de « prétendus antiquaires » distributeurs généraux par la signature de l'article du Monde.

La partie nouvelle, dont l'aménagement vient de se terminer, présente également des boutiques

OUBLIS...

Pharamond (34, rue de la Grande-Truandrie, tél. 323-06-72), un des rares anciens des vieilles Halles à avoir résisté à la grande truandrie des nouvelles mangeries à la mode. Je n'en citerais point. Elles sont trop !

Alors, aujourd'hui, rapidement, je voudrais vous faire souvenir... De la cuisine légère, souvent inspirée, très nuancée et simple à la fois de Jacques Cognat, qui s'est allé cacher au 14 de la rue des Grands-Augustins, tél. 323-48-39.

De celle, plus rustique, de l'Auberge des deux signes (46, rue Galande, tél. 325-46-56). Dans les celliers admirables de l'ancien prieuré de Saint-Julien-le-Pauvre, une carte des musiques d'ambiance à choisir mais aussi une carte où les grillades aux herbes de vigne voisinent des plats « gothiques », tel le lait lardé du « Vlandier » ou les talmousses.

De la Petite Cour (7, rue Maillon, tél. 326-52-26), qu'anime Nicole Robert. Dans ce sous-sol de Paris, rendez-vous de l'édition à midi et des gens du spectacle le soir, vous ne vous sentirez pas dépayés mais « heureusement ailleurs ». Et le steak de brochet au coulis d'écrevisses, le bar à la vapeur au coulis de crevettes, la dorade royale sauce pistou, la terrine de foie de Saint-Pierre ne sont pas négligeables.

Du Mont-Blanc (12, rue Casimir-Férier, tél. 551-58-40), dont la petite terrasse sur la place Sainte-Clotilde n'a pas fait son plein en cet été mouillé, mais dont la salle, le soir, est accueillante. Proposant, entre autres, la seule poichonne quotidienne de Paris. Cette bouillabaisse d'eau

douce, native de Verdun, sur le Doubs, ne manque pas de charmes rustiques.

Et l'Arioso ? Là, nous nous trouvons devant un « cas ». Midi et soir un écrivain, sur la porte, indique « complet ». Et jamais aucun chroniqueur ne cite cette étonnante maison où Isidore Rouzeau, venu de la rue Lepic, s'installa voici des lustres avant de céder la place à son fils. Le classicisme de la carte (classicisme provincial et fortement teinté de régionalisme) vous fera naviguer des tripoux d'Aurillac au confit, du coq au vin de Cahors à la quenelle « maison ». Notez donc l'adresse et surtout le téléphone, car il faut s'y prendre à l'avance (13, rue d'Artois, tél. 325-01-10).

On parle peu, également, de Chez Michel (10, rue de Belzunce, tél. 878-44-14), dont le coq noir couronné au Kießer est juste récompense. Les remarquables moules farcies en cocotte, les ris et ragons de veau, une fricassée de grenouilles françaises, ou simplement les noisettes d'agneau à l'estragon sont, avant les fromages toujours bien choisis et le surprenant feuilleté du dessert, bien cuités par M. Tournefort. L'accueil de sa femme est charmant.

Enfin, pour terminer aujourd'hui, le bistrot-type des Batignolles, Chez Léon (32, rue Legendre, tél. 237-06-83), où la qualité du matériel justifie les prix, du foie gras aux poissons beurre blanc, du cassoulet aux saint-jacques, pour en arriver aux coulis à la neige classiques.

Où, de temps en temps, il faut songer à rompre avec l'habitude.

LA REYNIERE.

MIETTES

Le restaurant le plus cher de Paris ? Ce n'est en tout cas pas un grand restaurant, mais un simple bistrot de cuisine suédoise, dont les plats du jour oscillent autour de 50 F. Mais le comble au Petit Montmorency (dans la rue du même nom) est un dessert, le « 22 carats », qui, sous prétexte que le mince pain de gâteau chocolaté est orné de feuilles d'or, est compté 30 F. 3 000 anciens francs un dessert, vous avez bien lu !

Du 2 au 22 novembre, le P.L.M. Saint-Jacques sera à l'heure helvétique. René Gottraux (Hôte) du lac, à Coppet) y présentera une carte de plats suisses, du boulet vaudois à la longéole genevoise, de la compote de raves au papet de poireaux, du gâteau de Zoug aux fromages du pays.

Cette quinzième suisse est la preuve que la cuisine suisse existe

encore malgré ce qu'on peut en dire. Une preuve supplémentaire : le remarquable petit bouillon venant de paraître (chez Roth et Sauter à Lausanne), la Cuisine au fil du Rhône, de Jacques Montandon, vrai gastronome d'outre-Alpes, lui Du haut Valais à Genève en passant par le Lavaux, le Chablais, le pays de Vaud, cette promenade gourmande est d'un prodigieux intérêt.

Paul Lorée, sommelier de Lasserre et qui fut, dès le début de la maison un des meilleurs collaborateurs de René Lasserre, vient de disparaître tragiquement. Un des rares sommeliers de métier, comme on n'en fait plus guère, nous quitte.

Une librairie spécialisée où tout ce qui concerne la cuisine est en rayons et présentée par une patronne qui aime les ouvrages qu'elle vend : la Librairie des gastronomes (25, rue Dauphine, tél. 326-62-21).

photo-cinéma

SPECIAL 32^e SALON

Toutes les nouveautés

200 pages - 32 en couleurs - 10 F

Participez au GRAND JEU CONCOURS

50 000 F DE PRIX

En vente chez tous les marchands de journaux

189 RUE ST-JACQUES - 75005 PARIS - TEL. (01) 43 40 40 40

C.C.A.

193, rue de Valenciennes 75003

Tél. 537 55 67

Champagnes
Grands Vins
Alcools-Charolats
Foie Gras

PIERRE

A LA FONTAINE GAILLON

F. J. M. O.P.E. 87-88, Place Gaillon

Maison de réputation mondiale

SA CARTE et ses spécialités du SUD OUEST

Déjeun. d'affair. 12 F

Din. à 14 F

MENU 59 F

SALONS, 4 à 40 COUVERTS

LE PETIT ZINC

25, rue de Valenciennes 75003

26, rue de Valenciennes 75003

26, rue de Valenciennes 75003

LA FOURCHETTE EN HABIT

75, rue du Cherche-Midi

Fermé dimanche et lundi

Réserv. après 17 h : 548-52-74

Un nouveau restaurant ouvert uniquement le soir

Service jusqu'à 1 h du matin

POISSONS DÉLICATS

COQUILLAGES - CRUSTACÉS

30 F NET et C.A.R.T.E.

LA MÈNARA

Spécialités marocaines

ON SOMPTUEUX DÉCOR ET UNE CUISINE AUTHENTIQUE ET RAFFINÉE POUR UN COMPLET

8, bd de la Madeleine (P)

073-66-32 - P. D.I.M.

« La côte de bœuf »

Cuisine du Patron

Spécialités françaises

Cadre intime

4, rue Saint-Lazare, Paris (17^e)

Fermé samedi soir et dimanche

221-73-59

BRASSERIE DE L'EST

SA FABULEUSE CHOUCROUTE

LA DÉLICIEUSE JARRET DE PORC - CONFIT D'ŒUF - POMMES SAUTÉES

CHARTREUSES FAITES PAR LA MAISON - VINS D'ALSACE

KANTERBRAU

7, rue de la République 75001

Dessirier

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

7, place Foch, Paris 17^e - 754-74-14

TERMINUS NORD

824.48.72

SON BANC D'HUITRES

23, rue de Dunkerque

Jour Gare du Nord

tous les jours

Julien

16, rue de Fg-Saint-Denis 75002

Réservez 770 12 06

tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

ELDO

SON BANC D'HUITRES

62, rue de Fg-Saint-Denis - 770-13-59 (F. 624)

Charlot

Roi des Coquillages

12, place Ecluse (P)

(face Wepler)

874-49-64

Jusqu'à 1 heure du matin

Fermé le lundi

WEPLER

LA 1^{re} HUITRIÈRE de PARIS

TOUTE L'ANNÉE

Ses Poissons

Son Foie gras

Ses Grillades

JUSQU'À 20 H 30 MATIN

Environs de Paris

ROBIN des BOIS C'EST TOUT DE MÊME AUTRE CHOSE

A 20 minutes de l'Est - Cuisine renommée - Grand parc - Tennis - Équitation

Dance - Repas - Prix raisonnables

RÉCEPTION - SÉJOURS - WEEK-END

CHATEAU HOTEL *** domaine de Châteaufort

8 PISCINE (P) - Tél. : 980-19-21 (2 lignes) - RN 1 (PARIS - BEAUVAIS)

LA MÈNARA

Spécialités marocaines

ON SOMPTUEUX DÉCOR ET UNE CUISINE AUTHENTIQUE ET RAFFINÉE POUR UN COMPLET

8, bd de la Madeleine (P)

073-66-32 - P. D.I.M.

« La côte de bœuf »

Cuisine du Patron

Spécialités françaises

Cadre intime

4, rue Saint-Lazare, Paris (17^e)

Fermé samedi soir et dimanche

221-73-59

BRASSERIE DE L'EST

SA FABULEUSE CHOUCROUTE

LA DÉLICIEUSE JARRET DE PORC - CONFIT D'ŒUF - POMMES SAUTÉES

CHARTREUSES FAITES PAR LA MAISON - VINS D'ALSACE

KANTERBRAU

7, rue de la République 75001

Dessirier

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

7, place Foch, Paris 17^e - 754-74-14

TERMINUS NORD

824.48.72

SON BANC D'HUITRES

23, rue de Dunkerque

Jour Gare du Nord

tous les jours

Julien

16, rue de Fg-Saint-Denis 75002

Réservez 770 12 06

tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

ELDO

SON BANC D'HUITRES

62, rue de Fg-Saint-Denis - 770-13-59 (F. 624)

Charlot

Roi des Coquillages

12, place Ecluse (P)

(face Wepler)

874-49-64

Jusqu'à 1 heure du matin

Fermé le lundi

WEPLER

LA 1^{re} HUITRIÈRE de PARIS

TOUTE L'ANNÉE

Ses Poissons

Son Foie gras

Ses Grillades

JUSQU'À 20 H 30 MATIN

Environs de Paris

ROBIN des BOIS C'EST TOUT DE MÊME AUTRE CHOSE

A 20 minutes de l'Est - Cuisine renommée - Grand parc - Tennis - Équitation

Dance - Repas - Prix raisonnables

RÉCEPTION - SÉJOURS - WEEK-END

CHATEAU HOTEL *** domaine de Châteaufort

8 PISCINE (P) - Tél. : 980-19-21 (2 lignes) - RN 1 (PARIS - BEAUVAIS)

LA MÈNARA

Spécialités marocaines

ON SOMPTUEUX DÉCOR ET UNE CUISINE AUTHENTIQUE ET RAFFINÉE POUR UN COMPLET

8, bd de la Madeleine (P)

073-66-32 - P. D.I.M.

« La côte de bœuf »

Cuisine du Patron

Spécialités françaises

Cadre intime

4, rue Saint-Lazare, Paris (17^e)

Fermé samedi soir et dimanche

221-73-59

BRASSERIE DE L'EST

SA FABULEUSE CHOUCROUTE

LA DÉLICIEUSE JARRET DE PORC - CONFIT D'ŒUF - POMMES SAUTÉES

CHARTREUSES FAITES PAR LA MAISON - VINS D'ALSACE

KANTERBRAU

7, rue de la République 75001

Dessirier

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

7, place Foch, Paris 17^e - 754-74-14

TERMINUS NORD

824.48.72

SON BANC D'HUITRES

23, rue de Dunkerque

Jour Gare du Nord

tous les jours

Julien

16, rue de Fg-Saint-Denis 75002

Réservez 770 12 06

tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

ELDO

SON BANC D'HUITRES

62, rue de Fg-Saint-Denis - 770-13-59 (F. 624)

Charlot

Roi des Coquillages

12, place Ecluse (P)

(face Wepler)

874-49-64

Jusqu'à 1 heure du matin

Fermé le lundi

WEPLER

LA 1^{re} HUITRIÈRE de PARIS

TOUTE L'ANNÉE

Ses Poissons

Son Foie gras

Ses Grillades

JUSQU'À 20 H 30 MATIN

Environs de Paris

ROBIN des BOIS C'EST TOUT DE MÊME AUTRE CHOSE

A 20 minutes de l'Est - Cuisine renommée - Grand parc - Tennis - Équitation

Dance - Repas - Prix raisonnables

RÉCEPTION - SÉJOURS - WEEK-END

CHATEAU HOTEL *** domaine de Châteaufort

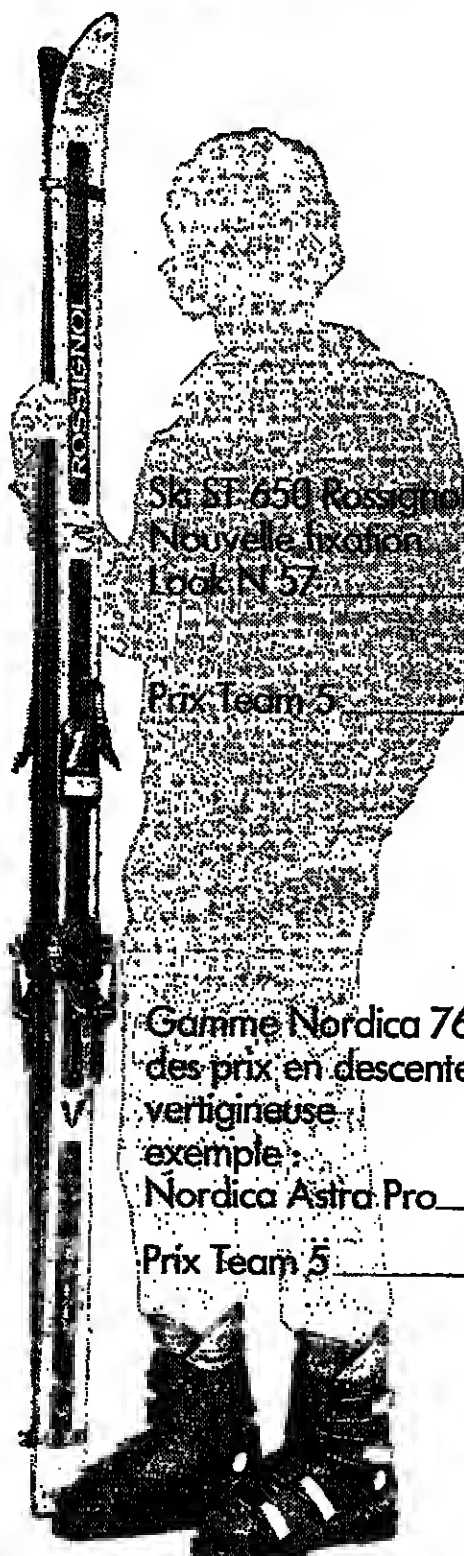
8 PISCINE (P) - Tél. : 980-19-21 (2 lignes) - RN 1 (PARIS - BEAUVAIS)



CHIC : DÉGRIFTEUR SPÉCIALISTE

35, rue du Château-d'eau 200, rue de Paris 38, rue de Bercy
75010 Paris, 208.72.68 93100 Montreuil, 858.31.71 75008 Paris, 223.49.50

Le ST 650.
Enfin à un prix
qui ne vous
refroidit plus.



St 650 Rossignol 650 F
Nouvelle livraison
Look N° 57 295 F
Prix Team 5 790 F

Gamme Nordica 76/77
des prix en descente
vertigineuse
exemple :
Nordica Astra Pro 390 F
Prix Team 5 310 F

Dans la limite des stocks disponibles

TEAM 5

Avos marques

A Paris
Team 5 Galaxie
30, avenue d'Italie
Team 5 Montparnasse
44-46, rue St Placide
Team 5 Haussmann
55, rue de l'Arcade
Centres
Commerciaux Régionaux
Team 5 Rosny 2
Team 5 Mossy Radar
Team 5 Belle Epine
Team 5 Vélizy 2
Team 5 Créteil Soleil
Team 5 Grenoble
Grand Place
Team 5 Marseille
Centre Bourse

ÉVOLUTION LENTE AU SALON DU PRÊT-A-PORTER

Toutes les variantes sans heurts...

LES collections de printemps du prêt-à-porter : nous assistons à une évolution lente de la mode plutôt qu'à une révolution. Les sacro-saints des années 60, la super-carrure, jeune et sportive, est l'un des thèmes favoris de 1978, avec une taille marquée et une jupe travaillée, ou un pantalon à la « gigue » rétréci du bas. L'ourlet se promène... entre mi-cuisses et bas du mollet, mais toutes les variantes cohabitent sans heurts : « mille-feuilles » à superpositions, ou la veste, le caraco et le cache-pousière remplacent le manteau. Le blouson est accommodé à toutes les sauces : étiré, élargi, avec ou sans bords-côtes et taillé dans toutes les matières, du tissu-sponge au crêpe de soie. Une mode prend, le plus souvent, cinq ans avant de s'imposer auprès du public.

C'est le cas de la chemise de grand-père sans col, de la tunique au du sarrau, dont les coupes larges affinent le buste ; elles sont confortables à porter et demandent moins de retouches que des formes ajustées. Les grandes jupes paysannes à volants de l'hiver font place à des modèles plus élanés, groupant plus, froncés ou nervurés de façon à aplatiser les hanches. Donc, beaucoup moins de plissés, mais des mouvements enroulés, souvent en biais.

Le pantalon des couturiers développe le style « gigue » à partir d'une ligne à plus ou à moins jusqu'en haut des jambes, puis d'un rétrécissement vers le bas. C'est un style déjà lancé pour les jeunes dont l'allure s'accommode de costumes de pêcheuses de crevettes ou de clowns. S'il prend, ce sera une nouvelle adaptation des vêtements de vacances... pour le bureau.



SAINT-LAURENT : ensemble à pantalon composé d'un super-blouson à grandes manches papillon de coton ocre sur une blouse en soie rayée vert sautoir et beige et un pantalon à taille haute retenu par un cordonnet à glands. Le pantalon à pinces et poches dans la couture se rétrécit vers le bas retourné au-dessus de la cheville, découvrant les sandales à talons hauts.



CHANEL : Philippe Guibourgé traite l'écosse à sa façon avec cette robe en crêpe de soie à col Claudine et lavallière, blousant à la taille et montrant un volant du jupon noir qui le complète.

Les tissus restent froids, à l'exception de popelines, de gabardines et plissés de coton. Autrement, les toiles de lin et de coton ainsi que les tissages légers apportent leur fraîcheur

aux tenues estivales, et les soies souples s'enroulent autour du corps pour le crépuscule et le soir, en transparence, à volants.

Les couleurs paraissent sages avec beaucoup de noir et de blanc, parfois traitées en écossais. Le marine recule au profit de tons naturels et les uns l'emportent sur les autres. Les couleurs sont « dotées » : pastels ou tons sourds des tapis d'Orient relevés de taches vives.

Fernando Martinez, chez Balenciaga, utilise de belles soies rayées en deux pièces à imperméable destinées aux courses d'avril, et donne des mouvements gonflants aux manches et aux corselets de ses modèles du soir à jupes froncées. Philippe Guibourgé, chez Chanel, adopte un style « planches de Desvilles » décontracté, avec de jolis cache-pousière posés sur des ensembles à pyramide tombant droit. Les cols Claudine, les nœuds lavallière et les jupons noirs à volants trouvrant sous les robes écossaises avec des sandales à talons ornées, elles aussi, de nœuds ou de pompons. La première boutique parisienne de la maison doit s'ouvrir au printemps, rive droite.

An plus poétique de sa forme, Karl Lagerfeld, chez Chloé, nous offre une des collections les plus créatives de Paris. Son nouveau vêtement, le domino de jour, glisse sur n'importe quel ensemble en lui donnant une allure discrète et intimiste.

Maro Bohan imagine, pour Christian Dior, une matinee enfantine à Cabourg, à grands effets de hautesurs, de robes en cotons empesés, de bécots de marin, de canotiers de paille, de cols Claudine et de culottes à la française volées de jupes fendues et froncées.

Serge Lepage-Schlaparelli transpose pour le printemps les belles envolées de sa collection de couture en robes richement imprimées sur des soies lumineuses qui éclairent le visage.



CHLOE : tenue de crépuscule de Karl Lagerfeld en marquisette écarlate à grande blouse aux manches boutonnées retenues au-dessus du poignet, jupe tablier à froncs et culotte à la française, le tout orné d'entre-deux en dentelle assortie. La coiffure comporte un chapeau en voile de coton imprimé de fleurs, relevé sur un grand chapeau de paille rustique.



NINA RICCI : Gérard Pipart contraste deux dessins de pois pour ce deux-pièces à corsage blousant en crêpe de Chine marine et blanc, sous un paletot réversible marine à pied de col et grandes emmanchures.

Emmanuel Ungaro, qui lance son parfum sous l'égide de Chanel, offre de beaux ensembles de cuir et de daim traités à l'italienne. Ses tenues de crépuscule sont destinées au far niente : sérénités ou culottes de zouave avec des tricotés à bretelles et des vestes imprimées à peine structurées.

Mais le prêt-à-porter le plus influent sur la mode quotidienne est celui d'Yves Saint-Laurent, qui laisse au vestiaire le folklore paysan en faveur d'un style moins ample, sans être étreint pour autant. Ses pantalons « gigus » sont moulés sur corselet et ceinturés de cuir ou de passementerie à pompons. Ils semblent encore plus étirés quand les mannequins les portent avec des super-blousons et des chemises de grand-père, campées sur des sandales à talons très hauts. De ravissantes ensembles à blouses froncées et grandes manches sur des jupes à plis pile et face sont taillées dans des soies à mini-dessins de satin rustique, merveilleusement raffinés pour le soir. Autrement, tout cela bouge et vibre dans toutes les longueurs et les formes, avec des effets blousants plus soyaux à la taille qu'à la hauteur des hanches.

NATHALIE MONT-SERVAN.



CHRISTIAN DIOR : Marc Bohan aime de bandes marine, le deux-pièces de coton blanc, très « demotelle de Cabourg » avec son bécot marin et sa natte dans le dos.

(Croquis de MARCO.)

Une nouvelle adresse

SCHERRER

boutique Saint-Honoré

90, Fg Saint-Honoré
75008 Paris
Tél. 265.55.15/70.96

chaud, léger, imperméable

Loden
chasse
345 F

FORSHO
LA MAISON DU LODEN
145, rue de Rivoli Paris 1^{er}
Tél. 269.13.51 micro Laval
Parking Place du Louvre

AUTEUIL
Collection AUTOMNE-HIVER 77
PRÊT-A-PORTER DE LUXE
GRANDES TAILLES
DU 44 AU 58
41, RUE LAFAYETTE, PARIS 8^e
ARCADE DU LIDO - 98, RUE DE PASSY

EN PROMOTION
LA RAQUETTE HEAD ARTHUR ASHE 1977.



Dans la limite des stocks disponibles.

SÈVRES "33"
PULL-OVERS
DE MARQUES
EN SECOND CHOIX
33, rue de Sévres, Paris
tél. : 548.66.73

Clin d'œil

Une dame créole

À l'angle des rues de Chartres et du Maine, dans le vieux quartier français de La Nouvelle-Orléans, existe une boutique tenue par une dame créole. Le vieillard n'a pas à peine l'effort de pousser la porte. Elle est toujours ouverte. Ou seuil, comme à travers les églises vitrées, on distingue un étonnant bric-à-brac excitant pour la curiosité de ceux qui savent par expérience que la trouvaille rare est souvent dans le mystère des amoncellements désordonnés.

Si la vue est ainsi discrètement sollicitée, l'odorat l'est plus spontanément encore. Car, entre, où le cristal des vieux licaons et l'éclat terni des argenteries anciennes accrochent les regards rayons de soleil qui s'insinuent sous les galeries à colonnettes surmontées de trophées, exhale des effluves composées puissantes et subtiles. Tous les parfums des forêts de Louisiane, des bayous d'Acadia, des patios frais de La Nouvelle-Orléans, des jardins clos, des plantations, se mêlent ici aux relents orientaux des épices, aux odeurs denses et poivrées des tropiques, aux vagues senteurs des tempêtes hindoues.

Carmencia Suarez, une grande femme souple à la chevelure opulente, évolue dans sa boutique d'antiquaire-parfumeur avec la grâce d'une hôtesses recevant un soir de bal. Elle appartient à cette caste créole, heureuse conjonction de l'époque coloniale française et de deux occupées espagnoles qui font dire à tous les marins du monde que les plus belles femmes se rencontrent sur les bords du Mississippi, dans le vieux Sud des plantations de coton et de canne, à sucre.

Carmencia Suarez, toujours prête à sourire, à user de supériorité, à vivre, à se lancer dans un récit romantique avec l'accent doux du Sud, à s'émouvoir en battant des cils sur un regard velouté de liche qui connait tous les lours, est l'héritière des belles du Vieux-Carré.

Ses ancêtres choisissaient leur porcelaine à Limoges ou à Sèvres, leurs robes à Paris, leur porto à Londres, leurs dentelles à Malines, leurs amants dans l'aristocratie européenne et leurs maris dans ces manoirs à péristyle grec plantés au milieu des champs de coton où peinaient les esclaves. L'hiver, elles dansaient le quadrille sous les platanes des hôtels de La Nouvelle-Orléans. L'été, elles promenaient leur ombrelle en caïque d'une plantation à l'autre. En toute saison, elles avaient les hommes à leurs pieds, humbles, le penant à la main et toujours prêts à tirer l'épée contre un rival qui n'obtiendrait pas plus qu'eux. C'est-à-dire un mouchoir abandonné ou un ruban noué.

Ce sont ces femmes aussi qui méprisèrent si fort les soldats nordistes du général Butler, après la chute du Sud, que certains d'entre eux regretteront leur victoire.

Aujourd'hui, Carmencia Suarez tient commerce d'objets anciens, de curiosités, de parfums, avec désinvolture et sans vraiment s'intéresser aux affaires. Entre une bibliothèque anglaise, un présentoir en cristal, des porcelaines dépareillées mais somptueuses, des couverts de vermeil chiffrés et des coupes qui débordent souvent de champagne, on trouve de jolies boîtes fermées par un sceau. Ce sont ces objets qui ont la préférence de la dame créole. Elle y entremêle un mélange de parfums distingués et envoûtants où entre souvent un dosage secret : l'écroûte de safran, le bouton de rose séchée, le pétale de magnolia, un soupçon de cannelle, un zeste d'orange, la gerdénie, la menthe et quelques-unes de ces herbes mystérieuses dont les noueux noirs connaissent les vertus étonnantes et les douceurs fatales.

Pourtant que dans les night-clubs à strip-tease de la rue de Bourbon ou dans les soirées d'un mauvais jazz, c'est dans la boutique odorante de Carmencia que s'échappe l'insatiable charme du « Deep South ».

MAURICE DENUZIERE

SÉPARER SANS FERMER

Dans l'abri du paravent

DEPUIS qu'il a quitté sa Chine natale, vers le quinzième siècle, le paravent a traversé les siècles en s'adaptant au style de chaque époque. A la fois utile et décoratif, il a d'abord servi d'écran contre les courants d'air qui virevoltaient dans les châteaux puis de séparation légère pour isoler un coin d'intimité dans les vastes pièces des demeures anciennes.

Cette faculté de séparer sans fermer permet au paravent moderne de modifier le volume d'une pièce. Dans un grand séjour, un paravent à trois ou quatre panneaux peut délimiter l'aire des repas ou un coin de jeux de cartes, à l'écart des autres activités familiales. Dans une chambre, ou même une grande entrée, cet écran peut protéger un coin de bureau et isoler du reste de la pièce.

Le rotin et le bambou s'harmonisent bien avec les bois clairs et les sièges en toile : sur une armature en rotin de Manille sont fixés des panneaux en macramé incluant des boules de bois naturel. Ce paravent léger, à trois volets et mesurant 1,80 m de haut et 1,40 m de large, vaut 800 F (Le Monde Sauvage). Dans une nouvelle boutique située au bord d'un paillo, dans la galerie « Le Sévran » (encore peu fréquentée par les passants de la rue de Sèvres), Mme Chen présente du mobilier en bambou. Venus directement de Chine, ses paravents sont encadrés de gros bambou tigré. L'un est garni d'un canevas tissé en forme de petites roses, l'autre de fines baguettes de bambou disposées en oblique. Le paravent de quatre feuilles coûte 1.200 F, mais on peut obtenir le nombre de panneaux de son choix sur la base de 300 F chacun.

Michelle Halard a réalisé, chez elle, un paravent en panneaux de contre-plaqué qu'elle a recouvert d'une étoile jaillie. Elle a accroché plusieurs petits cadres renfermant des photos de famille. C'est un bricolage facile à faire. Dans son magasin de l'avenue Daumesnil, elle présente des paravents faits de lattes articulées, garnies de mousse et habillées d'une cotonnade imprimée. À choisir dans sa collection. Ces paravents-serpents se déploient sur 1,85 m ou 2,35 m de long et valent de 1.200 F à 1.350 F. La boutique « Desligners » guid, antenne parisiennne de ce magasin de Londres, recèle des idées à foison pour un décor-tissu associant les murs, les sièges, les lampes. Un paravent à quatre feuilles est recouvert d'imprimés différents sur ses faces ; sur l'une d'elles se détachent des applications de tissu formant des applications et brodées (4.000 F environ).

Tissu encore pour des panneaux individuels montés sur socle-disque. Chacun de ces écrans est fait d'une armature tubulaire de forme oblongue tendue d'un tissu uni en jersey ou en laine. Les panneaux se juxtaposent pour former une cloison légère, d'allure sobre (Meubles et Fonction, 768 F, en jersey).

Il est possible, désormais, de faire stratifier un tissu ou un papier peint pour obtenir des panneaux rigides. Deux paravents utilisent ce procédé. Celui créé par Jean-Michel Wilmette est réalisé à partir de ses tissus, imprimés d'un effet de grillage à larges mailles, noir sur fond blanc : le paravent de trois feuilles vaut 2.000 F. A la boutique « 7 x 7 », c'est un papier peint de Nobilis, à larges roses, orange sur fond noir, qui est stratifié pour faire un paravent à trois panneaux, 3.200 F.

Cyrille Ferry présente, aux Halles, un paravent original imaginé par un artisan provençal. C'est un collage de végétaux, sur des plaques d'altuglas, composé de monnaie-du-pape, de feuilles de laurier, de vigne vierge, de roses séchées. Une source lumineuse placée à l'arrière donne tout son relief à ce paravent de trois grands panneaux, 4.800 F.

Du bois recouvert de peau de chevreau vernie constitue un luxueux et coûteux paravent qui s'assortit à une collection de tables et bahuts. Il est fait de quatre panneaux arrondis au sommet ; présenté en rouge bordeaux, il peut être réalisé en beige, vert, violet, bien turquoises ou marron (Actuality).

Le tisserand Jean-Louis Le Brun a exposé, au Salon des arts décoratifs, qui vient de se tenir au Grand Palais, des tapisseries-paravents de 3 m x 3 m qui allient l'œuvre d'art à l'écran pour diviser une pièce (6.500 F). Sur une armature faite de tiges de différentes hauteurs et d'un socle incurvé sont tissés des lanternes de tissu et de mousse, enrobées de tissu. Les onze modèles de paravents, créés dans des harmonies de beige, gris, blanc ou vert, sont visibles dans l'atelier du tisserand.

JANY AUJAME

* Le Monde Sauvage, 85, rue Saint-Denis, 75001 Paris. * La Cité Interdite, galerie Le Sévran, 99, rue de Sèvres, 75006 Paris. * Halard, 45, av. Daumesnil, 75007 Paris. * Desligners Guid, 55, rue des Saules-Péris, 75008 Paris. * Meubles et Fonction, 125, bd. Raspail, 75006 Paris. * J.-M. Wilmette, 28, rue Madame, 75006 Paris. * 7 x 7, Village suisse, av. de Suffren, 75015 Paris. * Cyrille Ferry, 33, rue Saint-Denis, 75001 Paris. * Actuality, 177, bd. Saint-Germain, 75007 Paris. * J.-L. Le Brun, Atelier du tissage, Annerville-sur-Mer, 50560 Gourville-sur-Mer.

Bien choisir son canapé



Sélectionné pour vous, cette semaine, ce magnifique canapé, fait à la main et sur mesure « exclusivité CARLIS ».

Les Créations Carlis

« La Boutique du Canapé »

46, rue du Four, 75005 PARIS - Tél. : 548-85-72.

PIANOS ANDERS

NEUFS ET OCCASIONS
TOUTES MARQUES

LOCATION • VENTE • CRÉDIT • RÉPARATIONS

INSTRUMENTS DE MUSIQUE

Orgues, amplis, guitares, synthétiseurs, etc...

CRÉTEIL (Village)

109, avenue du Général Leclerc

Tél. 207.98.85

Fermé lundi

ouvert dimanche matin

PARIS

17, rue Monge 5°

Tél. 325.56.79

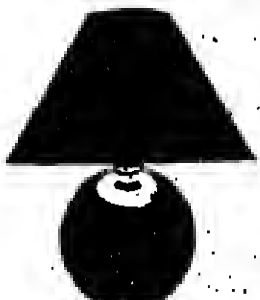
Ouvert tous les jours

saut dimanche

COLEFAX AND FOWLER OF LONDON

Les grands spécialistes du Chintz
ont traversé la Manche
pour installer leur Chintz-Shop
2, rue de Furstenberg, Paris 6°
téléphone 325.66.64/70.65

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE



LAMPE ABAT-JOUR
LAMPADAIRES
SUSPENSIONS
SPOTS

Une solution :

READY-MADE ELECTRIC

32, rue Jacob - 75006 PARIS - 260-26-01

TROUVAILLES

Maison

Tissu d'herbe

Venu de Corée, le revêtement mural en tissu d'herbe (grass-cloth) connaît un grand succès depuis plusieurs années. Pour la première fois, on peut suivre les étapes de sa fabrication, depuis la récolte des herbes sur les pentes montagneuses de la Corée jusqu'au tissage et à la teinture, dans l'exposition organisée par Nobilis. Photos et maquettes permettent de comprendre le travail minutieux qui va transformer les longues tiges de herbes sauvages en un fin tissage qui est ensuite teint à la brosse. Dans la belle cour du magasin Nobilis a été installée une maisonnette de style coréen dans laquelle une jeune artisanne en costume national exécute ce tissage. Les très beaux revêtements muraux qui en découlent sont présentés sur des panneaux verticaux dans le magasin, dans des gammes de vert, bleu, orange aux tons subtils qui font ressortir le relief du tissu d'herbe. Le rouleau de 7,75 m sur 0,90 m vaut 298 F.

* Jusqu'au 20 novembre, Nobilis International, 40, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tous les jours, sauf le samedi.

Cuisine

À bout de fusil

Si la journée de chasse se termine par le récit des exploits de chacun, le lendemain est souvent consacré à la confection des terrines et pâtés. Pour les réussir, il faut aussi être doté d'un matériel approprié, que les boutiques Cull-narion ont rassemblé pour les carillons bleus et gibiers. L'accessoire primordial est un hochoir à viande en fonte émaillée (72 F), car la chair à pâté doit être finement hachée et non broyée au mixer. Pour préparer la viande, une grande planche à découper, en bois, et de bons couteaux conçus pour découper et découper. Pour réaliser la cul-

son, il y a une série de terrines en fonte, rondes, ovales ou rectangulaires et de grande taille (en 32 cm, 59 F). Plus présentables sur la table, les terrines en grès vernissées existent avec ou sans couvercle, d'ons des formes rondes, ovales ou rectangulaires, de 11 à 77 F.

* Cull-narion, 59, rue de Rennes, à Paris ; 29, rue Saint-Antoine, à Lyon ; 12, rue Alphonse-Karr, à Nice.

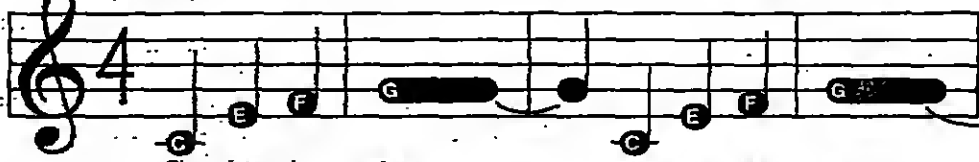
Invitation au Voyage...

Dans leur atelier, Louis Cordesse et Françoise Bailly peignent des meubles anciens et créent des originaux. Des meubles pour rêver. Avec la lumière de la Méditerranée, ses collines antiques ombragées de cyprès et d'oliviers... De véritables "meubles tableaux". Ils vous invitent à venir les voir.

Atelier du Pré

183 RUE SAINT-MARTIN,
PARIS 3° 277.63.37
Ouvert tous les jours de 10h30
à 13h et de 14h à 19h30
(sauf dimanche et lundi)

ORCHESTRON SINGER : JOUEZ SANS CONNAÎTRE UNE SEULE NOTE.



Qui n'a jamais rêvé de savoir faire de la musique sans l'apprendre ? Avec l'orgue électronique "Orchestron Singer" tout devient facile. Une touche à enfoncer et vous jouez du violon ou du piano, une autre, vous dirigez tout un orchestre. Tout cela sans aucune notion de solfège : la méthode Singer, conçue avec des partitions spéciales, vous permet de jouer dès les premiers instants vos mélodies préférées.

Avec "Orchestron Singer", il n'est pas trop tard pour vous offrir les satisfactions d'un virtuose. Faites de votre famille une famille de musiciens.

ORCHESTRON SINGER : LE PLAISIR DE LA MUSIQUE SANS LES TRACAS DU SOLFÈGE.



Sans engagement de ma part, j'aimerais recevoir votre documentation sur les "Orchestrons Singer" ainsi qu'une invitation à un cours gratuit.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Tél. _____

SINGER

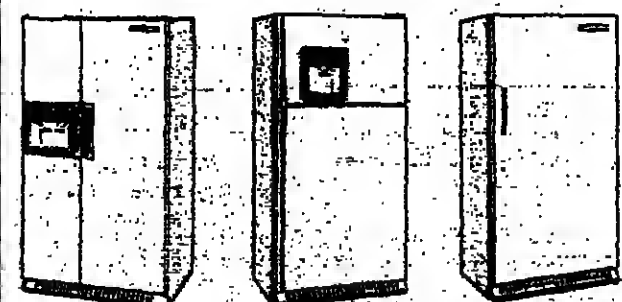
27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris

Vistez les magasins : 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris • 88, rue de Rivoli, 75001 Paris
• Centre Commercial Reaity II • 80, avenue Edouard-Vaillant, 93500 Pantin • Centre Commercial Belle Epine
• Centre Commercial Party II • Centre Commercial Cergy-Pontoise.

GENERAL ELECTRIC®

pour ceux qui sont en avance sur leur temps

RÉFRIGÉRATEUR + CONGÉLATEUR
"NO FROST" (circulation d'air froid ventilée)



TFF 24 R TBF 21 R Congélateur

• Réfrigérateur + congélateur avec fabrication et distributeur de glace en cube ou pièce

Le TFF 24 R comporte également

• Entretien "no frost" circulation d'air

froid ventilée supprimant le dégivrage.

• Autres modèles avec ou sans fabrication

de glace.

• Plusieurs coloris - Capacité de 415 à 555 l

AMÉRICAIN HOME

55, avenue d'Alsace - PARIS 16°

PALAS DE LA MACHINE À L'AVANT

209 bis, rue de Valenciennes - PARIS 11°

Magasin d'expédition : 12, place de la Porte-Champroy - PARIS (20°)

ENTRÉE 5 ANS par enfant accompagnés

FRANCO-AMÉRICAIN DU FROID

183, rue de la Chapelle - PARIS 18°

Équipements FROID

45, rue de la Pompe - PARIS 16°

Magasin d'expédition : 12, place de la Porte-Champroy - PARIS (20°)

ENTRÉE 5 ANS par enfant accompagnés

Hippisme

LE VIEIL HOMME ET LES CHEVAUX

C'est évidemment pas un hasard si l'on apprend dans le même temps que :

- 1) M. Marcel Boussac a vendu à l'Etat le haras de Jardy ;
- 2) L'écuyer Wildenstein va, peu ou prou, émigrer de France, dans le sillage de son actuel entraîneur, Ange Penna ;
- 3) Yves Saint-Martin a engagé ses premières montes, pour l'année 1978, à la jeune écurie arabe Mahmoud Fustok.

Le cotton abdicque : la peinture fléchit : le pétrodollar triomphe. Il y a quelque chose de tragique dans la fin du règne hippique — et probablement industriel — de M. Boussac. Cet homme qui fut longtemps considéré comme le chef de file de l'industrie française, et dont la casaque fut la plus glorieuse du monde, se retrouve au soir de sa vie (il a quatre-vingt-huit ans), cerné d'ombres menaçantes, s'efforçant de courir d'une brèche à l'autre pour combloter les lézards du château qui vacille.

Rendons au vieil homme un hommage qu'on a pu avoir des raisons de lui mesurer au temps de sa puissance : il fait front aux tempêtes avec le courage et la dignité des capitaines de légende. Ceux aussi des grands joueurs.

Imperturbables jusqu'au dernier banco.

Le ciment d'une précédente brèche avait été le champ de courses de Saint-Cloud, vendu un peu plus de 100 millions de francs à la Société sportive d'encouragement. Cette fois, le vieil homme sacrifie Jardy — 78 hectares bordés par l'autoroute de l'Ouest, à 10 kilomètres du pont de Saint-Cloud. Pour ce dernier grand domaine privé de la banlieue parisienne, l'Etat a, dit-on, donné 90 millions de francs ou, plus probablement, a apuré des comptes pour ce montant.

M. Marcel Boussac avait acheté Jardy, comme d'ailleurs le domaine de Saint-Cloud et de la Fontaine, à l'ère Edmond Blanc, créateur du casino de Monte-Carlo, au lendemain de l'autre guerre. Solennelle-quinze poulain, ses yearlings et foals y vivent. Ils vont être dirigés sur l'autre haras de l'écurie, Fresnay-le-Buffard, dans l'Orne, où ils constitueront, avec ceux qui s'y trouvent déjà, le dernier carré de la plus prestigieuse épopée de l'histoire des courses. Dernier carré qui doit rassembler encore plus de deux cents sujets. Car le vieil homme ne se résigne pas à porter la coupe du temps du déclin. Il sacrifie les domaines, l'un après

l'autre ; les villas ; pas les chevaux.

Fidélité peut-être raisonnable. Quand un crack atteint des prix de l'ordre de 6 millions de dollars, comme on l'a vu récemment, le dernier carré peut encore rattrapper l'issue de la bataille. Et, le crack, l'écuyer l'a froissé à plusieurs reprises, au cours des dernières années : avec Donkato, mort, hélas ! à l'âge de quatre ans ; avec Amyntor ; actuellement encore, peut-être, avec le jeune Acanas, troisième, l'autre dimanche, du Grand Critérium. Quel coup de théâtre saisi-t-on, au moment où tout cède, le vieil homme allait trouver dans l'escadron des derniers champions les artisans d'un redressement ! L'animateur de courses, dont les rêves d'adolescent ont été peuplés des exploits de la casaque orange, le lui souhaite.

Pour l'adolescent de 1977, les rêves hippiques pouvaient se tenter du bien — arrivés par la participation d'Yves Saint-Martin — de la casaque Wildenstein. Une certitude : Yves Saint-Martin ne la portera plus, l'an prochain, que de façon épisodique. Une probabilité : la casaque elle-même se fera plus rare.

Les raisons de cette discrétion

nouvelle restent floues. On ne peut manquer d'invoquer la décision, prise simultanément par Daniel Wildenstein, de mettre en vente, à la fin de l'année, à Monte-Carlo, cent quatre-vingts chevaux d'art, estimés quelque 40 millions de francs, de sa collection new-yorkaise, dont il se séparerait pour permettre un « aménagement plus rationnel » de sa galerie d'art américaine. Mais les amis de l'intéressé assurent que les deux « désengagements » ne sont pas liés et que celui qui concerne les chevaux serait dicté par la fidélité à Penna.

Les riches

Ange Penna, qui a connu chez nous une réussite prodigieuse, mais qui n'y a pas trouvé le climat de confiance qu'il espérait, est, en effet, décidé à retourner en Amérique. Il nous l'a confirmé, dimanche, d'une voix empreinte d'une émotion non feinte.

Après cinq ans passés en Europe, l'entraîneur, même auréolé des succès étonnants qu'il y a remportés, le dernier en date étant celui des Champion Stakes — mettra quelques temps à se reconstituer une clientèle aux Etats-Unis.

Dès lors, une convergence d'intérêts fait envisager une réinstallation américaine à partir d'un noyau formé par les meilleurs éléments de l'écurie Wildenstein. Cette dernière trouverait là une voie de désengagement qui aurait une allure quasi triomphale. Et Penna repartirait à l'assaut de l'Amérique depuis un tremplin qui, avec les Flying Water, Crono (lequel va probablement déjà tenter sa chance dans le Washington D.C.) et autres Buckles, pourrait déjà le porter à hauteur d'abordage. Mais les frontières américaines sont actuellement fermées, pour plusieurs mois, aux chevaux européens, en raison d'une épidémie de métrite. Le transfert est donc renvoyé à une date incertaine, ce qui laisse le temps — car on se trouve en présence de personnages versatiles, comme le sont souvent les hommes riches — de remettre en cause son principe même.

Yves Saint-Martin, qui, avec l'âge (trente-huit ans), semble avoir une tendance accrue à considérer d'abord les réalités sonnant, a quant à lui, tiré déjà ses conclusions.

Il a, pour 1978, signé un contrat de « première monte » avec Mahmoud Fustok, petit homme d'une

trentaine d'années qu'on dit (et qui laisse dire) être apparenté à la famille royale d'Arabie, et qui est en train de faire construire à Chantilly une écurie auprès de laquelle, assure-t-on, celle qui vient d'y faire édifier l'Agar Khan — et qui est actuellement la plus belle — ne sera que caravansérail pour caravaniéristes au SMIC.

Mahmoud Fustok avait offert au jockey, la première fois où il avait monté un de ses chevaux au début de l'année, une Cadillac que le bénéficiaire avait choisie de couleur dorée. La signature du contrat pour 1978 doit bien assurer le plein du réservoir de la Cadillac pour deux générations.

Mais Yves Saint-Martin aussi trouve, dans le transfert, un tremplin. L'entraîneur, en nom de l'écurie Fustok est un libéral qui ne connaît ni nos courses ni nos pistes. Premier jockey de la maison, Yves Saint-Martin va en même temps pouvoir — et devoir — s'initier à la carrière d'entraîneur, sans en endosser encore la responsabilité. Une des qualités d'un grand jockey est de voir loin. Dans un peloton et dans la vie.

LOUIS DANIÉL

Jeux

échecs

Un cas de blocage mental

(Tournoi international de Sobot, 1977)

Blancs : M. SCHUBA.
Noirs : M. TAL.
Système Winawer-Indien.

1. e4 c5 2. d4 cxd4 3. Cc3 d5 4. Cxd5 e6 5. Cc3 exd5 6. f4 d4 7. Cc3 Cc6 8. Cxd4 Cxd4 9. f5 Cb6 10. f6 Cc8 11. f7 Cc7 12. f8 Cc8 13. f9 Cc8 14. f10 Cc8 15. f11 Cc8 16. f12 Cc8 17. f13 Cc8 18. f14 Cc8 19. f15 Cc8 20. f16 Cc8 21. f17 Cc8 22. f18 Cc8 23. f19 Cc8 24. f20 Cc8 25. f21 Cc8 26. f22 Cc8 27. f23 Cc8 28. f24 Cc8 29. f25 Cc8 30. f26 Cc8 31. f27 Cc8 32. f28 Cc8 33. f29 Cc8 34. f30 Cc8 35. f31 Cc8 36. f32 Cc8 37. f33 Cc8 38. f34 Cc8 39. f35 Cc8 40. f36 Cc8 41. f37 Cc8 42. f38 Cc8 43. f39 Cc8 44. f40 Cc8 45. f41 Cc8 46. f42 Cc8 47. f43 Cc8 48. f44 Cc8 49. f45 Cc8 50. f46 Cc8 51. f47 Cc8 52. f48 Cc8 53. f49 Cc8 54. f50 Cc8 55. f51 Cc8 56. f52 Cc8 57. f53 Cc8 58. f54 Cc8 59. f55 Cc8 60. f56 Cc8 61. f57 Cc8 62. f58 Cc8 63. f59 Cc8 64. f60 Cc8 65. f61 Cc8 66. f62 Cc8 67. f63 Cc8 68. f64 Cc8 69. f65 Cc8 70. f66 Cc8 71. f67 Cc8 72. f68 Cc8 73. f69 Cc8 74. f70 Cc8 75. f71 Cc8 76. f72 Cc8 77. f73 Cc8 78. f74 Cc8 79. f75 Cc8 80. f76 Cc8 81. f77 Cc8 82. f78 Cc8 83. f79 Cc8 84. f80 Cc8 85. f81 Cc8 86. f82 Cc8 87. f83 Cc8 88. f84 Cc8 89. f85 Cc8 90. f86 Cc8 91. f87 Cc8 92. f88 Cc8 93. f89 Cc8 94. f90 Cc8 95. f91 Cc8 96. f92 Cc8 97. f93 Cc8 98. f94 Cc8 99. f95 Cc8 100. f96 Cc8 101. f97 Cc8 102. f98 Cc8 103. f99 Cc8 104. f100 Cc8 105. f101 Cc8 106. f102 Cc8 107. f103 Cc8 108. f104 Cc8 109. f105 Cc8 110. f106 Cc8 111. f107 Cc8 112. f108 Cc8 113. f109 Cc8 114. f110 Cc8 115. f111 Cc8 116. f112 Cc8 117. f113 Cc8 118. f114 Cc8 119. f115 Cc8 120. f116 Cc8 121. f117 Cc8 122. f118 Cc8 123. f119 Cc8 124. f120 Cc8 125. f121 Cc8 126. f122 Cc8 127. f123 Cc8 128. f124 Cc8 129. f125 Cc8 130. f126 Cc8 131. f127 Cc8 132. f128 Cc8 133. f129 Cc8 134. f130 Cc8 135. f131 Cc8 136. f132 Cc8 137. f133 Cc8 138. f134 Cc8 139. f135 Cc8 140. f136 Cc8 141. f137 Cc8 142. f138 Cc8 143. f139 Cc8 144. f140 Cc8 145. f141 Cc8 146. f142 Cc8 147. f143 Cc8 148. f144 Cc8 149. f145 Cc8 150. f146 Cc8 151. f147 Cc8 152. f148 Cc8 153. f149 Cc8 154. f150 Cc8 155. f151 Cc8 156. f152 Cc8 157. f153 Cc8 158. f154 Cc8 159. f155 Cc8 160. f156 Cc8 161. f157 Cc8 162. f158 Cc8 163. f159 Cc8 164. f160 Cc8 165. f161 Cc8 166. f162 Cc8 167. f163 Cc8 168. f164 Cc8 169. f165 Cc8 170. f166 Cc8 171. f167 Cc8 172. f168 Cc8 173. f169 Cc8 174. f170 Cc8 175. f171 Cc8 176. f172 Cc8 177. f173 Cc8 178. f174 Cc8 179. f175 Cc8 180. f176 Cc8 181. f177 Cc8 182. f178 Cc8 183. f179 Cc8 184. f180 Cc8 185. f181 Cc8 186. f182 Cc8 187. f183 Cc8 188. f184 Cc8 189. f185 Cc8 190. f186 Cc8 191. f187 Cc8 192. f188 Cc8 193. f189 Cc8 194. f190 Cc8 195. f191 Cc8 196. f192 Cc8 197. f193 Cc8 198. f194 Cc8 199. f195 Cc8 200. f196 Cc8 201. f197 Cc8 202. f198 Cc8 203. f199 Cc8 204. f200 Cc8 205. f201 Cc8 206. f202 Cc8 207. f203 Cc8 208. f204 Cc8 209. f205 Cc8 210. f206 Cc8 211. f207 Cc8 212. f208 Cc8 213. f209 Cc8 214. f210 Cc8 215. f211 Cc8 216. f212 Cc8 217. f213 Cc8 218. f214 Cc8 219. f215 Cc8 220. f216 Cc8 221. f217 Cc8 222. f218 Cc8 223. f219 Cc8 224. f220 Cc8 225. f221 Cc8 226. f222 Cc8 227. f223 Cc8 228. f224 Cc8 229. f225 Cc8 230. f226 Cc8 231. f227 Cc8 232. f228 Cc8 233. f229 Cc8 234. f230 Cc8 235. f231 Cc8 236. f232 Cc8 237. f233 Cc8 238. f234 Cc8 239. f235 Cc8 240. f236 Cc8 241. f237 Cc8 242. f238 Cc8 243. f239 Cc8 244. f240 Cc8 245. f241 Cc8 246. f242 Cc8 247. f243 Cc8 248. f244 Cc8 249. f245 Cc8 250. f246 Cc8 251. f247 Cc8 252. f248 Cc8 253. f249 Cc8 254. f250 Cc8 255. f251 Cc8 256. f252 Cc8 257. f253 Cc8 258. f254 Cc8 259. f255 Cc8 260. f256 Cc8 261. f257 Cc8 262. f258 Cc8 263. f259 Cc8 264. f260 Cc8 265. f261 Cc8 266. f262 Cc8 267. f263 Cc8 268. f264 Cc8 269. f265 Cc8 270. f266 Cc8 271. f267 Cc8 272. f268 Cc8 273. f269 Cc8 274. f270 Cc8 275. f271 Cc8 276. f272 Cc8 277. f273 Cc8 278. f274 Cc8 279. f275 Cc8 280. f276 Cc8 281. f277 Cc8 282. f278 Cc8 283. f279 Cc8 284. f280 Cc8 285. f281 Cc8 286. f282 Cc8 287. f283 Cc8 288. f284 Cc8 289. f285 Cc8 290. f286 Cc8 291. f287 Cc8 292. f288 Cc8 293. f289 Cc8 294. f290 Cc8 295. f291 Cc8 296. f292 Cc8 297. f293 Cc8 298. f294 Cc8 299. f295 Cc8 300. f296 Cc8 301. f297 Cc8 302. f298 Cc8 303. f299 Cc8 304. f300 Cc8 305. f301 Cc8 306. f302 Cc8 307. f303 Cc8 308. f304 Cc8 309. f305 Cc8 310. f306 Cc8 311. f307 Cc8 312. f308 Cc8 313. f309 Cc8 314. f310 Cc8 315. f311 Cc8 316. f312 Cc8 317. f313 Cc8 318. f314 Cc8 319. f315 Cc8 320. f316 Cc8 321. f317 Cc8 322. f318 Cc8 323. f319 Cc8 324. f320 Cc8 325. f321 Cc8 326. f322 Cc8 327. f323 Cc8 328. f324 Cc8 329. f325 Cc8 330. f326 Cc8 331. f327 Cc8 332. f328 Cc8 333. f329 Cc8 334. f330 Cc8 335. f331 Cc8 336. f332 Cc8 337. f333 Cc8 338. f334 Cc8 339. f335 Cc8 340. f336 Cc8 341. f337 Cc8 342. f338 Cc8 343. f339 Cc8 344. f340 Cc8 345. f341 Cc8 346. f342 Cc8 347. f343 Cc8 348. f344 Cc8 349. f345 Cc8 350. f346 Cc8 351. f347 Cc8 352. f348 Cc8 353. f349 Cc8 354. f350 Cc8 355. f351 Cc8 356. f352 Cc8 357. f353 Cc8 358. f354 Cc8 359. f355 Cc8 360. f356 Cc8 361. f357 Cc8 362. f358 Cc8 363. f359 Cc8 364. f360 Cc8 365. f361 Cc8 366. f362 Cc8 367. f363 Cc8 368. f364 Cc8 369. f365 Cc8 370. f366 Cc8 371. f367 Cc8 372. f368 Cc8 373. f369 Cc8 374. f370 Cc8 375. f371 Cc8 376. f372 Cc8 377. f373 Cc8 378. f374 Cc8 379. f375 Cc8 380. f376 Cc8 381. f377 Cc8 382. f378 Cc8 383. f379 Cc8 384. f380 Cc8 385. f381 Cc8 386. f382 Cc8 387. f383 Cc8 388. f384 Cc8 389. f385 Cc8 390. f386 Cc8 391. f387 Cc8 392. f388 Cc8 393. f389 Cc8 394. f390 Cc8 395. f391 Cc8 396. f392 Cc8 397. f393 Cc8 398. f394 Cc8 399. f395 Cc8 400. f396 Cc8 401. f397 Cc8 402. f398 Cc8 403. f399 Cc8 404. f400 Cc8 405. f401 Cc8 406. f402 Cc8 407. f403 Cc8 408. f404 Cc8 409. f405 Cc8 410. f406 Cc8 411. f407 Cc8 412. f408 Cc8 413. f409 Cc8 414. f410 Cc8 415. f411 Cc8 416. f412 Cc8 417. f413 Cc8 418. f414 Cc8 419. f415 Cc8 420. f416 Cc8 421. f417 Cc8 422. f418 Cc8 423. f419 Cc8 424. f420 Cc8 425. f421 Cc8 426. f422 Cc8 427. f423 Cc8 428. f424 Cc8 429. f425 Cc8 430. f426 Cc8 431. f427 Cc8 432. f428 Cc8 433. f429 Cc8 434. f430 Cc8 435. f431 Cc8 436. f432 Cc8 437. f433 Cc8 438. f434 Cc8 439. f435 Cc8 440. f436 Cc8 441. f437 Cc8 442. f438 Cc8 443. f439 Cc8 444. f440 Cc8 445. f441 Cc8 446. f442 Cc8 447. f443 Cc8 448. f444 Cc8 449. f445 Cc8 450. f446 Cc8 451. f447 Cc8 452. f448 Cc8 453. f449 Cc8 454. f450 Cc8 455. f451 Cc8 456. f452 Cc8 457. f453 Cc8 458. f454 Cc8 459. f455 Cc8 460. f456 Cc8 461. f457 Cc8 462. f458 Cc8 463. f459 Cc8 464. f460 Cc8 465. f461 Cc8 466. f462 Cc8 467. f463 Cc8 468. f464 Cc8 469. f465 Cc8 470. f466 Cc8 471. f467 Cc8 472. f468 Cc8 473. f469 Cc8 474. f470 Cc8 475. f471 Cc8 476. f472 Cc8 477. f473 Cc8 478. f474 Cc8 479. f475 Cc8 480. f476 Cc8 481. f477 Cc8 482. f478 Cc8 483. f479 Cc8 484. f480 Cc8 485. f481 Cc8 486. f482 Cc8 487. f483 Cc8 488. f484 Cc8 489. f485 Cc8 490. f486 Cc8 491. f487 Cc8 492. f488 Cc8 493. f489 Cc8 494. f490 Cc8 495. f491 Cc8 496. f492 Cc8 497. f493 Cc8 498. f494 Cc8 499. f495 Cc8 500. f496 Cc8 501. f497 Cc8 502. f498 Cc8 503. f499 Cc8 504. f500 Cc8 505. f501 Cc8 506. f502 Cc8 507. f503 Cc8 508. f504 Cc8 509. f505 Cc8 510. f506 Cc8 511. f507 Cc8 512. f508 Cc8 513. f509 Cc8 514. f510 Cc8 515. f511 Cc8 516. f512 Cc8 517. f513 Cc8 518. f514 Cc8 519. f515 Cc8 520. f516 Cc8 521. f517 Cc8 522. f518 Cc8 523. f519 Cc8 524. f520 Cc8 525. f521 Cc8 526. f522 Cc8 527. f523 Cc8 528. f524 Cc8 529. f525 Cc8 530. f526 Cc8 531. f527 Cc8 532. f528 Cc8 533. f529 Cc8 534. f530 Cc8 535. f531 Cc8 536. f532 Cc8 537. f533 Cc8 538. f534 Cc8 539. f535 Cc8 540. f536 Cc8 541. f537 Cc8 542. f538 Cc8 543. f539 Cc8 544. f540 Cc8 545. f541 Cc8 546. f542 Cc8 547. f543 Cc8 548. f544 Cc8 549. f545 Cc8 550. f546 Cc8 551. f547 Cc8 552. f548 Cc8 553. f549 Cc8 554. f550 Cc8 555. f551 Cc8 556. f552 Cc8 557. f553 Cc8 558. f554 Cc8 559. f555 Cc8 560. f556 Cc8 561. f557 Cc8 562. f558 Cc8 563. f559 Cc8 564. f560 Cc8 565. f561 Cc8 566. f562 Cc8 567. f563 Cc8 568. f564 Cc8 569. f565 Cc8 570. f566 Cc8 571. f567 Cc8 572. f568 Cc8 573. f569 Cc8 574. f570 Cc8 575. f571 Cc8 576. f572 Cc8 577. f573 Cc8 578. f574 Cc8 579. f575 Cc8 580. f576 Cc8 581. f577 Cc8 582. f578 Cc8 583. f579 Cc8 584. f580 Cc8 585. f581 Cc8 586. f582 Cc8 587. f583 Cc8 588. f584 Cc8 589. f585 Cc8 590. f586 Cc8 591. f587 Cc8 592. f588 Cc8 593. f589 Cc8 594. f590 Cc8 595. f591 Cc8 596. f592 Cc8 597. f593 Cc8 598. f594 Cc8 599. f595 Cc8 600. f596 Cc8 601. f597 Cc8 602. f598 Cc8 603. f599 Cc8 604. f600 Cc8 605. f601 Cc8 606. f602 Cc8 607. f603 Cc8 608. f604 Cc8 609. f605 Cc8 610. f606 Cc8 611. f607 Cc8 612. f608 Cc8 613. f609 Cc8 614. f610 Cc8 615. f611 Cc8 616. f612 Cc8 617. f613 Cc8 618. f614 Cc8 619. f615 Cc8 620. f616 Cc8 621. f617 Cc8 622. f618 Cc8 623. f619 Cc8 624. f620 Cc8 625. f621 Cc8 626. f622 Cc8 627. f623 Cc8 628. f624 Cc8 629. f625 Cc8 630. f626 Cc8 631. f627 Cc8 632. f628 Cc8 633. f629 Cc8 634. f630 Cc8 635. f631 Cc8 636. f632 Cc8 637. f633 Cc8 638. f634 Cc8 639. f635 Cc8 640. f636 Cc8 641. f637 Cc8 642. f638 Cc8 643. f639 Cc8 644. f640 Cc8 645. f641 Cc8 646. f642 Cc8 647. f643 Cc8 648. f644 Cc8 649. f645 Cc8 650. f646 Cc8 651. f647 Cc8 652. f648 Cc8 653. f649 Cc8 654. f650 Cc8 655. f651 Cc8 656. f652 Cc8 657. f653 Cc8 658. f654 Cc8 659. f655 Cc8 660. f656 Cc8 661. f657 Cc8 662. f658 Cc8 663. f659 Cc8 664. f660 Cc8 665. f661 Cc8 666. f662 Cc8 667. f663 Cc8 668. f664 Cc8 669. f665 Cc8 670. f666 Cc8 671. f667 Cc8 672. f668 Cc8 673. f669 Cc8 674. f670 Cc8 675. f671 Cc8 676. f672 Cc8 677. f673 Cc8 678. f674 Cc8 679. f675 Cc8 680. f676 Cc8 681. f677 Cc8 682. f678 Cc8 683. f679 Cc8 684. f680 Cc8 685. f681 Cc8 686. f682 Cc8 687. f683 Cc8 688. f684 Cc8 689. f685 Cc8 690. f686 Cc8 691. f687 Cc8 692. f688 Cc8 693. f689 Cc8 694. f690 Cc8 695. f691 Cc8 696. f692 Cc8 697. f693 Cc8 698. f694 Cc8 699. f695 Cc8 700. f696 Cc8 701. f697 Cc8 702. f698 Cc8 703. f699 Cc8 704. f700 Cc8 705. f701 Cc8 706. f702 Cc8 707. f703 Cc8 708. f704 Cc8 709. f705 Cc8 710. f706 Cc8 711. f707 Cc8 712. f708 Cc8 713. f709 Cc8 714. f710 Cc8 715. f711 Cc8 716. f712 Cc8 717. f713 Cc8 718. f714 Cc8 719. f715 Cc8 720. f716 Cc8 721. f717 Cc8 722. f718 Cc8 723. f719 Cc8 724. f720 Cc8 725. f721 Cc8 726. f722 Cc8 727. f723 Cc8 728. f724 Cc8 729. f725 Cc8 730. f726 Cc8 731. f727 Cc8 732. f728 Cc8 733. f729 Cc8 734. f730 Cc8 735. f731 Cc8 736. f732 Cc8 737. f733 Cc8 738. f734 Cc8 739. f735 Cc8 740. f736 Cc8 741. f737 Cc8 742. f738 Cc8 743. f739 Cc8 744. f740 Cc8 745. f741 Cc8 746. f742 Cc8 747. f743 Cc8 748. f744 Cc8 749. f745 Cc8 750. f746 Cc8 751. f747 Cc8 752. f748 Cc8 753. f749 Cc8 754. f750 Cc8 755. f751 Cc8 756. f752 Cc8 757. f753 Cc8 758. f754 Cc8 759. f755 Cc8 760. f756 Cc8 761. f757 Cc8 762. f758 Cc8 763. f759 Cc8 764. f760 Cc8 765. f761 Cc8 766. f762 Cc8 767. f763 Cc8 768. f764 Cc8 769. f765 Cc8 770. f766 Cc8 771. f767 Cc8 772. f768 Cc8 773. f769 Cc8 774. f770 Cc8 775. f771 Cc8 776. f772 Cc8 777. f773 Cc8 778. f774 Cc8 779. f775 Cc8 780. f776 Cc8 781. f777 Cc8 782. f778 Cc8 783. f779 Cc8 784. f780 Cc8 785. f781 Cc8 786. f782 Cc8 787. f783 Cc8 788. f784 Cc8 789. f785 Cc8 790. f786 Cc8 791. f787 Cc8 792. f788 Cc8 793. f789 Cc8 794. f790 Cc8 795. f791 Cc8 796. f792 Cc8 797. f793 Cc8 798. f794 Cc8 799. f795 Cc8 800. f796 Cc8 801. f797 Cc8 802. f798 Cc8 803. f799 Cc8 804. f800 Cc8 805. f801 Cc8 806. f802 Cc8 807. f803 Cc8 808. f804 Cc8 809. f805 Cc8 810. f806 Cc8 811. f807 Cc8 812. f808 Cc8 813. f809 Cc8 814. f810 Cc8 815. f811 Cc8 816. f812 Cc8 817. f813 Cc8 818. f814 Cc8 819. f815 Cc8 820. f816 Cc8 821. f817 Cc8 822. f818 Cc8 823. f819 Cc8 824. f820 Cc8 825. f821 Cc8 826. f822 Cc8 827. f823 Cc8 828. f824 Cc8 829. f825 Cc8 830. f826 Cc8 831. f827 Cc8 832. f828 Cc8 833. f829 Cc8 834. f830 Cc8 835. f831 Cc8 836. f832 Cc8 837. f833 Cc8 838. f834 Cc8 839. f835 Cc8 840. f836 Cc8 841. f837 Cc8 842. f838 Cc8 843. f839 Cc8 844. f840 Cc8 845. f841 Cc8 846. f842 Cc8 847

ARTS ET SPECTACLES

LE JOUR DU CINÉMA

Les Indiens, les Hongrois et les autres.

Quarante films inédits en France, et parfois présentés en première mondiale, vont se succéder à l'Empire, du 2 au 8 novembre, dans le cadre du « Festival du film d'Europe ». Outre la sélection officielle, plusieurs sections sont prévues, notamment un « Panorama 77 » et un « Regard sur le cinéma indien », « Perspectives du cinéma hongrois » permettra de découvrir une production mal connue en France, Maria Meszaros sera là, avec Elmes deux, mais en sélection officielle.

Excepté la section « Première vision en France », où les films ne passeront qu'une seule fois, à 17 h 45, toutes les autres auront droit à plusieurs séances pour chaque film. Ainsi, de 9 h à minuit, on passera des rétrospectives (Gérard Zingg) aux rendez-vous connus et surprenants à la fois (Chris Marker, James Ivory, Jean Eustache, etc.), enfin, parallèlement au festival, est organisé le premier marché international du film de Paris.

* L'Empire, 41, avenue de Wagram, Paris-17^e, tél. 754-91-86.

Une rétrospective d'Est en Ouest.

Un panorama du cinéma soviétique, de 1917 à 1977, a commencé au cinéma France-Elysées, à Paris, le 26 octobre. Il s'achèvera le 30 novembre. Chaque semaine est organisée autour d'un thème. Ce sont « les grandes heures du cinéma soviétique » qui ont inauguré le cycle, et les Quarante et un, de Tchoukhraï, Alexandre Nevski et le Culassé Potemkine, d'Eisenstein, l'Arse-nal, de Djevjenko. A partir du 2 novembre, on pourra voir et revoir les « chefs-d'œuvre », toujours des films d'Eisenstein et de Tchoukhraï, mais aussi de Mikhaïl Kalozhnikov ou de Tarkovski. La troisième semaine sera consacrée à « le cinéma et la danse ». Ce seront ensuite les films soviétiques et la danse ; enfin, le festival présentera des films récents où se profilaient la vie quotidienne en U.R.S.S. ».

Au cinéma la Pagode, quatre films de Mauro Bolognini rendent hommage à 25 ans de son œuvre. Dans une autre salle, il y a une rétrospective de l'œuvre de Jean Cocteau. Et chaque soir, à 20 heures et à 22 heures, des courts métrages inédits en France de l'underground californien sont présentés. A retenir : une rétrospective des frères Kuchar.

* France-Elysées, 25, rue Quentin-Bauchard, Paris-8^e, tél. 733-71-11.
* La Pagode, 57 bis, rue de Babouin, Paris-7^e, tél. 705-12-15.

Historiens à Rome.

La première guerre mondiale, la société italienne de 1939 à 1945, l'historien et les moyens audiovisuels, seront au centre du colloque qu'organise, du 15 au 18 novembre dans la capitale italienne, sur le thème « Cinema et Histoire », l'Ecole française de Rome. Parmi les intervenants : Francesco Raut, Condottili, de Luis Trenker, l'Affiche rouge, de Frank Cassenti, seront projetés à l'occasion de ces débats.

Allemands à Bruxelles.

Organisée tous les deux ans à l'automne, l'Europalia a pour but de faire découvrir aux Belges un pays de la Communauté à travers sa culture. La France était d'honneur en 1975 ; aujourd'hui l'Allemagne fédérale lui succède. A cette occasion, la cinémathèque de Bruxelles présente un ambitieux panorama du jeune cinéma allemand de 1962 à nos jours. Fassbinder, Syberberg, Herzog et Kluge, bien sûr. Quantité d'inédits pourtant, et, semble-t-il, plusieurs rétrospectives.

On peut voir aussi le nouveau film d'Helma Sanders, Heinrich, récit de la lutte de résistance mentale qui a conduit Kleist au suicide.

Europalia, c'est aussi la peinture (Dürer), la musique, le théâtre (Kleist encore), la littérature, mais du côté du cinéma, c'est par delà les discours officiels ou les non-fictions de l'Oktoberfest que l'on doit chercher les fulgurances, sur l'envers du décor.

* Europalia, tél. 02-513-54-08 et 513-55-10.

Cinéma

« LA BALLADE DE BRUNO », de Werner Herzog

Dans Kasper Hauser, Werner Herzog décrivait la naissance à la vie sociale d'un individu vierge de tout apprentissage et de toute culture. La clé du film n'était pas l'étrangeté de Kasper, mais, au contraire, son humilité profonde, le souffrance qu'il éprouvait à se sentir incompris, mal aimé des autres. « Les hommes pour moi sont comme des loups », disait-il.

Impossible de ne pas se étonner de Kasper Hauser en voyant la Ballade de Bruno. Non seulement parce qu'on y retrouve Bruno S., cet hétéroclite comédien qui, avant de rencontrer Herzog, avait passé la presque totalité de sa vie dans des asiles et des maisons de redressement, mais parce que, cette fois encore, le héros du film est un être à part, une sorte d'innocent, dont les rêves de dignité et de bonheur se brisent contre une réalité à laquelle il demeure étranger.

Bruno (protégé : chanteur des rues) sort de prison. Ses seuls amis sont Eva, une prostituée, et le vieux Scheltz, son voisin. Persécuté par les souteneurs d'Eva, tous trois décident de fuir aux Etats-Unis. Le vieux Scheltz écrit à son neveu du Wisconsin ; Eva, elle, fournit l'argent du voyage. Les Etats-Unis, pays de cocagne et de liberté, où Bruno s'achète un beau chapeau et travaille dans un garage ; où Eva devient serveuse dans un snack-bar ; où le vieux Scheltz peut s'adonner à sa marotte, la magnétisme animal. Une immense roulotte payée à crédit et un poste de télévision concrétisent cette installation au paradis.

Quand Bruno est heureux, il demande à son accordeon d'exprimer sa joie. Quand le mal l'atteint, on dirait qu'il s'abaisse du monde. Il s'enferme dans une coquille de silence, ou bien, de sa voix rauque, il mettra les mots, il dit des choses très simples, un peu bizarres. Il dit, par exemple, qu'en Amérique tout est à l'air d'être mieux, mais que ce n'est pas vrai. Qu'il y a davantage de sourire, de politesse, mais que le mépris est toujours là. « Le Bruno, on le balade comme s'il n'avait jamais existé ».

Bientôt les événements confirment ce pessimisme. L'argent manquant pour payer les traites, Eva doit reprendre son ancien métier. Puis, un jour, elle disparaît. La roulotte est vendue aux enchères. A la place du paradis, il n'y a plus qu'un paysage désolé où court un chien, et le musique d'un disque éraillé. Armée d'une carabine, Bruno se fait imposer alors un hold-up chez un coiffeur (butin : 32 dollars). Après, tout va très vite. Scheltz est arrêté. Bruno s'enfuit à bord d'une camionnette. Arrive dans une réserve d'indiens. Abandonne sa camionnette en feu. S'émervelle devant des animaux sauvages — une poule demeure, une

poule planète, un lémur tambourin. Met en marche un téléscope et s'y installe... Un coup de feu éclate. Dans sa cage, le poule dérisoire continue de danser frénétiquement.

Cette fin est superbe. L'homme qui vient de mourir n'avait pas place dans un monde livré à la violence, soumise aux trafics d'argent. Du'il soit mort, lui, le vagabond berlinois, au milieu des Indiens ; qu'il ait échappé aux courses d'un de ces parcs où le noblesse d'une race est travestie en masquerade ; que son ultime joie lui ait été offerte par des bêtes réduites à l'état de jouets, tout cela est conforme à son destin

tragique et désolée. Au moment où, sur son téléscope, il s'élevait vers le ciel, Bruno le pur, le doux, le « pauvre en esprit », Bruno l'orphelin nous apparaît comme un enfant de Dostoevski.

Pour ces admirables séquences, il faut voir la Ballade de Bruno. Elles suffisent à justifier un film qui, malgré un départ un peu lent, quelques trous, quelques hiatus dans le récit, est, dans son ensemble, d'une exceptionnelle qualité. Faites connaissance avec Bruno. Vous ne l'oublierez pas.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir Les Films Nouveaux.

« A. CONSTANT », de Christine Laurent

Deux sœurs vivent en paix dans la cocon familial jusqu'au jour où leur éducation bourgeoise fit violemment retour. L'atmosphère va pour suivre ses études hors du foyer, emménagement dans une maison isolée, une chambre d'été où l'on rend visite à sa cadette, Madeleine : deux filles brunes et la sensualité nonchalante. Elles tombent sur un paquet de vieilles photos, souvenirs de leur enfance dorée. Elles redécouvrent ainsi « A. Constant », une jeune bonne qu'elles ont côtoyée, fillette, lors de vacances en Touraine. Mais Alice Constant, apprenant-elles, s'est suicidée. Pourquoi ?

Le point de départ rappelle étonnamment celui du film de Patrice Moraz, Les Indiens sont encore loin, avec une attitude supplémentaire de construction, riche de possibilités : Camille et Madeleine s'essaient à recomposer à leur manière l'itinéraire d'Alice, et cherchent à découvrir une même allusion, celle d'Alice, simple objet entre les mains de ses employeurs, leurs parents et à travers Alice, leur condition d'objets dans l'ordre éternel de la famille. La cinéaste Christine Laurent donne carte blanche à l'imaginaire de ses personnages. Alice, une jeune fille, une Sherlock Holmes en Japon, suscite une étrange réaction de complicité entre Alice la bonne et les deux jeunes filles bourgeoises. La thèse morale discrètement le bûle de l'oreille : la libération des filles, par-delà la lutte des classes, passe par le libération du sexe.

Décoratrice de théâtre, Christine Laurent a tout sacrifié, donc le dialogue, les nuances de psychologie, aux gestes, aux ambiances, à la simple respiration des corps féminins : après tout, de son propre aveu, « par-delà le corps de la femme », de la femme face à son corps, en qui l'inséparable s'inscrit l'agression de notre société ? Multipliant l'ambiguïté initiale de son scénario, elle a

choisi d'incarner elle-même Alice Constant, cependant que sa sœur Agnès joue Camille la sœur aînée, et Agnès de Brunhoff, également compositrice du film, la cadette. Les lieux aimés, ou du moins nostalgiquement perçus, du enfance et de l'adolescence de la jeune femme cinéaste, admirablement photographiés par Renato Berta (l'opérateur de Patrice Moraz, de Francis Reusser, de Daniel Schmid, de Michel Soutter, de Jean-Marie Straub, d'Alain Tanner, dont il faudra bien s'apercevoir qu'il domine aujourd'hui la photographie européenne), ces lieux retrouvés ajoutent encore à la complexité totale de Christine Laurent et de son récit.

A. Constant nous parvient un peu comme un film d'une suite planétaire, par trop découpé, inachevé, esquissé plus que tableau de maître — d'ailleurs tourné, par la force des choses, avec des moyens dérisoires, 80 000 F. L'avenir nous dira si ces promesses seront un jour dénouées.

LOUIS MARCORELLES.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

* Voir Les Films Nouveaux.

Le pouvoir de Pierre-Henri Deleau

Pierre-Henri Deleau fait partie de ces gens heureux et bizarres qui n'ont pas l'impression de travailler car ils sont payés, et non le contraire, pour faire ce qu'ils aiment. Il dirige des festivals de cinéma, et plain temps : « Nous ne sommes que deux en France, dit-il, Gilles Jacob (le nouveau directeur général du Festival de Cannes) et moi. Une partie de l'année il prépare pour Cannes la Quinzaine des réalisateurs (depuis 1969), puis c'est le Festival de Paris, qu'il a créé en 1975.

Il voit des films, c'est donc son métier. Il n'est pas créateur (« Je n'ai rien à dire », il a trouvé la manière d'aider le cinéma qu'il préfère : au simple exposé des œuvres dont la distribution est assurée, il préfère la recherche des films dont l'avenir n'est pas encore assuré. Il définit son rôle comme « une courtoisie de transmission » entre le public, les auteurs, les producteurs, les distributeurs.

Ce monde-là, celui des alliances, gravité — par-dessus lui —, affirme-t-il, pendant le Festival de Paris, où il inaugure cette année un marché du film. Ce ne le concerne pas, il n'a pas du tout, d'ailleurs, le même langage qu'eux — il parle avec passion d'une passion, — mais il est évident qu'il sait, au besoin, changer de registre. Il n'a peut-être pas de profession, mais il a un métier. Quand il veut un film pour Cannes ou Paris, il sait tenir compte des interlocuteurs, hommes d'argent ou de politique. Au service d'une passion de cinéphilie, il met son sens de l'organisation, et une indiscutable roverie.

Pierre-Henri Deleau a travaillé ans et sera sans doute tou-

jours une sorte de jeune homme sérieux, avec de violentes colères. A la Quinzaine et à Paris, il a le pouvoir. Il ne croit pas à la création collective, il refuse de même le principe des commissions. « Il faut donner à un seul homme un pouvoir absolu, et en contrepartie, l'insécurité de l'emploi. » Il est mandaté, qu'on le renvoie et ses comptes, sa programmation, ne sont pas. Chaque manifestation repose par conséquent sur ses goûts. « Je n'ai pas de critères, dit-il, ce serait trop facile, pas de chapelle. J'estime qu'il n'y a pas de genre mineur, il y a de bon et de mauvais films. On établit avec les gens des relations d'amour, de rejet, de haine, c'est le même chose pour les films. Je peux seulement expliquer pourquoi j'aime certains, et pas d'autres, cela relève de l'impressionnisme, je sais que ça peut choquer beaucoup de gens. »

A l'origine de tout cela, à la base, il y a une culture cinématographique acquise pendant les années de pensionnat, puis de faculté, à Lille. Le club-club universitaire était mondiaire, il le rappe, a trouvé une salle neuve, et fait venir les films et les gens qu'il aimait. Avec lui, il y avait Franck Casson, Christian Bricout, Claudine Guilmann. Chaque semaine, ils allaient à Paris, commençaient à 18 heures et finissaient à la Cinémaèque. Puis il est venu à Paris, a fait sans conviction de la télévision scolaire, a été l'assistant de Douchet-Vallée qui lui a dit que la Société des réalisateurs de films voulait faire « quelque chose à Cannes ».

CLAIRE DEVARRIEUX.

Vente

Rentrée à Drouot rive gauche

Enfin ! Depuis septembre, Drouot-Rive gauche était redevenue un lieu d'entente du rare, garde-meuble désolé, où ne ressemblait plus guère à un hôtel des ventes. Poste de télévision garanti ancien, buffet d'été ou canapé défoncé, c'étaient les « affaires » du moment. Et, ici ou là, une vente de grand battage publicitaire et malgré tout ne pouvait faire guère plus qu'amuser la galerie.

En fait, le vrai retour parisien à un lieu cette semaine. Lundi 24 et mardi 25 octobre d'abord, l'étude Ador-Picard-Tejan (expert M. Pontard) a dispersé une partie de la collection d'art japonais d'un couple d'antiquaires qui fit ses débuts avec le siècle, M. et Mme Le Veil. Dans la lignée de Bing et de Goncourt, qui assurément, pour une part, le découvre de l'Extrême-Orient par les impressionnistes, ils contribuèrent à mettre en contact art oriental et peinture moderne. Les ventes de collectionnaires de l'Extrême-Orient par les impressionnistes, ils contribuèrent à mettre en contact art oriental et peinture moderne.

Plusieurs États européens ayant eu leur part de responsabilité directe ou indirecte dans ce génocide, les musées ont tendance à le faire disparaître de leurs collections. L'une des encyclopédies françaises aujourd'hui les plus pratiquées le mentionne par cet euphémisme peu clair : « Pendant la première guerre mondiale, les Turcs entreprirent de déporter la population arménienne, protégée partiellement par l'avance des Russes (région de Van). Pourtant, environ 1 500 000 Arméniens disparurent pendant le conflit ».

Les Arméniens, eux, les enfants des survivants, qu'ils habitent Evran, Toulon, le Bronx, Schenectady, en France, restent obsédés par ce massacre. C'est pourquoi chaque rapatrié de cette date, 1915, apporte toute notre attention.

La pièce de Varoujean se présente comme un procès, un peu dans le style de l'indépendance « En votre âme et conscience ». Elle est sobre. Juste une mise en place d'objets. Les acteurs, Reine Barthe, Pierre Brille, Jean de Coninck, Jean-Pol Dubois, Jean-Marie Leher, Philippe Lecomte, Rita Malen, Louis Meris, François Michaux, défilent avec une parfaite tenue.

MICHEL COURNOT.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.


* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

* Fontaine, 21 h.

D'Hokusai (1760-1848), toile « hokumono » (rouleaux de peinture en hauteur) ont été vendus. D'abord des rouleaux sur une branche, prêts à s'envoler au premier souffle, peinture à l'encre de Chine rehaussée de rouge à laquelle était jointe une lettre d'envoi dont la calligraphie nerveuse apportait comme une dernière touche au dessin principal (40 500 francs). Une femme enveloppée dans un kimono noir — par une suprême habileté, une légère transparence laissait deviner la robe blanche — penchait mélancoliquement la tête, silhouette soignée et délicate dressée dans sa solitude au pied d'un long rouleau de papier nu, parcouru seulement par la blessure ironique d'un poème calligraphié : « Les nuages s'en vont et les années viennent » (44 000 F).

Et puis, écume aux teintes rouges et grises, un vieux moine flottait mesquinement sur le mer, tout juste rattaché au réel par un bambou à peine esquissé qui le portait comme une vague. Daruma traversait la mer de Chine, en route vers le Japon, où il annoncerait la parole bouddhique (17 000 francs). Après ces audeux du « vieillard fou de dessin » — la définition est d'Hokusai lui-même —, deux peintures de Kubo Schumann (1737-1802) disaient avec amour et une douce coquetterie tout le charme du quotidien : une chasse aux lucioles, fraîche comme une aquarelle de Dürer, nous montre deux dames penchées au milieu des fleurs (30 5



50 DERNIÈRES
FRANÇOIS PERIER
dans
EQUUS
 ATHÈNÉE LOUIS JOUVET
 TOUS LES JOURS À 21 H SAUF LUNDI - DIMANCHE À 15 H 30 ET 21 H

théâtres

Opéra, 20 h. : La Ceramantola.
Salle Favart, 20 h. 30 : La Traviata.
Comédie-Française, 20 h. 30 :
L'Ecole des femmes.
Chaillot, salle Gémier, 20 h. 30 :
Nightclub Cantata.
TSP, 20 h. 30 : Dors avant ! (Pas-
sant d'autisme).
Petit TSP, 20 h. 30 : Rindias amoureux.
Petit Odéon, 18 h. 30 : la Guerre des
planètes.
Centre Pompidou, 15 h., 18 h. 30 :
20 h. 30 : Audiovisuel et œuvre
de Y. Heller.

Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Juliette Gréco.
Nouveau Carré, salle Papin, 20 h. 30 : la Guerre civile ; 21 h. : Nuova Colonia.
Châtelet, 20 h. 30 : Voïga.

Aire Hère Montparnasse, 20 h. 30 :
Nuits sans nuit; 22 h. : Etoiles
rouges.
Antoine, 30 h. 30 : les Parents ter-
ribles.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : 91 t'es beau,
t'es con.
Atelier, 21 h. : le Palais.
Athènes, 21 h. : Bryna.
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : Soiness le
constructeur.

THEATRE NATIONAL
à partir du 2 novembre
19H 30
LE ROI LEAR
de SHAKESPEARE
mise en scène
Gorgio STREHLER
par le
PICCOLO TEATRO DE MILAN
T.L., 19h30 sauf dimanche et lundi
matinée dimanche à 16 heures
Rens. et location : 325-70-32
jusqu'au 13 novembre
OUVERT LUNDI 11 OCTOBRE
ST MARTEL DE LA TOUSSAINT

THEATRE MODERNE
15, rue Blanche - Métro "Blanche"

**"Par delà
les marronniers"**
de **JEAN-MICHEL RIBES**
mise en scène
de **PIERRE BOUTRON**
décors de **JEAN-PHILIPPE BERTRAND**

costumes de CHRISTIANE COSTE

avec par ordre alphabétique

PATRICE ALEXSANDRE
STEPHANE BOUY
MARC DUDICOURT
GENEVIEVE FONTANEL
PATRICK RAYNAL
FREDERIC SIMON

LOCATION 874 94 28 ET AGENCES

Vendredi 28 octobre

Carte blanche, Théâtre de l'Aquarium, 21 h : Les Fables à New-York - Atelier du Pèpe-de-Bola, 21 h : Mille milliards de dollars.
Centre culturel du XX^e, 21 h : Le Rire de la femme.
Centre culturel aradois, 20 h - 30 : Mademoiselle Julia.
Centre culturel de Maréla, 20 h - 30 : L'Amour et le théâtre.
Cité internationale, La Grande Théâtrale, 21 h : L'Amour et le théâtre.
21 h : L'Avare - Grand Théâtre, 21 h : Toussaint Louverture.
Comédie, 21 h - 10 : Boeing-Boeing.
Comédia des Champs-Elysées, 21 h : Les Femmes d'alors.
Danton, 21 h : Pépée.
Edmond-VII, 21 h : Un ami d'enfance.
Epicerie, 21 h : Belle ombre.
Espace Cardin, 30 h - 45 : Amira.
Galleries Lafayette, 21 h : Les Femmes d'alors.
Galerie 85, 21 h : Madame Lazare.
Guyenne-Marie-Reil, 21 h : Arrête ton cinéma.
Haut-Rhin, 20 h - 45 : Le Cantarier chavre, la Leçon.
R. Testrino, 20 h - 30 : Les Ragots.
La Bruyère, 21 h : Cinq-Cout.
Mairie de Paris, 21 h - 30 : La Belle Vie.
21 h - 30 : E. Wagner - Théâtre de la Ville.
Madeline, 21 h : Eau de vache.
Marigny, 21 h : Nini la Chanteuse.
Musée de la Ville de Paris, 21 h : Le prince est un enfant.
Michel, 21 h : Les Vignes du Seigneur.
Michoudière, 30 h - 30 : Pauvre samson.
Montmartre, 21 h : Par-delà les montagnes.
Montparnasse, 21 h : Trois Us pour deux.

A PARTIR DU 4 NOV.

**THEATRE
DU CAMPAGNOL**

LE PHOTOMONTAGE
**DAVID
COPPERFIELD**
D'APRÈS CHARLES DICKENS
mise en scène
JEAN CLAUDE PENCHENT

Lundi, mardi, mercredi, samedi à 20 h 30 -
Vendredi samedi et dimanche à 20 h 30.
Réguliers abonnés, place de la République
Paris - Mercredi à jeudi de 18 h à 20 h.
Jeudi - 20 h - Vendredi, 20 h 30 - Samedi,
dimanche et jours fériés, 20 h 30 - 18 places
réservées à 100 francs - 100 francs - 100 francs
100 francs - 100 francs - 100 francs - 100 francs

THEATRE D'ORSAY

CIE RENAUD-BARRAULT
27-28-29-30 octobre
**L'EDEN-
CINÉMA**
PETIT ORSAY
28-29-30 octobre
4 dernières
**MADAME
DE SADE**
location 548.38.53 et agences

Peche-Montparnasse, 20 h. 30 : *Sismond*.
 Porte-Saint-Martin, 21 h. : *Les Femmes d'alors*, pour Miss Gaudin.
 Récamier, 20 h. 30 : Jean, Balthaz contre Billy the Kid.
 Renaissance, 20 h. 30 : *Topaze*.
 Studio des Champs-Élysées, 21 h. : *Les Gens du pays*.
 Théâtre de la Gaîté, 20 h. 30 : *Sylvia*.
 Joy.
 Théâtre de la Seine, 20 h. 30 : *Victime*.
 Théâtre de la Vierge, 22 h. : *Un oiseau dans la vierge*.
 Théâtre de Paris, 21 h. : *Pygmalion*.
 Théâtre Paris Nord, 20 h. 45 : *Tristan et Yseult*.
 Théâtre de la Michodière, 20 h. : *Le Retour*.
 Théâtre de la France, 20 h. 30 : *L'Amour en cage*.
 Théâtre Present, 20 h. 30 : *Les Danciers* - *Amphitrion*, 20 h. 30 : *Les Danciers*.
 Théâtre de la Madeleine, 20 h. 45 : *Renard et Arnould*.
 Théâtre 347, 20 h. 30 : *La Ménagerie de verre*.
 Tristan Bernard, 15 h. : *Les Troléuses*.
 Troisième, 21 h. : *Retrouvailles de l'été*.
 Troisième, 20 h. 30 : *Féfé de Broadway*.

studio théâtre montreuil
859.63.31
27 octobre - 20 novembre
**"Trois p'tites vieilles,
et puis s'en vont..."**
par la mauvaise herbe

CHAULT

CHARLOTTE
THEATRE NATIONAL

Cie E. Swados (New York)
Nightclub Cantata

« Un brillant cocktail : musique originale, idées nouvelles, interprètes excellents. Un spectacle inhabituel qui vous tient en haleine. » (WNBC RADIO)

Salle Gémier, (727.81.15)

ESPACE
PIERRE GARRIN

PIERRE CARDIN

MICHEL BOUQUET

JOUE

ALMIRA

de Pierre Jean de SAN BARTHELEMY

Une amoureuse, une éternité espagnole... Michel BOUQUET interprète la rôle avec maestria.

M. BAILEY (Quintan de Fuels)

Michel BOUQUET crée à lui seul les contours de cette œuvre étrange - véritable jeu de rôle, remarquable, drôle, à la manière de Shakespeare et de Louis XI.

P. de ROSSO (Merveilles Indiennes)

Un lieu d'après à bout de souffle qui accablé sur une ville au passé archaïque de l'Andalous.

M. BAILEY (L'Amour)

Une œuvre qui s'explique l'histoire et l'amour sur l'un des plus beaux sites d'Espagne.

F. ROMESCO de l'Académie Française.

LOCATION THEATRE
ET AGENCES

266.17.30

U.G.C. BIARRITZ v.o. - U.G.C. DANTON v.o. - VENDOME v.o. - MONTPARNASSE BIENVENUE v.o.
LA GLEF CENSIER v.o. - Périphérie : CYRANO Versailles v.o.

**ils ont 18 ans,
ils sont grossiers,
pudiques
et intransigeants
ils crient "sexe"
mais ils pensent "amour,"
ils parlent "révolution"
mais ils sont "tendresse,"**

**leur histoire c'est
le "Love Story"
d'aujourd'hui**

MARIO ORFINI présente
CRISTIANA MANCINELLI - FRANCO BIANCHI ET SILE POCES AVAIENT DES AILES
avec **LOU CASTEL - ANNA NOGARA - SUSANNA JAVICOLI** interprète **PAOLO PIETRANGELI**
Assistent(e) **PAOLO PIETRANGELI** et **ANTONIO** Directeur de l'orchestre **GIORGIO FANTAUZZO** Compositeur **GIORGIO FANTAUZZO** Directeur
d'orchestre **PAOLO PIETRANGELI** Texte musical **PAOLO PIETRANGELI** et **ANTONIO** Arrangements **GIORGIO FANTAUZZO** - Diffusé sur **SAF POCO**

**vous serez violemment pour
vous serez violemment contre
mais vous devez voir
et
si les porcs
avaient
des ailes...**
un film événement
un film choc



la vie

SPECTACLES

Les théâtres de banlieue

Amberlilles, Théâtre de la Commune, 20 h. 30 : Coriolan.
Boulogne, T. 2. 2. 2, 20 h. 30 : Serge Lam.
Champlain, Centre des loisirs, 20 h. 45 : Phébus.
Colombes, M.J.C.-Théâtre, 20 h. 30 : De l'autre côté la-bas (audio-visuel).
Malakoff, Théâtre 71, 21 h. : Bernard Haller.
Montreuil, Studio-Théâtre, 20 h. 30 : Trois p'tites vieilles et puis s'en vont.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h. : Georges Dandin.
Vincennes, Théâtre Jean-Vilar, 17 h. : le Censeur de Corvè.

Festival d'automne

Voir aussi Les salles subventionnées.
Théâtre des Amantiers (Nanterre), 20 h. 30 : Palazzo Montale.

Les concerts

Radio-France, 20 h. 30 : Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. R. Krivine (Stamitz, Haydn, Mozart).
Eglise des Billettes, 21 h. : Ensemble 12 : P. Brice, violon (Vivaldi).
Salle Gaveau, 21 h. : Maria-Livia Sao Marco, guitare (Chimarra, Bach, Sacca Carvalho, Sor, Villa-Lobos, Castelnuovo-Tedesco).
Lucerna-Forum, 21 h. : F. Lantier, guitare (Bach, Villa-Lobos).
Hôtel Herodot, 20 h. 30 : Simone Escure, piano (Bach).
Eglise Saint-Germain des Prés, 21 h. : Orchestre de chambre L. Vellouzi (Lully, Mozart, Vivaldi, Britten).
Dominicains, 20 h. 45 : Concert Veters et Nova (Bach, Haendel, Telemann).

La danse

Palais des sports, 20 h. 30 : Ballet soviétique sur glace.
Favillon de Paris, 20 h. 45 : Chants et danses des révolutions russes.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 28 : Ballet national de Corvè.
Centre culturel Jean-Verdier, 20 h. 30 : Concert-ballet.

Jazz, pop, rock et folk

Théâtre Montferrand, 22 h. 30 : C. Escoudé et son quintet, jazz.
Vieille Collè, 19 h. 30 : Duo Laro and Co. jazz, 22 h. : Océanum, folk.
American Center, 21 h. : Clivage, jazz.
Palais des Glaces, 20 h. 30 : Archie Shepp et son quartet, jazz.

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Ombre St. de G. Mar-
ter. Calandria, de J.-L. Bunuel : le Rideau cramoisi, de A. Astruc : le Théâtre national, populaire, de G. Truillat : Nuit et brouillard, de A. Resnais, 16 h. 30 et 20 h. 30 : Somaire du cinéma israélien : courts métrages, 20 h. 30 : les Contes de la lune après la pluie, de K. Mizoguchi.

Les exclusivités

L'AMÉRICAIN (A.L. v.o.) : Quintette, 5* (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 5* (328-08-08) ; Elysée-Lincoln, 5* (330-35-14) ; Olympia-Entrepôt, 14* (342-07-42).
L'AMOUR EN HERBES (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 5* (223-47-82) ; France 8* (770-33-88) ; Athènes, 12* (37-07-48) ; Calypso, 7* (754-10-68).
L'ANIMAL (Fr.) : Eclair, 2* (243-26-70) ; Ciné-Palace, 5* (033-01-78) ; Bosquet, 7* (337-44-11) ; Concord, 5* (350-05-34) ; Saint-Germain, 5* (063-56-03) ; George-V, 5* (232-41-41) ; France 8* (770-33-88) ; Parvett, 12* (231-06-06) ; Montparnasse-Patré, 14* (326-05-13) ; Gaumont-Sud, 14* (231-81-16) ; Cambronne, 15* (704-02-90) ; Victor-Hugo, 18* (727-48-78) ; Wepler, 18* (387-30-70) ; Gaumont-Gambetta, 20* (797-09-74).
ANNEE SAILL (A.L. v.o.) : Paramount-Odeon, 5* (323-58-33) ; Studio Jean-Coccard, 5* (033-47-82) ; Puhle-Clapier, 5* (720-76-23) ; v.f. : Capri, 2* (506-11-89) ; Paramount-Opéra, 5* (073-94-37) ; Paramount-Galaxie, 12* (330-18-00) ; Paramount-Montparnasse, 14* (326-22-17) ; Paramount-Malliot, 17* (758-24-54).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (A.L. v.o.) : Bonaparte, 5* (326-12-12) ; U.G.C.-Odeon, 5* (325-71-02) ; Normandie, 5* (326-41-18) ; Studio Raspail, 14* (326-35-86) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2* (321-00-22).
BARRY LINCOLN (Angl. v.o.) : U.G.C.-Opéra, 2* (731-50-32).
CITY OBSCURE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2* (321-50-32) ; Bretagne, 5* (222-37-87) ; U.G.C.-Odeon, 5* (325-71-02).
L'ES-CHASSER (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 5* (325-48-18).
LE CHEAT CONNAIT L'ASSASSIN (Angl. v.o.) : Paramount-Elysée, 5* (359-49-34).
CRISTY HONOR (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2* (261-50-32) ; Richelieu, 2* (223-58-78) ; Montparnasse 83, 5* (544-14-27) ; Hautefeuille, 5* (633-79-31) ; Mado-Carlo, 5* (225-89-33) ; Balzac, 5* (359-32-70) ; Nations, 12* (364-01-17) ; Gaumont-Sud, 14* (231-81-16) ; Ciné-Patré, 18* (322-37-41).

STUDIO MÉDICIS - OLYMPIC ENTREPOT

A partir du 2 novembre : UGC MARBEUF



Pour Clemence
le nouveau film de Charles Belmont

STUDIO DE LA HARPE - LA CLEF



ALICE CONSTANT
un film de CHRISTINE LAURENT

GAUMONT COLISÉ vo - ELYSÉES LINCOLN vo - IMPÉRIAL PATHE vt
SAINT-LAZARE PASQUIER vt - GAUMONT RIVE GAUCHE vo - P.L.M.
SAINT-JACQUES vt - GAUMONT CONVENTION vt - HAUTEFEUILLE vo
QUINTETTE vo - 14 JUILLET BASTILLE vo - TRICYCLE Asnières
C 2 L Versailles - ARTEL Nogent



LA BALLADE DE BRUNO.
Des images fulgurantes et pathétiques.
La "Strada" du cinéma allemand.
Robert Benayoun - Le Point
avec
BRUNO S./EVA MATTES/CELENS SCHEITZ
LE PRINCE DE HOMBURG/BURKHARD DRIEST.
Grand prix spécial du jury pour la mise en scène au Festival de Taormina 1977
Interdit aux moins de 13 ans.

ÉTOILE DE MOSCOU

S. R. A. HENRI, ELY 63-12
Spectacle de grande classe
VICTOR HUGO et LES CHIEFS BUREAU - TIGRIS ZINA - TAMARA - L. BOKOR
GUERRE - Georges STREHA - MARIE NOBLE - ALEXANDRE - TRO CLAUDE MICHEL
Orchestre tzigane PALLI GESTROSS, soliste SIMON VOLITS

VILLE DE MONTREUIL

DROUCHBA MYTICHTCHI

Exposition du 60^e anniversaire de la Révolution d'Octobre
Centre des Expositions, Esplanade B.-FRACHON
Centre Moine-de-Montreuil
Organisée par la ville de Montreuil et le Comité de Jumelage
de Montreuil avec la collaboration de l'Association France-U.R.S.S.
du 5 au 27 novembre 1977
Heures d'ouverture : lundi, mercredi, jeudi, vendredi de 14 h à 20 h
samedi de 14 h à 22 h, dimanche de 14 h à 18 h
relâche : mardi
Vernissage de l'exposition : SAMEDI 5 NOVEMBRE à 17 heures.
De nombreuses manifestations culturelles auront lieu pendant
l'exposition : chants et danses, soirée cabaret, projections de
films inédits, etc...
Pour tous renseignements s'adresser au
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES
74, rue Victor-Hugo - Tél. : 858-91-49, postes 383 - 382.

PALAIS DES ARTS, (102; bd Sébastopol - 272-62-98)

GRAND PRIX : Festival du film de Taormina
PRIX : de la Fédération internationale des Ciné-Clubs
PRIX : du Centre International d'Art,
de Littérature et de Cinéma
PRIX : du Festival International du Film des Droits
de l'Homme, Strasbourg



THE BUS
un film de BAY OKAN
Strident et sans concession, l'avertisseur du « Bus » retentira longtemps à nos oreilles : Son vacarme sonne vrai.
Le Nouvel Observateur
Chez l'écrivain MONTESQUIEU et chez le cinéaste BAY OKAN le procédé est le même : le regard parfaitement pur, parfaitement innocent. Ce beau film, ce film fort nous apprend à voir.
Le Figaro
Il y a dans cette confrontation de deux mondes qui s'ignorent, dans cette critique dénuée de tout sentiment, une vérité qui dérange. Une « fiction » très réaliste.
Le Monde
C'est un chef-d'œuvre. Je l'ai vu trois fois. Un ton nouveau, sans concession aux modes en cours, donne à ce film une vigueur sans pareille.
L'Humanité
Une image sans merci de notre société-spectacle. Bay Okan trouve des accents très vigoureux. Inutile d'attendre de vaines consolations, nous sommes tous concernés.
Les Nouvelles Littéraires

ST-MICHEL VO

WOODY ALLEN



TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI
(PLAY IT AGAIN, SAM)
UN FILM DE WOODY ALLEN
INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

UGC MARBEUF - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS



BRIGITTE FOSSEY
LOU CASTEL
JEAN SOREL
avec
BENOÎT JACQUOT
GEORGES MARCHAL
Les Enfants du Placard
QUINZAINE DES RÉALISATEURS CANNES 77



la vie devant soi
un film de Moshe Mizrahi d'après le célèbre roman d'Emile Ajar
Simone Signoret est Madame Rosa...
A PARTIR DU 2 NOVEMBRE

à 14 h - 15 h 50 - 17 h 50
19 h 50- 21 h 50

JULES ET JIM
de François Truffaut

20. RUE CUJAS 5^e - 033-89-22

STUDIO SAINT-SÉVERIN
ACTION LAFAYETTE
OLYMPIC ENTREPOT

HARLAN
COUNTY
USA

film de Barbara Kopple
OSCAR
HOLLYWOOD
1977

SPECTACLES

[illegible]

35-
 36-
 37-
 38-
 39-
 40-
 41-
 42-
 43-
 44-
 45-
 46-
 47-
 48-
 49-
 50-
 51-
 52-
 53-
 54-
 55-
 56-
 57-
 58-
 59-
 60-
 61-
 62-
 63-
 64-
 65-
 66-
 67-
 68-
 69-
 70-
 71-
 72-
 73-
 74-
 75-
 76-
 77-
 78-
 79-
 80-
 81-
 82-
 83-
 84-
 85-
 86-
 87-
 88-
 89-
 90-
 91-
 92-
 93-
 94-
 95-
 96-
 97-
 98-
 99-
 100-
 101-
 102-
 103-
 104-
 105-
 106-
 107-
 108-
 109-
 110-
 111-
 112-
 113-
 114-
 115-
 116-
 117-
 118-
 119-
 120-
 121-
 122-
 123-
 124-
 125-
 126-
 127-
 128-
 129-
 130-
 131-
 132-
 133-
 134-
 135-
 136-
 137-
 138-
 139-
 140-
 141-
 142-
 143-
 144-
 145-
 146-
 147-
 148-
 149-
 150-
 151-
 152-
 153-
 154-
 155-
 156-
 157-
 158-
 159-
 160-
 161-
 162-
 163-
 164-
 165-
 166-
 167-
 168-
 169-
 170-
 171-
 172-
 173-
 174-
 175-
 176-
 177-
 178-
 179-
 180-
 181-
 182-
 183-
 184-
 185-
 186-
 187-
 188-
 189-
 190-
 191-
 192-
 193-
 194-
 195-
 196-
 197-
 198-
 199-
 200-
 201-
 202-
 203-
 204-
 205-
 206-
 207-
 208-
 209-
 210-
 211-
 212-
 213-
 214-
 215-
 216-
 217-
 218-
 219-
 220-
 221-
 222-
 223-
 224-
 225-
 226-
 227-
 228-
 229-
 230-
 231-
 232-
 233-
 234-
 235-
 236-
 237-
 238-
 239-
 240-
 241-
 242-
 243-
 244-
 245-
 246-
 247-
 248-
 249-
 250-
 251-
 252-
 253-
 254-
 255-
 256-
 257-
 258-
 259-
 260-
 261-
 262-
 263-
 264-
 265-
 266-
 267-
 268-
 269-
 270-
 271-
 272-
 273-
 274-
 275-
 276-
 277-
 278-
 279-
 280-
 281-
 282-
 283-
 284-
 285-
 286-
 287-
 288-
 289-
 290-
 291-
 292-
 293-
 294-
 295-
 296-
 297-
 298-
 299-
 300-
 301-
 302-
 303-
 304-
 305-
 306-
 307-
 308-
 309-
 310-
 311-
 312-
 313-
 314-
 315-
 316-
 317-
 318-
 319-
 320-
 321-
 322-
 323-
 324-
 325-
 326-
 327-
 328-
 329-
 330-
 331-
 332-
 333-
 334-
 335-
 336-
 337-
 338-
 339-
 340-
 341-
 342-
 343-
 344-
 345-
 346-
 347-
 348-
 349-
 350-
 351-
 352-
 353-
 354-
 355-
 356-
 357-
 358-
 359-
 360-
 361-
 362-
 363-
 364-
 365-
 366-
 367-
 368-
 369-
 370-
 371-
 372-
 373-
 374-
 375-
 376-
 377-
 378-
 379-
 380-
 381-
 382-
 383-
 384-
 385-
 386-
 387-
 388-
 389-
 390-
 391-
 392-
 393-
 394-
 395-
 396-
 397-
 398-
 399-
 400-
 401-
 402-
 403-
 404-
 405-
 406-
 407-
 408-
 409-
 410-
 411-
 412-
 413-
 414-
 415-
 416-
 417-
 418-
 419-
 420-
 421-
 422-
 423-
 424-
 425-
 426-
 427-
 428-
 429-
 430-
 431-
 432-
 433-
 434-
 435-
 436-
 437-
 438-
 439-
 440-
 441-
 442-
 443-
 444-
 445-
 446-
 447-
 448-
 449-
 450-

Les grandes reprise:

GUERREUX VO LA COLERE UR DERRA (AIL. v.o.) : Lucernaia, 8° (544-47-48)

AU FIL DU TEMPS (AIL. v.o.) : Le Mirata, 6° (274-47-48)

ALICE DANS LES VILLES (AIL. v.o.) : Le Mirata, 6° (274-47-48)

BANANAS (A. v.o.) : Luxembourg, 8° (544-47-48)

CABARET (A. v.o.) : New-York, 8° (705-47-48) (maif. marci.)

LES LACS (AIL. v.o.) : Luxembourg, 8° (544-47-48) : * Studio Dominic, 7° (705-44-45) (maif. marci.)

ELOI-SCHNITZ (AIL. v.o.) : Elysée, 8° (544-47-48)

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Studio Lait, 8° (544-47-48)

F COMMS FLANT (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7° (783-47-48), heure ap. Le Mirata, 6° (274-47-48)

Actua-Champo, 3° (032-51-47)

GUERRE ET AMOUR (A. v.o.) : Studio Lucernaia Saint-Germain, 8° (538-10-42)

HESTER STREY (A. v.o.) : Studio Lait, 8° (544-47-48)

JULES ET JET (Fr.) : Studio Caïsa, 5° (033-89-48)

LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Noc-tem, 8° (032-42-34)

MUMRE (A. v.o.) (**) : Stcz, 5° (682-90-40)

MA MONTAGNE (A. v.o.) : en soirée : U.G.C.-Odéon, 8° (323-47-48) : Studio Lait, 8° (338-15-47) : v.f. : U.G.C.-Odéon et U.G.C.-Ermilage en mal. : 12° (942-31-48) : U.G.C.-Gobelin, 12° (942-31-48) : U.G.C.-Gare de Lyon, 12° (942-31-48) : U.G.C.-Gobelin, 11° (41-42) : Mistral, 14° (532-52-45) : Maple-Convention, 15° (532-20-44) : U.G.C.-Gare de Lyon, 12° (942-31-48) : Cluchy-Pathe, 15° (522-57-41)

LA MONTAGNE SCALES (A. v.o.) : Lucernaia, 8° (544-47-48)

MONTY-PYTHON (Ang. v.o.) : Champlain, 6° (032-51-40)

MYSTERY (A. v.o.) : Danfert, 14° (033-00-11)

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (AIL. v.o.) : Gloche Saint-Germain, 8° (538-10-42)

UNE, TWO, THREE (A. v.o.) : Michel-Mecan, 5° (325-72-47)

ORANGE MECANIQUE (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7° (783-47-48)

ORFÈVE NEGRO (Rus. v.o.) : Elop-anorima, 15° (306-50-53)

PARFUM DE FEMME (IL. v.o.) : Cinema des Champs-Elysées, 8° (544-47-48)

PRENDS L'OSSELLE ET TIRE-TOI (A. v.o.) : Luxembourg, 8° (532-97-77) : Studio Bertrand, 7° (783-47-48)

LES TROIS ROSES (AIL. v.o.) : Studio Bertrand, 7° (783-47-48)

TAIS-TOI (A. v.o.) : Saint-Michel, 5° (328-47-48)

TANT QUE L'OPERA (A. v.o.) : Luxembourg, 8° (532-97-77)

LES VALSITUDES (Fr.) (**) : Capri, 12° (942-31-48)

LE VENT USE AURES (AIL. v.o.) : Palais des arts, 3° (272-62-08)

Les séances spéciales

LES APPRENTIS SORCIERS (Fr.) :
Olympic, 14° (342-67-42), à 15 h.
(cf. 51° 15' 15'')

LES DAINES (It.-all. v.o.) : (*)
Saint-Ambrose, 11° (700-23-15).
Mar. à 21 h.

DELAUNAY ET UDSOFFET (Fr.) :
Olympic, 14°, à 18 h. (cf. St. et D.J.)

HAROLD ET MAUDE (A. v.o.) :
Luxembourg, 6° (533-97-77), à 16 h.
15 h. 30 et 34 h.

INDIS (Fr.) : La Seine, 5°
(325-55-52), à 12 h. 20 (cf. D.).

LENNY (A. v.o.) : La Clief, 5° (337-
20-90), à 12 h. 15 et 24 h.

Les films nouveaux

[illegible]

LE POINT DU MIRE, film français, 1957, 100 m., 16 mm., 1 franc.

U.G.C. Danton, 6 (232-37-82) ;
Elysees-Cinema, 8 (222-37-00) ;
Cinema, 9 (276-30-30) ; U.G.C.
Gare de Lyon, 12 (231-88-1) ;
U.G.C. Gobelins, 12 (331-06-13) ; Miramix, 12 (331-06-13) ; Miramix, 13 (331-06-13) ;
Convention Saint-Charles, 15 (574-33-00) ; Muret, 16 (286-80-90) ; U.G.C. Muret, 16 (286-80-90) ;
ONE MORE TIME, film inédit de Jerry Lewis (v.o.), Arclion Christiane, 6 (523-85-85).

LES MARIÉS, voir MARIÉS PAR L'AMOUR.

LE TOBOGGAN DE LA MORT, film américain de James Goldstone, 1957, 100 m., 16 mm., 1 franc (258-19-08), Montparnasse 83, 6 (44-14-27) ; V. J. Beritz, 13 (360-16-00) ; U.G.C. Muret, 14 (331-51-16) ; Cambronze, 15 (734-42-90) ; Cambric-pathé, 18 (286-80-90) ; Gaumont-Cambronze, 20 (707-02-74).

A FLEIN GAZ, film américain de Roger Corman (v.o.), Paramount, 1957, 100 m., 16 mm., 1 franc (574-33-00) ;
Paramount-Gaumont, 13 (360-16-00) ; Convention Saint-Charles, 15 (574-33-00) ; Montlin-Bongas, 16 (606-23-22).

LES MILLE PATTES FAIT DES CLAUQUETTES, film français de Jean YVES ESCOFFIER, 1957, 100 m., 16 mm., 1 franc (261-30-32) ; Cinema, 2 (223-33-38) ; Elysees, 8 (232-37-00) ; U.G.C. Danton, 6 (232-37-82) ; U.G.C. Muret, 16 (286-80-90) ; U.G.C. Buzaco, 8 (359-33-20) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (231-88-1) ; U.G.C. Gobelins, 12 (331-06-13) ; Muret, 14 (332-33-02) ; Convention Saint-Charles, 15 (574-33-00) ; Muret, 16 (286-80-90) ; Imagem, 18 (522-47-54) ; Scream, 19 (286-80-90).

LE LIMIER (A. v.o.) : La Claf. 5.
à 12 h et 24 h.
MUSIQUE FEMININ (F.) : La Claf.
5.
à 12 h et 24 h.
LE MECANU DE LA GENERAL.
(A.) : Studio Galand, 5.
(72-70), à 12 h. 15 (+ S. à 24 h.).
MISSOURI BREAES (A. v.o.) : La
Claf. 5., à 12 h et
24 h.
MUSIQUE DE L'ATON (Als.
(v.o.) : Le Seine, 5.
PAIN ET CHOCOLAT (H. v.o.) :
Luxembourg, 5., à 12 h et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-
André-des-Arts, 6., à 12 h et 24 h.
PHANTOM OF THE PARADES (A.
(v.o.) : Luxembourg, 5., à 12 h
et 24 h.

Les festivals

GÖTTE. A. FILLES, 17 (754-51) *Les Filles*
 (v.o.) : 12 h. 13 h. : Jönas qui aura
 des ans et des idées.
 L'œuvre 17 h. : Un dimanche
 comme les autres : 19 h. : L'impor-
 tante, c'est d'aimer.
 V. 17 h. : Un dimanche comme les autres
 Un après-midi de chien
 11. 18 h. : Jeremiah Johnson
 12. 19 h. : Les hommes
 there row : 18 h. 45 : Nos plus
 belles années : 22 h. 45 : Cris-
 tina
 22 h. 30 : Phantom of the Paradise :
 V. 8. S. et L. 24 h. :
 Débarcadere
 ALTMAN (v.o.) : Grandio Galante
 88 (033-72-71), 13 h. 45 (V. L.)
 24 h. 15 : Buffalo Bill : 18 h. 45
 19 h. 15 : Les hommes
 mach : 22 h. California Split
 CINEMA ITALIEN (v.o.) : Studio
 17 h. 17 (754-33) :
 les Contes de Canterbury : 18 h. :
 la Deroulée Femme : 18 h. : Affreux
 19 h. 15 : Les hommes
 de nuit : 22 h. les Mills et O'Neil
 Nuits
 CINEMA SOVIETIQUE (v.o.) :
 Pierre-Élysees, 88 (723-71-11), c2
 alternance : le 41^e : Documents
 d'époque sur la vie de Lénine et
 la révolution
 Potemkine : Alexandre Nevski
 l'Homme à la caméra : l'Arsenal
 C. CHAPLIN (v.o.) :
 88 (723-07) : The Kid
 L.J. GOURAUD : Action République
 111 (608-81-33) : Sur et sous la
 mer
 J. COCTEAU : la Pagode, 7 (705-
 12-15) (en met.) : le Sang d'un poète
 UNDERGROUND AMERICAN (v.o.) :
 la Pagode, 7, en noct.
 COMÉDIES MUSICALES (v.o.) : Ac-
 tion 17 h. 17 (754-33) :
 la Belle de New-York... : Action
 Christine, 88 (325-85-78) : la Belle de
 New-York
 FILMS DE FEMME : Le Seins, 5
 (225-45-59), 12 h. 45 : Je, tu, il
 13 h. 15 : Les hommes
 traître pair : 18 h. 45 : Qu'est-ce
 que tu veux Joly : 21 h. 30 : la
 Plante du plaisir : 22 h. 15 :
 L'Amour
 L'Amour Dilemma
 L'AGS D'UNE VOI MUSICAL, SCIP-
 V. 17 h. 17 (754-33) :
 POLONAISE (v.o.) : Grande Agres-
 sion, 88 (323-22-10) : Emma's
 baby
 CHATELAIN-VICTORIA, 17 (386-94-
 10) :
 Matresse : 14 h. 10 : Godspoil
 18 h. : Selon Kitty : 18 h. 10 :
 Aguire, le colère de Dien : 20 h. :
 Violence et Passion : V. 8. S. et
 L. 0 h. 40 : Taxi Driver : L.
 19 h. 15 :
 progressifs du plaisir : 22 h. 45 :
 Décade postulée : 18 h. 5 : Cris-
 tina : 22 h. 45 :
 Derson Quiliana : 22 h. 40 : le
 Tango : Tango à Paris : V. 8. S. et
 L. 0 h. 40 :
 STUDIO 22 (v.o.), 18 (606-35-35) :
 le Diable probablement
 FILM D'OPERA : Grandio Galante
 88 (225-70-74) : la Prime du mon-
 tagn du sige : la Norma : Boris-
 Goda : le Grand Calce
 MAURO BOLOGNINI (v.o.) :
 La Pagode, 7 (705-12-15) : Vertiges

Une sélection pour le week-end

● **TRILOGIE CEVENOLE**
1932-1936 : Jean-Pierre Chabrol raconte une période-clé de l'histoire de France dans les Reboulles, trilogie mise en images par Pierre Badel et dont voici le premier volet. Mais une histoire vécue et ressentie à Clergüeumont, village cévenol en région minière : c'est toute la différence. (Samedi 29 octobre, A 2, 20 h. 30.)

● LA LOI DU PERE

Bernard et Marie-Josée parlent de leur passé et de leur avenir. L'un est pensionnaire dans un asile d'Aix-en-Provence. L'autre, une « bûcheuse », admire Hitler. Tous deux font état comme ils le peuvent de l'importance de leurs origines familiales et sociales : Daniel Karlin consacre aux adolescents — « normaux » ou « anormaux » — la seconde partie de son « Enquête sur la santé mentale d'un pays au-dessus de tout soupçon ». (Dimanche 30 octobre, A 2, 21 h. 35.)

● QUI EST RAYMOND ARON ?

C'est au Collège de France, où il est professeur, que Raymond Aron a choisi de filmer son auto-portrait, amorcé de la discussion qui l'opposera au journaliste-sociologue Nikos Poulantzas, Maurice Duverger, Philippe de Saint-Robert, Alain de Benoist. (Dimanche 30 octobre, FR 3, 20 h. 30.)

● LES CHOIX D'ALEXANDRE TCHEREPNINE

Membre d'une grande lignée de musiciens russes, né en 1899, personnalité marquante de l'Ecole de Paris, Alexandre Tcherepoutine vient de disparaître à Paris. Il avait auparavant enregistré avec Claude Maupomé son « concert égoïste ». (Dimanche 30 octobre, France-Musique, 17 heures.)

**FR3 EN COULEUR
DANS LES
CHARENTES**

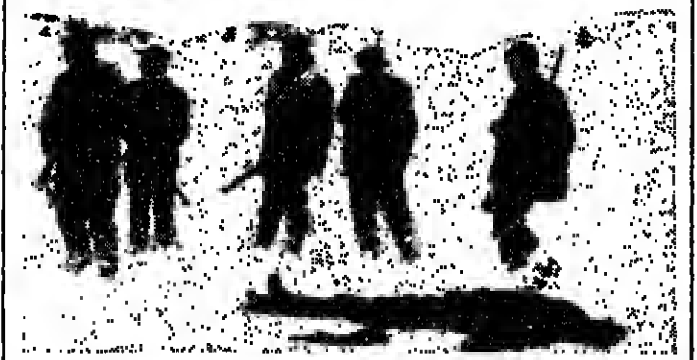
● En l'absence de M. Claude Contamin, président de la Société nationale des programmes France Régions — qui n'a pu faire le déplacement à Poitiers en raison du brouillard, — ce sont MM. Yves-Marie Desjacques, directeur régional à Limoges de FR3 Limousin-Poitou-Charentes, et Max Gaussons, chef de service FR3 Poitou-Charentes à Poitiers, qui ont présidé, mercredi soir à Poitiers, en présence de nombreux invités, à la mise en couleur des programmes régionaux.

Ce passage du noir et blanc à la couleur a coûté 2 600 000 F, dont 70 000 F pour l'installation films et 1 900 000 F pour l'installation vidéo. L'extension des bureaux a nécessité une dépense de

Cet effort va permettre une amélioration du volume et de la qualité des émissions destinées aux quatre départements de la région Poitou-Charentes : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne. Depuis deux ans, 100 millions ont été consacrés pour améliorer les réseaux nationaux de FR 3 — (Corresp.)


ST ANDRÉ DES ARTS
Horaires film : 12 h - 15 h - 18 h - 21 h

après LE VOYAGE DES COMÉDIENS
LES CHASSEURS
le nouveau film de THEO ANGELOPOULOS



ALBERT R. BROCCOLI présente

ROGER MOORE
dans le rôle de
JAMES BOND
007 le héros de IAN FLEMING
L'ESPION QUI M'AIMAIT

avec BARBARA BACH et CURT JURGENS dans le rôle de "Sorenberg" Produit par ALBERT R. BROCCOLI
Réalisé par LEWIS GILBERT Scénario de CHRISTOPHER WOOD et RICHARD MARGAUM
Musique de MARVIN HAMLISCH - Filmé en PANAVISION® Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS  www.lesartistesassocies.com

**POUR LES SALLES ET LES HORAIRES
DE JAMES BOND
Voir lignes programmes**

MONTPARNASSE PATHÉ
GAMBETTA - CLUNY
FAUVETTE - MARIGNAN
FRANÇAIS - MULTICINÉ
STUDIO Parly 2
AVIATIC Le Bourget

GEORGE-V - GAUMONT RICHELIEU - WEPLER PATHÉ - GAUMONT-SUD
CAMBRONNE - GAUMONT PALACE - VICTOR-HUGO - MADELEINE -
GAUMONT BOSQUET - Champigny - PATHÉ Belle-Épine -
GAUMONT Evry - TRICYCLE Asnières - FRANÇAIS Enghien -
CLUB Maisons-Alfort - FLANADES Sarcelles - VÉLIZY 2 Vélizy -
ARIEL Rueil - ALPHA Argenteuil



CLAUDE DAUPHIN
avec la participation de **JEAN-CLAUDE BRIALY** **JEAN BOUSE** **MATTHIAS HABICH**
avec **PHILIPPE BOULEAU** • Scénario **GERARD BRACH** • **JEAN-CLAUDE TRAMONT** • Montage **GERARD BRACH**
Réalisation **CLAUDE DAUPHIN** • Musique **GEORGES DELBÈRE** • Son **YVES LAFONT**
Production **CLAUDE DAUPHIN** • Distribution **CLAUDE DAUPHIN** • Diffusion **CLAUDE DAUPHIN**

۵۵۱۵۱۵۱۵۱۵

ÉQUIPEMENT

La liaison Rhin-Main-Danube sera ouverte en 1985

Nuremberg. — Les moelles ondes que provoque l'étrave du radeau de tourisme « Franconia », glissant sur les eaux automnales du Main, viennent mourir, avec une régularité d'horloge sur les rives, herbeuses ici, empierrées là, de la rivière canalisée. Au loin sort de la brume un pont romain — tel celui de Trèves — sous lequel, assure le capitaine,

passent facilement les convois poussés de 3 000 tonnes. Sur un fond de vigibole escarpé pourpre et or, aux frontières de la Bavière et de la Hesse, deux amoureux du canoë-kayak actionnent mécaniquement leurs pagaies qui semblent s'engrener dans l'alignement des vignes.

Le patron de « Wurzburg », qui remonte

dans son autotourneur 1 300 tonnes de ciment jusqu'à Nuremberg, amorce une large courbe, cherchant de la sorte à préserver la quiétude des pêcheurs à la ligne installés sur la berge et des poules d'eau dont les colonies sont nombreuses. Un héron s'envole au-dessus des joncs, des cygnes, un port de plaisance, un camping, un chemin de halage semé de bancs

sous les feuillages des maronniers et les étables. Quel serait maintenant prétendre que la canalisation à grand gabarit d'une rivière la conduit, inévitablement, à sa perte ? Que la vallée, et les berges meurent défigurées sous le béton ? Que les eaux sont à jamais le réceptacle fatal de toutes les pollutions ?

La grande majorité des Allemands sont prêts à démontrer à tout moment et à quelconque que la voie d'eau n'a jamais été et ne sera jamais « l'ennemie n° 1 » des défenseurs du paysage. On peut à la fois faire « produire » au Main, de Francfort à Bamberg un trafic de 25 millions de tonnes et préserver tout ce qui fait le charme des paysages et des villages de Franconie. Certes, au cœur de la Ruhr, du côté de Dortmund, la démonstration ne serait pas aussi aisée, et les scientifiques et les écologistes peuvent à juste titre nourrir les plus graves inquiétudes sur les ravages — visibles et souterrains — qu'ont causés sur le Rhin la folle industrialisation et la consommation d'espace des années d'après-guerre.

Les responsables de la Société Rhin-Main-Danube-R.M.D. (1), créée en 1921, en même temps que la Compagnie nationale du Rhin — se sont engagés dans un double pari : — Limiter le plus possible les « agressions » de la technique sur la nature, surtout dans la partie du grand canal qui est en construction au nord de Nuremberg entre le Main et le Danube. Pour cela des « plans de paysages » sont établis, et font l'objet d'un contrat au bas duquel figure notamment la signature des associations de défense. C'est le volet écologique ; — Relier Rotterdam à la mer Noire par une voie d'eau de 3 500 kilomètres. Il reste 130 kilomètres à creuser ou à aménager. Ce devrait être chose faite en 1985 ; ce qui fait pailler d'envie les partisans de Rhin-Rhône.

Le rêve qu'avaient nourri Charlemagne, Napoléon, Goethe, Schiller et qu'en 1837 Louis I^{er} de

Bavière avait commencé de réaliser (les chantiers employaient à l'époque neuf mille travailleurs) va devenir bientôt réalité. La société R.M.D. évalue à 20 milliards de marks environ (6 milliards de francs), le coût total du canal, y compris certains aménagements sur le Danube où le régime des eaux est très capricieux. Jusqu'à ce jour, 1,8 milliard de DM ont été investis, essentiellement sur la section Bamberg-Nuremberg. La dernière tranche représente un ultime effort de 1,1 milliard. En dépit de la conjoncture économique difficile ici aussi, et bien que l'Allemagne ne soit pas un pays fanatique de planification, des engagements ont été pris de 1976 à 1980, Bonn et la Bavière ont promis au total 1 026 milliard de DM. De son côté, R.M.D. autofinance une bonne part des ouvrages grâce aux revenus que lui procure la vente de l'électricité fournie par ses quarante-sept centrales.

Une menace qui vient de l'Est Le jeu en vaut-il la chandelle ? La rentabilité amortit-elle le coût ? La voie d'eau est-elle un moyen de transport d'avenir pour les économies occidentales ? Toutes ces questions, les Allemands se les posent, et certaines associations de navigation rhénanes les premières, qui estiment incoordonnées les « enveloppes » accordées à Europe Canal.

Mais la pulsion de l'économie semble ici plus naturelle et plus puissante que la réflexion sur l'avenir de l'économie. Et, la machine de l'industrie, il semble illogique, et de surcroît indigne, de

De notre envoyé spécial s'arrêter en chemin. « Les Allemands ont la voie d'eau dans le sang », dit M. Max Mergel, président de la C.N.R. Trois preuves : le budget fédéral des voies navigables atteint 840 millions de deutschmarks, contre 340 millions de francs en France. Quant au trafic, il est en Allemagne de 230 millions de tonnes (100 millions en France). Enfin, si le réseau français est pour les neuf dixièmes composé de voies à

faire remarquer qu'il est extrêmement rare de rencontrer une péniche aux abords du Nuremberg (qui est encore pour quelque année un cul-de-sac).

La voie d'eau favorite à elle-même (liberté très grande) ni d'ailleurs (liberté limitée) mais s'applique à tout allemand. D'autres, en Autriche par exemple, suggèrent que la question soit réglée par des accords bilatéraux avec les pays de l'Est.



Voies navigables à grand gabarit — en construction — en projet

Les attermoissements pour Rhin-Rhône

Pour les défenseurs comme pour les détracteurs du projet Rhin-Rhône — notamment ceux qui se recrutent en Franche-Comté et en Alsace — la leçon de choses dispensée conjointement les 24 et 25 octobre, de Nuremberg à Francfort, par les responsables de R.M.D., l'Association mer du Nord-Méditerranée et le groupement interconsulaire Rhin-Rhône, était riche d'enseignements. Leçon de persévérance dans la politique d'équipement, leçon d'aménagement d'un territoire, souci et interrogations légitimes d'écologie, importance de l'enjeu diplomatique. Il était des lors quelque peu irréaliste, voire prétentieux, de tenter un parallèle entre R.M.D. et le projet Rhin-Rhône (les deux opérations étant pourtant en théorie assez semblables financièrement, géographiquement et techniquement). Car, la diffé-

rence irréductible, c'est qu'en Allemagne ce qui est dit est fait, tandis qu'en France ce qui est dit donne toujours lieu à... des études nouvelles. A ce propos, il est cruel mais nécessaire de rappeler à M. Giscard d'Estaing ce qu'il déclarait solennellement à Dijon le 28 mars 1975 : « La mise à grand gabarit du canal de la Saône au Rhin est entièrement financée par nous. Le régime juridique ne devra être ni rhénan (liberté très grande) ni d'ailleurs (liberté limitée) mais s'applique à tout allemand. » D'autres, en Autriche par exemple, suggèrent que la question soit réglée par des accords bilatéraux avec les pays de l'Est.

Qu'en est-il de ces imprudentes et irresponsables annonces ? Le budget des voies navigables pour 1978, en baisse par rapport à 1977, n'atteint pas 350 millions de francs, dont 30 pour la liaison Saône-Rhin. A ce rythme, en restant très optimiste, il faudrait... trois cent vingt-cinq années pour réaliser la liaison mer du Nord - Méditerranée. Entre temps, l'Europe aura forgé un nouvel axe de développement. Aux Portes de Fer et dans la charmante vallée de l'Altmühl, transiteront des convois de marchandises à jamais perdus pour la Méditerranée.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Le capital de la R.M.D. est détenu par la République fédérale (64 %), le Land de Bavière (33 %) et la municipalité de Nuremberg et d'autres actions (3 %). Le directeur est M. Zumbach.

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/6
78

2500
REVISABLE

2000
FD

90%
15

CF.

1974

N° Dep. et grille

Prix moyen du m²

Prix moyen ferme et défriché

montant des prêts cumulés et durée

prêt du Crédit Foncier

année de livraison et trimestre

Immeubles

Nombre d'app.

Maison individuelle

Garage particulier

Gérez en sous-sol ou box

Parking en surface

Gère

RER Station

Autoroute périphérique

A B C D E F

1 60

2 MAGNY-EN-VEZIN MARINES L'ISLE-ADAM CHANTILLY SENLIS

3 PONTOISE TAVERNY

4 MEILAN MONTMORENCY

5 ST-GERMAIN NANTERRE 92 BOBIGNY LAGNY

6 VERSAILLES CLAMART NOGENT-S/MARNE 94

7 TRAPPES ANTONY CRETEIL 77

8 CHEVREUSE PALAISEAU ROISSY-ST-LEGER 91

DOURDAN ARPAJON MENEVY MELUN NEMOURS

B/5 78 6.000 FD 80% 20 1979 171

VILLA DU ROI - 7, rue Exelmans à VERSAILLES. 2 immeubles pierre de taille, au calme, avec jardins, studios à 6 pièces. Renseignements s/p. place de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h (sauf mardi et mercredi). — Tél. 953-18-92.

SERCO 14, rue Magellan PARIS (8^e) 723-72-00

B/5 92 7.980 FD 80% 20 1977 171

RÉSIDENCE RACINE - 61, bd Bineau, Neuilly-s-Seine. Immeuble roc au confort raffiné. Sur pl. tun., jeu, ven. 14 à 19 h., som. dim. 10 à 12 h. T. 757-05-75 ou LA MAISON DU G. SCIC. 15, boulevard de Vaughard, Paris (15^e), tél. 567-55-66.

B/5 92 1.500 FD 80% 20 LIVRAISON IMMÉDIATE 144 158

19, RUE P.-BROSSETTE Reuil-Malmaison - Deux élégants petits immeubles entourés de jardins dans un quartier résidentiel à proximité du centre - 2 à 5 pièces - Exposition plein soleil - Balcons - Terrasses - Appartements terminés lundi, jeudi, samedi et dimanche de 14 h 30 à 18 h 30.

PROMEX 65, rue Rennequin, Paris-17^e Tél. 755-82-10

C/5 92 7.200 FD 80% 20 LIVRAISON IMMÉDIATE 52 72

LE PARC DES ABONDANCES (5.500 m² entre Bois et Font de Saint-Cloud) 31, rue Anna-Jacquelin, 92100 Boulogne - (Prix beaux de Paris 77). Dans 4 petits immeubles entourés d'arbres, quelques appartements disposant de vastes terrasses et jardins d'agrément. App. terminés tous les jours (sauf mardi et mercredi) de 14 h. 30 à 18 h. 30.

PROMEX 65, rue Rennequin, Paris (17^e) Tél. 755-82-10

B/6 94 599.200 80% 1977

VERGERS D'ORMESSON - Chemin des Hautes-Berges, Ormesson. Prox. chât. d'Ormesson, dominant parc 16 ha, 57 mois. indiv. av. séj. double, 4 ch. Constr. trad. en dur av. vide sanit., s. pl. tun., jeu., ven. 14 à 19 h. som., dim. de 10 à 12 h. et de 14 à 19 h. Paris (15^e), tél. 567-55-66.

« Le Monde Immobilier » est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs. Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

...et un prêt CDE financera votre achat :
cde
Comptoir des Entrepreneurs
6 rue Volney Paris 2^e - Tél. 260.35.36.
Tous les financements immobiliers depuis 1848.

27/10/1977

ÉQUIPEMENT

Décentralisation et socialisme

(Suite de la première page.)

La politique de l'État en matière d'aménagement du territoire en est déjà radicalement changée. Il ne s'agit plus maintenant d'industrialiser les grands réservoirs de main-d'œuvre banale, notamment de l'Ouest et du Sud-Ouest, au nom de l'équilibre entre les diverses régions ; il ne s'agit plus de concentrer les efforts, sur quelques zones d'investissements public et privé massifs telles que Fos, Dunkerque, la vallée du Rhône et la Basse-Seine. Il s'agit maintenant d'abord d'améliorer la compétitivité internationale des industries françaises existantes, et, pour cela, d'organiser le pays social ou de mettre à la charge de la puis-

sance publique le coût social des réductions d'emploi. En ce qui concerne le développement des villes, cela signifie que l'État utilise les rares emplois disponibles — matière première de l'aménagement du territoire passé — pour faire du social, colmater les brèches, réduire les risques de conflits sociaux, qui étaient aussi bien dans l'Est que dans l'Ouest, dans les « zones aidées » que dans les autres, dans la France dite « riche » que dans la France pauvre ; qu'il freine les politiques antérieures de reconversion et de désindustrialisation de la région parisienne, qui avaient été à la source de nombre des emplois créés en province, à l'époque de la décentralisation.

une hiérarchie sociale entre dominants et dominés qui traverse le monde rural, le commerce, le tertiaire, y compris le tertiaire public, aussi bien que le monde de l'industrie ; elle a creusé l'écart entre une majorité de travailleurs réduits à des tâches déqualifiées et une minorité de cadres surqualifiés ; elle a généralisé la dépendance et l'insécurité ; elle a globalisé la ségrégation sociale.

En ce sens, la victoire de la gauche aux municipales dans de nombreux bastions traditionnels de la droite ne doit pas être interprétée seulement comme le résultat de l'union de la gauche, voire l'instabilité, c'est que de nombreux mécanismes masquaient les transformations sociales en cours (existence d'un corps politique local de nature notariale, fraction du débat politique au niveau local, mode de scrutin qui ne permet que des changements sous forme de basculement...).

La victoire de la gauche dans de très nombreuses villes n'est pas non plus un phénomène conjoncturel ; les résultats y apparaissent moins liés à la situation particulière de l'emploi ou à tels problèmes locaux d'urbanisme qu'à la structure sociale locale. Si le changement politique s'est produit sous forme brutale, voire instantanée, c'est que de nombreux mécanismes masquaient les transformations sociales en cours (existence d'un corps politique local de nature notariale, fraction du débat politique au niveau local, mode de scrutin qui ne permet que des changements sous forme de basculement...).

Les dernières élections municipales manifestent de façon durable et profonde la transformation de la société française : la modernisation de l'appareil politique, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'explosion urbaine... ont déployé sur l'ensemble du territoire la coupe dominante du pays en deux classes opposées et ont réduit à bien peu de chose, à des caractéristiques géographiques, culturelles, idéologiques et historiques sur lesquelles se fondaient l'autonomie des sociétés locales.

Cette phrase de transformation rapide et profonde de la formation sociale est aujourd'hui terminée : c'est un tout nouveau contexte qui attend les collectivités territoriales ; c'est par rapport à une société profondément transformée que se pose aujourd'hui le problème de la décentralisation.

À la fin de l'année 1976, le rapport Guichard avait jeté les bases d'une réorganisation générale du système politico-administratif. C'était une tentative rigoureuse et bien pensée pour créer une société qui n'existe plus et organiser de façon plus rationnelle une urbanisation-industrialisation qui vient de s'achever.

PIERRE GAUDEZ

Prochain article :

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE LA VIE LOCALE

D'autres formes d'urbanisation

Troisième série de changements : la construction de logements diminue et les formes d'urbanisation antérieures sont stoppées.

Pour accueillir la nouvelle population urbaine en même temps que pour améliorer un parc de logements qu'on avait laissé se dégrader depuis la première guerre, l'effort de construction a été lui aussi sans précédent. On est passé de 55 000 logements terminés en 1949 à 422 000 par an de 1968 à 1973. Au total, 7 000 000 de logements neufs ont été construits pendant cette grande vague d'urbanisation.

La crise profonde de l'immobilier qui sévit aujourd'hui n'est pas, elle non plus, un phénomène conjoncturel. Sans doute la crise entraîne-t-elle une augmentation très forte des prix de vente ou de location des logements, qui les rendent inaccessibles à une part toujours plus grande des catégories sociales encore mal logées ; de même les incertitudes

qui pèsent sur l'emploi diminuent considérablement la propension à s'endetter, ou même tout simplement à changer de logement.

Mais, au-delà, il s'agit bien de tendances durables à la réduction de la demande en logements neufs. La stabilisation des besoins démographiques et le repli probable des besoins de remplacement — ne serait-ce que par la jeunesse d'une partie importante du parc, construite depuis 1955 — conduisent nécessairement au plafonnement, sinon à une réduction de la construction.

A cette réduction durable du volume de la construction neuve, s'est jointe une modification profonde des formes d'urbanisation.

On est passé en quelques années de la construction concentrée, en ZUP ou en ZAC de grandes tailles, à une prolifération de lotissements et de maisons individuelles dans les communes rurales. On assiste là encore à la fin de l'aménagement et de l'urbanisme tels qu'on les a pratiqués depuis vingt ans.

La prolifération d'organismes paramunicipaux

En termes d'institutions et d'administration, cette vague d'urbanisation a pu déferler sur le pays sans qu'il y ait crise grave. D'une part l'État et ses services extérieurs se sont largement substitués aux collectivités de base ; ils ont développé leur emprise sur la vie sociale, et, dans les zones géographiques où l'urbanisation était la plus vive, ils ont cherché à élargir toute velléité de pouvoir local ou régional ; c'est le cas notamment à Fos et à Dunkerque, dans les villes nouvelles de la région parisienne.

D'autre part, pour réaliser les tâches complexes et coûteuses que l'urbanisation leur imposait, les maires ont dû ajouter une dimension nouvelle à leur rôle traditionnel, qui était plutôt orienté vers la distribution de services individuels, vers des tâches relevant de l'assistance, et pour lesquelles leur organisation, et depuis longtemps bien adaptée, ils se sont faits entrepreneurs, aménageurs, constructeurs. Ne pouvant s'appuyer que très partiellement sur leur propre organisation, ils ont dû faire appel à toute une série d'organismes périphériques ou paramunicipaux : de fait, au cours des vingt dernières années, on a assisté à la constitution d'une quasi-brancherie industrielle produisant la ville elle-même, c'est-à-dire du logement, du terrain urbanisé, des équipements ou des services urbains.

Ce phénomène massif recouvre sans doute des entités juridiques différentes : sociétés d'économie mixte, offices ou établissements publics, régies, concessions, sociétés conventionnées. Il concerne des productions différentes : aménagement de terrains, construction de logements, distribution de l'eau, enlèvement des ordures, gestion de transports en commun. Il concerne aussi des organismes dont le degré d'autonomie locale, ou au contraire d'appartenance à une structure nationale, est très variable. Mais, au-delà de ces différences, c'est bien le même phénomène, avec ses grandes caractéristiques, qu'on retrouve sur l'ensemble du territoire : à la faveur de l'industrialisation et de l'urbanisation qui l'a permise, de grands groupes financiers ont investi de nouveaux champs d'activité liés à la

mobilité de la main-d'œuvre ; ils l'ont fait par de grandes structures nationales, gérées, non plus selon les logiques de l'administration ou des collectivités locales, mais selon une logique industrielle ; leurs productions sont bien typées, bien datées ; à l'entrée ou au cœur de toutes les villes, ce sont les mêmes quartiers neufs, structurés, propres, mais massifs, uniformes et spécialisés, où s'est concentrée la croissance ou l'explosion urbaine. Ces nouvelles formes urbaines sont moins le résultat de conceptions ou de volontés locales que l'effet de tout un ensemble de procédures, d'outils et d'organismes de niveau national. L'aménagement urbain s'est constitué à partir des années 60 comme une véritable branche économique, avec sa technologie, ses entreprises, ses structures, ses banques ou ses organismes financiers.

Cette branche de l'aménagement urbain est aujourd'hui en pleine crise : licenciements dans le bureau d'études, faillite de certains d'entre eux, crise financière des sociétés d'économie mixte, redistribution des cartes dans les services publics (eau, assainissement, transports) ou dans le financement de la construction, transformation des garanties d'emprunt accordées par les villes aux organismes d'aménagement en dettes effectives.

Et les communes vont se retrouver seules devant un passif très lourd et un héritage difficile à gérer. On n'a pas encore fini d'aménager ces quartiers neufs et massifs que sont déjà en train de s'y concentrer les problèmes sociaux : accentuation des phénomènes de transit et de déplacement, ségrégations accrues, dégradations, concentration des personnes captives et défavorisées.

Surtout leurs difficultés financières, même de toute politique nouvelle, ne peuvent que s'accroître sous le seul poids des équipements à gérer, des dettes à rembourser et des opérations d'urbanisme à financer. Le poids financier de l'urbanisation a été largement reporté sur les générations futures : les habitants, n'ont encore payé qu'une partie de la croissance urbaine récente.

La sanction des élections municipales

En termes sociaux, contrairement au discours dominant ou aux idées reçues, l'explosion urbaine et le développement économique ne se sont pas réalisés par une croissance des « classes moyennes », formées de la rencontre d'une nouvelle classe ouvrière et d'une nouvelle bourgeoisie, mais par un écart croissant, dans les villes comme dans l'espace rural, entre catégories sociales bénéficiant de la concentration économique et des catégories sociales dominées dans leur emploi, dans leurs conditions de travail et dans leurs conditions de vie. La croissance économique « moderne » a réduit les spécificités régionales et culturelles à mesure que le capitalisme avançait par la conquête de nouveaux réservoirs de main-d'œuvre, souvent localisés dans

l'Ouest ou dans le Sud-Ouest ; elle a substitué aux oppositions traditionnelles entre monde urbain et monde rural, entre industrie et tertiaire, entre secteur public et secteur privé,

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Savat, directeur de la publication.
Jacques Savat.

Imprimerie du « Monde »
11, rue de Valenciennes
75001 PARIS-11

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5147.

Renault 4 15 800 F* clés en main



Par les temps qui courent,
il est bon de choisir une voiture pas chère.
Peu coûteuse à l'achat, la Renault 4 sait aussi rester économique dans la vie.
Ses pièces de rechange, facilement disponibles, ne sont pas onéreuses. Son entretien est également réduit (une vidange tous les 7.500 km).
Et, à vitesse stabilisée, sa consommation ne dépasse pas 6,5 litres d'essence ordinaire à 90 km/h et 8,3 litres en ville.*
Tous comptes faits, la Renault 4 est vraiment bien de son temps.
RENAULT 4. Ce n'est pas elle qui vous ruinera.

* Consommation établie selon les normes officielles.

**Renault 4: ce n'est pas elle
qui vous ruinera**

* Prix au 1/09/77

Renault préconise elf

TAPIS D'ORIENT, MOQUETTES, PAPIERS PEINTS...
ET LA BOUTIQUE MARIE CLAIRE.

Shopping Décor les prix les plus bas

Si vous trouvez moins cher ailleurs,
Shopping Décor vous offre la différence,
et en plus 10% sur votre prochain achat.

Shopping Décor le grand magasin de la décoration
5 magasins: Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Belle Epine, Cergy 3 Fontaines.

مركز التسوق

MISE EN GARDE

Une entreprise de régie publicitaire se livre actuellement à une campagne de prospection auprès des agences et des annonceurs, par voies de presse et de publipostage, afin de leur vendre les espaces libres ou vides des titres restaurant. La rédaction et l'illustration du message diffusé par cette société laissent entendre que le Chèque-Déjeuner CCR lui a confié la régie publicitaire de l'espace constitué par le verso des chèques-déjeuner. Sans préjudice d'une action judiciaire, le Chèque-Déjeuner CCR tient immédiatement à informer sa clientèle, et plus généralement les entreprises, que les titres restaurant qu'il émet (plus de 50 millions en 1977) n'ont d'autre fonction que de permettre aux adhérents d'occuper tout ou partie de leur repas de midi, pris au restaurant, dans le cadre de l'ordonnance du 27 septembre 1967. Ils ne sauraient, en aucun cas, servir de support publicitaire.

Chèque-Déjeuner C.C.R.
93, rue Lauriston. — 75116 Paris. — Tél. : 504-27-50

A LOS TRABAJADORES ESPAÑOLES EN FRANCIA

La Embajada de España, haciéndose eco de la preocupación expresada por las asociaciones españolas en representación de nuestra colonia en Francia, dirige el siguiente

COMUNICADO

Tras la entrevista celebrada el pasado día 20 entre el Secretario de Estado para los Trabajadores Menajales del Gobierno Francés, Sr. Lionel Stoléru, y el Subsecretario del Ministerio de Trabajo del Gobierno español, el Sr. Compañón, el Embajador de España en Francia, los Directores Generales de Asuntos Consulares y del Instituto Español de Emigración y el Agregado Laboral de la Embajada de España, han quedado fijados los siguientes criterios de interpretación de las recientes disposiciones adoptadas por el Gobierno francés respecto de los trabajadores inmigrantes.

1. - El retorno a España, que no supone cancelación de los derechos adquiridos por los trabajadores españoles en Francia (jubilation, invalidez, accidentes, etc.) o - en su caso - la permanencia en Francia, es una decisión totalmente libre y voluntaria que depende exclusivamente de cada trabajador y sobre la que este debe informarse detalladamente. Por la tanto, cualquier presión de parte de las Autoridades francesas que pretenda influir en la decisión (invitaciones reiteradas, dificultades en las renovaciones de permisos de residencia y de trabajo para los trabajadores en activo, o en paro, o pensionistas, obstáculos a la concesión de permisos de residencia a los jóvenes sin empleo, etc.) debe ser inmediatamente comunicada bien directamente a la Embajada de España (Agregaduría Laboral) o a través de los Consulados españoles, Oficinas Laborales o asociaciones españolas, quienes trasladarán a la Embajada la reclamación para la oportuna denuncia ante las Autoridades francesas competentes.

2. - El derecho a la reagrupación familiar es un derecho humano fundamental que no puede ser sometido a restricción alguna, según establecen los Tratados Internacionales, en especial, el Tratado hispano-francés de 1961. Todo intento de violación de este derecho, aunque sea bajo pretexto de violación de salarios insuficientes, debe ser igualmente comunicado para su oportuna denuncia. Sin embargo, este derecho de reagrupación familiar no implicará automáticamente, en opinión de las Autoridades francesas, al derecho al trabajo de los miembros de la familia.

3. - A pesar de que la posición francesa en relación con los trabajadores españoles que se encuentran en situación laboral irregular es firme, se les recomienda que, con el fin de poder ayudarles en algunos casos muy motivados, expongan su situación en la forma indicada en el párrafo 1, ante los citados organismos, que ofrecerán todo el apoyo posible para tratar de encontrar una solución a su problema.

Se ruega la difusión máxima de este comunicado entre los miembros de la colectividad española en Francia, en especial, a través de las asociaciones de emigrantes.

Paris, 24 de Octubre de 1977.

PRÉFECTURE DU CHER

Première Direction - Premier bureau

N° 77-015 - A/1

PRÉFECTURE DU LOIRET

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

AVIS AU PUBLIC

Relatif à l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la centrale nucléaire de BELLEVILLE-SUR-LOIRE et de ses installations annexes

Il sera procédé à une enquête sur l'utilité publique du projet présenté par Electricité de France (Service National) en vue de la construction d'une centrale nucléaire et de ses ouvrages annexes sur le territoire des communes de BELLEVILLE-SUR-LOIRE et de SURY-FRÈRES-LEZES (département du Cher).

Les désignés d'une commission d'enquête dont le siège est à la Préfecture du Cher composée des membres suivants :

- M. Georges BARROIS, ingénieur, 26, bd de Strasbourg, à Bourges.
- M. Georges FERRIERE, membre de la Chambre d'Agriculture, « La Salette », à Quantilly.
- M. André BÉGIN, membre de la Chambre de Commerce, Impasse Poulain, à Bourges.
- M. Henry LAMOTTE, ingénieur, 37, avenue d'Antibes, Montargis.
- M. Joseph BÉGIN, ingénieur des Mines en retraite, 2 bis, rue Jean-Desvaux à Nevers.

M. Georges BARROIS assurera la présidence de la commission d'enquête.

Le dossier du projet restera déposé à la Préfecture du Cher (salle de commissions n° 5, entrée par la grille d'honneur, place Mairie-Filant) pendant 7 semaines, du jeudi 27 Octobre 1977, à midi 15, jusqu'au dimanche 12 Décembre 1977 inclusivement, pour être communiqué sans déplacement pendant cette période, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures (à l'exception du lundi 31 octobre et des samedis, dimanches et jours fériés) aux personnes qui voudront en prendre connaissance.

Un registre à feuilles non mobiles, coté et paraphé par le président de la commission d'enquête ou l'un de ses membres, sera ouvert, pendant la même période, et au même lieu, pour recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu le projet dont il s'agit. Pendant la même durée, des exemplaires du dossier et des registres subsidiaires d'enquête, à feuilles non mobiles, destinés à recevoir les observations du public, seront également déposés :

- 1) Dans le département du Cher : en mairies de BELLEVILLE-SUR-LOIRE, LEZES et SURY-FRÈRES-LEZES.
- 2) Dans le département du Loiret : en mairies de BEAUVILLE et BONY-SUR-LOIRE.
- 3) Dans le département de la Nièvre : à la Sous-Préfecture de Cosne-Cours-sur-Loire et en mairies d'ANNAY, LA CELLE-SUR-LOIRE et NEUVY-SUR-LOIRE.

Les registres subsidiaires cotés, paraphés et ouverts par les sous-préfets et maires concernés, seront tenus à la disposition du public pour recevoir ses observations sur le projet aux jours et heures normaux d'ouverture au public des bureaux.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit :

- au président de la commission d'enquête qui les adressera au registre déposé à la Préfecture du Cher ;
- au sous-préfet de Cosne-Cours-sur-Loire ;
- ainsi qu'aux maires des communes sus-indiquées qui les adresseront aux registres d'enquête qu'ils détiennent.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public :

- à la mairie de BELLEVILLE-SUR-LOIRE les vendredis 8 et lundi 12 décembre 1977, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
- à la sous-préfecture de COSNE-COURS-SUR-LOIRE le mardi 13 décembre 1977 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ;
- à la préfecture du Cher les mercredis 14 et jeudi 15 décembre 1977, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport dans lequel la commission d'enquête aura exposé ses conclusions motivées sera déposée dans les préfectures du Cher, du Loiret, de la Nièvre, dans les sous-préfectures de Montargis et de Cosne-Cours-sur-Loire, ainsi qu'à la mairie de chacune des communes énumérées ci-dessus. Toute personne intéressée pourra en prendre connaissance. Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées au Préfet du Cher.

Bourges, le 16-10-77
Le Préfet du Cher,
Préfet centralisateur
pour l'enquête
André COLLOT.

Orléans, le 16-10-77
Le Préfet de la Région,
Préfet du Loiret,
Bernard COUZIE.

Nevers, le 16-10-77
Le Préfet de la Nièvre,
Christian LEROY.

Depuis quelque temps, tous les pays du monde se regardent de plus près pour apprécier l'opportunité des transferts de technologie. Ici, les pays développés retiennent la science et la technique, du moins comp lément à leur tour sur les marchés occidentaux des pro-

ECONOMIE - SOCIAL

La bataille de la technologie

IV. - Envers et contre le Sud ?

par JACQUELINE GRAPIN

Les pays industrialisés ne sont-ils pas en train de se faire hara-kiri en vendant à leurs concurrents d'aujourd'hui et de demain leurs connaissances technologiques ? Actuellement, les Etats-Unis mettent au point une nouvelle « diplomatie scientifique » visant à tirer meilleur parti des transferts qu'ils consentent du point de vue tant de l'intérêt public que des intérêts privés. Leur libéralisme et leur avance technologique ne risquent pas d'être trop attaqués par les critiques croissantes qui suscitent les transferts vers l'Est. (« Le Monde » des 25, 26 et 27 octobre.) Mais l'affrontement s'annonce sévère dans les pays en voie de développement.

L'équilibre des forces étant à peu près acquis pour le moment entre les deux camps, on peut-il couramment s'attendre, sinon dans les pays tiers ?

Paradoxalement, ce sont les Etats-Unis, les plus généreux en matière de transferts de technologie, qui sont les plus attaqués sur ce chapitre. De l'Union soviétique, qui n'est pas plus prodigue dans ce domaine que dans celui de l'aide, on attend peu de choses. Ses transferts militaires sont strictement contrôlés et limités ; quant aux transferts civils, ils sont encore souvent considérés comme peu intéressants ou mal conçus par les pays qui pourraient être intéressés, sans lorsqu'il s'agit de la réalisation de grands projets (barrages, lignes de chemin de fer, etc.) où la capacité de financement spécifique à une économie socialiste centralisée lui donne un

certain avantage. En fait, l'U.R.S.S. utilise peu les transferts de technologie comme levier politique dans ses rapports internationaux. A partir du moment où les Etats-Unis le font plus systématiquement, notamment en visant au point comme on le vu une nouvelle « diplomatie scientifique », il est logique qu'ils se trouvent plus exposés aux critiques.

Depuis la crise du pétrole, deux conditions essentielles de la vie internationale ont changé :

- 1. D'une part la révolution du « brut » a fourni à un nombre non négligeable de pays en voie de développement les moyens d'acheter des équipements ou des biens de consommation de luxe, mais aussi de nouvelles capacités industrielles, soit sous forme de licences, d'équipements ou d'autres clés en main, soit par des primes de participation, comme le fit notamment l'Iran avec le groupe Krupp pour assurer la technologie sidérurgique allemande (alors que l'Union soviétique était en train de rouiller, les hauts fourneaux n'ayant jamais marché).

- 2. D'autre part, l'importance nouvelle attribuée aux détenteurs de matières premières semblait conférer aux pays sous-développés une certaine prépondérance politique de remettre en question l'ordre économique international établi. Avec l'échec du dialogue Nord-Sud, cette prépondérance s'est révélée être une réalité sans avenir d'abord en ce qu'il n'en reste pas moins que les pays en voie de développement restent toujours lourds.

Un certain désordre

Dire, comme le font aujourd'hui les plus « durs » d'entre eux, que les pays industrialisés ne fournissent leurs équipements, leurs usines et leurs techniques que dans le but d'étendre leur domination économique et leur sphère d'influence politique est sans doute abusif dans beaucoup de cas. C'est surestimer la capacité des pays occidentaux d'appliquer méthodiquement le machiavélisme qu'ils professent. Mais il est tout de même vrai que souvent le transfert de technologie est accepté s'il sert les intérêts immédiats d'une entreprise ou d'un groupe de firmes associées. Dans cette optique, rares ont été les efforts accomplis jusqu'à présent pour adapter les technologies aux besoins profonds des pays d'accueil.

Matériels trop sophistiqués employant insuffisamment de main-d'œuvre pour produire des produits chers, donc destinés à la seule exportation de devises ; réformes des sociétés « post-industrialisées » engageant le pays d'accueil dans une impasse technique ; grosses unités mal adaptées aux petites pays ; techniques industrielles transférées dans des pays où le minimum d'améliorations permettant de nourrir la population n'a pas encore été atteint ; dans les pays d'origine, des difficultés à entretenir sous des climats humides et chauds pour des gens inexpérimentés ; livraisons limitées (les « chasses-neige

A chacun ses responsabilités

Les pays sous-développés acceptent d'autant plus facilement les exigences du partenaire que l'installation d'équipements nouveaux est souvent perçue par eux comme un moyen de prestige. Ce sont les procédés les plus sophistiqués qui sont réclamés en premier lieu, et à prix d'or, par peur de rater une « croissance au rabais ». Armes, produits de luxe et projets pilotes paraissent aux jeunes gouvernements comme le signe du grand décollage. C'est souvent plutôt l'annonce d'accidents de parcours.

En tout cas, ce ne sont pas de tels transferts qui réduisent l'écart entre pays donneurs et pays receveurs. L'incapacité de la plupart des pays en voie de développement à assimiler et à transférer la technologie importée pour la réexporter est la meilleure garantie de la perpétuation de la situation des pays industrialisés. C'est pourquoi, jusqu'à une date récente, l'intérêt des plus forts était purement et simplement de voir se multiplier les transferts de technologie du Nord vers le Sud.

En 1968, le coût annuel des importations de technologie par les pays en voie de développement était estimé par la CNUCED à 1,5 milliard de dollars. Leur rythme augmentant de 20 % par an, ils devraient représenter

Calculer plus juste

Depuis quelque temps, tous les pays du monde se regardent de plus près pour apprécier l'opportunité des transferts de technologie. Ici, les pays développés retiennent la science et la technique, du moins comp lément à leur tour sur les marchés occidentaux des pro-

duits concurrents ; c'est le cas du Japon et de certains pays d'Asie du Sud-Est. Alléguant la puissance des gouvernements locaux à approvisionner en devises fait réfléchir les gouvernements démocratiques sur les vices éco-

nomiques et politiques du système de solidarité mis en place.

C'est à la lumière de ces expériences qu'il faut apprécier les revendications présentées par les pays « non alignés », notamment lors de la conférence d'Alger des « soixante-dix-sept ». Face à la technique comme un raccourci de la croissance, ils réclament un transfert automatique et gratuit des connaissances de base et du « know how » des pays industrialisés, arguant que la technologie est un bien de l'humanité au même titre que l'alphabète et l'irrigation des terres agricoles qui furent données au monde par les Arabes. Une nouvelle orientation de la politique de coopération scientifique et technique est réclamée comme nécessaire contribution des pays riches à l'industrialisation des pauvres, conformément à l'article 13 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats.

Cette optique ambitieuse, qui voudrait s'imposer lors de la conférence des Nations unies sur la science et la technique à venir en 1978, n'a aucune chance de se traduire dans les faits si quatre conditions préalables ne sont pas remplies :

- 1) Un examen réaliste d'une division internationale moins « monolithique ». Les pays industrialisés devraient d'autant plus s'y intéresser qu'ils n'ont rien à gagner à voir apparaître de nouveaux concurrents impossibles à vaincre du fait des bas salaires. La solution de l'affranchissement qui s'annonce n'est-elle pas de répondre avant tout aux besoins intérieurs des populations les plus défavorisées, soit avec des produits plus rustiques, moins chers, et en accroissant délibérément leur pouvoir d'achat, comme le fit jadis Henry Ford pour les ouvriers automobiles, au terme d'un raisonnement intelligent qui fit sa fortune, en même temps que celle de ses « employés-clients-consommateurs ».

- 2) Définir pour chaque pays un modèle de développement réaliste qui corresponde à ses besoins, à ses ressources, à ses dirigeants locaux, à ses transferts abusifs de technologie dans l'industrie quel secteur sont trop souvent des solutions de facilité qui donnent une apparence de

planification « à l'occidentale » à des programmes improvisés et mal conçus. Libre à chaque pays de préférer un modèle du type Brésil, Iran ou Venezuela, consistant à se doter au plus vite de complexes industriels aux techniques les plus sophistiquées — ou une formule « de technologie douce » comme il s'en trouve en Afrique noire et dans certains pays latino-américains, ou encore une « voie chinoise » tablant d'abord « sur ses propres forces ». Mais chacun doit assumer avec rigueur les conséquences de son choix et adapter une politique d'importation de technologie cohérente avec celui-ci. Les expériences « pour voir » sont les plus néfastes. C'est toujours le pays qui importe la technologie qui assume les risques de l'entreprise nouvelle, comme il est au départ en position de client, il ne tient qu'à lui d'imposer sa vision de l'avenir.

- 3) Analyser stratégiquement les études de rentabilité devraient permettre aux pays industrialisés d'avoir un sens plus aigu de leur intérêt bien compris. C'est dans cette voie que semblent s'engager les Etats-Unis après bien des errements. La rentabilité à court terme (bien ou mal calculée) ne vaut pas toujours le sacrifice d'intérêts stratégiques à moyen terme, qui consistent à avoir le moins possible de différends avec ses partenaires internationaux.

- 4) Cultiver de part et d'autre les racines sociales de la créativité. — C'est la forme échouée du libéralisme que de penser que l'innovation peut jaillir partout où l'on entretient la liberté à condition naturellement que la population soit assez bien nourrie pour pouvoir réfléchir.

Les pays du Sud ne peuvent désormais se contenter des bonnes grâces de ceux du Nord en matière de transferts de technologie qu'en admettant que la liberté encourage la créativité. Et le Nord ne peut neutraliser l'hostilité du Sud moins riche qu'en admettant que la liberté, c'est aussi le droit à la différence.

De même que les échanges interdisciplinaires sont les plus féconds pour la progression de la science, pourquoi les frotements de sociétés différentes ne seraient-ils pas productifs au développement commun ? L'admettre serait déjà faire un grand pas.

FIN

France-Isolation

4 RUE OSCAR ROUY, 75015 PARIS - TEL. : 533.62.22

économisez l'énergie

supprimez les courants d'air !

(et le bruit pour le plaisir...)

Nous avons mis au point un procédé permettant la réalisation de suritrages, ouvrants, adaptables à toutes fenêtres, qui vous fera réaliser de grandes économies.

BON POUR L'ENVOI D'UNE DOCUMENTATION

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

جريدة الحقائق العربية
والفكر العربي الأصيلة

Qualités Européennes-Traditions Arabes
Le Journal du monde Arabe
84 Fetter Lane, London EC4 Telephone 01-831 6861.

ÉCONOMIE - SOCIAL

TEXTILE

**Tous les pays exportateurs
se sauraient être traités de la même manière**
déclare M. Claude Cheysson

De notre envoyée spéciale

Roubaix. — « Nous avons
soit du tiers-monde : fermer
frontières serait une folie »,
déclare M. Claude Cheysson,
ministre de l'Économie et
des Finances, le 27 octobre à Roubaix,
l'occasion des journées d'étude
sur le textile organisées par la
municipalité.
Cependant, poursuit M. Cheysson,
« il faut faire admettre aux
pays en voie de développement
que leur niveau de développe-
ment est différent, ils ne sa-
raient être traités de la même
manière ». Lors des négociations
bilatérales qu'elle a entreprises
avec les principaux pays tiers ex-
portateurs de produits textiles,
la mission a donc « insisté
pour qu'un « accord diffé-
rencié » selon les pays. Elle s'ef-
forçait ainsi de privilégier les
pays dans lesquels les industries
sont intégrées et visent à satis-
faire les besoins locaux plutôt que
où les firmes se sont im-
plantées pour bénéficier de condi-
tions particulières afin de fournir
les marchés des pays indus-
triels.
Pour mettre en œuvre cette po-
litique, il conviendrait d'établir
un système de préférence, sanc-

tionnant notamment les abus
commis par tel pays par rapport
à une législation sociale mini-
male au niveau international, en
retraitant ce pays « de tout béné-
fice douanier ou d'accès des mar-
chés ». La C.E.E. devrait dans ce
sens établir une concertation
permanente — et non plus épis-
odique — avec ses partenaires :
elle devrait également établir des
contrôles complets et efficaces
sur tous les produits importés.
Ce principe de sélectivité pour-
rait être également étendu au
domaine des investissements hors
de la C.E.E., dont seuls seraient
protégés et garantis ceux dont on
aurait pu apprécier les consé-
quences à moyen terme sur les
échanges.
Pour l'heure, la Commission
européenne ne s'est pas encore
prononcée sur ce sujet, a précisé
M. Cheysson, à l'issue de la
conférence, mais cette suggestion
est à l'étude et devrait débou-
cher à court terme sur des pro-
positions concrètes. Dans un pre-
mier temps, celles-ci pourraient
être appliquées dans le cadre des
préférences généralisées, puis, par
la suite, étendues aux accords
contractuels. — V. M.

A L'ÉTRANGER

**La Commission européenne propose
une suppression progressive
des montants compensatoires**

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés
européennes). — La Commission
européenne vient de soumettre
aux États membres un programme
de suppression progressive des
« montants compensatoires » per-
vus dans les échanges agricoles
pour annuler les effets commer-
ciaux des variations monétaires.
Leur application est rendue né-
cessaire parce que ces variations
sur les marchés des changes ne
sont pas répercutées sur les prix
agricoles payés aux producteurs.
Les Français devraient accueil-
lir favorablement cette proposi-
tion de Bruxelles. Ils expliquent,
en effet, depuis longtemps, que le
maintien des montants compensa-
toires, au-delà d'une période limi-
tée d'adaptation du marché à
l'évolution des monnaies, fausse le
jeu normal de la concurrence et
altère de ce fait le fonctionne-
ment du Marché commun agri-
cole. Dans les pays dont la mon-
naie se déprécie, tels la France,
le Royaume-Uni et l'Italie, les
montants jouent comme une sub-
vention à l'importation et une
taxe à l'exportation. Dans ceux
dont la monnaie se révalue,
essentiellement l'Allemagne fédé-
rale, c'est l'inverse.
La proposition de la Commis-
sion distingue entre les montants
compensatoires existants et ceux
susceptibles de nature à résul-
ter de nouveaux changements de la
valeur des monnaies. Dans le pre-
mier cas, elle recommande un
programme d'élimination échelo-
nné sur un maximum de sept
ans étant entendu toutefois que
l'adaptation annuelle ne devrait
pas dépasser 5 %. Dans le

deuxième, les gouvernements
membres devraient s'engager à les
supprimer au plus tard un an
après leur entrée en vigueur.
Ce programme, s'il est retenu,
devrait avoir un triple effet. Un
effet commercial : l'avantage
relatif, dont bénéficient actuelle-
ment à l'exportation les agricul-
teurs allemands par rapport aux
Français ou aux Italiens, serait
progressivement annulé. Un effet
de prix : la notion de prix com-
mun, aujourd'hui purement ficti-
ve, pourrait être restaurée. Un
effet financier : les montants
compensatoires sont pris en
charge par le Fonds européen
agricole. Dans le cas du Royaume-
Uni, gros acheteur de produits
alimentaires, où les montants
jouent comme une subvention à
l'importation, l'opération est par-
ticulièrement onéreuse pour le
budget communautaire.
Pour des raisons différentes, les
Allemands et les Britanniques se
sont jusqu'à présent opposés à
tout effort sérieux pour parvenir
à l'élimination progressive et
ordonnée des « montants com-
pensatoires ».

PHILIPPE LEMAITRE.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

● Le commerce de gros ouest-
allemand a réalisé, au cours des
neuf premiers mois de 1977, un
chiffre d'affaires de 375 milliards
de deutschemarks, en progression
de 2 % — en termes réels — par
rapport à la même période de
1976. — (Agefi.)

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Regroupement dans la trans-
formation des matières plastiques.
Trois transformateurs français
de matières plastiques, Mandu-
cher, Silvalac et les Sacheres du
Rhône et Plastiques de Carnaux
(SCASAR) ont décidé de regrou-
per leurs divisions spécialisées
dans l'industrie du polyéthylène
basse densité, matériau dont les
sacs d'emballages pour l'industrie
et le commerce constituent le prin-
cipal débouché.

Silvalac, filiale de la Cellulose
du Pin (groupe Saint-Gobain),
servira de pivot à ce regroupe-
ment, chacune des deux autres
sociétés lui faisant apport de leurs
actifs dans cette branche d'acti-
vité, la totalité s'agissant de
SCASAR dont le capital est dé-
tenu à 100 % par la firme d'État
C.D.F.-Chimie, et une usine en ce
qui concerne Manducher, entre-
prise entièrement indépendante.
Le nouveau groupe, qui prendra
le nom de Silvalac S.M.S., dispo-
sera au total de cinq unités de
fabrication ayant ensemble une
capacité de traitement de
35 000 tonnes de polyéthylène
basse densité. Il emploiera mille
cent personnes et son chiffre d'affaires,
évalué à 400 millions de
francs, le placera au tout pre-
mier rang européen. Le Cellu-
losier du Pin détient la majorité du
capital (64 %), C.D.F.-Chimie,
18 % et Manducher 18 %.

● Le groupe Nestlé envisage
de lancer un O.P.A. sur les
actions des laboratoires phar-
macologiques américains Alcon, avec
l'accord du conseil d'adminis-
tration de cette société, qui a
réalisé un chiffre d'affaires
annuel de 81,6 millions de dol-
lars (400 millions de francs) pour
l'exercice clos le 30 avril dernier.
Si le cours de 42 dollars par
action était retenu, il en coûterait
276,5 millions de dollars
(1,3 milliard de francs environ)
au groupe Nestlé.

● Peugeot va développer son
usine de Kaduna (Nigeria). —
Cette usine, créée en 1975 pour
la production de voitures parti-
culières, en association entre le
gouvernement nigérien, le gou-
vernement de l'État de Kaduna,
des intérêts privés nigériens et
Peugeot, va voir sa capacité de
production quotidienne passer de
cent soixante à deux cent vingt
voitures. Les travaux commen-
ceront en 1978 et devront être ter-
minés en 1980. Peugeot occupe la
première place au Nigeria. Ses

ventes en 1977 dépasseront cin-
quante mille voitures (35 % des
immatriculations).

Conflits et revendications

● Deux dirigeants de Monte-
fibre à Saint-Nabord (Vosges)
ont été retenus par des ouvriers
pendant plusieurs heures le jeudi
27 octobre à la mairie, où se
poursuivaient des négociations.
Ces incidents sont survenus à la
suite du désaccord entre la direc-
tion, qui proposait dans son plan
la reprise de la production soit
pour 470 ouvriers travaillant
quarante heures par semaine,
soit pour 721 ouvriers tra-
vaillant vingt-quatre heures seu-
lement, et les syndicats qui ré-
clamaient la garantie du paiement
des salaires à 100 % pour tous.
Les deux dirigeants ont été
libérés dans la nuit de jeudi à
vendredi, après l'arrivée de ren-
forts de police. — (Corresp.)

Échanges internationaux

● L'Association pour les com-
pensations d'échanges commer-
ciaux (ACECCO) a été consti-
tuée, le 27 octobre, à l'initiative
de la Fédération nationale des
syndicats de sociétés de commerce
extérieur, des cinq banques na-
tionales, de la Chambre de
commerce de Paris, de la Fédé-
ration des industries mécaniques
et du C.N.P.F. Présidée par
M. François Mitterrand, ancien mi-
nistre, l'ACECCO a pour but de
faciliter les courants d'exporta-
tion vers les pays faisant appel à
l'usage des compensations, c'est-à-
dire de faciliter l'écoulement
des produits étrangers achetés
en contrepartie de certains
contrats de vente.

* ACECCO, 25, avenue Hoche,
75008 Paris, tél. 62-23-00.

LA RÉGIE DES CHEMINS DE FER ABIDJAN-NIGER

lance un appel d'offres pour
LA MODERNISATION DE SON RÉSEAU
DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
Les pièces du dossier d'appel
d'offres pourront être retirées
dans les bureaux du CHEMIN DE
FER ABIDJAN-NIGER à ABID-
JAN, Service des Télécommuni-
cations et Signalisation.
Date limite pour la remise des
offres : 5 DÉCEMBRE 1977,
17 heures, heure locale.

CETTE ANNÉE, PASSEZ LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE EN ISRAËL

1) NOËL du 23 au 30 DÉCEMBRE (Nuit de Noël à Bethléem)
2) JOUR DE L'AN du 30 DÉCEMBRE au 6 JANVIER 1978
(Révélation du Jour de l'An à Jérusalem)
CAPSAÏM, MAGDALENA, LA GALILÉE, NAGARETH,
BETHLEËM, JÉRUSALEM, CESARÉE, SAINT-PANCRACE
HAILU pour ceux qui souhaitent et qui ont leur
enfance serait le cadre de votre inoubliable voyage en ISRAËL.
Pour tous renseignements et inscriptions :
OPTIMA TOURS, 6, rue des Halles 75001 PARIS
Tél. 33-92-65 33-93-66 33-94-27 ou à votre agent de voyages.
Licence N° 141 516

AFFAIRES

**M. Roger Martin
ou la « noblesse du cash flow »**

Le diplôme de Manager de
l'année 1977 (1), remis le jeudi
27 octobre par M. Robert Boulin,
ministre délégué à l'économie et
aux finances, à M. Roger Martin,
P.D.G. de Saint-Gobain-Pont-à-
Mousson, récompense un homme
qui incarne tout à la fois la réus-
site, la puissance et la discrétion.
À soixante-deux ans, M. Roger
Martin est l'un des plus illustres
et des tout premiers représen-
tants de cette « nouvelle race de
managers » pour qui « la seule
noblesse est celle d'avoir un
cash flow convenable ». Un mi-
lieu modeste. Des études chez
les Frères. Un brillant passage à
Polytechnique. Un titre d'ingé-
nieur en chef du corps des
mines. Après plusieurs années
dans l'administration à la direc-
tion de la sidérurgie du ministère
de l'Industrie, c'est, en 1946, le
passage dans le « privé ». M. Ro-
ger Martin entre comme directeur
du département sidérurgie du
Pont-à-Mousson, l'un des plus an-
ciens groupes français. Pendant
dix ans, il apprend son métier
d'industriel.

Nommé directeur général en
1959, il remplace, en 1965, à la
présidence le « représentant du
capital familial », atteint par la
limite d'âge. L'homme va alors
donner sa pleine mesure. Avec
une rare présence, il saura
dépasser Pont-à-Mousson. Le
plus grand titre de gloire de
M. Roger Martin est sans aucun
doute d'avoir « piloté » la fusion
Pont-à-Mousson-Saint-Gobain,
l'une des rares concentrations qui
aient réussi en France. Le succès
de l'opération ne relève pas du
hasard, mais d'une stratégie
industrielle bien définie qui s'ar-
ticule autour de quatre grands
principes :

— Nécessité du profit (que
M. Martin baptise maintenant,
dans un souci d'universalité,

« surplus économique »), qui
n'est « ni notre loi ni notre mo-
rale, mais notre obligation et
notre garde-fou ».

— Diversification sectorielle à
partir de terrains connus, « sans
dispersion », mais avec un gros
effort d'innovation technologique.

— Diversification géographique
afin de suivre le marché.

— Qualité des équipes diri-
geantes (« tant vaut l'équipe,
tant vaut le patron »), et déléga-
tion des responsabilités.

Cette gestion, à la fois pru-
dente et audacieuse, a permis à
Saint-Gobain-Pont-à-Mousson de
devenir l'une des rares multi-
nationales françaises qui occu-
pent dans leurs secteurs des po-
sitions de tout premier plan sur
le marché mondial et de traver-
ser depuis quatre ans, sans trop
de problèmes, la crise. Ce
P.D.G. ne fut pas sans respon-
sabilité de chef d'entreprise. Et
M. Boulin n'a manqué de soulig-
ner que M. Martin « n'a ja-
mais cru devoir faire appel à
l'aide de l'État pour régler ses
problèmes ».

Aujourd'hui, M. Roger Martin
est l'un des hommes les plus
puissants de France. Il le doit,
certes, à sa réussite profession-
nelle, mais aussi à sa discrétion
naturelle et à ses grandes
qualités humaines. Car derrière
la froide logique du polytechni-
cien, le manège de l'ordre et
de la ponctualité, se cache un
homme qui n'hésite pas à manier
l'humour et qui est tout à la
fois un doctrinaire. Certes,
M. Roger Martin ne cache
pas ses idées sur l'entreprise,
la rôle qu'il voudrait lui voir
jouer dans la société française.
Mais il le fait toujours avec
retenue et sans esprit de croi-
sade. C'est sans doute ce qui
explique qu'il soit respecté non
seulement par ses amis, mais
aussi par ses adversaires.

J.-M. QUATREPOINT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à	de	à	de	à	de	à	de
E.-U. ...	4,8100	4,8100	+ 70	+ 100	+ 120	+ 150	+ 240	+ 420
Can. ...	4,3948	4,3950	+ 25	+ 30	+ 40	+ 55	+ 200	+ 300
Sw. (100) ...	4,3250	4,3400	+ 15	+ 18	+ 25	+ 35	+ 415	+ 485
M.	2,1200	2,1200	+ 60	+ 80	+ 100	+ 120	+ 450	+ 550
Gr.	2,9950	2,9980	+ 45	+ 50	+ 110	+ 120	+ 360	+ 485
It. (100) ...	12,7410	12,7580	+ 130	+ 200	+ 320	+ 380	+ 1250	+ 1540
S.	2,1600	2,1680	+ 10	+ 15	+ 20	+ 25	+ 60	+ 75
(1 000) ...	5,50	5,51	+ 300	+ 300	+ 600	+ 600	+ 1300	+ 1300
.....	8,6100	8,6150	+ 200	+ 300	+ 500	+ 550	+ 1250	+ 1350

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12/2	4	31/2	4	3 3/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4
U.S.	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 3/4	7 1/4	7 1/4	7 3/4
Gr.	4 1/4	4 3/4	4 3/4	5 1/2	6 1/2	6 3/4	6 3/4	5 1/4
S.	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
(1 000) ...	1 1/2	1 1/2	1 1/4	1 1/4	1 3/4	2 1/4	2 1/4	2 3/4
.....	1 1/2	1 1/2	1 1/4	1 1/4	1 3/4	2 1/4	2 1/4	2 3/4
Fr.	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire
à devise tels qu'ils étaient indiqués au fin de séance par une grande
agence de la place.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

MIRABEAU
CONCESSIONNAIRE
71 AV. DE VERSAILLES PARIS 16^e
(PONT MIRABEAU) Tél. : 524.46.66
Nouvelle gamme 6 cylindres, modèles 1978

LENTILLES DE CONTACT :
des millions d'utilisateurs conquis.
Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus « je n'ose pas » : des millions de personnes dans le
monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté
les lentilles de contact. Ne dites plus « ce n'est pas pour moi » : chez
YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécia-
les pour yeux sensibles. Ne dites pas « lesquelles choisir ? » : chez
YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact
qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accom-
modance rapide et une tolérance parfaite.
Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.32

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

**Harrods Offre
Plus A L'Homme
Elégant**



Plus de costumes et de
manteaux portant les plus
célèbres griffes
internationales, coupés avec
art dans les meilleurs tissus
ou moirés ; plus de sweaters
de marques renommées ;
plus de chemises de très
haute qualité ; plus de
cravates, dont beaucoup
exclusives à Harrods ;
sans compter de très
belles chaussures.
En un mot, un plus large
éventail pour tous les
articles, rassemblés sous un
seul toit, dans notre
magnifique rayon Hommes
au rez-de-chaussée.

Egalement plus de luxueuses
vestes en pur cochenille par

CHESTER BARRIE
Parmi une superbe sélection de
modèles classiques, nous vous
présentons un style droit à carreaux
noir/gris/blanc en 38" à 46" anglais
(46 à 56) et en coupe longue, normale
ou courte.
Rayon Hommes au rez-de-chaussée.
Achats personnels seulement.

Harrods
OF LONDON.
Knightsbridge, Londres, Angleterre

مكتبة الشارقة

ÉCONOMIE - SOCIAL

LA CONSTRUCTION NAVALE
EN CRISE

« La commission des Neuf
a fait un diagnostic juste »
dit-on à Paris

(Suite de la première page.)

A Paris, dans les milieux professionnels intéressés, on indique que le diagnostic de la commission européenne est sévère mais — malheureusement — juste. Toutefois, on regrette que la commission rende publiques des perspectives et des ombres. « En outre, déclare M. Dominique de Mas Latrie, délégué général de la Chambre syndicale de construction de navires, si les propositions européennes sont adoptées, on risque de démanteler définitivement une industrie qui sera incapable de répondre à la demande lorsque celle-ci repartira après les années 1980. Quand on compare la flotte marchande de la C.E.E. et son industrie de la construction navale, il n'y a aucune disproportion. Il serait anormal de développer la flotte en altérant les chantiers. »

Les constructeurs français nourrissent quelque espoir, notamment pour les petits chantiers, grâce à de gros contrats en négociation avec l'Indonésie et certains pays d'Afrique (Côte d'Ivoire, Sénégal). Pour les grands chantiers, l'optimisme relatif est moindre, bien que un ou deux emplacements français envisagent de commander des cargos.

● Le conflit à Dubigeon-Normandie est dans une impasse totale. — M. Jean Bonneton, directeur régional du travail, accepte comme médiateur par la direction et les syndicats de Dubigeon-Normandie (chantiers navals, à Nantes), a annoncé, mercredi 26 octobre, qu'il pourrait mettre fin à sa mission « devant l'impossibilité d'arriver à une solution négociée ». En grève depuis le 8 septembre, le personnel de Dubigeon-Normandie entend discuter sur l'ensemble de sa plate-forme revendicative (emploi, salaires, etc.). La C.G.C. s'est retirée de la table de négociations.

PRIX

NOUVELLE HAUSSE SENSIBLE
DE L'INDICE

(Suite de la première page.)

Pour les neuf premiers mois de cette année, la hausse des prix s'est établie à 7,4 % et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris qui confirme la reprise d'activité constatée par l'INSEE, prévoit que l'augmentation mensuelle des prix de détail s'établira en moyenne à 0,7 % au cours du dernier trimestre.

Dépendant, pour son président, M. Jean Thèves, « la réussite du redressement dépendra de la santé des entreprises, et, sur ce point, la partie est loin d'être gagnée. La poussée des coûts ne s'est pas arrêtée du simple fait du freinage des rémunérations. Les coûts annexes aux salaires et les frais financiers restent sensiblement supérieurs à ceux de nos concurrents étrangers ». Pour sortir de la crise, estime M. Thèves, il faut « rendre aux entreprises la liberté de manœuvres nécessaires » (prix, crédit, emploi, politique, salaires), afin d'« accroître la mobilité interne de l'économie ».

Il convient aussi de mettre en œuvre une politique à moyen et long terme, qui devrait être appliquée avec la même fermeté et la même clarté que l'est actuellement la politique conjoncturelle. « La planification remise à l'honneur, après avoir été renouée, redonnerait pour les entreprises un cadre d'incertitudes », poursuit M. Thèves.

Au plan international, enfin, « il est peut-être temps d'opérer un renversement de perspectives du type de celui que réalisa en son temps le lancement du plan Marshall », par le biais d'un appui financier des pays plus riches aux pays en voie d'industrialisation.

● Les prix du pétrole et la politique pétrolière de l'O.P.E.P. — L'Organisation des pays producteurs de pétrole — pour l'année prochaine ont été les principaux thèmes des entretiens qu'a eus jeudi 27 octobre à Téhéran M. Michel Goumenal, secrétaire américain au Trésor, avec le Chah d'Iran et plusieurs de ses ministres. — (Reuters.)

ÉPARGNE SOBI

**quelques années
de patience
bien récompensées**

Depuis 20 ans la SOBI offre aux prévoyants
plusieurs formules d'épargne
adaptées à chaque cas.

8,25 à 11,60 %
taux actuariel annuel brut

Sur simple demande de votre part
et cela sans engagement

nous vous adresserons
une brochure très complète
des types de placement
mis à votre disposition.

**tout sur
l'épargne
SOBI**

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
25, bd d'Italie, 705 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques
sous le n° LBM7

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON

Résultats du 1^{er} semestre 1977

Les comptes consolidés du premier semestre 1977 ne tenaient pas compte de l'intégration de deux sociétés importantes, Carat Teed (U.S.) et Saint-Boch (Belgique), qui est intervenue en fin d'exercice. Il convient donc de la faire dans les comparaisons avec le premier semestre 1977.

Le montant définitif des ventes du groupe pour le premier semestre 1977 est de 15 823 millions de francs, contre 11 828 millions de francs pour le premier semestre 1976, mais, à structure comparable, la progression est de 12,4 %. A structure comparable également, la progression est de 12,5 % en monnaies nationales.

Les résultats bruts d'exploitation du semestre avant amortissements et provisions est de 2 204 millions de francs contre 1 473 millions de francs pour le semestre correspondant. A structure comparable, la progression est de 22 %. Le résultat brut d'exploitation représente 13,8 % des ventes, contre 13,4 % au premier semestre 1976.

Le résultat d'exploitation est de 900 millions de francs, contre 519 millions de francs pour la période correspondante. A structure comparable, la progression est de 24 %. Le résultat d'exploitation représente 5,8 % des ventes, contre 5,4 % au premier semestre 1976.

Le résultat net ressort à 434 millions de francs, contre 282 millions de francs pour le semestre correspondant de 1976 et 471 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice. La progression est de 54 %. Compte tenu d'une légère diminution du nombre d'actions en circulation (— 224 530), le résultat net par action ressort à 13,35 F, contre 10,63 F pour le semestre correspondant et 10,90 F pour l'ensemble de l'exercice.

L'autofinancement (« cash flow ») a été, pour ce semestre, de 1 223 millions de francs, contre 746 millions de francs pour le semestre correspondant de 1976 et 1 140 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice. A structure comparable, la progression est de 32 %. L'autofinancement comprend 875 millions de francs d'amortissements, contre, à

structure comparable, 535 millions de francs.

Les investissements industriels ont été de 816 millions de francs, contre 544 millions de francs. A structure comparable, la progression est de 27 %. Les investissements en titrisation ont été de 132 millions de francs, contre 115 millions de francs.

L'examen par département montre un maintien satisfaisant du département « construction », qui, à 41 % des ventes assure ce semestre les deux tiers environ du résultat net et de l'autofinancement. Les produits liés au marché de l'immobilier, ceux qui assurent la consommation de l'énergie, ont été grandement aidés. Il n'en est pas de même dans plusieurs pays, pour produits liés au marché de la construction.

Le département « exploitation mécanique » a été affecté par la hausse des coûts des commandes publiques. Sa contribution au résultat net et à l'autofinancement est proportionnellement en deca des ventes (17 %).

Le département « emballages » qui représente 18 % des ventes, a été fortement affecté par la crise de la papeterie française, mais les résultats de l'activité ont été en hausse absolue. De ce fait, l'ensemble pour ce semestre positif alors qu'il ne l'était pas en 1976, et sa contribution à l'autofinancement ressort à 13 %.

Le département « infrastructures » se maintient à un niveau normal. Les résultats du département « entreprises et services » sont, pour le premier semestre, inférieurs à ceux de l'an dernier.

Le département « commerce » a en outre du fait de la dégradation du marché sidérurgique. Pour l'ensemble de l'exercice, il est possible de prévoir des ventes d'ordre de 32 milliards. Il ne paraît pas possible, en revanche, d'anticiper un doublement des résultats. En effet, on doit s'attendre que le deuxième semestre soit plusieurs départements plus faibles que le premier.

DOLLFUS-MIEG

Au cours du premier semestre 1977, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 1 716,1 millions de francs. Pour les six premiers mois de 1976, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'élevait à 1 140 millions de francs mais dans une structure défavorable. A structure comparable, la progression est de 32 %. L'autofinancement comprend 875 millions de francs d'amortissements, contre, à

30 juin 1976, mais dans une structure défavorable, le résultat net était de 18 millions de francs.

Quant à la société holding, ses résultats au 30 juin se traduisent par un bénéfice de 5,7 millions de francs après amortissements mais avant toutes provisions et avant impôts. Il s'agit toutefois d'un résultat comparable à celui du premier semestre 1976 (+ 2,3 millions de francs) en raison notamment des différences de dates dans la comptabilisation des produits.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'élève à 2 273,8 millions de francs, soit + 12,4 % d'une structure comparable.

SECTEUR	30-6-1976	30-6-1977	Variation
Pâtisserie	589,5	637,7	+ 8,2 %
Tissage	1 458,3	1 682,5	+ 15,4 %
Arts graphiques	45,9	53,6	+ 17,2 %
Total	2 093,7	2 373,8	+ 13,4 %

Actuellement, la dégradation de la conjoncture constatée dès le mois d'avril semble s'atténuer sous l'effet d'une certaine reprise de la consommation, d'une pause dans la croissance des importations textiles et de la bonne tenue des exportations.

POCLAIN

Résultats au 30 juin 1977

Le conseil d'administration de Poclain a examiné le jeudi 26 octobre 1977 les résultats du premier semestre. La perte d'exploitation de Poclain S.A. est de 85,5 millions de francs après 12,8 millions de francs d'amortissements. Les provisions constituées, notamment pour dépréciation des filiales américaines, conduisant à une perte de 146 millions de francs au compte de pertes et profits. Au niveau du groupe, après 33 millions de francs d'amortissements, la perte s'élève à 186 millions de francs.

Ces résultats du groupe s'expliquent :

● La conjoncture reste très déprimée dans l'ensemble des pays industrialisés et particulièrement en France, ce qui entraîne une baisse du chiffre d'affaires du groupe de 9 % par rapport à la même période de l'année précédente, entraînant un chômage partiel important au niveau des usines.

● Le conseil a estimé prudent de provisionner 60 millions de francs sur couverture de risques affectant les filiales du groupe, en particulier pour l'arrêt progressif de l'activité du Canada et des États-Unis, et diverses mesures de restructuration à l'étude.

● L'incidence des accords avec Case-Teneco, signés à la fin juin, n'ayant pas pu se faire encore sentir, les frais financiers ont été de 78 millions de francs.

Le second semestre marquera un changement complet et ne pourra pas être comparé au premier. En effet, et malgré un chiffre d'affaires toujours faible et l'incidence de la dévaluation de la peseta, il bénéficiera des plus-values de cession des filiales européennes, du développement, grâce à Case, des ventes sur le marché américain, et enfin de la réduction des frais financiers.

Les chiffres sont toujours en décalage sur les faits, la situation financière de Poclain est aujourd'hui meilleure, a déclaré M. Pierre Bataille à la sortie du conseil.

Schlumberger

Le bénéfice net de Schlumberger pour le troisième trimestre de 1977 est de 107 millions de dollars, soit une progression de 33 % par rapport à la même période de l'année dernière. Le bénéfice par action est de 1,24 dollar contre 0,92 dollar. Le chiffre d'affaires est de 543 millions de dollars, soit une augmentation de 23 %.

Pour les neuf premiers mois de 1977, le bénéfice net se monte à 223 millions de dollars, soit une augmentation de 38 %, et le bénéfice par action est de 2,40 dollar contre 1,47 dollar pour la période correspondante de 1976. Le chiffre d'affaires est de 1,8 milliard de dollars, soit une augmentation de 19 %.

M. Jean Riboud, président-directeur général, a déclaré que l'augmentation du bénéfice net est due principalement à une forte activité des sociétés de service à l'industrie pétrolière dans le monde entier, cette activité a été particulièrement soutenue en Amérique du Nord, Afrique et au Moyen-Orient. L'activité en Extrême-Orient, la République, confirme M. Riboud a ajouté, les résultats d'exploitation du secteur Métaux et Séparation augmentent de manière régulière ; il a en outre, en particulier, que les ventes aux compagnies de distribution d'électricité ont progressé en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord et du Sud.

GARANTIE FINANCIÈRE

Suite à l'annonce parue dans « Le Monde » du 28 septembre 1977, M. Dreyfus, société anonyme au capital de 4 703 500 F, 4, rue Babilaie, Paris (9^e), informe que la société anonyme de cautionnement — dénommée « FIDELITY commerciale » — au capital de 15 000 000 F, ayant son siège à Paris (9^e), 103, boulevard Hausmann, a délégué à Mme Yvonne Bernadet, née Brassez, une garantie financière sur immeubles, fonds de commerce, conformément à la loi du 2 janvier 1970 et a déclaré, le 29 juillet 1977, que la garantie financière se substitue à celle qui lui avait été consentie par la Banque Louis-Dreyfus.

MERLIN GERIN

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 1977 s'est établi à 1 127 millions de francs hors taxes, contre 861 millions de francs pour la période correspondante de 1976, marquant ainsi une progression de 30,3 %.

Inutile de traverser la Manche
FIDELITY vient à nous !

FIDELITY COMPACT MC3
Platine - Radio - Cassette - Lecteur - Enregistreur - 8 W eff. sous 4 Ω - Platine : auto changeur BSR
Prises casque - aux. - micro - Radio : PO.GQ.FM.AFC.déc. stéréo
Antenne Ferrite incorporée - HP elliptique - Cassette chrome - Dim. 166 x 540 x 380 mm
H.P. 310 x 205 x 125 mm
livré avec 2 micros - 1 cassette et ant. F.M.

FIDELITY n°1 de sa spécialité en Angleterre

FIDELITY une gamme complète d'appareils haute fidélité,
fiables, perfectionnés, dont le rapport qualité/prix est exceptionnel...

... FIDELITY Inutile de traverser la Manche !



distributeur de FIDELITY pour la FRANCE
4, rue d'Estienne d'Orves - 93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
TEL. 843.21.33

En vente chez les meilleurs spécialistes Haute-Fidélité
et grandes surfaces PARIS-PROVINCE.

☐ Je désire recevoir votre documentation
☐ J'aimerais connaître l'adresse de votre revendeur
le plus proche de mon domicile
A renvoyer à : DISTRIMEX
4, rue d'Estienne d'Orves - 93310 LE PRE-SAINT-GERVAIS
NOM _____
ADRESSE _____

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
27 OCTOBRE

Marché plus sélectif

Une assez forte activité a continué de régner jeudi à la Bourse de Paris, qui, sur la lancée de la veille, a poursuivi son avance à bon rythme. La tendance s'est toutefois quelque peu adoucie, l'attention se portant davantage sur les valeurs de croissance et les grandes valeurs de la cote, telle Saint-Gobain, dans la révolte, après la publication d'excellents résultats pour le premier semestre, a été très remarquée.

Le bâtiment et la construction électrique ont été une fois encore privilégiés, mais dans presque tous les autres compartiments, une plus grande irrégularité a été notée, sans pour autant que l'on puisse parler de plusieurs crises de confiance.

Les différents indices ont généralement plafonné, ce qui n'a pas empêché plusieurs titres de monter encore de 3 à 4 %, comme S.C.R.C.

L'indice de redressement de Wall Street a, sans aucun doute, favorisé la résurgence du marché, mais ce sont encore et toujours les achats étrangers, de Saint-Gobain en particulier, qui ont joué le rôle de moteur et déclenché le phénomène désormais classique de bulle de neige.

Sur les indications de Londres, l'indice fin a baissé, le CAC 40 a ainsi reculé de 25,75 F à 25 580 F, après 25 645 F et 25 580 F.

Le volume des transactions s'est élevé à 6,90 millions de francs contre 6,57 millions de francs.

Les valeurs étrangères, meilleures que les américaines, mais très reculées des mines d'or, à noter également, la 1^{re} et 2^e d'INCO et de Banque ottomane.

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 : 31 déc. 1976)

Valeurs françaises : 25 oct. 27 oct.
CAC 40 : 25 645 25 580
C. des AGENTS DE CHANGEMENT : 25 645 25 580

Valeurs étrangères : 25 oct. 27 oct.
C. des AGENTS DE CHANGEMENT : 25 645 25 580

Indice général : 25 oct. 27 oct.
CAC 40 : 25 645 25 580

LONDRES
27 OCTOBRE

Les cours s'orientent à la baisse vendredi matin au Stock Exchange.

Peu après l'ouverture, l'indice des Industriels accusait un repli de 2,3 points, à 309,3, suite des pétrole et des mines d'or.

90 investisseurs (moyenne) : 161 20 contre 150 95

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

TRIMON BRANDY — Attribution d'une action gratuite pour chaque action ordinaire détenue par les détenteurs de 10 actions ou plus.

SCORPION — Bénéfices des neuf premiers mois : 282 millions de dollars (+ 30 %).

BANQUE SCANDINAVIENNE — Une majoration du dividende global de 10 % (10,50 F par action).

LA SUEDE — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

NEW-YORK
27 OCTOBRE

Nouvelle avance

Malgré l'apparition de quelques valeurs bénéficiaires en cours de la séance, le marché a continué de progresser.

Le Dow Jones a gagné 10 points, à 2 150, suite des pétrole et des mines d'or.

90 investisseurs (moyenne) : 161 20 contre 150 95

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

TRIMON BRANDY — Attribution d'une action gratuite pour chaque action ordinaire détenue par les détenteurs de 10 actions ou plus.

SCORPION — Bénéfices des neuf premiers mois : 282 millions de dollars (+ 30 %).

BANQUE SCANDINAVIENNE — Une majoration du dividende global de 10 % (10,50 F par action).

LA SUEDE — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

ALCANTARA — Bénéfices de l'exercice clos le 31 août : 40,5 millions de francs contre 31,5 millions de francs l'année précédente.

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

PARIS 27 OCTOBRE

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DESSAINT-VALENTIN DE L'AFFAIRE BAADER : « Défense de l'Occident », par Gabriel Matzneff ; les points de vue de Lion Merviel et Patrick Zylberman : la prophétie sociale.
3. ETRANGER : Bilan et projets en Europe de l'Est.
4. EUROPE : Le terrorisme en Allemagne et ses conséquences.
5. DIPLOMATIE : L'enlèvement de deux Français en Mauritanie.
6. AFRIQUE : La répression en République Sud-Africaine.
- 7-8. POLITIQUE : L'homme du budget.
9. SOCIÉTÉ ET CULTURE
10. EDUCATION
- SPORTS
- 11-12. JUSTICE

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

PAGES 15 A 22

- Le Mali : Un pays où voyager est encore une aventure.
- Un patrimoine à sauvegarder : les cavernes de Saumier.
- La marche à pied n'est plus une promenade.

23 à 26. ARTS ET SPECTACLES

29. RÉGIONS

30-31. ÉQUIPEMENT

32 à 34. ÉCONOMIE - SOCIAL

- La bataille de la technologie (IV), par Jacqueline Grapin.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (27) : Annonces classées (28 et 29) ; Aujourd'hui (13) ; Carnet (27) ; « Journal officiel » (13) ; Lettre (13) ; Météorologie (13) ; Mots croisés (13) ; Bourse (38).

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE A BUDAPEST

MM. Barre et Lazar étudient les moyens de développer les échanges franco-hongrois

La deuxième journée du voyage de M. Barre en Hongrie est consacrée, ce vendredi 28 octobre, à un tour d'horizon de la situation internationale. Le premier ministre doit rencontrer successivement M. Pal Losonczi, président du conseil présidentiel, et M. János Kádár, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois (P.C.), auquel il doit remettre, au nom de M. Giscard d'Estaing, une invitation à sa rendre en voyage officiel en France en 1978.

De notre envoyé spécial

Budapest. — Salué par la presse hongroise à la fois comme « un expert en économie » et comme « l'ami des personnalités les plus originales de la politique française », ainsi que l'écrivait mercredi le quotidien Magyar Nemzet en le comparant au général de Gaulle, M. Raymond Barre a été accueilli par les dirigeants hongrois, jeudi matin 27 octobre, à Budapest avec une courtoisie empreinte de curiosité.

Les deux chefs de gouvernement ont eu un premier entretien pendant une trentaine de minutes, en présence de leurs seuls experts, tandis que M. André Rossi, ministre du commerce extérieur, et M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, prenaient contact avec leurs homologues hongrois.

Les deux délégations se sont ensuite réunies au grand complet et elles ont procédé pendant une heure et demie à un échange de vues consacré aux questions bilatérales, c'est-à-dire essentiellement aux affaires économiques. La France et la Hongrie étant parfaitement d'accord pour renforcer l'intensité de leurs échanges commerciaux (le Monde du 27 octobre), MM. Barre et Lazar ont convenu d'étudier les moyens de « stimuler » la coopération entre les deux pays et de la rendre « plus efficace ».

Les experts des deux gouvernements se réunissent ce vendredi 28 octobre pour déterminer les mesures concrètes à mettre en œuvre.

En fin d'après-midi, M. Barre a présidé la célébration du trentième anniversaire de l'Institut français de Hongrie. Devant les représentants des résidents français et une cinquantaine d'intellectuels hongrois, il s'est félicité que les rapports culturels franco-hongrois aient été, à travers les siècles, « remarquablement constants », et il a assuré de son soutien l'Institut hongrois de Paris.

A l'occasion des toasts tradi-

tionnels portés au cours du dîner officiel, offert jeudi soir par M. Lazar, les deux chefs de gouvernement ont souligné leur commune volonté de faire enfin sortir les relations économiques des deux pays de l'état d'hibernation. « L'expression est de M. Barre — où elles se trouvent », M. Lazar a notamment assuré M. Barre « du désir et de la ferme intention des Hongrois d'assurer à la France une place plus importante, un rôle plus considérable que par le passé dans leurs relations extérieures ».

M. Barre lui a répondu que le développement de la coopération franco-hongroise passait par un renforcement du dialogue « entre les responsables politiques ». MM. Barre et Lazar ont également affirmé que leur « étroite convergence de vues » s'étendait également aux affaires mondiales. Évoquant la détente et le paix entre les pays européens, M. Lazar a déclaré : « Nous considérons qu'une application intégrale de l'acte final d'Helsinki et une contribution constructive de l'actualité conférence de la Grande conférence de la sécurité et de la coopération sont nos tâches essentielles ».

Dans sa réponse, M. Barre a indiqué que la France ne connaît pas une « autre voie » que celle de la détente « pour édifier la paix ». C'est là un autre point de convergence entre nous », a-t-il dit. Le premier ministre a poursuivi : « Voulez que les relations entre les États, entre les nations, entre les hommes, se fondent sur le dialogue et non sur l'affrontement, affirmer que ce dialogue doit être franc, direct et ouvert, que les différences de chacun, privilégier les valeurs communes essentielles plutôt que les divisions de circonstance, tel est le rôle que nous nous sommes fixé l'Europe s'engage et la France et la Hongrie y avanceront de côté ».

ALAIN ROLLAT.

La disparition de deux Français en Mauritanie

JE DONNE L'ASSURANCE FORMELLE QUE LES PRISONNIERS NE SONT PAS SUR NOTRE TERRITOIRE, déclare l'ambassadeur d'Algérie à Paris.

Dans une déclaration à France-Inter, faite à New-York et diffusée le vendredi 28 octobre, M. Sedjoui, ambassadeur d'Algérie en France, a notamment déclaré : « Les prisonniers français du Polisario ne se trouvent pas, je le répète, sur notre territoire. Ils se trouvent dans le territoire de la Belgique, c'est-à-dire dans le Sahara occidental. Il faut que le peuple français sache qu'il y a une guerre de libération nationale dans cette région du Sahara occidental. Cette situation fait des victimes sur le terrain. Elle en fait d'autres, françaises celles-là. Mon pays ne peut que le déplorer, mais les moyens pour parvenir à une solution honorable qu'attendent les familles françaises, existent, ils existent, je le répète. L'Algérie n'a cessé de répéter et de réaffirmer son entière disponibilité, sa pleine disponibilité pour favoriser tous les contacts les plus utiles entre les autorités françaises, d'une part, les instances internationales humanitaires, d'autre part, et, enfin, le Polisario qui détient ces prisonniers ».

(Lire nos autres informations page 6.)

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1977 a été tiré à 362 261 exemplaires.

A Amsterdam

L'ENLEVEMENT D'UN HOMME D'AFFAIRES EST REVENDU PAR LA FRACTION ARMÉE ROUGE

Amsterdam (A.F.P.). — Un riche homme d'affaires néerlandais, M. Maup Caransa, a été enlevé vendredi matin 28 octobre, à Amsterdam, par un groupe d'hommes. M. Caransa a été saisi sur la route au moment de se rendre à son travail. Le groupe a revendiqué, en allemand, l'enlèvement de l'homme d'affaires.

Les auteurs de l'attentat ont annoncé vendredi 28 octobre, dans un communiqué, qu'ils ont enlevé un message adressé au chancelier Helmut Schmidt sur le pare-brise d'une automobile en stationnement dans un style ironique. Il est ainsi libellé : « Nous sommes au rendez-vous pour vous informer que, en dépit de vos rigoureuses mesures de sécurité, les installations à Lisbonne de Siemens ont procédé à leur autodestruction par suite de nos autodestructions surprises partout dans le monde. Dans l'attente que Votre Excellence ordonne de nouveaux succès dans la prison de Stammheim, nous vous prions d'être assurés de l'assistance de nos services. Signé : Un groupe d'administrateurs des SS (Schleier-Schmidt) ».

La bombe, déposée dans le sous-sol de l'établissement, a causé des dégâts évalués à plusieurs centaines de milliers d'euros. — (A.F.P.)

Les départs pour le week-end de la Toussaint

PARIS-POITIERS PAR AUTOROUTE

Plusieurs milliers d'automobilistes sont attendus sur les routes au début de ce long week-end, qui va se prolonger jusqu'au mercredi 2 novembre. Les responsables de la circulation conseillent d'éviter les départs et les retours. De son côté, la S.N.C.F. prévoit plusieurs dizaines de trains supplémentaires au départ et à l'arrivée dans les gares parisiennes.

D'autre part, le tronçon d'autoroute reliant Tours à Châteauneuf est inauguré ce vendredi 28 octobre. Après la mise en service le 30 juin de la section Châteauneuf-Tours à Paris est désormais relié directement à Poitiers.

C'est la société privée Coffroy qui a été chargée de la construction et de la gestion de cette autoroute. Actuellement 23 kilomètres de la route ont été mis en service sur 30 autoroutes Aquitaine (A 10), Océane (A 11). En 1978 sera inauguré le tronçon Chêré-Le Mans, en 1979, la section Orléans-La Souterraine.

L'autoroute A 10 doit arriver à Bordeaux en 1981. Pour la construction de cette section d'autoroute, la société Coffroy est en concurrence avec d'autres sociétés.

Le tarif du péage pour la liaison Paris-Poitiers a été fixé à 54 F.

Quatre syndicalistes belges, poursuivis en justice pour avoir, il y a deux ans, empêché la production et détruit des exemplaires du Parisien libéré imprimés à Tarnopol, ont été relâchés par le tribunal correctionnel de Namur, ce dernier ayant estimé que les préventions n'étaient pas établies.

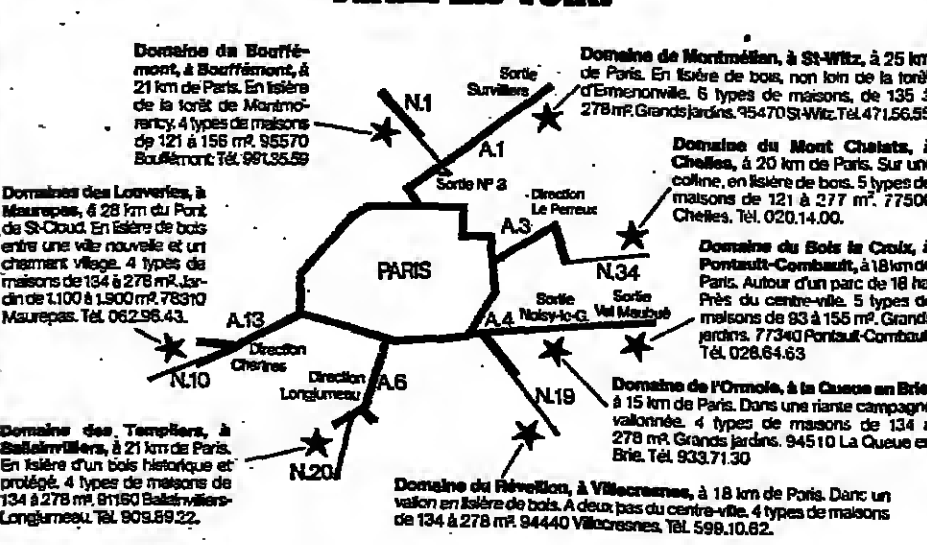
Breguet

CONSTRUIT DES MAISONS DURABLES SUR LES MEILLEURS TERRAINS.



Tilleul, 227 m², 7 pièces. Un de nos 13 modèles de maisons de 93 à 278 m².

IL Y A DES MAISONS BREGUET TOUT AUTOUR DE PARIS. VENEZ LES VOIR.



VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.

Entrée et téléphone aux Domaines pour recevoir une documentation gratuite.

LE PARTI RADICAL ET LA MAJORITÉ

Une lettre de M. J.-J. Servan-Schreiber

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, nous écrit :

Le compte rendu sommaire publié par le Monde sur les débats et conclusions du bureau national de mon parti appelle, dans les circonstances délicates et mouvantes de la situation actuelle, les précisions suivantes, pour la clarté :

1) Les deux problèmes politiques de fond posés au bureau dès le début de la séance n'étaient ni l'éventuelle rencontre avec le premier ministre ni la publicité à donner à nos antécédents régaliens avec les responsables communistes et républicains, comme on pourrait le croire à la lecture de cet article.

Ces deux questions-là n'ont fait l'objet d'aucun débat contradictoire. Elles ont été réglées en quelques instants (sur une séance qui a duré trois heures et demie).

Tout le monde, en effet, a convenu qu'il serait utile de faire part au premier ministre, à sa convenance, de nos propositions politiques (les « Dix Espoirs pour la France ») et d'examiner avec lui, à l'avance, la cohérence souhaitable avec ce qu'il compte proposer plus tard. Tout le monde a convenu de même, et sans débat, que c'est seulement après consultation avec nos partenaires que les méthodes et les objectifs de notre concertation régulière pourraient être précisés devant la presse.

2) Ce sont deux questions plus difficiles qui ont été posées par moi-même à tous les membres du bureau national dès le début de la séance pour que chacun puisse s'exprimer à leur sujet et que nous aboutissions à des conclusions.

a) La première : lorsque les accords de concertation auront été réglés s'ils le sont, avec les centristes et les républicains, le parti radical ou ses candidats peuvent-ils envisager de contre-

signer le « pacte du 19 juillet », qui implique, entre autres, le respect des candidatures uniques et le désistement arithmétique et automatique du second tour ?

b) Les radicaux peuvent-ils accepter, dans la première quinzaine de novembre prochain, de publier des accords de concertation, la communauté de soutien sur des candidats communs venant de chacune de nos formations, sans avoir conclu simultanément un accord précis sur les propositions politiques à présenter au pays de manière convergente ?

3) A ces deux questions essentielles, il a été répondu de manière unanime (je confirme : unanime) : « non ».

Les radicaux ne signeront pas l'accord du 19 juillet, mais ils s'engagent, qui, d'ailleurs, date d'une autre époque, celle d'avant la rupture du programme commun.

Et les radicaux n'envisagent pas des arrangements électoraux certainement souhaitables — sans une convergence, publique, sur quelques propositions essentielles et précises.

En particulier sur la vérité économique, qui reste à dire, de « reconstruction » du pays : sur la méthode de réduction des inégalités ; sur les réformes fiscales majeures ; sur la réforme de la formation des tout jeunes enfants, puis de la sélection au long de leur carrière scolaire ; sur la redistribution des pouvoirs et des ressources, en particulier vers les régions.

Voilà le bilan exact de nos délibérations, dont vous mesurez la portée, pour les jours qui viennent ; et sur lesquelles, puis-je vous avoir évoqué nos débats en bureau. Il est de mon mandat de ne laisser subsister aucune équivoque.

Ce serait trop lourd de conséquences. Car tout compte, comme vous le savez, en ce moment. Vos électeurs, comme nos militants et les électeurs en général, ont droit à la vérité.

Quant à mes remarques de la réunion publique de Rennes, sur l'opportunité de « s'attaquer » désormais au parti socialiste, je les maintiens naturellement et je les explique, s'il le veut bien, avec le premier ministre. Mais ce n'est plus un problème majeur. Car tout le monde en convient. Seul le président du R.P.R. maintient que communistes et socialistes, c'est blanc bonnet et bonnet blanc. C'est son droit. C'est aussi à l'opposé de notre conviction.

A Fontenay-le-Fleury (Yvelines)

UN INSPECTEUR DE POLICE EST TUÉ PAR UN COLLÈGE AU COURS D'UNE OPÉRATION

Un jeune inspecteur de police du commissariat de Saint-Cyr-l'École (Yvelines), M. Jacques Bourgois, âgé de trente ans, marié et père de deux enfants, a été tué, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 octobre, à la gare de Fontenay-le-Fleury (Yvelines), au cours d'une opération de police.

Un autre policier, M. Henri Caumel, âgé de trente-sept ans, a été grièvement blessé.

La commissaire Boulinet, qui dirige le commissariat de Saint-Cyr-l'École, avait procédé à l'installation d'un dispositif d'une dizaine d'hommes afin d'appréhender deux malfaiteurs qui voulaient s'emparer du coffre-fort de la gare de Fontenay-le-Fleury ; celui-ci contenait une somme de 800 francs.

A lors que les policiers les attendaient depuis 23 heures, les deux hommes, MM. Landès et Battillet, ont pénétré dans la gare vers 21 h 15, le matin après avoir cassé une vitre.

Les policiers décident alors d'arrêter les deux hommes. On ignore pour quelles raisons M. Bourgois tire trois coups de feu qui atteignent son collègue, M. Caumel. A-t-il pris peur de la suite d'un coup de feu qui aurait été tiré en l'air ? Toujours est-il qu'il est mort.

Les deux auteurs de cette opération, qui n'étaient pas armés, ont été arrêtés.

M. Georges Cug, juge d'instruction à Paris, qui était chargé des cas de MM. Jean-Paul Gérard, Michel Lapeyre et Frédéric Orliac, jeunes auteurs d'un des N.A.P.A.P. (Noyaux armés pour l'autonomie populaire) appréhendés dans la nuit du 12 au 13 mai, alors qu'ils étaient porteurs d'armes ayant servi à des attentats, vient d'être dessaisi du dossier.

Les parents des incriminés réclament la mise en liberté de leur fils et l'annulation de leur condamnation. C'est M. Louis Chavannes, magistrat instructeur de la cour d'appel de Paris, qui a ordonné la mise en liberté de M. Gérard. Le N.A.P.A.P. qui va également s'occuper de celle-ci (le Monde des 28, 29, 30, 31 mai ; 5 août ; 6 octobre).

Ecole d'Orgue Hamm-Farfa
3 méthodes : 120 à 180 F par mois.
25 F droit d'inscription
hamm
13570 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 544 35-55

A B C D E F G

Je m'inscris